


UNIVERSITY OF TORONTO
VELUT ARBOR ÆVO

HISTOIRE D'ITALIE,

DE 1789 À 1814.

TOME I.

A PARIS,

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET,

rue de Vaugirard, nº 9.

HISTOIRE
D'ITALIE,

DE

1789 à 1814,

PAR CHARLES BOTTA.

TOME PREMIER.



A PARIS,

CHEZ P. DUFART, LIBRAIRE,

QUAI VOLTAIRE, N° 19.

1824.


LIBRARY
1976
UNIVERSITY OF TORONTO

HISTOIRE D'ITALIE,

DE 1789 À 1814.

LIVRE PREMIER.

But de l'ouvrage. — État de l'Italie en 1789. — Origine des droits féodaux; modifications qui y ont été faites, et opinion du siècle à ce sujet. — Aperçu sur la religion. Causes qui ont amené la suppression des jésuites, et ses effets. — Éloge de Joseph II, empereur d'Allemagne; précis de ses réformes. — Voyage de Pie VI à Vienne. — Bienfait du gouvernement du comte de Firmian, dans le duché de Milan. — Éloge de Léopold, grand-duc de Toscane; ses nombreuses et utiles réformes; heureuse situation de la Toscane sous ce prince. — Doctrines de Scipion des Ricci, évêque de Pistoie, et de son synode. Comment ces doctrines sont reçues à Rome. — État du royaume de Naples; opinions qui y régnaient; administration du marquis de Tanucci; réformes exécutées ou espérées. — Situation de la Sicile; son parlement. — Situation du duché de Parme sous les ducs Philippe et Ferdinand; bonne administration de Dutillot. — Récit de ce qui se passait à Rome, et projets qui s'y formaient; caractère de Pie VI; sa magnificence; ses efforts pour le desséchement des marais Pontins. — État du Piémont; caractère de Victor Amédée III, roi de Sardaigne; ses règlemens sur l'armée, l'administration et les finances. — État de la république de Venise; nature de son gouvernement; caractère de ses peuples. — Situation des républiques de Gênes, de Lucques et de Saint-Marin. — État du duché de Modène, et caractère de son prince. — Résumé général des opinions qui avaient prévalu en Italie en 1789.

J'écris l'histoire moderne d'Italie; que penseront les contemporains? je l'ignore. Les excellens historiens florentins s'arrêtent à la fin du dix-septième siècle. Eux seuls peut-être, parmi tant

d'écrivains de toutes les époques et de toutes les nations, s'affranchissant de l'esprit de parti, ont osé dire la vérité. Les temps depuis ont empiré de telle sorte, le système d'adulation s'est tellement propagé, qu'une histoire impartiale paraît aujourd'hui un ouvrage plutôt impossible que difficile à produire. J'entends toujours répéter, néanmoins, que l'histoire est le flambeau des âges; qu'elle éclaire les peuples et les rois; mais si elle est écrite dans le goût qui domine, quelle science peut-elle enseigner, si ce n'est celle du mensonge? quelle garantie présentera un pareil guide sur la route obscure de la vie? On s'en fera une idée, si l'on réfléchit que les choses humaines se gouvernent avec des réalités, et non des chimères. Déjà la plupart de ceux à qui j'ai communiqué mon projet, m'ont déclaré sans balancer qu'ils voyaient dans son exécution imprudence, impossibilité ou péril; mais j'ai cru remarquer que si la flatterie est recherchée, elle s'offre avec plus d'empressement encore; de sorte qu'il y a plus de bassesse chez les historiens que d'exigeance et d'ambition chez les princes. Ainsi, sans prétendre à plus de liberté littéraire que n'en obtinrent Benoît Varchi, ou François Guicciardini, du duc Cosmes, et Nicolas Macchiavel du souverain pontife, qui lui concéda un ample privilége pour l'impression de ses ouvrages, j'ai la confiance qu'on m'en accordera une semblable; à moins

qu'on ne veuille croire ou répéter ce que disait et croyait l'homme qui, de nos jours, aurait voulu anéantir jusqu'au nom de la liberté : c'est-à-dire que tout le mal vint du siècle de Léon x. Cet homme appelait mal, le désir manifesté, par les princes d'abord, et ensuite par les peuples, de voir plus de douceur s'introduire dans les formes du gouvernement. Quelques personnes penseront peut-être que les choses sont aujourd'hui plus délicates qu'autrefois : je répondrai qu'autrefois aussi, comme pendant les dernières années, et surtout dans la malheureuse Italie, on vit des armées étrangères se déborder, des villes réduites en cendre, des peuples dépouillés, des provinces dévastées, des états anéantis, des factions, des sectes, des complots, des ambitions cruelles, de basses avarices, des gouvernemens faibles et corrompus, des lois iniques et frauduleuses, des populations déchaînées et abandonnées à tous les excès. Pour moi, je suis fermement résolu, si l'entreprise n'est point au-dessus de mes forces, à dérouler aux yeux de la postérité le véridique et douloureux tableau de tant d'événemens déplorables, dont le souvenir seul me remplit encore d'épouvante. Advienne ensuite que pourra ; la vie est courte, et la satisfaction d'avoir rempli le devoir d'un bon et fidèle historien, est immense et presque infinie. Ce ne sera pas pour moi non plus une faible jouissance, que d'embrasser dans

mes narrations le récit également impartial des actions consolantes, utiles et généreuses qui éclatèrent au milieu de tous ces désastres : effet des bontés de la Providence, qui n'abandonne jamais entièrement la malheureuse humanité.

Après avoir conquis l'Europe, les rois barbares l'abandonnèrent aux capitaines de leurs armées. Les hommes et les terres devinrent donc leur propriété; de sorte que, si au temps des Romains les populations se composaient d'hommes libres et d'esclaves, elles se divisèrent au temps des barbares en conquérans et en serfs; c'est là l'origine de la féodalité. Théodoric, roi des Goths, modifia cet état de choses par des institutions municipales. Ensuite les ecclésiastiques, ayant acquis des richesses, devinrent eux-mêmes une puissance, et mitigèrent l'autorité féodale par la division ou la résistance. De là les ordres, ou les états, ou les branches, comme on voudra les appeler, de la noblesse, du clergé et des communes. Charles-Quint les anéantit en Espagne, et ne put y parvenir dans les îles d'Italie. Ils subsistèrent en France sous les Bourbons, qui s'en servirent plus ou moins, selon les temps. Dans l'Italie, divisée en tant d'états divers; dans l'Italie, si souvent en proie aux princes étrangers qui, afin de s'en assurer la possession, concentraient le pouvoir sur un petit nombre de grands personnages; l'autorité municipale, si l'on en excepte quelques anciennes

républiques, reçut moins d'extension, la féodalité conserva plus d'influence. Je parle ici du gouvernement sous le rapport des individus; on apercevait encore parmi eux, et dans les usages, de nombreux vestiges de l'antique servitude. Quelques uns de ces vestiges disparurent devant l'opinion des peuples, ou par concession des feudataires; d'autres furent effacés par les princes: le siècle qui vient de finir voulait l'anéantissement du reste.

Les peuples ne bornaient pas là leurs prétentions; ils réclamaient l'égalité devant la loi civile et quant aux charges de l'état; en quoi s'accordaient non seulement ceux à qui cette égalité devenait profitable, mais encore la plus grande partie de ceux qui jouissaient des priviléges. Dire ensuite, comme quelques uns l'ont écrit, probablement sans le croire, que l'on exigeait une égalité sans bornes, même celle des propriétés, c'est l'exagération coupable de quelques hommes de parti, qui ne pèsent jamais leurs paroles, et dont les discours ne tendent qu'à enflammer les peuples et à provoquer la guerre civile. Telle était la question des droits, où l'on mêla bientôt, avec une imprudence qu'il faudra éternellement déplorer, certaines abstractions sophistiques qui inspirèrent aux peuples l'ambition de se gouverner par eux-mêmes. On n'ignorait pas, cependant, que la multitude est prompte à commettre le mal,

et qu'elle tourne souvent contre elle le glaive dont elle est armée; effet trop commun de la violence désordonnée de ses mouvemens, de la divergence de ses volontés, de l'inflammabilité de ses esprits, et de l'empire qu'elle accorde sur elle à la grandeur ambitieuse plutôt qu'à la vertu modeste.

La religion elle-même était méconnue, non pas quant au dogme qui ne fut jamais attaqué, mais bien dans la discipline. On se plaignait que l'indigence pesât sur les ouvriers actifs de la vigne du Seigneur, tandis que d'immenses richesses étaient le partage des oisifs; richesses, disait-on, dont ils ne se contentaient pas de faire usage, mais dont souvent ils faisaient abus; on se plaignait du nombre insuffisant des uns, du nombre excessif des autres, de la répartition vicieuse des bénéfices, de certaines pratiques religieuses, plus utiles à ceux qui les avaient introduites, qu'honorables pour le culte divin, puisqu'à cette occasion les solennités les plus augustes et les plus nécessaires de l'Église avaient perdu de leur pompe et de leur majesté. Les âmes pieuses, ajoutait-on, étaient scandalisées de voir que l'on fournissait matière aux calomnies de l'erreur et de l'impiété.

Bien d'autres discours se tenaient encore, et principalement en Italie. Ils naissaient tous de l'esprit du siècle, favorable au plus grand nombre. Devenu inquiétant pour les princes, l'ordre des jésuites avait été supprimé. Cette société, par

ses efforts et son influence, avait rendu la cour de Rome trop redoutable au dehors. Dans l'état de confusion où se trouvaient le profane et le sacré, les princes catholiques craignaient que de cette monarchie universelle spirituelle, qui reconnaissait pour chef le souverain pontife, ne naquît un jour, par le moyen des jésuites, partisans les plus actifs et les plus adroits de la cour de Rome, une espèce de monarchie universelle temporelle, où l'autorité du pape eût étouffé la leur. Le souverain pontife, Clément XIV, savait bien qu'en supprimant les jésuites, il se privait de sa meilleure milice; mais il ne put résister aux sollicitations, aux menaces même de tant de princes, connus par leur puissance, renommés pour leur piété, redoutables par leur union. Il balança long-temps, céda enfin, et bientôt après se repentit. De cette mesure, toutefois, sortit un résultat dont l'importance dépassa les calculs du pape et des princes eux-mêmes. Le premier ne s'était pas attendu à tant de sujets de crainte, les seconds à tant de motifs de satisfaction. Le parti populaire acquit plus de force dans le corps de l'Église. On parla de la ramener à son antique simplicité, d'étendre l'autorité des évêques et des curés, de réduire celle du pontife suprême, de mettre un terme au luxe intolérable du clergé. On renouvela, en les exagérant, les plaintes élevées depuis si long-temps contre la cour de Rome. Les maximes de Port-

Royal se propagèrent, ceux qui les professaient acquirent une grande influence auprès du peuple; et en effet, ils brillaient non par l'or, non par le faste extérieur, mais par leur science, l'austérité de leur vie, et une certaine simplicité de mœurs qui rappelait beaucoup les anciens temps évangéliques.

De telles dispositions plaisaient aux princes qui se souvenaient encore de la domination des jésuites et de la puissance de Rome. Ils se persuadaient qu'ils allaient jouir d'une plus grande autorité dans les affaires ecclésiastiques, si les évêques, toujours sous leur dépendance, étaient moins soumis à celle du pape. Ils croyaient enfin qu'en diminuant les prérogatives de Rome, ils assuraient leur propre indépendance.

Ces maximes, restrictives du pouvoir, favorables à la liberté, trouvaient les peuples tout disposés à les adopter, et jetaient des racines d'autant plus profondes. Ainsi se glissait peu à peu dans tous les membres du corps social, un seul et même esprit, sous le double rapport ecclésiastique et civil. Malgré tout, si le vœu d'une réforme était manifesté par le plus grand nombre, l'idée d'une révolution n'était venue à personne; point d'ambitions individuelles, chacun attendait du temps et de la sagesse des princes une modification nécessaire et désirée.

A propos de réforme, et pour parler des indi-

vidus, je suis bien aise de faire figurer un nom impérial à la tête de mon ouvrage. Joseph II, empereur d'Allemagne, comparé aux princes étrangers à sa maison, brille à leur tête par la vigueur de son génie et son amour de l'humanité. Il occupe encore la première place, ou du moins la seconde, si l'on établit le parallèle entre lui et son frère Léopold. Joseph II pensa beaucoup et travailla efficacement au bonheur du peuple autrichien. Souverain, et à cause de sa dignité même, il fut décrié par les auteurs effrénés de tous les crimes qui se commirent en France pendant la révolution; réformateur généreux, il fut ensuite accusé par ceux qui veulent dans le monarque un pouvoir non seulement absolu, mais encore despotique et terrible. Toutes ces attaques ne m'empêcheront pas de proclamer Joseph II l'un des plus grands bienfaiteurs du monde. Il voyagea beaucoup, non par ostentation, mais pour connaître les institutions utiles et les besoins des peuples. La cabane du pauvre l'occupait plus que le palais du riche; il ne visitait jamais le malheur sans lui offrir les consolations du langage, et plus souvent celle de la générosité. Sous son règne, achevant ainsi l'ouvrage commencé par son auguste mère, Marie-Thérèse, des lois prévoyantes protégèrent les paysans contre les vexations des feudataires. Il voulut extirper et il extirpa la féodalité; ordonna que la justice serait égale pour tous;

là il fonda des hôpitaux, des hospices, des conservatoires et d'autres monumens de sa munificence; ici il créa des universités, protégea spécialement la jeunesse sans fortune, mais avide de savoir. De son temps, l'université de Pavie acquit une renommée que la réputation d'aucune autre ne surpassa. Il remplit cette université d'excellens professeurs en tout genre, dont il reconnaissait le zèle par d'honorables récompenses, dont il n'avilissait pas la dignité, en les obligeant à la flatterie. C'était peu pour Joseph II, il institua des prix en faveur des agriculteurs diligens; perça des routes, creusa des ports, abolit les douanes à l'intérieur, et multiplia ainsi les communications du commerce. En aucun pays, à aucune époque, on n'honora plus qu'en Italie, sous Joseph II, les sciences qui aident à supporter la vie, les lettres qui l'embellissent. Digne exécuteur de ses ordres, le comte de Firmian arriva dans la Lombardie autrichienne, et cette province devint si florissante sous son administration, qu'on vit se réaliser pour elle, je ne crains pas de le dire, les récits fabuleux de l'âge d'or.

Quant aux institutions ecclésiastiques, Joseph II déclara la religion catholique celle de l'état; mais il ordonna en même temps la tolérance pour toutes les autres; défendit aux évêques de regarder comme valide toute bulle qui ne leur aurait pas été transmise par le gouvernement; mesure adoptée anté-

rieurement par quelques autres princes, mais qui n'avait pas toujours reçu d'exécution. Il établit que les ordres des religieux réguliers ne dépendraient plus de leur général résidant à Rome, mais de leur supérieur ordinaire, c'est-à-dire de l'évêque: persuadé que de cette manière, il agissait à la fois pour la sûreté, pour l'honneur de son état, et dans l'intérêt de la discipline ecclésiastique. Quelques couvens lui parurent inutiles, il les supprima, ne conservant parmi les établissemens de femmes, que les maisons d'éducation pour les filles. Il institua aussi de nouveaux évêchés, en amalgama plusieurs autres, en régularisa les revenus, et augmenta considérablement le nombre des cures, plus empressé d'assurer l'instruction et le salut de tous les fidèles, que de pourvoir au luxe de quelques prélats.

Ces innovations éveillèrent fortement l'attention du souverain pontife Pie VI, homme d'un caractère vif, et jaloux surtout des prérogatives du saint siége. Fort de l'autorité de son rang, de l'aspect imposant de sa personne, de l'éloquence qu'il possédait au suprême degré; sans réfléchir à l'échec qu'un refus pouvait faire à sa réputation, Pie VI se rendit à Vienne. Il y fut reçu avec d'autant plus d'honneurs, peut-être, qu'on était résolu d'écarter ses réclamations. Les premières félicitations passées, il entra en conférence avec l'empereur, entama le sujet de sa négociation, et

parlant avec une majesté inexprimable, il l'avertit « d'apporter toute son attention aux événemens « du jour ; qu'on parlait pompeusement de la sim- « plicité antique, mais qu'elle ne convenait point « à un siècle qui l'avait oubliée ; que le dérègle- « ment était dans la morale, la tiédeur dans la « foi, l'ambition dans tous les esprits ; que l'appa- « reil extérieur devait donc soutenir la croyance « ébranlée, imprimer le respect aux uns, et sa- « tisfaire les prétentions des autres ; que la condi- « tion de l'Église restreinte, pauvre et persécutée, « n'était point applicable à l'Église riche, triom- « phante, et n'ayant d'autres limites que celles « du monde ; que si les petits états admettaient « les formes républicaines, les grands empires ne « voulaient que des institutions monarchiques ; et, « que dans une domination aussi étendue, on ne « pouvait sans péril affaiblir la suprême puissance « du saint siége, parce qu'alors éclateraient bien- « tôt les ambitions individuelles et le schisme : « Voyez, ajoutait-il, combien de discordes, com- « bien de sectes sont nées de la seule erreur de « Luther, uniquement parce qu'on osa secouer le « frein régulateur du successeur de saint Pierre. « Les mêmes principes amèneront les mêmes dé- « chiremens dans le reste de l'Église catholique, « et les agneaux errans loin du pasteur accoutumé, « deviendront la proie des loups dévorans. Qui « s'érige en réformateur, commence peut-être avec

« des intentions innocentes et dirigées vers le bien ; « mais l'entêtement et l'ambition naturels à l'hu- « manité finissent toujours par enfanter des dés- « astres. N'écoutez pas les discours emmiellés et « modestes en apparence de certains hommes : ce « voile d'humilité, cette feinte douceur de pa- « roles ne sont que le manteau de l'orgueil qui « les domine. Ils se refusent à la soumission pour « arriver au despotisme. Faibles, ils supplient; puis- « sans, ils écrasent. Les doctrines pernicieuses se « propagent avec rapidité ; au maintien de la mo- « narchie spirituelle est attaché le salut des monar- « chies temporelles ; la chute de l'une met toutes « les autres en péril ; et déjà, sous ce rapport, les « projets des philosophes modernes ne sont plus « un mystère. Enlever à un souverain la vénéra- « tion des peuples, c'est un moyen facile de l'en- « lever à tous les princes. Dans un siècle effréné, « l'autorité absolue du pontife romain est le plus « ferme appui des monarques. Je ne prétends « point d'ailleurs abuser de cette autorité contre « les rois, quoique les papes en aient été autrefois « accusés. Aucun signe ne l'annonce, et l'esprit « du siècle s'y oppose ; mais réfléchissez mûrement « à la puissance du roi de Prusse, votre rival, et « chef du protestantisme en Allemagne. Par per- « suasion ou par habitude, les catholiques suivront « toujours l'impulsion de l'Église romaine ; où « sera votre espoir, votre appui, votre force, si

« vous vous séparez d'eux? Souvenez-vous de « Charles v, le plus glorieux de vos ancêtres, « contraint de fuir à la hâte, et chassé d'Inspruck « par ces mêmes protestans qu'il avait comblés « de faveurs excessives. Suivez plutôt les traces « de votre auguste mère et de tant de princes de « votre maison, fameux par leurs grandes actions « dans la paix et dans la guerre, plus fameux en- « core par leur piété et leur dévouement envers « le saint siége. Abandonnez ces maximes falla- « cieuses, ces dangereuses innovations; jetez-vous « dans mon sein, mes bras vous sont ouverts; je « vous y recevrai comme le plus tendre des pères « y recevrait le plus cher de ses fils. Je sais que « les institutions humaines s'altèrent par la suc- « cession des siècles, et qu'il est nécessaire quel- « quefois de les ramener à leurs premiers prin- « cipes: père commun de tous les fidèles, je suis « prêt à le faire autant que le besoin de la religion « l'exige, autant que la dignité et les droits du « saint siége le permettent; mais de moi seul, « comme de la source universelle et en vertu de « ma toute puissance apostolique, doivent venir « les réformes. A les obtenir par une autre voie, « il y aurait scandale aux yeux du monde, outrage « à mon honneur, subversion des prérogatives « du vicaire de Jésus-Christ: dans une vieillesse « déjà avancée, animé de l'esprit divin qui ne « trompe jamais, et voulant écarter tout inter-

« médiaire, j'ai quitté mon palais pontifical, « pour un pays qui m'est entièrement étranger ; « j'ai parcouru d'immenses contrées, traversé des « rocs escarpés, afin de vous éclairer par moi-« même sur les périls qui vous entourent, afin de « vous informer que le Christ n'a qu'une Église, « que cette Église n'a qu'un gouvernement, que « ce gouvernement n'a qu'un chef, d'où dérivent « tous les autres pouvoirs sur la terre ; et vous ne « souffrirez pas qu'il ne résulte aucun fruit de tant « de fatigues, d'un voyage entrepris avec tant de « solennité, d'exhortations si paternelles, et du « désir inquiet de tous les fidèles, dans une affaire « d'un si haut intérêt. »

Ces motifs, puissans par eux-mêmes et fortifiés de toute la gravité du pontife, ne purent cependant détourner l'empereur de ses desseins. Le pape revint à Rome d'autant plus affligé, qu'il voyait le saint siége menacé de plus près par la tempête qu'il voulait conjurer. Le grand-duc Léopold était monté sur le trône de Toscane en 1765. Ce prince, à qui l'on n'accordera jamais tant d'éloges qu'il n'en mérite encore davantage, montra ce que peuvent, pour le bonheur des peuples, les qualités de l'esprit, les vertus de l'âme et l'amour constant de l'humanité. Solon fit un gouvernement populaire et agité, Lycurgue un gouvernement populaire et grossier, Romulus un gouvernement militaire et conquérant, Léopold

établit un gouvernement paisible, doux et pacifique, d'autant plus louable en accordant beaucoup, qu'il pouvait ne rien accorder. Que si l'on veut encore, comme on l'a déjà fait, accuser Léopold d'avoir par ses réformes donné naissance à la révolution française, je ne sais plus ce qu'il faut déplorer davantage, ou de l'aveuglement de certains hommes, ou du malheur des princes, plus souvent flattés pour le mal qu'ils font, que félicités pour le bien qu'ils opèrent. Avant Léopold, les lois de la Toscane étaient partiales, confuses, difficiles, inprévoyantes, attendu qu'elles avaient été faites en partie pendant les troubles et les dissensions de la république de Florence, et en partie refaites sous les anciennes; mais sans concordance avec ces dernières qui subsistaient toujours. D'un autre côté, il y en avait pour Florence, pour la Campagne, pour Pise, pour Sienne, peu ou point de générales. De là les incertitudes sur la juridiction, les contestations sur la compétence, les lenteurs de la procédure, le désistement forcé des pauvres, les délais arbitraires apportés par les riches; de là encore la facilité d'être injuste, la ruine des familles et les haines inévitables. Il y avait en outre cruauté ou insuffisance dans les lois criminelles, peu de faveur pour le commerce, oubli de l'agriculture, germes pestilentiels dans le sol, point de garantie pour les propriétés, misère dans les

campagnes, poids énorme de la dette publique, surcharge écrasante des impôts.

Le généreux Léopold trouva remède à tout; il supprima les charges inutiles, ou peu nécessaires, ou de pure faveur, entre autres celle des régales : abolissant ainsi les priviléges qui enlevaient aux juges ordinaires la connaissance des causes où l'intérêt de la couronne se trouvait compromis. Il affranchit les communes des tribunaux d'exception, leur rendit la libre administration de leurs revenus, les autorisa non seulement à se concerter, mais encore à prononcer sur la nécessité des charges publiques, de sorte qu'à certains égards, ces communes formèrent dans le grand-duché une représentation nationale. En leur faisant remise de ce qu'elles devaient au trésor, en leur faisant payer ce dont le trésor leur était redevable, il les éleva à un haut point de prospérité, qu'il accrut encore par l'amélioration du cadastre.

De cette suppression de priviléges individuels, et des tribunaux d'exception, naquit pour les corps et pour les personnes l'égalité civile; tels furent sous ce rapport les règlemens établis par Léopold. Quant au criminel, il annula de même toute franchise, força les juges à l'impartialité, abolit la peine de mort, la torture, le crime de lèse-majesté, la confiscation des biens et le serment des condamnés. Il voulut que les plaintes fussent rendues en termes clairs et précis; que le plai-

gnant se rendît responsable de la vérité de l'accusation ; accorda aux contumaces la révision entière de leur procès, et proportionna la peine au délit. Du produit des amendes et des condamnations pécuniaires, il forma, louange éternelle lui soit rendue ! un fonds particulier pour le soulagement de ces innocens, que la justice, en son cours, enveloppe quelquefois malgré elle dans ses poursuites et dans les rigueurs qui les accompagnent. Ce fonds servait encore à dédommager les tiers, des pertes résultant d'un délit étranger. Voilà donc, chose admirable ! une institution fiscale qui donne au lieu de prendre. Non content de toutes ces améliorations, le prince chargea de la rédaction d'un nouveau code toscan, Vernacini, auditeur de la rote, et le conseiller Ciani, tous deux également animés de l'amour du bien public, tous deux capables d'y coopérer par leurs talens, tous deux convaincus que le moyen d'y parvenir était de réformer les lois. Ce n'est pas sans raison que je m'exprime ainsi, car il existe aujourd'hui des hommes qui voudraient nous persuader que la meilleure législation est celle des temps barbares.

Les effets répondirent à ces généreuses intentions. Le bonheur se fixa en Toscane à la suite des innovations de Léopold ; la morale et l'urbanité se répandirent, le châtiment fut toujours à côté du délit ; les crimes devinrent très rares, les

prisons se dépeuplèrent; tout prit l'aspect de la prospérité. Aussi, cette province, à qui le monde devait déjà de si grands exemples, donna encore, sous la domination du prince le plus humain, celui d'une législation tellement coordonnée, que le gouvernement et le peuple ne pouvaient désirer, l'un plus de garanties, l'autre plus de félicité.

A cet heureux résultat contribuèrent puissamment les nouveaux règlemens de Léopold, relativement à l'agriculture et au commerce. Il affranchit les campagnes de toutes vexations, les terres de toute servitude; restreignit la faculté d'établir des fidéicommis, réunit le droit de pâture à la propriété; rapportant ainsi l'ancienne loi du pâturage public, qui empêchait les propriétaires et les cultivateurs de clore leurs terrains pour les préserver des animaux vagabonds et dévastateurs. De cette prévoyance, naquirent des effets très remarquables; les moissons furent assurées, et les animaux s'apprivoisèrent.

Considérant ensuite combien les fermes générales des impôts étaient mal vues des peuples, et peu utiles à un bon gouvernement, Léopold les abolit. Plusieurs autres fermes particulières furent également supprimées, telles que la vente des tabacs, de l'eau-de-vie et du fer; quelques impôts subirent des diminutions, entre autres ceux des contrats et du timbre; l'exploitation des

mines rentra dans le droit commun. Léopold savait que toutes ces réformes devaient diminuer les rentrées du trésor ; il y persista néanmoins, plus touché du bien public que de l'avantage du fisc. Cependant les revenus ne baissèrent pas autant qu'il l'avait pensé d'abord ; et la prospérité du pays, la plus grande activité du commerce, suppléèrent en partie aux réductions opérées. Preuve certaine que le bonheur des peuples, garanti par la liberté, est pour le trésor public une source de richesses plus féconde que des impôts onéreux.

Léopold supprima encore les douanes intérieures, ouvrit des routes, creusa des canaux et des ports, établit ou releva des lazarets, assura aux étrangers le libre exercice de leur religion à Livourne, abolit les corporations des arts et métiers, affranchit l'industrie de ses entraves, y substitua des encouragemens, des récompenses et des priviléges, surtout en faveur des ouvrages en soie et en laine, partie la plus essentielle du commerce de la Toscane. L'exportation libre de la soie, moyennant une faible taxe, donna elle seule un tel résultat, que le produit, qui, en 1780, n'avait été pour la Toscane que de 163,178 livres, s'éleva, en 1789, à 300,000 liv.

Pour revenir à l'administration des terres, non seulement Léopold l'améliora de beaucoup en améliorant la condition des cultivateurs, mais

encore il rendit à l'agriculture des espaces que la nature du sol n'avait point permis jusqu'alors de cultiver. Tels furent la vallée de Chiane, celle de Nievole, terrains riches et féconds, une grande partie de la capitainerie de Pietra-Santa, les frontières du littoral de Livourne et de Pise, qu'il parvint à dessécher et à rendre salubres au moyen de tranchées, d'atterrissemens, de digues et de canaux, pratiqués par ses soins selon la nécessité des lieux. Mais une entreprise de bien plus grande importance, et d'une difficulté presque insurmontable, ce fut le desséchement des marais de Sienne, entreprise avancée à un point tel, qu'on espérait atteindre à son entière exécution. Les marais de Sienne s'étendent le long de la mer, sur un espace de soixante-dix milles environ, depuis l'extrémité de la province de Pise jusqu'aux frontières de l'état ecclésiastique. Leur largeur, dans les terres, est de cinq ou six milles, jusqu'à quinze ou dix-huit. La plaine de Grosseto forme la partie la plus considérable de ces marais. La portion de la plaine qui n'est pas inondée est aussi féconde que l'air est infect et pestilentiel.

Déjà, sous Ferdinand 1er de Médicis, le desséchement avait été commencé, et plusieurs de ces marais avaient pu recevoir la charrue; mais, par la négligence des successeurs de Ferdinand, l'air et la terre se corrompirent plus que jamais. A peine Léopold fut-il monté sur le trône, que son

attention se porta vers les marais; il y envoya le père Ximenès, Ferroni et Fantoni, mathématiciens célèbres et très savans dans l'hydraulique. La plaine de Grosseto, le lac, ou plutôt l'étang de Castiglione, se trouvaient déjà dans un état satisfaisant. On espérait mieux encore, on espérait même un succès complet. Les atterrissemens, par le moyen des eaux de l'Ombrone et de la Bruna introduites au moment des crues limoneuses, les canaux, les écluses, tout fut mis en usage. Persuadé en outre que les petites populations rendent l'air insalubre, que les grandes l'épurent, Léopold offrit des récompenses et des immunités, soit aux gens du pays, soit aux étrangers, et particulièrement à ceux de la Campagne de Rome, qui fixeraient leurs demeures sur l'emplacement des marais. Il annonça que le trésor payerait aux fondateurs des maisons nouvelles le quart du prix de leur construction; qu'il donnerait des terres ou gratuitement, ou à bas prix, ou à loyer, ou à bail emphytéotique; qu'il ferait des avances de fonds, et que les nouvelles demeures deviendraient pour les habitans un asile inviolable. Par ce moyen, la population s'accrut, les terres furent cultivées, l'air s'assainit. A la vérité, la difficulté des temps ne permit pas de maintenir cet état de choses; mais il reste, et peut-être restera-t-il long-temps encore, dans les marais de Sienne, des vestiges de la munificence de Léopold.

Ce prince, juste et magnanime, prit à l'égard de la dette publique des mesures non moins dignes d'éloges. Plus de trois mille créances furent éteintes, et les créanciers remboursés sur les fonds provenant de la vente des biens appartenant, soit à la couronne, soit au domaine public. Il employa encore à cet usage les capitaux qui constituaient la dot et la contre-dot de la reine son épouse, et même une partie de son propre patrimoine. De cette manière, et pendant que d'autres états d'Italie s'obéraient continuellement, sans autre but que de se créer des armées, la Toscane, par les soins de Léopold, amortissait la dette publique, et fondait un gouvernement paternel, paisible à l'intérieur, inoffensif pour ses voisins.

Léopold pensait aussi à l'utilité et à l'ornement de son duché. On voyait s'élever à la fois des écoles pour toutes les classes de la société, des maisons de refuge et de secours, des hôpitaux et des hospices; les universités de Pise et de Sienne recevaient une meilleure organisation; de nouveaux palais étaient fondés, les anciens s'embellissaient; on multipliait les promenades publiques, les bibliothéques s'enrichissaient, le cabinet de physique ajoutait à ses curiosités, et l'on plantait un jardin botanique.

Le prince voulut encore que la sincérité de ses intentions et l'équité de son gouvernement

parussent au grand jour. C'est dans ce but qu'il fit publier le tableau, par recette et dépense, de la situation financière de l'état, depuis 1765 jusqu'à 1789. Là, d'un seul coup d'œil, on apercevait et le montant des économies, et la diminution des impôts, et la destination des fonds publics, employés à des établissemens charitables ou à des travaux d'embellissement.

Je me suis étendu sur l'administration sage de Léopold; l'extrême plaisir que j'y prenais m'y invitait assez, et je n'apercevais que trop d'occasions, dans la suite de cette histoire, de rapporter des faits bien différens. Avec un peu d'indulgence, mes lecteurs ne m'accuseront pas, je l'espère, de m'être laissé entraîner à des longueurs; ils me pardonneront la satisfaction que je me suis donnée, d'autant plus qu'au milieu des malheurs de notre époque, les historiens ne rencontrent pas souvent de bonnes fortunes de cette nature.

Il est temps maintenant de parler des réformes apportées en Toscane, par Léopold, dans la discipline ecclésiastique : matière de la plus haute importance, qui éleva tant de rumeurs, qui éveilla si fortement l'attention des hommes, soit en Italie, soit au-delà de ses frontières. Les anciens Toscans, plus généreux envers les couvens qu'envers les paroisses, avaient placé les uns dans l'abondance, en laissant les autres dans la misère. Les maximes relâchées des jésuites, et la constitution *Unigeni-*

tus, avaient été admises en Toscane sans la moindre opposition; mais aussitôt qu'Ippoliti fut élevé à l'évêché de Pistoie, les écrits de Port-Royal commencèrent à circuler parmi les ecclésiastiques. Arnauld, Nicolle, Duguet, Gourlin et Quesnel devinrent les auteurs favoris des prêtres. Cette tendance vers les doctrines de Port-Royal devint beaucoup plus sensible au moment où Scipion Ricci remplaça Ippoliti sur le siége épiscopal de Pistoie. Léopold s'en réjouit, convoqua, en 1787, une assemblée générale des évêques de Toscane, et leur soumit cinquante-sept propositions, toutes relatives à la réforme de la discipline ecclésiastique. Beaucoup furent accordées, d'autres modifiées, quelques unes réservées pour des temps plus convenables.

L'adhésion de prélats, aussi respectables par le savoir que par l'intégrité des mœurs, permit au prince de procéder plus franchement dans son système de réforme. Il établit que les cures se donneraient au concours, que leurs revenus seraient augmentés, qu'elles cesseraient de payer aucune taxe aux évêques étrangers; affranchit les bénéfices de ces cures de toute espèce de pensions; changea la destination des fonds affectés à certains usages religieux, sans intérêt ou sans utilité; employa ces capitaux à l'augmentation des portions congrues les plus modiques; voulut qu'en retour les curés se désistassent de la dîme et de

tout autre émolument de l'étole ; qu'ils fussent obligés à résidence ; que personne ne pût jouir à la fois que d'un seul bénéfice encore bien que peu considérable, mais surtout si c'était un bénéfice à résidence ; que tout prêtre qui aurait un bénéfice de cette nature relevât de l'église dont dépendait ce bénéfice ; les simples prêtres, de la paroisse où était leur domicile, et cela, sous la dépendance du curé, et avec l'obligation de l'assister dans l'exercice de son saint ministère ; que les bénéfices, soit de collation ecclésiastique, soit à la nomination de la couronne, se conférassent uniquement à qui aurait servi ou à qui servirait actuellement l'Église ; que les réguliers et les chanoines dépendissent du curé, et fussent dans l'obligation de l'aider toujours au besoin. Il pourvut à la subsistance des ecclésiastiques pauvres ou infirmes ; supprima les ermitages dont l'utilité n'aurait pas été reconnue ; en fit autant des compagnies, congrégations et confréries, les remplaça toutes par les seules associations de charité ; remit gratuitement aux paroisses les églises, oratoires, réfectoires et couvens de ces congrégations. Il décida que les religieux réguliers dépendraient de l'évêque ; que la prise d'habit ne pourrait avoir lieu avant l'âge de dix-huit ans pour les hommes, de vingt ans pour les femmes ; que les hommes ne pourraient prononcer de vœux avant l'âge de vingt-quatre ans, les femmes avant leur trentième

année. Il abolit le tribunal du saint office; suspendit l'effet des censures de Rome qui prononceraient des peines temporelles, et des bulles d'excommunication qui n'auraient pas été sanctionnées par le gouvernement; défendit de les publier, de les signifier, et d'y avoir aucun égard dans le for extérieur. Il retira aux ecclésiastiques le privilége qu'ils avaient de citer devant eux les laïques, à qui il les assimila, sans restriction, dans les causes criminelles. Il voulut que leur juridiction fût toute spirituelle aussi-bien que les châtimens qu'ils pourraient infliger; que les évêques convocassent, tous les deux ans, le synode diocésain, afin de conserver intacte la pureté du dogme et la sainteté de la discipline.

Défavorables à la cour de Rome, ces règlemens du prince toscan ne frappaient cependant point, dans sa base, cette autorité pontificale que depuis plusieurs siècles les papes prétendent exercer pleine et entière, soit de l'aveu tacite, soit du consentement exprès de l'Église. Les avocats du saint siége soutiennent que le pape est le seul vicaire, le seul représentant de Jésus-Christ, son plénipotentiaire, et que tous les autres évêques de la chrétienté sont les vicaires, non pas de Jésus-Christ, mais du pontife romain; qu'ainsi il n'est dans l'Église qu'un seul évêque universel qui reçoit du Christ, en dépôt, toute l'autorité ecclésiastique, avec pouvoir de la répartir dans une juste pro-

portion entre ses subalternes. Mais l'évêque de Pistoie ne s'arrêta point devant ces prétentions ; toujours appliqué à ramener le gouvernement de l'Église à ses principes, il avait déjà voté, dans l'assemblée des évêques de Toscane, une extension de pouvoirs, non seulement pour les évêques, mais encore pour les curés; voulant qu'à l'instar des premiers chrétiens, les uns et les autres eussent voix délibérative dans les synodes diocésains. Il établit ensuite, dans son synode, que les évêques avaient reçu immédiatement du Christ les facultés nécessaires à la bonne administration de leur diocèse ; que ces mêmes facultés étaient indépendantes et inaltérables; qu'un évêque pouvait et devait toujours, si le bien de son église l'exigeait, remonter à ses droits originels quand un motif quelconque en avait interrompu l'exercice. Ces propositions furent très mal reçues à la cour de Rome; Pie VI les condamna, quelques années après, comme erronées, et même comme schismatiques. Ricci ajouta quelques autres points de doctrine; soutint que les limbes des enfans étaient une chimère de Pélage; que, selon l'antique usage, il ne devait y avoir dans l'Église qu'un seul autel; que la liturgie devait être écrite en langue vulgaire et récitée à haute voix; que le trésor des indulgences tenait de la dispute des écoles; que l'application qu'on en voulait faire aux morts était une idée ridicule, et que la convocation du con-

cile national présentait une voie canonique pour mettre un terme aux controverses sur la foi et sur la discipline. Le saint siége vit un outrage dans chacune de ces propositions; mais ce qui offensa le plus la cour de Rome, ce fut l'approbation donnée aux quatre articles posés par le clergé gallican dans l'assemblée de 1682; approbation que, par une bulle spéciale, Pie VI condamna comme téméraire, scandaleuse et injurieuse envers le saint siége.

Les doctrines du synode de Pistoie élevèrent une grande rumeur en Italie, surtout après la censure de Rome. Les hommes les plus versés dans l'histoire ecclésiastique publièrent des écrits sans nombre, les uns en faveur de Rome, les autres en faveur de Pistoie. C'était un procès à décider entre les deux doctrines. Les papistes prétendaient que l'hérésie de Luther s'introduisait en Italie; les défenseurs de Ricci, qu'un frein salutaire allait enfin resserrer l'extrême puissance de Rome dans de justes limites. Et comme ces derniers mettaient en avant les paroles magiques de simplicité et d'économie, comme leur opinion favorisait le plus grand nombre, enfin comme la puissance excessive de Rome était devenue intolérable, ces derniers, disons-nous, avaient l'avantage sur leurs adversaires, et acquéraient tous les jours plus de crédit.

Ces atteintes touchaient d'autant plus sensible-

ment le cœur du pontife, que des doctrines pareilles ou peu différentes se professaient dans le royaume de Naples. Tous pensaient, et spécialement les princes, que les doctrines dominantes en Toscane devaient non seulement rétablir la discipline méconnue, mais aussi rendre les souverains temporels à l'indépendance qui leur était due, en les affranchissant de la tutelle du pontife romain. On trouvait donc autant de plaisir à les embrasser, que l'on mettait de promptitude à les propager, et de chaleur à les défendre. Le gouvernement des Deux-Siciles avait d'ailleurs des motifs particuliers d'accueillir et de favoriser ces doctrines, qui frappaient si agréablement l'oreille des mots de liberté et d'indépendance. Mais, avant de parler de ces controverses, il est nécessaire d'exposer l'état du royaume, de dire quels étaient les opinions, les penchans dominans; déplorant d'avance la fatalité, qui de principes fondés sur l'humanité et la bienfaisance, a fait sortir les événemens les plus tragiques et les plus affreux dont l'histoire nous ait transmis le souvenir. Horribles extrémités que l'ardeur du climat, ou l'atrocité des injures, ou la soif immodérée de la vengeance, ou tous ces motifs ensemble, ont amenées dans cette portion de l'Italie!

Appelé au trône d'Espagne en 1750, le roi Charles de Bourbon avait cédé le royaume des Deux-Siciles à Ferdinand IV, le second de ses fils,

âgé seulement de neuf ans. Avant de partir il créa une régence, et confia la jeunesse du nouveau roi aux soins du prince Saint-Nicandre. Étranger à toute science littéraire, et dans l'impossibilité d'enseigner à d'autres ce qu'il ne savait pas lui-même, le prince forma son royal élève à la pêche, à la chasse, et à d'autres exercices corporels de cette nature. Le jeune Ferdinand y prit tant de goût, qu'il en fit dans la suite, et toute sa vie, l'objet de ses délassemens favoris. Mais il grandit avec peu de connaissance des choses les plus nécessaires à la vie civile, et au gouvernement des états. Néanmoins il aimait les savans, et savait profiter de leurs conseils. Le hasard, qui protége aussi quelquefois les gens de bien, voulut qu'à la tête du conseil royal se trouvât le marquis Tanucci, homme franc, zélé défenseur des prérogatives du trône, et très opposé aux immunités ecclésiastiques, surtout en matière criminelle. Le roi prêtait volontiers l'oreille à ses discours ; la prudence et la modération présidaient ainsi au gouvernement de l'état. On espérait quelque adoucissement à la tyrannie féodale, qui en aucune partie de l'Italie ne s'était maintenue plus rigoureusement que dans le royaume de Naples, et principalement dans les Calabres. Les barons, possesseurs des fiefs, ennemis tout ensemble de l'autorité royale et du peuple, méprisaient l'une et tyrannisaient l'autre. Outre les privilèges de la chasse, de la pêche,

des moulins et des fours, ils nommaient les juges des terres, les gouverneurs des villes. Pour eux étaient les premières moissons, les premières vendanges, les premières récoltes de l'huile, de la soie et de la laine; pour eux encore les droits d'entrées, les péages, les gabelles, la dîme et le bénéfice des corvées. De tout cela résultait la vexation des peuples, la pénurie du trésor et l'affaiblissement de l'autorité royale. De tels abus, si peu en harmonie avec l'esprit du siècle, ne pouvaient échapper à Tanucci, ni plaire à un roi doué d'un caractère doux et facile. Des lois expresses vinrent donc les modifier. De plus, Tanucci appela les barons à la cour, où ils apprirent, en contractant des mœurs plus polies, à ménager davantage leurs vassaux. En cultivant l'amitié de toutes les puissances étrangères, Tanucci penchait néanmoins pour la France, et déplut ainsi à la jeune épouse de Ferdinand, Caroline d'Autriche, femme impérieuse et hautaine. Tanucci fut donc éloigné des affaires, et remplacé par Acton, ministre dont le caractère répondait davantage à celui de la reine. De ce moment l'influence de l'Autriche prévalut. Malgré tout, les réformes salutaires se poursuivaient; quelques priviléges des barons furent abolis, les péages supprimés; on entrevoyait un meilleur état de choses pour l'avenir. D'heureuses dispositions se manifestaient dans les esprits. Déjà Filangieri avait publié ses

ouvrages philosophiques, où la force du génie le dispute à l'amour de l'humanité, et l'on mettait autant d'avidité à les lire que d'ardeur à les louer. De toutes parts, alors, naquit un désir plus vif de réformes dans l'état. On voulait une liberté civile plus certaine, une liberté politique plus étendue, une tolérance religieuse mieux garantie. De son côté, le gouvernement, que la révolution française n'avait pas encore rendu soupçonneux, ne répugnait point à ces réformes. On les appelait surtout dans le royaume de Naples, parce qu'elles y étaient plus urgentes, et que les généreuses doctrines avaient poussé des racines plus profondes, particulièrement chez les jurisconsultes. Une grande confusion régnait encore dans les lois; celles des anciens Normands et des Lombards étaient toujours en vigueur; celles des deux Frédéric, les aragonaises, les angevines, les espagnoles et les autrichiennes n'étaient pas entièrement abrogées. De là, point de limites précises dans les droits, aucun terme possible aux procès. La gravité du mal faisait désirer le remède avec plus d'impatience, principalement dans la législation civile et criminelle, très imparfaite par les raisons qu'on vient d'exposer. Toutefois, l'expérience n'avait point encore justifié la théorie, et l'on désirait un essai pratique des nouveaux principes. Dans son voyage en Lombardie, le roi avait visité les célèbres fromageries des plaines

de Parme et du Lodésan. Ces établissemens lui plurent, et il en fonda de semblables à San-Leuce, à peu de distance de Caserte. La colonie grandit; les partisans des réformes représentèrent adroitement à Ferdinand que la société nouvelle attendait des lois de son fondateur. Ils n'eurent pas de peine à décider le roi. Ce prince fit des lois, au moyen desquelles s'éleva dans le royaume un état libre, qui ne reconnaissait de chef que le roi lui-même. Il déclara la colonie indépendante de la juridiction ordinaire, et soumise uniquement aux chefs de famille et aux anciens. Les actes civils, notamment le mariage, avaient leurs formes et leurs règles particulières; le tout suivant la doctrine de Filangieri. La colonie prospérait à l'abri de ces lois privées; le roi s'applaudissait de son ouvrage; et, instruit par l'expérience, se montrait chaque jour plus favorable aux idées qu'on voulait lui faire adopter. Ces idées se répandirent parmi le peuple, le désir des réformes allait croissant, tout le monde pensait que les institutions qui avaient fait le bonheur d'un petit établissement, pouvaient s'étendre au royaume tout entier, en les lui appliquant avec les ménagemens nécessaires.

Ferdinand prêtait d'autant plus volontiers l'oreille à ces conseils, qu'ils venaient précisément des plus zélés défenseurs de son pouvoir et de sa dignité, contre les prétentions de la cour de Rome.

Celui qui avait montré le plus d'activité dans ces discussions avec le saint siége, c'était Tanucci. Déjà, d'après son avis, on avait supprimé le tribunal de la nonciature, devant lequel étaient portées, pour être jugées par le nonce du pape, toutes les causes où un ecclésiastique se trouvait intéressé. Tout appel au pape fut également supprimé. A la vérité, c'était un abus énorme qu'un prince étranger exerçât une juridiction et rendît la justice dans les états d'un autre prince. Ce fut encore par les conseils de Tanucci que la cour de Naples, et non plus le saint siége, nomma aux bénéfices vacans les évêques, les abbés, et autres prétendans; qu'à la présentation de la haquenée, au jour de Saint-Pierre, fût substituée une offrande pécuniaire; que le nouveau roi ne se fît point couronner, pour éluder certaines formalités en usage depuis les rois normands, et qui établissaient la souveraineté de Rome sur le royaume de Naples; enfin, que le nombre des religieux mendians fût réduit, et les jésuites supprimés. On parla, en outre, de rendre les ordres religieux indépendans de leurs généraux résidans à Rome, et d'employer une partie des biens ecclésiastiques à l'équipement d'une flotte respectable.

Ces innovations ne pouvaient avoir lieu sans une vive résistance de la part du saint siége; c'est ce qui arriva. Mais un grand nombre d'écrivains se levèrent dans le royaume de Naples, pour

la défense de la liberté et de l'indépendance de la couronne. Les frères Cestari brillaient au premier rang; vint ensuite l'archevêque de Tarente. Les plus ardens néanmoins furent ceux qui désiraient un gouvernement plus libéral, se proposant ainsi tout ensemble de maintenir la dignité du trône, et de renverser les priviléges féodaux. Ces écrits plaisaient à Ferdinand, profondément irrité contre la cour de Rome; aussi se rapprochait-il tous les jours davantage de leurs auteurs, favorisés eux-mêmes dans leurs controverses avec le saint siége, par Charles de Marco, l'un des ministres du roi, et d'un savoir peu commun.

On faisait donc à Naples les mêmes efforts que dans la Lombardie autrichienne et la Toscane, pour obtenir la réforme de la discipline ecclésiastique; mais ces efforts étaient plus ardens, en raison des discussions politiques avec la cour de Rome. Quant à la réforme des lois, on l'avait également entamée, mais avec moins de succès, parce que le ministre Acton, qui n'y entendait rien, s'y refusait; que la reine, qui était bien capable de l'entreprendre, s'y refusait également; et que le roi, tout entier à ses goûts favoris, aimait mieux laisser faire que d'agir par lui-même. Ainsi se maintenait l'inquiétude dans les esprits, et l'obstination de la résistance irritait encore l'avidité des désirs.

La Sicile, portion si essentielle du royaume de Naples, se régissait par des lois qui lui étaient propres. Dès les premiers temps elle eut un parlement composé de trois chambres appelées *Bras*. C'étaient les ordres de l'état. L'une de ces chambres s'appelait *Bras militaire*, et comprenait les seigneurs dont les domaines réunissaient la population de trois cents feux au moins. La seconde, *Bras ecclésiastique;* elle se composait de trois archevêques, six évêques, et de tous les abbés qui tenaient des abbayes du roi. La troisième s'appelait *Chambre domaniale;* elle se composait des représentans des villes non soumises aux barons, et qui faisaient partie du domaine du roi. La Sicile avait donc deux sortes de villes, les unes *baronales*, les autres libres. Celles-là obéissaient à un baron, celles-ci ne relevaient que du roi, et se gouvernaient par des lois municipales qui leur étaient particulières. Il arrivait souvent qu'un baron votait plusieurs fois dans le parlement, en raison du nombre de fiefs qu'il possédait; il en était de même, et pour la même raison, des ecclésiastiques, de même encore des députés des villes; plusieurs de ces dernières nommant quelquefois la même personne pour les représenter. Le baron le plus ancien de titre présidait le *Bras militaire;* l'archevêque de Palerme, le *Bras ecclésiastique*, et le préteur de cette même ville, la *Chambre domaniale*. Dans l'origine, le parlement s'assemblait tous les ans;

par la suite, ce ne fut que tous les quatre ans. Avant Charles-Quint, il faisait les lois; depuis, ses fonctions se réduisirent à voter les subsides.

Concluons de cet exposé que la prépondérance, dans le parlement de Sicile, était du côté des barons, portion la plus riche et la plus nombreuse. Dans leurs domaines, ils exerçaient une puissance bien plus étendue encore, au moyen des priviléges féodaux; et, quoique le vice-roi Caraccioli fût parvenu à la restreindre, elle pesait toujours fortement en beaucoup d'endroits. Du reste, les opinions du siècle avaient peu fructifié en Sicile; mais ce que n'avait pas fait l'opinion, la constitution de l'état pouvait l'accomplir. Telle était la situation du royaume des Deux-Siciles, vers 1789. Telle était encore, à quelque différence près, celle du duché de Parme et de Plaisance, où régnaient, comme à Naples, les Bourbons d'Espagne. Dans ce duché aussi, la civilisation avait fait de grands progrès; et les contestations avec la cour de Rome, au sujet des investitures, favorisaient les efforts qui tendaient à restreindre la puissance du pape. L'infant don Philippe, souverain de ce duché, avait accordé la plus grande confiance à Dutillot, Français, né à Bayonne, de pauvres parens, et qui, par son seul mérite, était arrivé au rang de premier ministre à Parme. Dutillot avait été envoyé par la cour de France au duc Philippe, afin qu'il éclairât

ce prince de ses conseils dans les discussions survenues avec le saint siége. On craignait en effet que celui-ci ne profitât de l'avénement d'un nouveau duc pour exciter des troubles, en revendiquant ses droits de souveraineté sur le duché. La prudence et l'habileté de Dutillot répondirent à la confiance de la France et du duc Philippe. Il s'entoura des plus grands génies de l'Italie, parmi lesquels il faut nommer Contini, théologien très versé dans la science canonique, et Turchi, capucin fort instruit, d'une éloquence remarquable, et partisan des libertés ecclésiastiques, encore bien qu'étant devenu évêque, il ait changé, je ne dirai pas d'opinion, mais de langage. Grâce aux soins de Dutillot, les mœurs s'épurèrent à un tel point dans cette belle partie de l'Italie, les lettres et les arts y acquirent un tel degré de splendeur, que le règne du duc Philippe fut appelé l'âge d'or de Parme. Il est très vrai qu'à cette époque, l'Italie ne possédait point de ville mieux civilisée ni plus savante. Par les conseils de Paciaudi, appelé tout exprès de Rome à cet effet, on perfectionna les réglemens de l'université; une académie des beaux-arts fut créée, ainsi qu'une magnifique bibliothéque; et pour que de bonnes institutions fussent secondées par de bonnes études et de bons modèles, on appela de différens pays, outre Contini et Paciaudi, Venini, de Rossi, Bodoni, Condillac, Millot et Pajol. Dutillot lui-même n'offrait pas

les moins bons exemples à imiter; il avait de la dignité, de l'éloquence, de la politesse, et toutes les qualités qui rendent un homme parfait. Disons encore que le duché s'enrichissait par des manufactures créées ou rétablies; s'embellissait par des palais, des routes, et des promenades publiques. Ainsi s'écoula le règne fortuné de Philippe sous le ministère de Dutillot.

Philippe mourut en 1765; Ferdinand, encore mineur, lui succéda. Dutillot continua de gouverner, et avec la même sagesse. A cette époque, la cour de Rome exigea du nouveau duc un tribut à titre d'investiture. Dutillot s'y opposa vigoureusement; le pape lança l'interdit sur le duché. Le ministre défendit les libertés du pays avec un courage remarquable. Plusieurs écrits furent publiés à cette occasion, entre autres une défense de la liberté du duché contre Rome, ouvrage très estimé du professeur Contini. Ces événemens excitèrent contre Dutillot la haine et les artifices des papistes, déjà fort avant dans les bonnes grâces du jeune prince. Néanmoins, le ministre conserva ses pouvoirs pendant toute la minorité de Ferdinand. Ce prince, ayant atteint sa dix-huitième année, prit les rênes de l'état, et marcha vers un autre but. Dutillot fut congédié, les papistes dirigèrent tous les mouvemens du prince. L'inquisition fut établie à Parme; mais son action fut modérée, les contributions peu

onéreuses, et le gouvernement sans rudesse. Ce qui déplaisait au plus grand nombre, c'était la rigueur extrême avec laquelle on faisait exécuter certaines pratiques extérieures de la religion. En cela, le peuple ne pouvait pas dire du prince que ses actions démentaient ses paroles, puisqu'il donnait ses audiences dans la sacristie, chantait au chœur avec les moines, servait la messe, sonnait les cloches, et classait les saints dans le calendrier de l'année. Mais, pendant que Ferdinand récitait des prières, les peuples acquéraient des connaissances, et Parme conserva sa réputation de science et de politesse.

Le siége de saint Pierre, ainsi que nous l'avons dit, était occupé à cette époque par Pie VI, pontife destiné à éprouver les extrémités de l'une et l'autre fortune. Son prédécesseur, Clément XIV, pauvre moine appelé par ses vertus aux grandeurs de la papauté, avait conservé, dans un rang si élevé, cette pureté de mœurs, cette simplicité de vie dont il s'était fait une habitude dans le silence du cloître. Au milieu du faste de Rome, dans la capitale de la chrétienté, dans un siècle où les esprits voulaient tout approfondir, et tendaient même évidemment à l'irréligion, cette conduite de Clément XIV parut aussi intempestive, aussi dangereuse, qu'elle était en soi digne d'éloges et exemplaire; mais quand on est sourd à la vérité, on est insensible à la vertu. Il faut alors avoir

recours à la pompe comme à un remède suprême, parce que les hommes sont disposés à voir, dans la grandeur, une compagne nécessaire de la raison, et que le respect qu'on leur impose est un acheminement à la persuasion qui leur manque.

Ces réflexions influèrent sur l'esprit des cardinaux au point qu'après la mort de Clément, ils élurent pape le cardinal Braschi, trésorier de la chambre apostolique, et dont toutes les actions brillaient d'un éclat peu ordinaire. Peut-être, en effet, possédait-il à un plus haut degré qu'aucun homme de son temps l'excellence des formes, l'éloquence du langage, la finesse du goût et la grandeur des manières. Il procédait en tout avec tant de grâce et de majesté, que la vénération qu'inspirait sa personne était en harmonie parfaite avec le respect que l'on portait au saint siége. A la vérité, ces qualités mêmes le faisaient tomber dans les excès contraires. Par exemple, Pie VI était bel homme; mais il voulait paraître tel, et plus peut-être qu'il ne convenait à sa dignité; son éloquence était quelquefois prétentieuse, et sa grandeur ressemblait trop souvent à l'orgueil. Du reste, absolu et irritable, il supportait difficilement les contradictions. Tel était le pape Pie VI. Quant à ses mœurs, elles furent non seulement irréprochables, mais encore dignes d'éloges; et il faut voir, dans les bruits qui coururent à cet égard, le langage

non pas de la vérité, mais de la perversité des temps qui survinrent.

Il est facile de croire qu'un pontife de ce caractère avait une haute idée de sa dignité personnelle, qu'il devait être jaloux de son autorité et des prérogatives du siége apostolique. Les stimulans ne manquèrent pas non plus à ces dispositions. Parmi les cardinaux qui n'étaient ni abrutis par l'ignorance, ni amollis par l'oisiveté, s'agitait alors un projet du plus grand intérêt pour l'Italie. Il s'agissait d'en former un gouvernement fédératif, dont tous les princes du pays auraient fait partie, sous l'autorité suprême du pontife. Le principal auteur de ce dessein était le cardinal Orsini, homme d'un caractère assez étrange, mais fort instruit en matière canonique, et très chaud partisan des prérogatives de Rome. L'opinion la plus générale était que Grégoire VII en avait trop dit et trop fait; Orsini pensait, au contraire, que ce pape n'en avait ni assez fait ni assez dit. Or, comme les événemens naissent des événemens, si le projet d'Orsini, relativement à une ligue italique, eût été mis à exécution, il en serait résulté des effets de la plus haute importance; et les papes, qui trop souvent ont causé la ruine de l'Italie, auraient pu, cette fois, assurer son salut. Mais les papes n'ont pas toujours respecté suffisamment l'autorité temporelle des princes italiens; et ceux-ci, constamment jaloux les uns des

autres, ont toujours appelé les étrangers en Italie, au lieu de se dévouer aux intérêts de la mère commune. Le monde sait ce qu'il en est résulté pour eux et pour leurs sujets, et les Italiens ne verseront jamais tant de larmes, qu'il ne leur en reste encore davantage à répandre.

Revenons à notre sujet. Arrêté par l'opinion publique, et ne pouvant étendre, selon ses vœux, ni son pouvoir ni son empire, Pie VI voulut du moins acquérir la réputation de souverain magnifique. La première et la plus vaste de ses entreprises, c'est le desséchement des marais Pontins, ouvrage sinon achevé, du moins exécuté pour la plus grande partie. Les historiens les plus recommandables fournissent peu d'exemples d'une constance aussi admirable, d'une dépense aussi énorme dans un état si petit.

On appelle marais Pontins, une plaine de cent quatre-vingt milles carrés, qui s'étend sur une longueur de vingt-sept milles et sur une largeur de huit milles, plus ou moins, selon les lieux. Elle est bornée au nord-est par les montagnes de la Spina, au pied desquelles s'élèvent les villes de Terracine, Piperno et Sezze; au nord-ouest, par les collines de Velletri et les bois de la Cisterna; au sud-ouest, au sud-est et au sud, par la mer.

Avant d'être infecte et pestilentielle, cette plaine était cultivée et salubre. Un seul petit marais se

voyait auprès de Terracine. Dans le cinquième siècle de Rome, le censeur Appius y fit construire la voie magnifique qui a retenu son nom. La guerre ayant ensuite ravagé les provinces et enlevé les campagnes à l'agriculture, les eaux stagnantes s'accrurent et couvrirent la surface des terres. Depuis, le consul Cétégus les assainit de nouveau ; mais, par l'effet des dissensions civiles, leur état devint pire que jamais, au point que, du temps d'Auguste, la voie Appienne dominait seule ce vaste marais. Auguste et ses successeurs entreprirent de le dessécher, ils y réussirent ; mais les barbares qui survinrent, détruisirent, avec tout le reste, ce monument des arts et du génie. Ainsi ce fertile et immense terrain demeura submergé jusqu'aux temps, plus modernes, où les papes Léon Ier et Sixte II en résolurent le desséchement. Le premier fit construire le grand déversoir de la tour de Badino ; le second ouvrit le fleuve Sisto, canal artificiel qui traverse le marais dans toute sa longueur, et destiné à recevoir toutes les eaux qui descendaient des hauteurs et à les conduire à la mer. Aucun de ces deux pontifes ne vécut assez long-temps pour achever l'entreprise. Leurs successeurs désespérèrent de la réussite, ou firent d'inutiles efforts pour y parvenir. Clément XIII voulut faire servir le ruisseau Martino à l'écoulement des eaux, et recula devant l'énormité de la

dépense. Enfin Pie VI, à peine élevé sur le siége pontifical, pensa au desséchement des marais Pontins. Ces marais sont formés principalement par l'Amazeno, l'Uffente, la Ninfa et la Teppia, quatre fleuves dont les eaux ne trouvent point de cours vers la mer du côté de Terracine. Le pape confia la direction des travaux au savant ingénieur Rapini, qui creusa le canal Pie, conduisit les eaux à la mer par le déversoir de Badino, donna plus de profondeur à l'antique fleuve Sisto, encaissa les eaux de l'Uffente et de l'Amazeno. Les eaux baissèrent, les terres se découvrirent, des champs prirent la place des marais, et la voie Appienne fut rendue à sa destination : tel fut le bel ouvrage de Pie VI.

Le génie du pontife se montra encore dans les embellissemens qu'il fit à Rome. Il éleva pour l'église de Saint-Pierre cette fameuse sacristie, chef-d'œuvre admirable sans doute, mais d'une architecture trop minutieuse peut-être, si on la compare au style majestueux de la basilique de Michel-Ange. D'un autre côté, on regretta généralement que, pour construire cet édifice, le pape eût ordonné la démolition du temple antique de Vénus, monument si respectable aux yeux de Michel-Ange, qu'y toucher seulement lui paraissait un sacrilége. Grâce à l'une des plus belles idées de Pie VI, alors trésorier, le pape Clément avait orné le Vatican d'un superbe musée. Après son

exaltation, Pie VI l'enrichit encore, et le musée fut appelé *Pie-Clémentin*. Il y fit entrer un grand nombre de statues, de bustes, de bas-reliefs, et d'autres antiquités du plus grand prix, où l'on ne manquait jamais de placer cette inscription : *Don de la munificence de Pie VI*. Pardonnons-lui cette innocente vanité. Noble fondateur du musée, le pape résolut d'en multiplier les trésors, au moyen d'excellentes gravures, accompagnées de descriptions, et le succès répondit au projet. L'exécution des dessins fut confiée à Louis Mirri, la description à Ennius Quirinus Visconti. C'est un des ouvrages les plus parfaits en ce genre, mais qui ne fut point achevé, au regret de tous les savans, à cause des révolutions qui vinrent bouleverser l'Italie.

C'est ainsi que, sous le pontificat de Pie VI, Rome croissait chaque jour plus brillante et plus belle. Visitée par les premiers princes de l'Europe, elle devenait pour eux un objet de respect et d'admiration. Ce qu'elle perdait par le relâchement de la foi, elle le regagnait par l'excès de la magnificence; et les peuples, séduits par la pompe du spectacle, ne s'écartaient point de la vénération qu'ils avaient toujours portée au saint siége. Quant à ces nouvelles doctrines qui proclamaient si hautement l'humanité, elles n'avaient poussé à Rome que de faibles racines, non que les idées de civilisation n'y fussent bien accueillies, mais parce

que les philosophes modernes, s'égarant dans le parallèle forcé de siècles sans analogie entre eux, se méprenaient sur les effets et sur les causes, et semblaient prendre à tâche de condamner les institutions ecclésiastiques. Telle était Rome, toujours semblable à elle-même; régnant par la foi, au défaut des armes; par la magnificence, au défaut de la foi; se montrant toujours, dans les phases diverses de sa fortune, avec cet appareil de grandeur dont le ciel, par une faveur spéciale, paraît avoir fait un des élémens de son existence.

Pendant que la civilisation se répandait par degrés dans plusieurs états d'Italie, grâce à la libéralité des princes et aux instructions des bons écrivains, peu ou point de changemens se préparaient dans les autres parties de cette contrée. De toutes les monarchies, la piémontaise était assise sur les bases les plus solides. On n'y vit jamais, comme chez les autres, ni discorde dans la maison régnante, ni révolte de la part du peuple. Remontons aux sources de ce privilége; nous les trouverons dans l'exercice modéré du pouvoir absolu. L'ambition des grands ne trouvait pas non plus matière à s'exercer. Le Piémont est situé entre la France et l'Autriche, et l'entreprise, même heureuse, d'un rebelle, n'aurait réussi qu'à le placer, aussi-bien que son pays, sous la dépendance de l'un de ces deux états. Point de succès possible pour les imitateurs d'un duc de Bragance; ajoutez

à cela que les princes de Savoie commandant toujours leurs armées en personne, il ne pouvait s'élever un capitaine d'une assez haute réputation, je ne dirai pas pour détruire, mais pour balancer la puissance du roi. De cet état de choses, et de la force des armées, naquit l'admirable stabilité de la monarchie piémontaise. Il en résulta, en outre, une opinion générale et constante qui, se transmettant de génération en génération, assimila, en quelque sorte, cette monarchie aux républiques où les hommes changent, tandis que les maximes et les opinions restent les mêmes. Les anciennes institutions y furent donc maintenues, et les idées nouvelles y firent peu de progrès. Disons cependant qu'elles s'y montrèrent, quoique faibles, et qu'elles eurent pour objet principal la discipline ecclésiastique. En effet, Victor Amédée II ayant, par une mesure de haute sagesse, retiré l'instruction publique aux jésuites, et pourvu l'université d'excellens professeurs, les maximes des défenseurs de l'antiquité chrétienne commencèrent à se répandre. Les trois bibliothécaires de l'université, Pasini, Berta et Pavesio, hommes très recommandables par leur savoir et leur piété, favorisèrent l'étude des ouvrages écrits d'après ces maximes, et Vaselli en emplit les bibliothéques du roi.

Victor Amédée, troisième du nom, monte sur le trône. Ce prince avait de la générosité dans le

cœur, de la vivacité dans l'esprit, et une science peu commune du gouvernement; mais un amour extrême de gloire militaire nuisait à ses bonnes qualités. Il forma et entretint constamment une armée exorbitante; épuisa le trésor, si florissant sous Charles Emmanuel son père; communiqua au peuple son humeur belliqueuse; concentra ses faveurs et toute la puissance sur les nobles qu'il admettait seuls aux grades d'officiers dans ses armées. Tout le monde voulait être Frédéric ou ressembler à ce roi de Prusse. Ce prince mérite sans doute d'immortels éloges pour avoir défendu son royaume contre l'Europe entière; mais il fit beaucoup de mal néanmoins en propageant, par son exemple, une manie guerrière portée à l'excès, et en mettant sur pied d'innombrables soldats. Les autres souverains l'imitèrent par bizarrerie ou par nécessité; vint ensuite la révolution française qui étendit encore ce système désastreux; enfin parut Buonaparte qui dépassa toutes les bornes, et il ne manquerait plus à la malheureuse Europe, pour ressembler tout-à-fait à un pays de barbares, que de faire marcher aussi, à l'exemple des anciens Gaulois et des Goths, les vieillards, les femmes et les enfans. Non, point de liberté, point de finances, point de civilisation durable en Europe, si les princes ne se décident à réduire leurs immenses armées. Voilà les services rendus par Frédéric à l'humanité.

Revenons à Victor. Il était tellement épris de sa chimère, qu'il répétait souvent : « Je fais plus de cas d'un tambour que d'un savant. » Ses actions, toutefois, valaient mieux que ses paroles. Il protégeait les gens de lettres, les récompensait, et en usait avec eux avec beaucoup de familiarité; mais les armes avaient la préférence. Aussi les trésors d'Emmanuel furent-ils dissipés; aussi la dette publique, malgré l'énormité des impôts, se grossit-elle à un point, qu'en 1789 elle s'élevait à plus de cent millions de Piémont, c'est-à-dire à plus de cent vingt millions de France. Les emplois civils et ecclésiastiques se conféraient exclusivement aux nobles et aux abbés de cour. Ainsi, à une génération de magistrats éclairés et intègres, de savans et saints évêques, succédèrent quelquefois des évêques et des magistrats peu en état par le savoir, et moins encore peut-être par les mœurs, de bien remplir les devoirs de leurs charges.

Les sciences florissaient malgré tout, les lettres aussi quoique un peu moins. Quant aux contestations sur la discipline ecclésiastique, entre le pontife romain et les princes de la maison d'Autriche, le roi Victor, encore bien que ses idées en matière de religion fussent celles d'un chrétien éclairé, avait, par amour du repos, et plutôt par condescendance que par persuasion, défendu toute controverse verbale ou polémique sur la bulle *Unigenitus*, et sur les quatre propositions de l'Église

gallicane : et comme ces propositions étaient ouvertement enseignées et constamment défendues dans l'université de Pavie, depuis les réformes de Joseph II, Victor, à l'instigation du cardinal Gerdil, homme savant, mais partisan outré de la cour de Rome, avait interdit cette université à ses sujets. Soins inutiles; les opinions que l'on voulait comprimer, se propageaient par cela même chaque jour davantage.

De tout ce que nous avons dit, il résulte que le Piémont, qui par sa situation à l'entrée de l'Italie, devait recevoir le premier choc de la tempête, se trouvait, avec l'apparence de la force, dans un véritable état de faiblesse. En effet, s'il possédait une armée considérable et aguerrie, cette armée était commandée par des officiers plus distingués par leur noblesse que par leur expérience de la guerre; le trésor ne pouvait suffire à la dette publique et à d'énormes dépenses; la supériorité des nobles déplaisait; le mécontentement commençait à paraître; d'un côté, orgueil et défiance; de l'autre, ambition et dépit.

Comme le Piémont était la plus stable des monarchies, Venise était la plus forte des républiques. Il en est qui pensent que les républiques sont nécessairement inquiètes et turbulentes, et que le repos ne se trouve que dans les monarchies. Que ceux-là tournent leurs regards sur Venise; ils y verront une république plus calme que toutes les

monarchies du monde, celle du Piémont exceptée. Elle traversa beaucoup de siècles sans troubles; fut en butte aux attaques des nations les plus puissantes, des Turcs, des Allemands et des Français; se vit engagée dans des guerres atroces; se trouva sur le chemin des conquérans barbares, au milieu des révolutions des peuples; Rome elle-même dirigea contre elle toutes ses foudres; elle sortit saine et sauve de ces tourbillons politiques; et telle était la perfection de ses antiques lois, telle était la profondeur des racines que le temps leur avait données, qu'elle n'eut pas même besoin d'en altérer le caractère. Je ne pense pas, quant à moi, qu'il ait jamais existé de gouvernement plus sage que celui de Venise, soit sous le rapport de sa propre conservation, soit sous le rapport du bonheur des sujets. C'est par cette raison qu'on n'y vit point de partis dangereux; par cette raison encore, que les opinions nouvelles n'y inspirèrent aucune crainte, attendu qu'elles y étaient sans crédit. Peut-être aussi ces opinions y étaient-elles sans crédit, parce qu'elles n'y inspiraient aucune crainte. La seule institution blâmable était celle des inquisiteurs d'état, à cause du secret des procédures, de l'arbitraire et de la cruauté des jugemens. Néanmoins, ce tribunal était plutôt un frein contre l'ambition des grands, qu'un moyen de tyrannie contre le peuple. Venise, d'ailleurs, n'est pas la seule qui ait eu de ces inquisiteurs; et les gouvernemens

à qui la loi n'en a pas accordé, les ont obtenus par l'abus. Après cela, je ne sais si c'est la pitié ou l'indignation que doivent exciter certains hommes qui ont tant crié contre l'inquisition de Venise, et qui s'en sont servis comme d'un instrument de mort contre cette république antique et sacrée. Du reste, la morale et l'humanité étaient en honneur à Venise; mais une longue paix avait amolli les esprits. Les bonnes lois subsistaient toujours; mais les hommes forts manquaient à leur conservation. La puissance ottomane abaissée, les différends relatifs au duché de Milan et au royaume de Naples, terminés entre la France, l'Autriche et l'Espagne, la paix enfin, rendue à l'Italie, Venise déposa les armes, persuadée que la sagesse de son administration lui suffirait seule contre des périls encore éloignés. Mais il arriva des temps extraordinaires où la sagesse ne pouvait plus rien sans la force, contre des mouvemens dont la violence et le dérèglement devaient tromper tous les calculs. La prudence elle-même n'était plus qu'un objet de dérision, et vers 1789, Venise, estimée de tous, n'était redoutée de personne. Encore capable de résolutions sages, elle ne l'était plus de résolutions vigoureuses. L'édifice politique avait perdu son point d'appui, une première secousse devait entraîner sa chute.

Bien différente, sous ce rapport, de la république vénitienne, celle de Gênes avait conservé

toute son énergie morale. Jamais peuple ne dégénéra moins de ses ancêtres que le Ligurien : force d'âme, vivacité d'esprit, amour de la liberté, activité admirable, civilisation incomplète peut-être, mais exempte de mollesse, l'audace réunie à la prudence, de la persévérance sans obstination : tout rappelait en lui ce peuple qui avait résisté à Rome, battu les Sarrasins, réduit Venise à l'extrémité, détruit Pise, conquis la Sardaigne, enfanté Colomb et Doria, et chassé les Autrichiens de sa capitale. Si, dans les derniers temps, la fortune n'eût pas été si contraire à la malheureuse Italie, les Liguriens, peut-être, eussent laissé de grands exemples de courage et de vertu; mais on parla d'indépendance sous l'oppression, de liberté sous la servitude; et les peuples tour à tour séduits par de beaux discours, et irrités par de mauvais traitemens, ne purent rien entreprendre ni pour le bonheur, ni pour la vengeance. A Venise, on obéissait par habitude à l'autorité des patriciens, parce qu'elle était paternelle loin d'être tyrannique, et aussi parce que cette autorité, dans l'origine, s'était exercée spontanément et non par l'effet d'une concession du peuple. A Gênes, au contraire, il y avait une vigilance continuelle; tous les yeux y étaient ouverts sur la souveraineté des nobles, non qu'elle fût tyrannique, mais parce que dans le principe elle n'avait point été saisie par la noblesse, mais accordée par le peuple. Un

long repos avait calmé les esprits à Venise : les sectes, les factions, les guerres civiles, les invasions étrangères qui en sont la suite, avaient maintenu à Gênes la vigueur dans toutes les âmes, l'éveil dans tous les esprits. Venise était riche, son territoire vaste et fertile ; Gênes était riche, son territoire stérile et borné; là, le repos était possible; ici, l'activité nécessaire. A Venise, le livre d'or était fermé au peuple; il lui était ouvert à Gênes: puissant aiguillon à qui avait reçu de la nature plus de faveurs que de la fortune. Il ne faut donc pas s'étonner si Venise brillait par la délicatesse des mœurs plutôt que par la force; et si, au contraire, la force l'emportait à Gênes sur la délicatesse des mœurs. Du reste peu de variations dans les opinions politiques, et beaucoup dans les opinions religieuses. Port-Royal y était en crédit, l'autorité du pape en défaveur. Telle était Gênes, les siècles ne l'avaient point changée. On a médit du caractère de ses habitans; mais l'étranger, qui eut toujours à souffrir de l'amour des Génois pour leur patrie, a tenu le langage de la prévention plutôt que celui de la vérité.

Si Venise nous montrait ce que peut, pour le bonheur des peuples et la stabilité des empires, une aristocratie tempérée par les mœurs; si Gênes donnait le même exemple par une aristocratie également tempérée par les mœurs, et en outre par l'inquiète jalousie du peuple; la république

de Lucques en fournissait une nouvelle preuve par l'emploi de ce double ressort, et de plus, au moyen d'une surveillance exercée sur la conduite des nobles et du peuple. Il y avait à Lucques une institution appelée *discolat*, et qui ressemblait à l'ancien ostracisme d'Athènes et à la censure de Rome. Quand un individu, quelle que fût sa condition, avait donné l'exemple de l'ambition ou de l'immoralité, on tenait aussitôt le *discolat*. Chaque sénateur écrivait le nom de l'accusé sur un billet, et s'il était reconnu coupable par vingt-cinq bulletins dans trois scrutins successifs, on l'envoyait aussitôt en exil. Le *discolat* se tenait tous les deux mois. C'était un frein puissant contre l'ambition et le libertinage; mais comme le mal est toujours à côté du bien, il arrivait que cette inquisition minutieuse et continue inspirait, avec beaucoup de crainte, une défiance et une retenue excessive, au point qu'un honnête badinage était banni de la conversation, et que le séjour le plus doux et le plus enchanteur se trouvait habité par un peuple grave et réservé.

Les juges n'étaient pas observés de moins près; aussi les appelait-on du dehors. Le temps de leur magistrature passé, on les soumettait à l'examen. Ils s'asseyaient dans un lieu public, et chacun pouvait les accuser de vexation. Des commissaires nommés à cet effet tenaient un registre, et faisaient leur rapport au sénat, qui prononçait sur

l'innocence ou la culpabilité. De là provenait à Lucques l'intégrité des juges, premier et principal fondement du bonheur des peuples.

En même temps que l'on rendait à chacun ce qui lui était dû, on accordait largement le nécessaire aux pauvres. Celui qui voulait entreprendre un commerce quelconque, ou qui avait éprouvé la rigueur des saisons, obtenait sans peine ou des fonds du trésor, ou des denrées dans les magasins de l'état. Donc le gouvernement de Lucques était doux, libre et généreux; donc les pays d'Italie que les empereurs n'avaient pas donnés comme une proie à des princes absolus ou à des maîtres tyranniques, avaient su fonder chez eux la justice et la liberté, non pas, comme en d'autres états, sur les vaines et ambitieuses théories du langage; mais sur des bases solides, telles que l'éloignement des armées énormes, la modestie des gouvernans, le caractère à la fois fin et prudent des Italiens. Après cela, que ces institutions fussent de nature à établir une liberté parfaite, ni moi, ni d'autres probablement ne voudront l'affirmer; mais où est cette perfection, je l'ignore. Bien certainement je ne crois pas qu'elle se trouve dans les pays dont les soldats innombrables peuvent conquérir et asservir non seulement leur patrie, mais encore une ou plusieurs parties du monde. Ne veut-on juger de la bonté des gouvernemens que par la rareté des délits? j'affir-

merai alors que ceux de Venise, de Gênes, de Lucques et de Toscane étaient les meilleurs de tous les gouvernemens.

Il en est un qui leur ressemble, si même il ne les surpasse en bonté. C'est celui de la république de Saint-Marin. Presque ignorée du monde, elle existe depuis douze siècles. Là, on pratique la vertu sans faste, la tranquillité est maintenue sans tyrannie, et le bonheur des uns n'est point un sujet de jalousie pour les autres. Là, on voit une noblesse dont la seule distinction est une naissance illustre. Point de droits outrageans, point de priviléges, point d'esprit de domination. Là, un peuple laborieux exerce son industrie au milieu de nobles connus par leur modération, et ne se montre ni inquiet, ni tyrannique. Heureuse situation où, l'ambition éteinte des deux côtés, il ne reste que les sentimens conservateurs de la société! Les royaumes et les républiques s'écroulaient successivement avec fracas autour de Saint-Marin; la guerre civile et la guerre étrangère se réunissaient pour la destruction des hommes; du haut du mont Titan, leur séjour, les habitans de la petite république contemplèrent avec calme ces affreuses tempêtes; la paix n'eut point pour eux d'intervalles, tout le monde était et resta leur ami. L'ambition moderne a voulu s'introduire dans cette paisible retraite; mais la tentative fut sans succès, ainsi que nous le dirons en

son lieu. D'anciennes et douces habitudes triomphèrent de la contagion générale. Le pouvoir souverain de la république réside dans un conseil de soixante, nommé primitivement par une assemblée composée de tous les chefs de famille, et qu'on appelait *aringo* : le conseil, depuis lors, se renouvela par lui-même, au fur et à mesure des vacances. Le pouvoir exécutif est attribué à deux consuls sémestriels, que l'on nomme capitaines de la commune. Ces capitaines, dans les temps anciens, exerçaient aussi, à l'instar des consuls de Rome, une partie du pouvoir judiciaire; mais cette mission fut donnée dans la suite à des magistrats spéciaux, sous le nom de *podestas*, appelés de l'étranger par le conseil. Les capitaines conservèrent seulement les attributions de juge de paix. Les capitaines et les *podestas* sont sujets, pour les actes de leurs ministères, au syndicat, qui est le mode de la loi de responsabilité, imaginé par les Italiens pour la garantie des droits de tous. L'égalité civile fait le bonheur de Saint-Marin; de bonnes mœurs le conservent, sa pauvreté le sauve des étrangers. Il ne désire rien dans les autres, les autres ne désirent rien en lui, parce que les hommes vertueux ont le vice en horreur; que les esprits turbulens ne sentent point le prix de la tranquillité, et que la liberté est sans attrait pour les hommes corrompus.

Le duc Hercule Renauld d'Este régnait à Mo-

dène. C'était le dernier rejeton de cette famille envers qui l'Italie est si redevable sous le rapport de la civilisation, des sciences et des lettres. Le ciel paraissait avoir attendu l'époque funeste que nous avons vue, pour frapper cette contrée, tout à la fois et sans retour, dans ses institutions et dans ses princes. Une exception unique eut lieu, et ce fut en faveur du Piémont. Le duc Hercule était digne de ses ancêtres; seulement, son extrême économie ressemblait peut-être à l'avarice. Était-ce en lui, cependant, vice ou vertu? c'est de quoi l'on peut au moins douter. En effet, s'il faut le juger d'après les événemens et d'après son caractère, il méritera plus de louanges que de blâme. Le duc était doué de cette prévisiou admirable, dont on n'a fait honneur jusqu'ici qu'à des philosophes renommés; et je ne sais si la postérité me croira, quand je dirai que ce prince avait prédit hautement, plusieurs années avant 1789, le bouleversement total de la France et la ruine de l'Europe. Il ajouta, d'une voix également prophétique, que la France perdrait de sa prépondérance; que toutes les puissances se ligueraient contre elle, et qu'elle ne trouverait d'appui dans aucune. Prince généreux, il repoussait les institutions féodales; affirmait qu'elles étaient plus funestes à l'humanité que la peste et la guerre, et ne permit aucun écart à la noblesse de son duché. Religieux, il sut néanmoins contenir Rome et le

clergé, parce qu'il voulait régner sans partage dans ses états, et qu'il se ressouvenait du trait de Ferrare. De son temps, et dans cette partie de l'Italie, les lettres arrivèrent au plus haut point de splendeur; et la maison d'Este, toujours semblable à elle-même, finit comme elle avait commencé, sans s'être jamais écartée de ses anciennes habitudes.

Pour résumer en peu de mots ce que nous venons de développer, on voit que, s'il se manifestait en Italie des vœux en faveur d'une réforme, on n'en faisait point pour une révolution; que ces vœux se portaient, d'un côté, sur la politique de l'état, de l'autre sur la discipline et le gouvernement de l'Église, et que le peuple désirait, par-dessus tout, s'affranchir de ce qui restait des institutions féodales. Les princes entreprirent les premiers et effectuèrent de nombreuses réformes. De là ce désir unanime, cette espérance générale de voir s'achever l'édifice des institutions sociales : désirs que favorisait la philosophie exquise de cette époque. Je ne dis pas cette philosophie turbulente et déréglée, que l'on s'étonne de voir porter un pareil nom; mais cette philosophie qui réclamait, au défaut de la religion, plus de modération chez les grands, une plus grande part de bonheur pour les faibles. La religion, en effet, devenue riche, puissante et, par le moyen des jésuites, adulatrice, prête à tout excuser dans la

puissance, avait malheureusement trop négligé ceux que, d'après les préceptes de son divin Auteur, elle devait protéger comme ses enfans de prédilection. La philosophie entreprit de remédier à cet oubli; elle y réussit jusqu'au moment où des hommes sans frein, déshonorant le titre de philosophe, remplirent le monde de sang et de carnage ; comme autrefois des hommes non moins farouches avaient, au nom de la religion dont ils faisaient un horrible abus, épouvanté la terre d'un spectacle de ruine et de mort. Ajoutez à cela que dans certaines parties de la péninsule se trouvaient réunies tantôt la grossièreté et la force, tantôt la civilisation et l'impuissance. Ici, des armées faibles et des opinions prononcées; là, des armées excessives, mais par cela même nuisibles. Du reste, il y avait en Italie des espérances légitimes, et point d'ambitions coupables. Loin de désirer une révolution, on ne soupçonnait même pas qu'elle pût avoir lieu, et la prudence chez les Italiens vient toujours à propos régler l'impétuosité de leurs premiers mouvemens.

Tel était l'état de l'Italie, lorsque, vers 1789, éclatèrent en France des opinions et des événemens d'une extrême gravité; or, la France ne peut s'agiter sans ébranler toute l'Europe. Ces troubles éveillèrent en Italie l'ambition, l'espoir ou la crainte, selon les lieux, les esprits et les passions.

Les princes conçurent de la défiance, et suspendirent les réformes; le peuple s'autorisa de l'exemple, et les réclama avec plus d'ardeur. Personne ne doutait qu'en deçà comme au delà des monts, la proximité des lieux, les relations journalières du commerce, et la conformité des opinions, ne déterminassent des événemens de la plus haute importance.

FIN DU PREMIER LIVRE.

LIVRE SECOND.

Révolution en France, et causes qui l'ont amenée; ses effets tant en France que dans les autres pays de l'Europe, principalement en Italie. — Projet d'une confédération italique. — Idée juste du traité de Pilnitz. — Mort de Léopold, empereur d'Allemagne; et avénement de François, son fils. — La Russie excite à la guerre contre la France; l'Autriche et la Prusse la lui déclarent. — Mesures adoptées par les rois de Sardaigne et de Naples, les républiques de Venise et de Gênes, le pape et la Toscane. — Dispositions des peuples en Italie; opinions des deux partis contraires. — Artifices du gouvernement français à l'égard des gouvernemens italiens en 1792; il déclare la guerre au roi de Sardaigne. — Faits d'armes en Savoie et dans le comté de Nice, entre les Français et les Piémontais. — Dispersion des troupes royales dans les deux provinces. — Fuite déplorable des émigrés français de la Savoie. — Résolutions du roi Victor Amédée dans un danger si imminent et si grave.

Les changemens opérés en Italie par des princes vertueux n'amenèrent que d'heureux résultats; les changemens opérés en France par un prince ami de la justice et rempli de bonté, n'enfantèrent que d'affreux malheurs, bien loin de produire les avantages qu'il en avait espérés. Veut-on approfondir les causes de cette différence? il faut d'abord considérer les opinions et les mœurs qui dominaient alors dans le royaume, les lois qui le régissaient, et l'état de ses finances.

L'esprit de bienveillance envers l'humanité, qui

prévalait à cette époque, avait fructifié en France plus qu'en aucun autre pays, soit qu'il en dérivât comme d'une source principale, soit à cause des progrès de la civilisation plus généralement répandue dans ce royaume, soit enfin parce que le Français, inconstant de sa nature, crée les modes de tous les temps et s'en laisse bientôt gouverner : c'était alors le temps de la philanthropie; et comme ce peuple, par la vivacité de son esprit et l'étendue de son imagination, s'abandonne facilement aux extrêmes de tous les genres, cette bienveillance universelle avait elle-même dépassé ses limites en traitant certaines questions qui touchaient aux bases du gouvernement. Il en résultait péril pour l'état, car l'ambition et les travers de toute espèce ont souvent plus d'empire sur nous que la reconnaissance; et s'il est nécessaire de s'attacher les hommes par la bonté, il est utile aussi de les retenir par la crainte.

Dans une telle disposition des esprits, ce qui subsistait encore du régime féodal était devenu plus odieux que jamais, au point que toute mesure répressive, si modérée qu'elle fût, était réputée tyrannique, pourvu qu'elle émanât du gouvernement. De là vint qu'après les réformes nécessaires, on en demanda bientôt d'inutiles ou même de dangereuses.

Ces opinions avaient trouvé de puissans auxiliaires dans celles qui s'étaient formées et multi-

pliées au temps de la dernière guerre d'Amérique, entreprise dans un moment si favorable, et conduite avec tant de générosité par les Français. Ces opinions prétendaient que les contributions payées par le peuple étaient de sa part un don volontaire; qu'il lui appartenait de prononcer sur la nécessité comme sur la quotité de l'impôt; que la noblesse était non seulement sans utilité, mais encore dangereuse pour l'état; que le roi était chef et non souverain; que le clergé pouvait être un conseil, jamais une puissance; qu'il fallait le ramener à l'antique simplicité, et consacrer la liberté des cultes. On joignait à tout cela une telle tendresse pour les opprimés, que, s'il ne s'en trouvait pas de réels, on en supposait d'imaginaires, pour donner cours à cette pléthore de philanthropie. La plus légère punition, l'impôt le plus modique devenait, à certains yeux, un signe évident d'oppression, et l'on criait à la tyrannie pour un grain de sel qu'il fallait payer. Les ambitions se réveillaient et venaient se mêler à ces sentimens; quelques individus appartenant au tiers-état, se voyant appuyés par l'opinion, aspiraient à la puissance, et se frayaient la route aux dignités et aux charges de l'état.

Telles étaient les prétentions populaires. Mais la blessure était plus profonde, elle avait pénétré dans les entrailles même de l'état. Une partie des nobles avait combattu en Amérique, et, soit

qu'ils eussent été séduits par l'exemple, soit qu'une illusion bienveillante leur eût fait croire qu'un fruit d'Amérique pouvait prospérer dans un terrain d'Europe, peu propre d'ailleurs à le recevoir, ils avaient adopté des opinions plus favorables au peuple qu'à la couronne. Indépendamment de l'égalité des droits, ils désiraient l'introduction de quelques formes populaires dans l'ancienne constitution du royaume, et ils penchaient pour celles de la constitution d'Angleterre. De là, division parmi la noblesse; les uns se déclaraient pour les innovations, les autres pour l'ancien régime; ainsi s'affaiblissait ce rempart de la couronne, au moment où la couronne avait le plus besoin de son appui.

Mais le plus grand nombre des nobles qui, par conviction ou par intérêt, persévéraient dans les anciennes maximes, et demeuraient fidèles à la royauté telle qu'elle avait existé depuis tant de siècles, donnaient, par un orgueil inconsidéré, une nouvelle force aux prétentions de la démocratie. Persuadés qu'ils devaient redoubler d'efforts pour conserver une proie toute prête à leur échapper, ils affichaient plus de hauteur dans les villages et dans leurs châteaux, exigeaient avec plus de rigueur les droits détestés de la féodalité. Cette conduite était d'autant plus remarquée, la haine qui en résultait était d'autant plus vive, que l'autre portion de la noblesse, qui inclinait pour une ré-

forme, avait, sinon entièrement abandonné, du moins modifié de beaucoup ces mêmes droits, et qu'elle exerçait avec la plus grande douceur le peu qu'elle en avait conservé. Le mécontentement remontait jusqu'au trône, parce que ces nobles exigeans étaient précisément ceux qui faisaient le plus de démonstrations en faveur des prérogatives de la couronne.

D'autres motifs encore faisaient désirer des réformes. Il est trop réel que les vices habitent plus souvent avec la grandeur qu'avec la médiocrité; et en effet, plus la corruption peut varier ses moyens et ses formes, plus elle fait de victimes parmi les hommes. Les préceptes de la civilisation sont impuissans contre ces abus, et l'on s'en fait une excuse de ses désordres, plutôt qu'une règle de sa conduite. La dissolution de mœurs qui éclata parmi les riches fut donc telle, que l'opinion qui les avait déjà frappés dans leurs droits, les frappa encore dans leur considération personnelle. L'oisiveté, le luxe, la débauche, les infâmes plaisirs étaient arrivés au comble; l'ambition était générale; personne n'était content de son état, personne ne voulait y demeurer; tout le monde prétendait aux honneurs, et, pour y parvenir, tous moyens étaient bons : les emprunts, la corruption, le mensonge et la calomnie, fruits déplorables des mœurs de la régence! Le vice s'était glissé jusqu'à la cour; rien ne pouvait, je ne dirai pas

guérir les esprits, mais seulement les contenir dans de justes bornes, pas même l'exemple d'un roi de mœurs irréprochables. Mais comme les peuples voient toujours, dans les rois, le modèle obligé des individus qui les approchent, les Français, à l'aspect d'une cour dissolue, se relâchaient chaque jour davantage de cet amour qu'ils ont porté, dans tous les temps, à la personne de leurs souverains.

Telle était la maligne influence du siècle, qu'elle atteignit ceux-là même qui auraient dû craindre le plus de perdre leurs droits à la vénération des hommes. Le haut clergé, qui tient de Dieu la mission d'édifier les fidèles, donnait alors l'exemple de la corruption et du scandale. Parmi les prélats, les uns abandonnaient leur siége et leur troupeau pour venir à Paris briguer des places de ministres; les autres étalaient à tous les yeux leur oisiveté, leur luxe et leur débauche. Il n'était pas rare de voir des ecclésiastiques du premier rang s'ériger en docteurs politiques, ou descendre au rôle de damoiseau dans les assemblées publiques et particulières. Quelques uns même, portant sur eux une main coupable, terminèrent une honteuse existence par des moyens plus honteux que tout le reste. Au milieu de ces désordres, la religion perdait son empire, et c'est une des merveilles de cette étrange époque, que les vices des prélats aient autant et peut-être plus contribué à l'incré-

dulité du siècle que les écrivains philosophes qu'on en accuse. L'incrédulité chez ceux-ci n'était qu'en théorie; elle était en pratique chez les autres. La puissance avait donc répudié la vertu; elle fut bientôt abandonnée de la considération, son plus ferme appui. La vertu, bannie des cités et des principaux siéges de l'Église, trouva un asile dans le presbytère modeste des curés, et sous l'humble toit des villages. L'influence populaire en acquit plus de force, et l'on pensa que la bonne cause était où se trouvait la vertu; la mauvaise du côté du vice.

Sous un autre rapport, le revenu de l'état n'égalait pas à beaucoup près sa dépense, fruit déplorable des entreprises colossales de Louis XIV, de la licence des mœurs sous Louis XV, et des profusions de la cour sous Louis XVI, malgré le régime d'économie que ce prince observait pour lui-même. Vers la fin de 1786, le déficit était arrivé au point qu'à défaut d'un prompt remède, une explosion terrible devait bientôt éclater.

Dans cet état de choses la force de l'opinion ayant passé de la noblesse au peuple, des riches aux pauvres, des prélats aux curés; les finances, premier mobile des états, étant épuisées, il était évident que la première secousse devait déterminer un bouleversement général. La douceur et la bonté naturelles du roi n'étaient pas même un sujet d'espérances. Il aurait fallu des qualités d'une

autre nature pour éloigner ou diriger les événemens dont on était menacé.

C'est ici le moment de rapporter un fait éternellement déplorable et assez commun toutefois dans les annales de l'histoire : tant il est vrai que l'instinct du mal, chez les hommes, est plus fort que celui du bien ; tant il est vrai que leur ambition sait toujours au besoin s'envelopper d'impénétrables ténèbres. Tout le monde voulait, selon l'opinion des temps, et comme une chose utile et juste, l'égalité civile, celle des contributions, la réforme des lois judiciaires, la liberté individuelle et la liberté de la presse. Le roi était disposé à s'accommoder aux circonstances, autant que le permettraient la prudence et les prérogatives de la couronne, prérogatives si salutaires dans un vaste royaume, et chez une nation vive et légère. Mais l'aristocratie, principalement formée des parlemens, des pairs du royaume, du grand clergé, de la haute noblesse, et secondée par un prince du sang, dont la mort fut encore plus déplorable que la vie n'avait été digne de blâme ; cette aristocratie, dis-je, prit les devants, et se mit à la tête de l'entreprise. Son but était de capter la bienveillance du peuple par des discours flatteurs, et d'affaiblir l'autorité royale, en même temps qu'elle augmenterait sa propre autorité. Peut-être les principaux auteurs de ce projet avaient-ils conçu de plus vastes idées ;

peut-être ces paroles qui respiraient l'amour du peuple n'étaient-elles qu'un voile étendu sur leurs desseins criminels de changer l'ordre de successibilité à la couronne.

Quoi qu'il en soit, les chefs de ce parti se prévalurent avec beaucoup d'habileté, pour arriver à leurs fins, d'une erreur commise par le gouvernement du roi. Ils s'en firent un prétexte de résistance, et allumèrent ainsi la première étincelle de cet immense incendie qui dévora d'abord le noble royaume de France, et promena bientôt sur l'Europe entière la ruine et la destruction. Au lieu d'opérer sur-le-champ les réformes réclamées par le peuple, et d'établir ensuite les impôts, le roi commença par établir les impôts avant d'opérer les réformes. Dès lors l'amour fit place au mécontentement, et le parti opposé à la couronne sut en tirer avantage. Le monarque ayant donc décrété deux impôts, l'un sur les terres, l'autre sur le papier timbré, non seulement le parlement de Paris protesta avec force, mais il ordonna que quiconque obéirait aux deux édits serait réputé coupable de trahison envers la patrie. C'était, pour le gouvernement, l'instant de montrer de la vigueur, de donner force à la loi, et de publier en même temps des édits contenant quelques unes des réformes désirées. Cette mesure lui eût donné l'avantage sur ses adversaires; mais il faiblit, et renonça à l'exécution de ses ordonnances sur les

taxes. Le parlement sentit redoubler son audace; il voulut saisir l'occasion de gagner la faveur populaire au détriment de l'autorité royale, et fulmina, avec raison, dans ses écrits comme dans ses discours, contre les arrestations arbitraires. Il déclara ensuite que ni lui, ni la couronne, ni ces deux puissances réunies, n'avaient le pouvoir de lever des contributions sur le peuple; que ce droit était réservé aux états-généraux; que la volonté isolée du monarque n'avait point caractère de loi; que la simple expression de cette volonté ne pouvait constituer un acte national; qu'il était nécessaire, pour que la volonté royale reçût son exécution, qu'elle fût promulguée dans les formes précédemment établies par la loi; que tels étaient les principes fondamentaux de la constitution française; qu'on voulait élever le despotisme sur les ruines du droit public; que la liberté de tous était menacée; que le parlement le savait, mais ne donnerait point les mains à des projets si coupables; qu'il voulait s'y opposer au contraire, et ne permettrait jamais que les droits les plus précieux du peuple fussent méconnus et foulés aux pieds; puis, se retournant vers le roi, il lui signifia qu'il ne devait point espérer de concentrer en lui seul l'autorité du parlement, et d'anéantir ainsi la constitution du royaume. Le roi indigné répondit que ce qui s'était fait, l'avait été selon les règles fondamentales de l'état; que le parle-

ment n'avait aucune qualité pour se mêler des affaires du gouvernement; que les parlemens de France n'étaient que des cours de justice en matière civile et criminelle, et n'avaient aucune action, ni législative ni administrative; que la volonté royale ne pouvait sans péril, sans une innovation funeste dans la constitution du royaume, plier devant la volonté des corps judiciaires; qu'autrement la monarchie ne serait bientôt plus que l'aristocratie des magistrats; que ceux-ci devaient se borner à faire leur devoir comme juges, et laisser le gouvernement des affaires publiques aux mains de celui qui en était chargé par un usage immémorial, et par la constitution de l'état; qu'ils devaient considérer combien de lois avaient été faites par les rois de France à toutes les époques, non seulement sans le consentement, mais malgré l'opposition des parlemens; qu'un enregistrement n'était point une approbation, mais une légalisation pure et simple; qu'en cela les parlemens n'étaient autre chose que les notaires de l'état; que telles étaient les formes, telles étaient les règles qu'ils devaient observer; et que s'ils refusaient de s'y soumettre, il saurait bien les y contraindre.

De cette contestation entre le roi de France et les parlemens, il résultait une suspension générale des affaires, attendu que les parlemens de province, comme celui de Paris, avaient cessé

leurs fonctions, soit volontairement, soit par les ordres du roi. Ce prince crut trouver un remède dans l'établissement de la cour plénière; mais le parlement éclata en protestations violentes; les pairs du royaume protestèrent de leur côté; peu s'en fallut que le clergé aussi ne protestât. En même temps des factieux de toute espèce, ou mis en avant par les chefs du parti des parlemens, ou saisissant avec adresse pour eux-mêmes l'occasion que leur offrait la résistance de ces corps, répandirent en tous lieux des germes de discorde et d'anarchie. On s'agitait à Grenoble, à Rennes, à Toulouse, et dans toutes les villes qui avaient des parlemens. D'horribles pamphlets, sortis de Paris, donnaient au monarque les noms de tyran, de destructeur des droits du peuple, de despote; et l'on exhortait la nation à se lever, à dévoiler et à punir ses oppresseurs.

Le roi ayant ainsi rencontré la résistance dans ceux où il croyait trouver un appui, c'est-à-dire dans les parlemens, la noblesse et une partie du clergé, dut nécessairement se retourner vers le peuple, et fonder sa puissance sur le corps de la nation, puisqu'il était abandonné de quelques uns de ses membres. Fatalité déplorable! les premières causes des excès qui furent commis dans la suite, seront attribués à ceux-là même qui avaient le plus d'intérêt à les prévenir, et qui en devinrent à la fin les infortunées

victimes. Le roi nomma ministre le Genevois Necker, et avec lui des hommes partageant les opinions nouvelles. L'espérance renaquit, le peuple tressaillait de joie, les notables du royaume furent convoqués, ensuite les états-généraux. Dès le commencement, le parti populaire l'emporta; les circonstances étaient toutes en sa faveur. Il fut sur-le-champ décrété, par le conseil de Necker, que la représentation du tiers-état serait doublée; que les trois ordres siégeraient, non séparément, mais en commun, et que l'on voterait ainsi à la pluralité des voix. C'était donner gain de cause complet au tiers-état. Les ordres réunis prirent le titre d'assemblée nationale. Ils furent portés aux nues, et l'on ne parla plus des parlemens, bien que ces derniers se fussent efforcés, par des écrits appropriés aux circonstances, de reconquérir cette faveur que le peuple venait d'accorder à la nouvelle assemblée.

Le tiers-état avait donc la supériorité; l'assemblée nationale abolit aussitôt l'inégalité des impôts, les priviléges de la noblesse et ceux du clergé; elle abolit ensuite le clergé lui-même et la noblesse. Quand il n'y eut plus ni clergé, ni noblesse, on s'y prit de manière à restreindre l'autorité royale, au point qu'il n'en resta plus que l'ombre; les bons citoyens seuls appréciaient le bienfait de l'égalité; les méchans mettaient à profit l'occasion que leur fournissait l'affaiblissement du

gouvernement. Les factieux dominaient; le pouvoir royal ne pouvait les contenir, parce qu'il avait perdu de sa force et la faveur de l'opinion. Les magistrats populaires craignaient de s'opposer à leurs entreprises, parce que ces factieux parlaient au nom et en faveur du peuple. Partout la sédition, la rapine et l'incendie; partout des meurtres affreux opérés par des moyens plus détestables encore; des hommes connus par la douceur de leur caractère, s'abandonnant à de cruels excès; l'innocence poursuivie par le crime; le bienfaiteur massacré par l'objet de sa bienfaisance; la vertu dans les discours, l'iniquité dans les actes; nouvelles extraordinaires chaque jour multipliées et accueillies avec d'autant plus d'avidité qu'elles étaient plus étranges. Au moindre bruit qui courait, rassemblemens tumultueux, surtout à Paris; incendies des châteaux, attentats multipliés à la vie des hommes, sans distinction d'âge ni de sexe. Quelques actes vraiment sublimes de vertu publique ou privée venaient de temps en temps consoler l'humanité; mais le terme des désordres, on ne l'apercevait pas; toutes les digues étaient rompues, et personne ne savait où s'arrêteraient les ravages du torrent.

Enfin, après beaucoup d'événemens divers, armés d'une constitution qui accordait peu à la royauté, moins encore à l'aristocratie, beaucoup

à la démocratie, les novateurs ne laissèrent au roi qu'un titre sans pouvoirs. Vint ensuite l'assemblée législative qui le déposa; puis la convention nationale qui l'envoya à l'échafaud. Les honnêtes gens ayant donc été frappés de mort ou d'épouvante, les méchans s'étant emparés de la direction des affaires, la France avait perdu tous les élémens de son repos, et cette mer, grossie par la tempête, menaçait de déborder ses rivages, et d'envahir l'Europe toute entière.

Les événemens de France avaient inspiré des sentimens de plus d'une nature dans les autres pays d'Europe. D'abord, quand il ne fut question que de la contestation entre le roi et les parlemens, l'attention générale s'éveilla, mais sans aucun mélange de crainte. Lorsque ensuite éclatèrent les insolences du peuple, lorsqu'arrivèrent la rapine, le meurtre, l'anéantissement et surtout le mépris des principes fondamentaux sur lesquels reposent toutes les monarchies d'Europe; lorsque le roi fut insulté, et que la reine devint l'objet de tentatives parricides; alors l'étonnement fit place à l'inquiétude. Enfin, lorsqu'à tant d'excès vinrent se joindre les clubs formés dans Paris, et qui avaient des affiliations dans toute la France; quand ces clubs déclarèrent hautement qu'ils voulaient, pour me servir de leurs expressions, porter la liberté chez les autres peuples, et renverser les tyrans (c'était le nom qu'ils don-

naient aux souverains); l'inquiétude alors se changea en terreur. Il est très vrai que des émissaires parcouraient l'Allemagne, principalement les Pays-Bas, et que, sous le voile de pompeuses paroles, ils cachaient de coupables desseins, tendaient des piéges aux gouvernemens, et excitaient le peuple à la révolte. L'influence de ces agens s'était fait sentir jusqu'en Italie. Les craintes devenaient chaque jour plus vives, surtout quand on réfléchissait que des hommes vertueux, déjà séduits par les réformes opérées de l'aveu des princes, et par l'espérance de voir se perfectionner l'état social, n'étaient point éloignés de prêter l'oreille aux discours de ces pervers qui poursuivaient, dans le bouleversement des empires, l'exécution de leurs criminelles manœuvres. Le danger menaçait particulièrement l'Allemagne et l'Italie, à cause de leur voisinage avec la France, de la facilité des communications, de la fréquence des relations commerciales, et des rapports mutuels dans les opinions.

Telle était la situation des esprits à cette époque; et, pour commencer par l'Italie, je dirai que le roi de Sardaigne, en raison de la proximité des lieux, se trouvait le premier exposé aux coups de la tempête, et le plus intéressé à garantir de suite ses états. Une autre nécessité l'y forçait. Il n'ignorait pas que les opinions nouvelles avaient fait de grands progrès dans la partie de son

royaume située au-delà des Alpes, et que ce côté ne tiendrait pas long-temps contre les assauts des Français, si la guerre venait à éclater. Il savait encore que ses états étaient le principal point de mire de ce club parisien, artisan de scandales, et il le savait, parce qu'un membre de ce club l'avait effrontément déclaré à la tribune.

Le péril était donc imminent; les hommes qui présidaient aux conseils de la cour de Turin s'en aperçurent; ils convoquèrent les ambassadeurs et les ministres des autres princes d'Italie et leur représentèrent : que les événemens désastreux survenus en France n'autorisaient que trop à craindre pour le repos de l'Italie; que l'assemblée nationale, pour détourner l'attention de l'Europe des affaires de France, cherchait à troubler la tranquillité des autres états, en provoquant le scandale et la révolte; que déjà de funestes semences commençaient à germer, puisque, malgré l'activité et la vigilance continuelles du gouvernement, des compagnies secrètes s'étaient formées, à la suite de plusieurs mouvemens populaires; qu'en quelques autres états d'Italie, de pareils effets signalaient plus ou moins de pareils dangers; qu'à la vérité les princes travaillaient de tout leur pouvoir à extirper ces racines occultes, à fermer les passages aux émissaires de la malveillance, à découvrir les réunions se-

crètes, à éloigner les révolutions; mais qu'enfin, si des mesures nouvelles n'étaient arrêtées, si des résolutions plus efficaces n'étaient prises, il devenait impossible de savoir qui devrait l'emporter, ou de la vigilance des gouvernemens, ou de l'obstination des novateurs; que la nécessité des temps, le repos de l'Italie, exigeaient des princes une ligue générale pour la défense commune; qu'en effet, ce qui échapperait aux efforts isolés de chacun d'eux, ils l'obtiendraient en agissant de concert, et par la réunion simultanée de tous leurs moyens; que depuis long-temps ils mûrissaient cette idée, tant elle leur avait paru nécessaire et avantageuse, et que, s'ils ne la leur avaient pas plus tôt soumise, c'était par la certitude où ils étaient que l'empereur Joseph s'apprêtait à porter ses armes dans le repaire de ces ennemis de l'humanité et de la religion; que les circonstances ayant changé par la mort de Joseph, et son successeur Léopold paraissant plus disposé à défendre ses états qu'à envahir les états des autres, ils avaient pensé que le moment était venu de s'entendre et d'embrasser un système de garantie mutuelle; que déjà l'incendie s'approchait de la Savoie et menaçait le Piémont; qu'il était impossible de calculer les malheurs de l'Italie, si l'on n'étouffait ces premières étincelles; par ces motifs, ajoutaient-ils, et voyant le péril si grave et si proche, le roi pense que les princes d'Italie doivent conclure, le plus tôt pos-

sible, non pas une ligue menaçante pour autrui, mais protectrice de leurs propres états, une ligue tendant à déjouer les artifices des émissaires de la France, à maintenir le repos général, à se communiquer réciproquement tout ce qu'ils apprendraient sur les affaires présentes, et à s'entr'aider de leurs armées et de leurs richesses, partout où quelque trouble viendrait à éclater. A ces explications, les ministres sardes en ajoutèrent de plus positives relativement aux souverains qui devaient entrer dans la ligue, et ils nommèrent particulièrement leur roi, l'empereur d'Allemagne, la république de Venise, le pape, le roi de Naples, et le roi d'Espagne pour le duché de Parme. Le roi de Sardaigne s'était assuré à l'avance, par des négociations secrètes, des dispositions des rois de Naples et d'Espagne. Ces deux souverains consentaient à faire partie de la ligue. Le pape y entrait aussi, indigné qu'il était des innovations opérées en France relativement aux intérêts spirituels et temporels de la religion. La seule république de Venise balançait à se déclarer. Elle considérait combien cette ligue, quoique pacifique et uniquement défensive en apparence, allait faire accroître les troupes en Italie. Elle considérait encore que si les choses en venaient aux extrêmes, de grosses armées descendraient nécessairement d'Allemagne, ce que Venise redouta toujours avec raison. D'un autre côté, le sénat avait dernièrement refusé de se

liguer avec Joseph II contre le Turc, ennemi naturel et irréconciliable de la république. L'empereur lui en avait témoigné son mécontentement à Trieste; mais c'était, aux yeux de Venise, une monstruosité qu'une alliance avec le successeur de Joseph, évidemment formée, quoique d'une manière indirecte, contre la France, amie véritable et nécessaire de la république. Le sénat craignait peu, d'ailleurs, les opinions de France. Le caractère italien, dans toute sa pureté à Venise, était un puissant obstacle à leur propagation, aussi-bien que les antiques habitudes du peuple et l'amour qu'il portait à son gouvernement. Les instances du roi de Sardaigne et des autres alliés ne se ralentissaient pas néanmoins, et ils sollicitaient vivement la participation du sénat. Peut-être avaient-ils peu de confiance dans les armes de la république; mais ils éprouvaient un grand besoin de son nom et de ses trésors.

Toutes ces pratiques tendaient à introduire en Italie des délibérations pareilles à celles qui avaient été prises en Allemagne, par l'Autriche et la Prusse, après la mort de Joseph II et l'avénement de Léopold. Celui-ci s'était ligué avec Frédéric-Guillaume de Prusse, pour garantir leurs états communs, et contre les projets ambitieux de Catherine de Russie, et contre les suites que pouvaient amener les vertiges de la France; mais cette alliance était toute de précaution et ne présentait rien d'offensif. On

avait supposé, à la vérité, que les traités de Pavie et de Pilnitz avaient pour objet la guerre contre la France et le démembrement de cet état; mais c'était un mensonge politique, afin de pouvoir accuser Léopold de résolutions hostiles qu'il n'avait pas prises, et pour exciter encore davantage l'ardeur déjà si impétueuse des Français.

Après la mort de Léopold, son fils François, jeune encore et sans expérience, monta sur le trône. Les affaires publiques prirent alors un cours absolument opposé. Toujours prête à remuer l'Europe, voyant aussi la modération de Léopold et de Frédéric-Guillaume, la Russie s'était publiquement déclarée la protectrice de l'ancien gouvernement de France, et faisait de grandes démonstrations en faveur de son rétablissement. Nous ne devons pas, disait Catherine, abandonner un roi vertueux, en proie à des hommes barbares. L'affaiblissement de l'autorité monarchique en France compromet l'autorité de toutes les autres monarchies. Les anciens, en faveur d'un seul proscrit, ont pris les armes contre des états puissans; pourquoi les princes d'Europe balanceraient-ils à voler au secours d'un roi dans les fers, de sa famille captive, de tant de princes exilés, d'une noblesse tout entière persécutée et bannie? L'anarchie est le pire des fléaux, surtout quand elle prend les traits de la liberté, trompeuse chimère de tous les peuples. L'Europe va rentrer dans la

barbarie, si de promptes mesures ne sont adoptées pour l'y soustraire. Quant à moi, je suis prête à m'y opposer avec toutes mes forces, à l'exemple de Pierre-le-Grand, l'un de mes illustres prédécesseurs, qui combattit et dompta un ennemi acharné, toujours prêt à porter la guerre chez les peuples voisins. Il est temps de se lever, de s'unir, de courir aux armes pour réprimer ces Français effrénés. La piété le réclame, la religion le demande, l'humanité l'exige, et, avec elles, les intérêts les plus chers et les plus sacrés de l'Europe.

C'était au moyen de ces discours, que l'adroite Catherine s'emparait de l'esprit des princes, surtout de François et de Frédéric-Guillaume.

Les émigrés français ne se manquèrent pas à eux-mêmes au milieu de ces désastres. Les plus considérables et les plus éloquens d'entre eux visitaient toutes les cours, voyaient tous les ministres, plaidaient sans relâche la cause du roi, dont ils ne séparaient pas celle de la religion et de l'humanité.

Ébranlé par tant d'instances, l'empereur François, qui, jeune encore, avait fait ses premières armes au siége de Belgrade, renonça entièrement au système pacifique de Léopold. Sans écouter les ministres à qui son père avait témoigné le plus de confiance, il accueillit l'avis de ceux qui, à l'instigation de la Russie, l'exhortaient à la guerre.

De son côté Frédéric-Guillaume, prince d'un génie ordinaire, mais d'un caractère généreux, eut compassion des malheurs de la famille royale de France. Il se souvint aussi de la gloire de Frédéric II, se laissa séduire, voulut tenter la fortune, et courut aux armes contre les Français.

Nous ne décrirons ni la ligue conclue alors entre la Russie, l'Autriche et la Prusse, ni le congrès de Mayence, ni les premiers succès de cette ligue, ni ses derniers revers dans les plaines de Champagne. Ces détails nous éloigneraient trop des événemens d'Italie.

La plus vive attente régnait en ce pays; chacun jugeait des événemens du jour, selon ses opinions et ses espérances. Continuellement tourmenté du désir de s'illustrer par les armes, excité sans relâche par les émigrés français, très nombreux à sa cour, embrassant aussi leur espoir avec plus d'ardeur que de prudence, le roi de Sardaigne avait plus besoin de frein que d'aiguillon. Ce prince ne cessait de diriger des soldats, des armes et des munitions vers la Savoie et dans le comté de Nice, partie de son royaume la plus exposée au premier choc des armées françaises, et de laquelle, si la fortune lui était favorable, il pouvait lui-même pénétrer facilement au cœur des provinces les plus peuplées et les plus riches de la France. Non content de ces démonstrations, il brûlait du désir d'en venir aux mains, persuadé

que les troupes françaises, non aguerries et encore indisciplinées, oseraient à peine envisager ses soldats chéris. Mais, soit que l'Autriche et la Prusse pensassent pouvoir terminer à elles seules l'entreprise, en marchant rapidement sur Paris; soit qu'elles vissent, pour le roi de Sardaigne, du danger à se déclarer trop vite, elles avaient obtenu de ce prince qu'il différerait jusqu'aux résultats positifs de la guerre qui avait lieu sur les rives de la Marne et de la Seine. Les choses ayant donc ainsi changé de face par la mort de Léopold et les nouvelles déterminations de François, le roi de Sardaigne, tellement réservé naguère, qu'il ne demandait rien autre chose qu'une ligue entre les princes italiens pour la défense commune, comptait maintenant les jours pour des siècles tant qu'il ne se mesurait pas avec la France.

L'alliance des rois contre ce pays, et l'impatience de Victor Amédée, donnèrent beaucoup à penser au sénat vénitien, et le confirmèrent davantage encore dans la résolution de ne favoriser aucun parti, malgré les vives instances de la cour de Naples. Les hostilités étaient imminentes. même du côté de l'Italie. Le sénat prévit que les vaisseaux des puissances belligérantes pourraient bien entrer dans le Golfe, et troubler ces parages; il prévit aussi que les princes d'Italie, qui n'avaient qu'une faible marine, lui deman-

deraient des secours pour garantir leurs rivages des insultes de l'ennemi. En conséquence il rappela sur-le-champ, dans l'Adriatique, la flotte qui revenait d'une expédition contre Tunis, et actuellement mouillée dans les eaux de Malte et des îles de la mer Ionienne. En effet, peu de temps après, les ministres d'Autriche et de Toscane prièrent Venise d'envoyer des vaisseaux pour protéger Livourne et le littoral des états de Rome; le sénat répondit qu'il avait résolu d'observer la plus stricte neutralité, ajoutant que cette délibération était conforme aux principes du gouvernement et aux intérêts de ses peuples.

Continuellement excité par la reine, pressé aussi par les devoirs que lui imposait sa parenté avec la famille royale de France, le roi de Naples se fortifiait sur terre et sur mer, sans oser toutefois se déclarer ouvertement. Informé qu'une forte division française était prête à sortir du port de Toulon, trop faible pour résister à ses attaques, privé de tout secours de la part du roi d'Angleterre, qui ne s'était pas encore définitivement prononcé, incertain par ces motifs s'il devait conserver la neutralité ou joindre ses armes à celles des confédérés, ce prince temporisait avec les événemens, se tenant prêt seulement à une guerre ouverte quand le moment favorable serait arrivé, et observant le plus profond secret sur le but de ses préparatifs.

Le grand-duc de Toscane, prince rempli de sagesse, n'était pas sans de fortes inquiétudes pour le commerce de Livourne; il évitait donc, avec beaucoup de soin, d'attirer sur lui la tempête qui désolait les pays lointains, et grondait déjà dans son voisinage.

Le pape ne pouvait supporter patiemment les innovations opérées en France, en matière de religion; mais l'assemblée constituante, usant avec adresse de la connaissance qu'elle avait du caractère noble et généreux de Pie VI, protestait de sa volonté ferme à rester unie avec le pontife comme chef de l'Église catholique, sous les rapports spirituels. Elle l'appelait le père commun, le saluait du nom de représentant visible de Dieu sur la terre. Ces caresses, de la part d'une assemblée, l'objet de l'attention et de la terreur du monde, produisaient leur effet, et ramenaient déjà le pontife à de plus doux sentimens. Mais, à l'assemblée constituante qui, malgré plus d'un excès, montra néanmoins une certaine modération, succédèrent bientôt l'assemblée législative et la convention nationale, qui usèrent avec dérèglement de leur puissance, et donnèrent en aveugles dans tous les désordres. La colère de Pie VI se ralluma aussitôt; il fulmina des interdits contre les auteurs des innovations, et des anathèmes contre leur doctrine sur les matières religieuses. L'empereur d'Allemagne et les princes d'Italie saisi-

rent ce moment pour faire au pontife des propositions qui furent écoutées. A ses yeux, la religion était attaquée dans sa vérité, la discipline ecclésiastique dans ce qu'elle avait de nécessaire, le saint siége lui-même dans son honneur. Il crut défendre leur cause en défendant les intérêts temporels des princes, en se constituant le protecteur des opprimés, ministère véritable et chéri du successeur de Jésus-Christ. Il prêta donc l'oreille à de nouvelles insinuations, et entra sans balancer dans la ligue offensive contre la France.

Attendu cependant que la contestation actuelle n'était pas seulement une guerre à main armée, mais aussi une guerre d'opinion, on imagina à Rome un expédient fort singulier, dans le but de tourner en sa faveur ces idées nouvelles, dont la propagation inspirait de si justes alarmes aux souverains. On jugea donc nécessaire de prévenir l'invasion possible des Français en Italie, et de faire en sorte que la religion sanctionnât certaines doctrines politiques, afin d'en paralyser l'effet contre elle-même. On voulut prouver aussi, et c'était le point important, que la religion offrait le plus sûr et même le seul moyen d'empêcher ces abus, sources du mécontentement et de la révolte des peuples. Ainsi, en admettant le principe politique et en le réconciliant avec la religion, on espérait à la fois ôter aux adversaires l'arme si

puissante de ces opinions qui dominaient alors plus que jamais, et raffermir la religion sur ses bases. Il fut donc convenu que Spedalieri, homme de beaucoup de savoir et d'esprit, publierait en 1791, dans la ville d'Assises, un ouvrage intitulé *les Droits de l'homme*. Cet ouvrage parut en effet; le cardinal Fabrice Ruffo, alors trésorier général de la chambre apostolique, en accepta la dédicace; Pie VI en nomma l'auteur bénéficier de Saint-Pierre. Spedalieri pose en principe, dans cet ouvrage, que la société humaine, c'est-à-dire le pacte qui unit les hommes en société, est formé directement et immédiatement par les hommes mêmes; qu'il leur appartient tout entier; que Dieu n'y a point coopéré par une volonté particulière, directe et immédiate; qu'il y participe seulement comme être premier et comme premier mobile, c'est-à-dire que le pacte social vient de Dieu, comme tous les effets naturels des causes secondaires. Il établit encore que le gouvernement despotique n'est pas un gouvernement légitime, mais un abus de gouvernement, et que la nation qui a formé le pacte social, est en droit de déclarer le souverain déchu, lorsque celui-ci viole tyranniquement les conditions sous lesquelles la souveraineté lui a été confiée. L'auteur explique ensuite les caractères auxquels on reconnaît la tyrannie, et qui amènent le cas de la déchéance. Il appuie ces propositions de l'autorité de saint

Thomas, qui cherche à en démontrer la vérité dans son opuscule latin, intitulé *de Regimine principum ad regem Cypri*. En dernier lieu, Spedalieri prouve que la religion chrétienne est le gardien le plus sûr du pacte social et des droits de l'homme en société, et qu'elle est même la seule capable de produire un effet si important.

Il y avait quelque adresse dans l'expédient que nous venons de rapporter, mais il ne fut pas adopté généralement. Les autres princes d'Italie ne suivirent point l'exemple de Rome; un principe politique contraire prévalut chez eux; la religion se trouva seule, et tout fut ébranlé.

Quant à la république de Gênes, elle fut peu recherchée des alliés, soit à cause des desseins ultérieurs qu'ils avaient peut-être sur elle, soit à cause de sa dépendance et de son voisinage des Français. Cette république put donc garder une neutralité précieuse pour ses sujets, qui, tout entiers à leur commerce maritime avec la France, continuèrent à naviguer avec sécurité dans la rivière du ponant.

En 1792, comme on le voit, l'Italie entière était en proie à l'inquiétude. En Piémont, de puissantes armées, des sentimens déclarés, ardeur impatiente de combattre. A Naples, des préparatifs secrets. Désir de neutralité en Toscane. Peu de troupes, mais des démonstrations guerrières à

Rome. Neutralité dans les deux républiques de Venise et de Gênes. C'étaient là les dispositions des gouvernemens; celles des peuples se montraient différentes. En Piémont, attendu la proximité des lieux, les idées nouvelles avaient fait quelques progrès, et si plusieurs individus, à la vue des crimes commis en France, avaient abjuré ces doctrines, un certain nombre les avait néanmoins conservées. A Milan aussi, elles avaient poussé quelques racines, mais fort peu profondes, comme dans un terrain mou et léger. A Venise, l'extrême douceur du peuple lui avait fait prendre en horreur les atrocités du jour, et l'on y craignait peu les dangers de l'exemple, surtout avec ce tribunal d'inquisiteurs, dont la réputation cependant était devenue plus effrayante que les actes. D'un autre côté, Venise avait un rempart dans les Esclavons, dans leur éloignement pour les opinions du temps, et leur dévouement absolu à la république. A Naples, peu de cendre couvrait un immense brasier; les opinions nouvelles s'y étaient partout multipliées, et l'ardeur du climat y entretenait une exagération continuelle des esprits. A Rome, la vie était calme entre une multitude de prêtres occupés d'affaires ecclésiastiques, et un peuple de valets ignorans. En Toscane, où la finesse de l'esprit le dispute à la délicatesse des sentimens, les aphorismes du jour avaient trouvé peu de crédit, et le bonheur du présent faisait

repousser tout changement pour l'avenir. A Gênes enfin, les opinions étaient fortement agitées; mais comme on leur y laissait un libre cours, elles n'inspiraient que de faibles craintes; le commerce d'ailleurs n'aime pas les révolutions.

Cependant, à l'aspect de l'orage qui les menaçait, les maîtres effrénés de la France, déjà redoutables par les armes, appelèrent encore à leur secours les promesses flatteuses et les maximes révolutionnaires. Leurs agens publics ou secrets ne parlaient en Italie que de la loyauté du gouvernement français et des douceurs de la liberté. Ils assuraient que la France ne voulait point s'immiscer dans les affaires d'autrui; qu'elle rendrait égards pour égards, fidélité pour fidélité : c'était là leur langage; ils agissaient autrement; cherchaient, par des intrigues secrètes, à insinuer les idées nouvelles dans l'esprit des peuples; leur enseignaient la manière de se coaliser; leur promettaient des conseils, des secours d'hommes et d'argent; et s'efforçaient, par tous les moyens possibles, de paralyser la force des gouvernemens, en les privant de leur appui fondamental, la fidélité des sujets.

Pour mieux faire connaître le siècle, je veux rapporter les discours des deux partis. Je vais dire des choses monstrueuses sans doute; mais il s'en fit de plus monstrueuses encore. Les novateurs immodérés répétaient donc hautement, et à qui

voulait les entendre : tous les rois sont des tyrans, il faut les immoler; les nobles sont les satellites des tyrans; ils se servent de leurs armes comme les prêtres de leur influence; le souverain, c'est le peuple : de lui dérive tout pouvoir; le peuple est un pupille, ses droits sont imprescriptibles et inaliénables; si le gouvernement les attaque, l'insurrection devient un devoir; la royauté est une institution abominable, absurde et ridicule; le seul gouvernement légitime, c'est la république, mais seulement une république fondée sur la démocratie, l'aristocratie pure étant pire que la royauté; l'oligarchie un horrible fléau; la fidélité envers le peuple, la seule véritable; le dévouement à la royauté et à l'aristocratie, un crime réel. Trahir les rois et les aristocrates, c'est remplir un droit et un devoir; ce sont là les maximes éternelles établies par la nature et par Dieu lui-même, puisque la démocratie est dans l'Évangile. (Malgré notre disposition à parler sans réserve, notre respect pour la religion ne nous permet pas ici d'exprimer toutes les idées des novateurs.) Une ère nouvelle se lève pour l'humanité; les prédictions de l'Écriture s'accomplissent; avec les droits du peuple renaissent la justice, la paix et le bonheur du monde. Assez et trop long-temps l'usurpation a pesé sur les hommes, le règne de la liberté est maintenant arrivé; assez et trop long-temps se sont maintenus les privi-

léges; c'est aujourd'hui le tour de l'égalité : la liberté régénère l'âme, l'égalité la console. Le moment est venu où le pauvre recevra des secours sans essuyer des mépris, l'opprimé des bienfaits que ne lui vendra point le pouvoir; et puisque les anciens gouvernemens ont toujours favorisé la puissance, les nouveaux désormais vont protéger la faiblesse; c'est là le but où doit tendre toute bonne administration. Cumuler les faveurs du pouvoir et de la loi, c'est trop; n'avoir aucune part à la protection de la loi, n'est pas assez; que la loi soit égale pour tous, voilà la justice. C'est assez, c'est déjà trop pour les riches et les grands d'exercer le pouvoir que donne la fortune et les avantages qui en dérivent, sans posséder encore celui qui résulte des priviléges; c'est donc une compensation douce et juste que d'ôter à qui a trop pour donner à qui n'a pas assez. Peuples, s'écriaient-ils, imitez l'exemple des tyrans, levez-vous, coalisez-vous pour une entreprise nécessaire, honorable et sacrée; faites ce qui est le plus agréable à Dieu, obéissez à ses lois éternelles. Levez-vous, renversez, écrasez, immolez vos tyrans; établissez des gouvernemens populaires; fondez des républiques; votre bonheur est dans vos mains. Tout vous favorise, le despotisme est anéanti en France, cette portion si importante de l'Europe. Une nation grande, valeureuse et puissante se lève tout entière en

faveur de quiconque voudra secouer le joug de la tyrannie. Vous avez montré assez de patience à souffrir; l'étoile de votre bonheur a brillé; prouvez que la force est du côté du nombre; qu'on a pu vous opprimer, mais non vous avilir; et que le vice puissant remette enfin le gouvernement du monde à la vertu malheureuse.

Les adversaires des novateurs ne montraient guère plus de modération dans leur langage. Où sont, disaient-ils, ces jacobins (c'était le nom d'une secte furieuse née à Paris), où sont ces jacobins qui s'érigent en réformateurs du monde? Beau commencement de gouvernement, que de porter la main dans les propriétés et sur la vie des autres, de promener en procession les têtes qu'ils ont tranchées, d'emprisonner l'innocence et d'égorger les prisonniers! Ils déclament contre l'aristocratie! mais si son joug est pesant, c'est pour le plus petit nombre, tandis que celui de la démocratie n'épargne personne. La royauté est le seul frein salutaire dans une grande nation: Qui lui sert de rempart, si ce n'est l'aristocratie, surtout contre les vertiges populaires? Ils parlent d'honneur, et ils préconisent la rapine et la débauche! Le peuple doit sa vertu à l'ignorance; les grands tirent la leur de l'éducation, et la vertu grossière devient funeste quand elle n'est pas éclairée par la civilisation. Si l'aristocratie est une digue posée au despotisme des princes et aux

écarts populaires, elle donne aussi l'exemple de la morale et de l'honneur. Les châteaux ne sont point des repaires de la tyrannie, mais des écoles de politesse. Ce qui existait autrefois, n'existe plus d'ailleurs aujourd'hui, et n'a-t-on jamais trouvé que des anges parmi le peuple? Il faut donc oublier le passé. Par amour pour la patrie, les nobles ont renoncé à des priviléges, non pas arbitraires, mais obtenus à titre de récompense; quel fruit en ont-ils retiré? La perte de leurs biens, de leur liberté et de la vie; et quand finiront pour eux les exils, les persécutions et les supplices! Que dire de la royauté? n'est-elle pas un mode de gouvernement naturel sur la terre, puisque partout où les hommes se trouvent réunis en société, elle naît comme une nécessité des choses, sinon par le titre, au moins par le fait, et le plus souvent par le fait et par le titre? Ne voit-on pas toujours le gouvernement de plusieurs soumis à la direction d'un seul; et la royauté réelle n'est-elle pas préférable à la royauté déguisée? La première est toujours tempérée, soit par les lois, soit par les coutumes, soit par la nécessité sentie par les rois, sinon d'être bons, au moins de paraître justes. La seconde, au contraire, est plus soupçonneuse, parce qu'elle est sans appui; plus cruelle, parce qu'elle est plus soupçonneuse; plus arbitraire, parce qu'elle n'a point de frein qui l'arrête. La royauté est

née de l'ambition naturelle aux hommes. Cette ambition générale conduit à l'anarchie, qui est la mort de la société; de la multitude, le pouvoir passe alors aux mains de quelques uns, et par la même raison, du petit nombre aux mains d'un seul. Heureuses les nations qui trouvent la royauté toute faite, sans être obligées de l'aller chercher à travers l'anarchie! Vous voulez le peuple souverain; il égorgera d'abord les meilleurs citoyens, et tournera bientôt le poignard contre lui-même. Il y a erreur et scélératesse à vouloir réduire en pratique une proposition toute spéculative. Les fous furieux n'ont-ils pas la propriété de leurs mouvemens? et cependant on les enchaîne. Les hommes ne se gouvernent point par des abstractions; il faut réprimer leurs passions, bien loin de leur en laisser le libre exercice. Étouffons donc ces roitelets plébéiens; et puisqu'ils ont ébranlé la société dans ses bâses, que leur perversité soit punie, et que le souvenir du châtiment vive éternellement parmi les hommes. Que la société elle-même remonte aux principes de son existence, c'est-à-dire vers un gouvernement vigoureux et sévère. Les nobles et les prêtres sont les instrumens qui conviennent à cette grande œuvre; les uns, parce qu'ils sont forts; les autres, parce qu'ils sont persuasifs; qu'ensuite ils obéissent eux-mêmes à un souverain ferme et résolu. Mais ce n'est point assez; les hommes pervers anéantis,

il faut encore anéantir leurs maximes effrénées, et s'il est nécessaire de corriger la génération présente, il ne l'est pas moins d'éclairer la génération future. L'ignorance paisible vaut mieux que le savoir insolent. Il faut enfin punir la trahison, récompenser la fidélité, replacer l'ordre dans la société et la reconstruire sur des fondemens inébranlables. C'est là le but des mouvemens de l'Europe; c'est pour cela qu'elle aiguise ses armes; et l'objet de cette grande entreprise n'est pas seulement de contenir ce fléau destructeur, mais de l'extirper jusque dans sa racine. Les partisans de la royauté et de l'aristocratie sont encore nombreux en Europe; qu'ils se réunissent avec prudence et vigueur; l'édifice de la société va sortir de ses ruines. Tel est le projet des rois confédérés; telles sont les espérances de tous les bons citoyens; la noblesse y employera son bras, le clergé ses exhortations. Si tant de vœux sont perdus, si tant d'efforts sont inutiles, si le crime triomphe de l'indignation sacrée qu'il inspire, c'en est fait de l'Europe; elle va retomber dans le chaos d'une barbarie sans exemple.

Déplorons l'exagération des hommes quand ils se laissent entraîner par leurs passions politiques. Ici, les uns étaient coupables d'avoir porté beaucoup trop loin les réformes; les autres, de les avoir fait dégénérer en excès détestables par leur opposition à celles mêmes qui étaient les plus utiles

et les plus justes; ceux-là d'avoir trempé leurs mains dans le sang, ceux-ci de vouloir y tremper les leurs : les premiers, d'avoir déposé et mis à mort un prince dont la personne devait être pour eux inviolable; les seconds, d'avoir appelé les étrangers dans leur patrie. La liberté est un trésor inestimable, nous l'avouons; mais elle devient illégitime quand on l'acquiert par la cruauté, et c'est une faute non moins grave, que de livrer son pays à l'étranger dans l'espérance de conserver ses priviléges, et un tabouret à la cour. Ce qui manqua le plus à notre siècle, ce fut l'amour de la patrie. Dans les circonstances que nous rapportons, les premiers l'asservirent par la hache des bourreaux, les seconds voulaient l'asservir par le canon de l'Autriche; également coupables les uns et les autres, pour avoir refusé la liberté que le roi et des hommes sages voulaient leur donner, seule liberté qui convînt à un aussi grand état que la France. Nouvelle preuve entre toutes les autres, que la liberté n'habite point avec la licence des mœurs, la cupidité sans frein, et l'ambition sans limites.

Toutefois, les discours des démocrates agissaient plus fortement sur l'esprit du peuple que ceux de leurs adversaires, parce que la multitude est toujours avide de nouveauté. Les premiers, d'ailleurs, plaidaient en apparence la cause du bien public, les seconds paraissaient ne réclamer que leurs pri-

viléges. De là cette crainte générale dans l'Europe, menacée sur tous les points d'un horrible incendie.

La guerre était allumée entre l'Autriche et la France ; les deux puissances tournèrent leurs regards sur l'Italie ; l'une, pour conserver ce qu'elle y possédait ; l'autre, pour y conquérir ce qu'elle voulait y posséder, ou du moins pour s'assurer un passage, afin de pouvoir prendre en flanc son ennemi.

De son côté, le gouvernement français avait expédié en Italie des agens publics et secrets, dans le but d'obtenir des princes, soit par menaces soit par prières, une alliance, ou le passage, ou la neutralité. C'est ainsi que de Sémonville fut chargé de sonder le terrain en Piémont, et de faire en sorte que le roi se décidât pour la France, dans les événemens critiques qui se préparaient. D'après ses instructions, il devait proposer au roi de se liguer avec la république, et de donner passage aux armées qui devaient attaquer la Lombardie autrichienne. En retour, la France promettait au roi garantie pour ses états, répression des idées révolutionnaires qui pullulaient dans le Piémont et dans la Savoie, et la cession entière de toutes les conquêtes qui se feraient en commun sur les possessions de l'empereur en Italie.

Soit que le roi craignît une embûche, et peut-

être n'avait-il pas tort de la craindre, soit qu'il agît avec prévention dans cette affaire, soit enfin qu'il fût trop avancé avec l'Autriche, il refusa d'entendre les propositions de la France. Déjà, en effet, les Autrichiens descendaient du Tyrol et s'avançaient à grands pas vers le Piémont; c'est pourquoi, Sémonville ne se trouvant encore qu'à Alexandrie, le comte Solaro, gouverneur de cette ville, reçut ordre de ne point le laisser passer outre, et de le décider même à sortir des états du roi; mais dans les termes les plus obligeans qu'il se pourrait. Le comte Solaro s'acquitta de sa mission avec tous les égards, toute la prudence dont il était capable, et Sémonville partit pour Gênes. Ce procédé déplut singulièrement à Paris. Le 15 septembre 1792, Dumourier, ministre des affaires étrangères, s'exprima très vivement devant la Convention nationale, sur le gouvernement piémontais : il se plaignit dans un discours préparé, de l'affront que la France venait de recevoir à Alexandrie, dans la personne de son ambassadeur, et conclut à ce que la guerre fût déclarée au roi de Sardaigne. Ce qui fut dit alors, et ce qui fut fait, il ne faut pas le demander. Les épithètes de despote, de tyran, d'ennemi du genre humain, retentirent de toutes parts, et la guerre fut solennellement déclarée entre la France et la Sardaigne.

Dès le 10 du même mois, le conseil exécutif

provisoire avait ordonné au général Montesquiou d'attaquer la Savoie avec l'armée qu'il commandait dans le Haut-Dauphiné; de refouler les troupes piémontaises au-delà des monts, et de profiter de tous les avantages qui naîtraient de cette expédition. Ce fut là le commencement de tous les maux qui accablèrent si long-temps l'Italie, et qui laissèrent dans la péninsule des traces si difficiles à effacer.

Avant que les hostilités n'éclatassent entre la France et les puissances confédérées d'Allemagne, le roi de Sardaigne avait fait de grands préparatifs en Savoie et dans le comté de Nice. Mais les victoires des Français en Champagne firent changer la face de la guerre; et le roi, au lieu de conquérir les états des autres, dut penser à défendre les siens. Sa situation était beaucoup moins avantageuse que celle des Français. Des deux pays limitrophes où devaient avoir lieu les engagemens, la Savoie était favorable à la France; le Dauphiné, non seulement n'était point favorable au Piémont, mais se montrait encore son ennemi déclaré. Déjà même cette province avait manifesté son penchant pour les réformes faites ou à faire; de sorte que les Français trouvaient faveur en avant, sûreté en arrière; c'était précisément le contraire pour les Piémontais.

Malgré tout, les lieutenans du roi, en Savoie, vivaient dans la plus grande sécurité. Eux seuls

et les émigrés français qui ne les quittaient pas, ne voyaient point ce qui frappait les yeux de tout le monde. Imprudens, qui ne sentirent pas que la colère et la témérité sont de mauvais conseillers en politique! Assez crédule pour ajouter foi à toutes les nouvelles des émigrés, assez crédule encore pour ne pas reconnaître un général français qui, afin de mieux surprendre ses desseins, l'était venu trouver en habit de prêtre irlandais, le chevalier de Colegno, commandant de Chambéry, irritait les esprits par la dureté de son gouvernement, et soufflait sur un feu qui ne demandait qu'à s'allumer. Le comte Perrone, gouverneur général de Savoie, montrait beaucoup plus de prudence dans sa conduite; mais le péril et le désordre laissaient peu de place à son crédit, peu d'action à son autorité; lui-même, d'ailleurs, s'était laissé tromper par le faux prêtre irlandais; et le chevalier de Lazari, qui commandait l'armée, était peu familier avec la tactique vive et rapide des Français.

Telle était la position de la Savoie au mois de septembre 1792. Un long tableau de malheurs commença dès lors à se dérouler. Les chefs de l'armée piémontaise se reposaient toujours dans leur confiance accoutumée; ils ne pouvaient croire à une attaque si subite; et, au lieu de faire prendre à leurs troupes des positions fortes et rapprochées, ils les avaient réparties çà et là sans utilité,

de sorte qu'il leur était impossible, et de résister à l'ennemi en quelque endroit qu'il se fût présenté, et de se rallier au besoin pour la défense. C'était au point qu'ils ne firent aucune démonstration, pas même lorsque les Français, d'abord divisés en plusieurs camps, se furent concentrés au fort Barraux, dans l'intention évidente d'attaquer. Le prêtre irlandais les suivait partout, et leur faisait mille contes qu'ils croyaient de la meilleure foi du monde. Cependant les émigrés français conçurent des alarmes, et demandèrent aux généraux piémontais s'ils ne craignaient rien. Ceux-ci répondirent négativement, ajoutant que c'étaient les gens de robe qui avaient peur et répandaient l'effroi. Ils désignaient ainsi le comte Botton de Castellamont, intendant-général de la Savoie, homme adroit et pénétrant, qui, ne s'étant point trompé sur la véritable tournure des événemens, et voulant faire partir le trésor royal pour le Piémont, avait demandé au gouverneur une escorte militaire. Défendre la Savoie, surtout après les revers des confédérés, était sans doute la chose impossible. Il n'y avait pas, dans cette province, plus de neuf à dix mille soldats. Cependant, comme ils étaient tous braves et aguerris, ils auraient pu du moins opposer une résistance honorable, et modérer l'impétuosité de l'ennemi; mais ils manquaient de chefs expérimentés, se trouvaient disséminés sans précaution,

et l'attaque imprévue des Français ne leur permit pas de se rallier.

Le général Montesquiou, ayant reçu l'ordre de commencer les hostilités, partit du camp de Cessieux avec son armée, composée d'environ quinze mille hommes, peu disciplinés peut-être, mais pleins d'ardeur. Il arriva aux Abrets, d'où il envoya au général Anselme l'ordre de passer le Var, et d'attaquer sans délai le comté de Nice, mal défendu par une poignée de soldats, sous le commandement du comte Pinto. Le contre-amiral Truguet devait protéger ces mouvemens du côté de la mer. Parti de Toulon avec une escadre de onze gros vaisseaux et de quelques autres plus légers, montés par deux mille soldats de débarquement, Truguet croisait dans les eaux de Villa-Franca jusqu'au golfe de Juan, tout prêt à prendre terre où le besoin l'aurait exigé. Son principal dessein était d'opérer un débarquement sous Monaco, afin de prendre à dos la division qui gardait le comté de Nice. Ainsi, depuis l'Isère jusqu'au Var, les Français allaient attaquer les états d'un roi qui les avait provoqués par ses démonstrations hostiles, avant l'arrivée des secours qu'il attendait d'Allemagne; ce fut le résultat des déroutes de la Champagne.

Montesquiou partit à la hâte des Abrets avec toute son armée, et vint prendre position au fort Barraux, à deux milles des frontières de la

Savoie. Là devaient commencer ses opérations. Son projet était d'attaquer, avec le gros de ses troupes, Sanpareillan et le château des Marches, pour se diriger ensuite à la hâte sur Chambéry. Voulant en outre couper la retraite à l'ennemi, il expédia deux gros détachemens; l'un desquels, en longeant la rive gauche de l'Isère, devait occuper le passage de Montmélian; l'autre, partant du bourg d'Oisan, et traversant les monts escarpés qui séparent la vallée de la Romanche de celle de l'Arc, devait fermer entièrement la route de la Maurienne; auquel cas, toute l'armée piémontaise eût été faite prisonnière, ou du moins, il ne s'en serait échappé qu'une faible partie par les chemins rudes et difficiles de la Tarantaise. Montesquiou avait adroitement prévu que la retraite de l'ennemi devait s'effectuer principalement par la route de la Maurienne et le mont Cénis; mais il manqua son double but, d'abord à cause d'une crue subite de l'Isère qui, ayant rompu ses ponts, ne lui permit pas le passage; ensuite par l'énorme quantité de neige tombée sur les hautes montagnes de Galibier.

Éveillés enfin au bruit des armes françaises, les Piémontais voulurent se fortifier près Sanpareillan, sur les précipices de Mians, d'où ils auraient foudroyé le travers de la gorge, au moyen de batteries établies sur le château des Marches; ils n'en eurent pas le temps. Les canons n'étaient

pas encore à leur place, lorsque la nuit du 21 septembre 1792, par un ouragan épouvantable, et à travers des torrens de pluie, le général Laroque, d'après les ordres du général Rossi, partit en grand silence du camp des Barraux, et se dirigea, avec une forte division, sur Sanpareillan. Le succès justifia l'entreprise; pendant l'obscurité, Laroque s'empara de la place à l'improviste; et si le temps n'eût pas été si contraire, il eût pris la garnison qui la défendait; mais, informée à temps de l'approche de l'ennemi, elle se retira saine et sauve.

Chassés de Sanpareillan et des positions de Mians, les Piémontais abandonnèrent encore, à la hâte et sans réflexion, les châteaux des Marches, de Beauregard, d'Aspremont et Notre-Dame de Mians. De ce côté, les gorges de la Savoie étaient donc au pouvoir des Français. Montesquiou, usant rapidement de sa victoire, et profitant de la déroute de l'ennemi, se porta sans délai en avant du château des Marches, avec deux brigades d'infanterie, une de dragons, et vingt bouches à feu, le tout soutenu par une arrière-garde composée de deux autres brigades d'infanterie, une de cavalerie, et beaucoup d'artillerie. Coupant ainsi en deux l'armée piémontaise, dont une partie fut contrainte de se retirer vers Annecy, l'autre du côté de Montmélian, il s'ouvrit la route de Chambéry, capitale de la

province. La terreur en avait déjà fait sortir les troupes royales; et leurs officiers, dans cette importante circonstance, montrèrent aussi peu de résolution qu'ils avaient d'abord affiché de suffisance et de vanité. Telle fut, dans leur effroi, la rapidité de leur fuite, que les Français craignant une embûche, n'osaient entrer dans la ville, qui resta ainsi, pendant plusieurs jours, abandonnée à elle-même. Et ici, nous devons publier que ce moment si critique se passa sans tumulte, sans outrage, sans désordre d'aucune espèce, grâce à la douceur toute particulière de ce bon peuple de Chambéry. Il reçut enfin les Français, et il les reçut avec tous les témoignages de l'allégresse qui naissait des opinions du jour, et du souvenir des vexations qu'il avait précédemment essuyées.

Montesquiou n'avançait qu'avec beaucoup de précaution, parce qu'il n'avait point encore de nouvelles des opérations d'Anselme dans le comté de Nice; il craignait d'ailleurs que les Sardes, en se retirant avec tant d'empressement, n'eussent le dessein de tomber à l'improviste sur les troupes de ce général. D'un autre côté, le bruit se répandait que les Piémontais, munis de provisions de guerre et de bouche, s'étaient retranchés dans les fortes positions que leur offraient les montagnes des Bosges, entre Chambéry et l'Isère, et qu'ils se proposaient d'y passer l'hiver. Montes-

quiou résolut donc de s'arrêter, et d'attendre les nouvelles qui lui viendraient des Alpes maritimes. Il se contenta de faire occuper le passage de Monmélian, abandonné par les troupes du roi avec autant de rapidité qu'elles avaient évacué la capitale. Cette déroute fit tomber au pouvoir des vainqueurs, dix canons, une grande quantité de poudre, de boulets, de caissons, et d'autres munitions de guerre, avec des magasins remplis de fourrage et de vivres.

Les chefs piémontais ne montrèrent pas plus de prévoyance et de résolution dans le comté de Nice, qu'ils n'en avaient montré en Savoie. A peine eurent-ils avis qu'Anselme avait passé le Var, fleuve qui sépare les deux états, que, dès la nuit du 23 septembre, prenant la fuite en toute hâte, ils évacuèrent la ville de Nice, s'empressant déjà d'enlever tout ce qui se trouvait dans la ville et dans le port de Villa-Franca. Mais les Français, profitant vivement des faveurs de la fortune, coururent à Villa-Franca, et menacèrent de donner l'assaut. Le commandant se rendit à discrétion avec deux cents grenadiers, excellens soldats, et quelques milices; livrant de plus, à l'ennemi, cent pièces de grosse artillerie, une frégate, une corvette, et tous les magasins de l'armée. C'est ainsi que les républicains s'emparèrent de la partie basse du comté de Nice, avec une promptitude et un bonheur incroyables. Montauban seul

tenait encore pour le roi; il capitula lui-même peu de temps après. Le contre-amiral Truguet contribua beaucoup à toutes ces victoires, en appelant, au moyen de son escadre, l'attention des Piémontais sur divers points, et en les forçant de s'éloigner du littoral, par la crainte d'être attaqués de tous les côtés à la fois.

Maître de Nice, de Villa-Franca et de Montauban, Anselme continua de s'avancer par la vallée de Roia, et ne s'arrêta que sous les murs de Saorgio, château fort qui ferme les passages de ce côté, et qui sert comme de redoute avancée au col de Tende. Mais, quelques jours après, les Piémontais ayant reçu un renfort considérable d'Autrichiens, attaquèrent avec impétuosité la position de Sospello, et s'en emparèrent. Ce ne fut pas pour long-temps; Anselme revint avec le gros de son armée, reprit Sospello, et Saorgio redevint la ligne de démarcation entre les combattans.

Ces expéditions des Français dans le comté de Nice furent peu sanglantes, parce que la fuite précipitée des Sardes ne laissa que quelques légers combats à livrer. Disons aussi que les vainqueurs ne s'écartèrent point des bornes de la modération et de l'humanité. La malheureuse Oneglia éprouva un sort bien différent. L'escadre de Truguet s'étant approchée du rivage, un esquif fut détaché pour aller faire des propositions à la ville;

les habitans le reçurent à coups de carabine; ceux qui le montaient furent tués ou blessés; action funeste qu'on ne saurait trop blâmer. L'escadre française serra le rivage de plus près, se forma de son mieux en ordre de bataille, et se mit à foudroyer la ville. Lorsque le bombardement et les désastres qui en résultèrent eurent fait juger à l'amiral que la garnison avait dû prendre la fuite, il débarqua les troupes qu'il avait à bord, les fit soutenir par ses matelots, s'empara de la ville et la mit sans pitié à feu, à sang et au pillage : représailles terribles de la violation des parlementaires ! Truguet n'avait voulu que se venger. Environnée de tous côtés par l'état de Gênes, Oneglia offrait peu de ressources; aussi les Français l'abandonnèrent-ils, et leur escadre, après avoir touché Savone et s'être reposée dans le port de Gênes, rentra bientôt à Toulon. La saison, trop avancée alors, ne permettant pas de tenir la campagne avec fruit, les deux partis déposèrent les armes pendant le reste de l'hiver, s'appliquant seulement à faire les meilleures dispositions possibles pour recommencer avec avantage au printemps. Le silence des armes ne fut interrompu par aucun fait digne d'attention. On dut remarquer néanmoins la réception toute différente qui fut faite aux Français dans la Savoie et dans le comté de Nice. Le premier de ces pays montra pour eux

beaucoup d'inclination et un grand désir d'adopter les nouvelles formes de gouvernement; ils ne rencontrèrent, dans le second, qu'aversion pour eux-mêmes, et refus de s'écarter des règles de l'ancien régime.

Certain de la conquête du comté de Nice, Montesquiou résolut de chasser les Piémontais de la Savoie. Dans ce but, il ordonna à Rossi et à Casabianca de mener battant les troupes du roi, et de les repousser, le premier jusqu'au mont Cenis par la Maurienne, le second jusqu'au Petit-Saint-Bernard par la Tarantaise. Ces ordres furent exécutés avec la plus grande célérité, presque sans résistance de la part de l'ennemi; et si Montesquiou, au lieu de s'arrêter pour attendre les nouvelles du comté de Nice, s'était porté en avant avec la même promptitude, après l'occupation de Chambéry, il est probable qu'il se serait facilement emparé de ces deux sommités des Alpes; avantage immense qui, dans l'état de confusion où se trouvaient les troupes royales, eût aplani devant lui, pour l'année suivante, le chemin vers le cœur même du Piémont. Les villes d'Aix, d'Annecy, de Rumilly, de Carouges, de Bonneville, de Thonon, et toutes celles de la Savoie septentrionale, reconnurent la domination des vainqueurs avec des transports de joie universels. La province entière devint ainsi la conquête des Français. La possession leur en fut assurée pen-

dant l'hiver, par l'énorme quantité de neige tombée sur les montagnes, plus encore que par la suspension d'armes qui avait eu lieu dans les Alpes maritimes.

Voilà comme une province, hérissée de fortes positions, coupée en tous sens par des gorges, des torrens et des précipices, fut perdue pour la Sardaigne, sans que la prudence ou la valeur eussent rien fait pour sa défense. Ce malheureux résultat doit être imputé en partie au roi lui-même, qui, emporté par son désir de commencer la guerre, se découvrit avant l'arrivée des secours de l'Autriche, et revêtit le plus souvent de grades militaires des hommes plus occupés de satisfaire leur vanité que de s'instruire dans le métier difficile des armes. Ce fut sans doute une grande erreur chez Victor, de donner l'habit d'officier au premier cadet qui se présentait, et de l'envoyer sur-le-champ à l'armée, comme si l'art de la guerre était facile, comme si le bruit du canon n'avait pas de quoi faire trembler les soldats les plus aguerris. Les nobles furent encore plus répréhensibles que le roi, à cause du mépris, dirai-je ridicule ou absurde, qu'ils affectaient pour les troupes françaises. Parmi eux, toutefois, se trouvaient beaucoup d'hommes aussi braves que modestes, qui déplorèrent l'imprudence du roi, et s'indignèrent de la honte dont on venait de couvrir la monarchie.

La déroute de Savoie, déjà si grave par elle-même, fut encore accompagnée d'accidens terribles et déplorables : les pluies par torrens, les chemins défoncés, les chariots brisés, les soldats à la débandade, partie armés, partie désarmés; des fuyards de tout rang, de tout sexe et de tout âge; d'affreux phénomènes dans le ciel, parmi les hommes et sur la terre. Mais ce qui excitait le plus de compassion c'était le sort des émigrés français. Trop confians dans les discours des officiers du roi, ils étaient demeurés à Chambéry jusqu'au dernier moment. Menacés maintenant par une armée française toute prête à les atteindre, ils ne pouvaient plus rester sans se perdre, ni peut-être se sauver en fuyant. Les uns étaient en proie à la misère, les autres à la maladie, tous manquaient de chevaux et de voitures : l'amitié n'en avait point à prêter, l'intérêt n'en avait point à fournir. Dans ce bouleversement général, les esprits avaient été constamment frappés d'imprévoyance et d'oubli. Les routes de Genève et de Turin offraient surtout un spectacle misérable. Elles étaient encombrées d'une foule d'individus, naguère au faîte des honneurs, aujourd'hui dans le plus affreux dénûment. On y voyait pêle-mêle les pères et les fils, les mères et les filles, les vieillards et les jeunes gens, les vierges les plus délicates, bravant l'horreur des saisons et des routes, pour suivre des parens tombés dans la détresse. On y

voyait des vieillards infirmes, des femmes enceintes, des mères chargées d'enfans à la mamelle, et qui étaient nés pour un sort bien différent. Mais c'est dans le malheur que l'on retrouve la vertu et la charité; cette circonstance déplorable en est une preuve nouvelle. Des épouses, des fils, des frères et des serviteurs, que la proscription n'avait point inscrits sur ses tables, voulurent accompagner sur la terre étrangère, malgré le refus des victimes, leurs époux, leurs pères, leurs frères et leurs maîtres, faisant céder ainsi l'amour de la patrie aux inspirations de la nature et de la fidélité. Siècle vraiment extraordinaire où la vertu prodiguait ses miracles, pendant que le vice multipliait ses excès. A toutes les horreurs de la marche, ajoutez l'horreur des stations : là, des auberges encombrées; ici, des rochers sans abri; il fallait passer la nuit sous un ciel irrité d'où semblait tomber encore le déluge. Partout, sur le chemin, les débris de l'armée piémontaise en déroute, des armes jetées çà et là, l'agitation des hommes éperdus, le trépignement des chevaux, le bruit des voitures, les cris du désespoir et ceux de la douleur; partout le désordre et la confusion; partout enfin le tableau d'une misère épouvantable à côté du tableau d'un effroi sans égal. Combien de personnes élevées au milieu de toutes les douceurs de Paris, manquaient alors de l'aliment que le pauvre même trouve en abondance

sous son toit modeste! Combien de graves et intègres magistrats, après avoir rendu la justice dans les premières cours du noble royaume de France, s'acheminaient alors péniblement vers un exil dont ils ne pouvaient prévoir ni les rigueurs, ni le terme! Combien de nobles dames qui peu de mois auparavant espéraient offrir des rejetons à d'illustres familles, dans le palais de leurs ancêtres, aujourd'hui prêtes à enfanter sur le vil grabat d'un étranger, allaient donner à leurs infortunés époux, des fils plus infortunés encore! Combien de vierges, naguère objet de la recherche des princes, ne savaient pas maintenant quel refus les attendait, quel consentement il leur faudrait subir! Combien de braves capitaines, vieillis sous les armes, et qui, par la débilité du corps, avaient plus que jamais besoin de repos et de secours, privés aujourd'hui de secours et de repos, fuyaient vers un ciel étranger, devant ces mêmes soldats qui avaient pris sous eux des leçons de bravoure et d'honneur! Tant de malheurs excitaient sur toute la route la stupéfaction ou la pitié; et la pauvreté offrit aux victimes, sur leur passage, plus de bienfaits et de consolations qu'elles n'avaient osé en attendre. Pendant plusieurs jours et plusieurs nuits, sur les routes de Genève et de Turin, ce déplorable cortége offrit une nouvelle preuve de la facilité avec laquelle l'aveugle fortune précipite au fond de l'abîme ceux qu'elle avait

élevés au plus haut des grandeurs; et, cependant, sous le poids d'une épreuve si pénible, le caractère des Français ne se démentit pas un moment. Il leur échappait encore un sourire, un bon mot, une chanson même; et, à les voir, on eût dit qu'ils allaient à une fête plutôt qu'en exil. De graves personnages galoppaient dans la boue qui couvrait les chemins; d'autres, portés dans des voitures ou assis derrière, se faisaient remarquer par le soin de leur coiffure, leurs croix, leurs décorations et les différens emblèmes de leur fortune éclipsée. Telle est la force du naturel qu'il résiste même au malheur. Enfin, les pauvres émigrés arrivèrent à Genève et à Turin. Ici, il est impossible de donner une idée des discours, de l'étonnement et des sentimens que leur aspect fit naître. On avait beaucoup parlé de la France, et maintenant elle paraissait au-dessus de sa réputation. On admirait à la fois ce dont est capable une nation furieuse qui s'élance hors d'elle-même, la valeur de ses soldats, la propriété contagieuse de ses doctrines, la force qu'elle employait pour les soutenir. On admirait encore la vanité des uns qui avaient prédit sa défaite, et l'imprudence des autres qui avaient provoqué sa vengeance. Il valait bien mieux, s'écriait-on, la laisser en proie à ses divisions que de la forcer à se réunir pour sa défense; il fallait la flatter au lieu de l'aigrir. Tous affirmaient que le péril était à son comble,

que la Suisse était menacée aussi-bien que l'Italie, et que la société en Europe était ébranlée dans ses bases.

Bien d'autres discours encore se tenaient à Turin; car, dans les revers publics, crier contre le gouvernement est un soulagement et une consolation. Voilà, disait-on, voilà le fruit de tant de levées d'hommes et d'argent, de tant de fanfaronnades! Fallait-il épuiser le trésor, écraser le peuple d'impôts, solliciter du pontife la vente des biens du clergé, grossir la dette publique pour n'en retirer que honte et dommage? Voilà donc l'extrémité où sont réduits de braves soldats par l'inexpérience des chefs qu'on leur a donnés! S'il s'agit du salut général, il s'agit surtout de celui des nobles. Ils doivent montrer plus de valeur dans les combats, moins d'orgueil dans la prospérité, plus de constance dans les revers. Le roi est bon; tout le monde l'aime, tout le monde veut sa conservation; mais pourquoi diviser la nation en deux peuples, et mettre d'un côté le petit nombre privilégié, de l'autre la multitude qui ne l'est pas? Que le roi parle, qu'il se montre le père commun de tous ses sujets, et il les verra courir volontairement au-devant du danger qui menace son royaume.

Cependant les exilés excitaient la compassion, et de la compassion naissait la terreur. La tristesse et l'inquiétude régnaient dans la ville. Telle

était néanmoins la confiance des Piémontais dans leur souverain, que des idées d'innovation ne vinrent à personne. Quelques uns, à la vérité, désiraient certaines réformes dans l'administration civile et politique de l'état; mais tous voulaient le maintien de la monarchie, et les plus fortes sorties contre le gouvernement étaient plutôt un avertissement qu'une satire.

Le premier effroi dissipé, le gouvernement songea sérieusement aux moyens qu'il convenait d'adopter dans une circonstance aussi imprévue que critique. On demanda des secours au canton de Berne; mais inutilement. On en demanda à l'Autriche qui en accorda, parce qu'il y allait de ses intérêts. Des régimens autrichiens arrivaient à grandes journées de la Lombardie en Piémont, et se portaient immédiatement aux frontières, surtout vers le col de Tende. On demanda aussi de l'argent à Venise qui refusa, conformément à son système de neutralité. On expédia des courriers en Angleterre pour l'informer des événemens; on en expédia en Prusse et en Russie. On représentait que le roi était le gardien unique de l'Italie; que si ce rempart se trouvait forcé, on ne savait jusqu'où devait rouler cette horrible avalanche; que la fermeté du roi était inébranlable; mais que ses propres forces étant insuffisantes, il se voyait dans la nécessité de recourir à des secours étrangers. D'un autre côté on s'efforça

de pallier les déroutes de Nice et de Savoie, en disant que la défense de ce pays était impossible, autrement qu'avec de puissantes armées; que d'ailleurs les forces qu'on y avait envoyées eussent suffi pour la défense et même pour l'attaque, sans les désastres de la Champagne; mais que depuis ces revers elles ne pouvaient plus servir, même à la défense; qu'à la vérité la retraite s'était opérée précipitamment et sans ordre; mais qu'il fallait l'attribuer à l'imprudence des chefs; que le soldat était brave et fidèle, et le roi résolu à ne manquer ni à soi-même, ni aux puissances confédérées; qu'il demandait seulement, attendu qu'il se trouvait aux avant-postes, qu'on lui donnât une arrière-garde pour le soutenir; enfin, que le secours de ses alliés lui était indispensable pour repousser des attaques auxquelles il était exposé le premier.

Ces remontrances, faites dans les termes les plus précis, étaient d'un grand poids; mais la Prusse, tout en persévérant dans l'alliance, commençait à penser à ses intérêts particuliers. Plus éloignée d'ailleurs du danger, elle avait aussi moins de motifs pour le craindre. Quant à l'Autriche, déjà inquiète pour ses propres états, elle voulait au moins garantir le reste, et résolut franchement de faire passer de puissans renforts en Piémont. De son côté, l'Angleterre qui, jusqu'à la mort de Louis XVI, avait conservé une certaine

apparence de neutralité, se déclara sans délai après cette affreuse catastrophe, congédia le sieur de Chauvelin, ministre plénipotentiaire de France à Londres, et se prépara ouvertement à la guerre. Elle donna de bonnes espérances au roi, et lui promit d'agir efficacement avec ses flottes, sur les côtes de la Méditerranée. En Piémont, les cadres des régimens se complétaient; les milices s'organisaient. On créait de nouvelles rentes sur l'état; on émettait de nouveaux billets de crédit; on frappait de nouvelles monnaies qui perdaient plus de moitié de leur valeur nominale : funeste, mais unique remède aux maux présens, et qui attestait l'imprévoyance des gouvernans, dans des temps meilleurs. On fournit de munitions de toute espèce les forteresses situées dans les Alpes, l'on établit des retranchemens sur les sommets du mont Cenis et du Petit-Saint-Bernard. On profita encore des rigueurs de l'hiver pour faire tous les autres préparatifs nécessaires; chacun attendait dans une anxiété profonde le moment où de nouvelles batailles allaient décider du sort de l'Italie et de celui du monde.

FIN DU LIVRE SECOND.

LIVRE TROISIÈME.

Nouvelles déterminations des alliés en 1793. — Instances faites par l'empereur d'Allemagne au sénat vénitien. — Discours du procurateur de Saint-Marc, François Pézare, en faveur de la neutralité armée. — Discours de Zacharie Vallaresso, l'un des sages du conseil, en faveur de la neutralité désarmée; résolution du sénat. — Mesures adoptées à Gênes. — Intelligences des alliés à Lyon et à Marseille. — Dispositions militaires et politiques des Français. — Situation des esprits en Italie. — Attaque de Cagliari, en Sardaigne, par l'amiral Truguet. — Paoli soulève la Corse, et la soustrait à l'empire de la France. — Guerre sur les Alpes; fait d'armes de Raüs favorable aux troupes royales. — Menaces insolentes des Anglais au grand-duc de Toscane et au sénat de Gênes. — Leurs insinuations à Venise. — Résolutions du grand-maître de l'ordre de Malte contre la France. — Mouvemens importans dans différentes provinces contre la convention nationale; Lyon et Marseille se soulèvent. — Faits d'armes; les troupes royales sont repoussées de la Savoie et du pays de Nice. — Marseille et Lyon tombent au pouvoir des républicains. — Toulon se livre aux alliés; les républicains en font le siége, et le prennent d'assaut; enlèvemens faits par les alliés au moment de le quitter.

La déroute précipitée des troupes du roi, en Savoie et dans le comté de Nice, aussi-bien que la retraite forcée des Autrichiens du côté du Rhin, donnèrent fortement à réfléchir aux alliés. Voyant l'ardeur des Français, pour les innovations, s'accroître, ainsi que leur fureur, en raison même de leurs victoires, ils s'aperçurent qu'ils avaient sur les bras une affaire beaucoup plus sérieuse qu'ils ne

l'avaient d'abord imaginé. La fortune, qui se plaît à déjouer les plus grandes entreprises, ne fit jamais succéder un résultat moins conforme aux premières espérances. Des bandes tumultueuses et indisciplinées, comme on les appelait, avaient vaincu les armées les plus florissantes. Des généraux peu connus, ou même ignorés, s'étaient montrés supérieurs dans l'art de la guerre à des généraux placés au premier rang dans l'opinion de l'Europe. Enfin ceux qui croyaient aller planter sans peine les étendards de la ligue sur les murs de Paris et de Lyon, ne défendaient qu'avec peine leurs propres états des assauts d'un ennemi d'abord méprisé, aujourd'hui victorieux et menaçant.

Quoique les alliés se fussent retirés avec perte et diminution de leur gloire militaire, ils n'abandonnèrent pas pour cela leurs projets, espérant qu'au moyen de meilleures mesures contre cette impétuosité française, et qu'en augmentant et réunissant leurs propres forces, ils pourraient réparer les défaites du passé par les victoires de l'avenir. Tel est le caractère des Allemands, qu'ils obtiennent le succès de leurs entreprises par la constance, mieux que les autres peuples par l'ardeur et la vivacité.

Plus voisins du danger, le Piémont et l'Autriche procédaient aussi avec plus de franchise que la Prusse. Peut-être même cette dernière,

ainsi que nous l'avons déjà donné à entendre, pensait-elle à changer de résolution. L'Autriche s'appliquait surtout à sauver ses états d'Italie, dont la tempête s'approchait davantage, et qui sont une partie si importante de ses domaines. Les préparatifs de guerre étaient donc considérables en Autriche et en Piémont. Ensuite, pour que les peuples ne se laissassent point séduire aux paroles de liberté et d'égalité; pour qu'ils supportassent même avec résignation l'appareil de la guerre et le bruit des armes, on eut recours aux moyens de persuasion. La religion était le plus puissant de tous; on répandit les bruits les plus sinistres. On disait que les Français étaient les ennemis de Dieu et des hommes; qu'ils foulaient aux pieds la religion, profanaient les temples, persécutaient les prêtres, tournaient en ridicule les cérémonies de l'Église, souillaient les ornemens sacrés, ne connaissaient que le libertinage, protégeaient l'incrédulité, et assassinaient les fidèles. Les évêques et les religieux, séculiers ou réguliers, secondaient ces discours par leurs exhortations : les peuples s'enflammaient chaque jour davantage.

Ce qui importait le plus aux desseins des confédérés, c'était le parti que prendrait le sénat de Venise. Persuadé que la présence d'un ennemi opiniâtre et audacieux, sur les frontières du Piémont, aurait inspiré des craintes à la république,

l'empereur lui représenta fortement qu'il était temps enfin de se réunir pour le salut commun ; qu'elle ne devait pas espérer garantir ses états, si ce déluge d'hommes effrénés franchissait les monts et débordait sur l'Italie; qu'il était déterminé, quant à lui, aidé de son généreux allié le roi de Sardaigne, à faire tous ses efforts pour éloigner un si grand fléau de ce beau pays ; mais que les Français étaient terribles et les événemens de la guerre incertains; qu'on s'abuserait beaucoup, si l'on pensait qu'un peuple, qui foule aux pieds les lois divines et humaines, respecterait la neutralité ; que la neutralité était un objet de mépris pour les Français qui préféraient un ennemi déclaré à un ami douteux, et haïssaient également l'aristocratie et la monarchie. Ajouter foi à leurs protestations d'amitié, ajoutait l'empereur, c'est vouloir se tromper soi-même. Venise peut se faire une idée de la sincérité des Français par leurs manœuvres à Constantinople, pour allumer contre elle la fureur ottomane. Qu'elle se rappelle aussi les outrages qu'ils ont fait essuyer au pavillon de la république, et qu'elle juge encore de leur modération. La nature a fait le Français turbulent; la révolution l'a rendu capable de tous les excès, et ce n'est pas trop de toutes les forces de l'Europe pour comprimer une nation puissante et frappée de vertige. Ce serait une grande imprudence, d'espérer qu'un peuple déchaîné, orgueilleux par

caractère, plus orgueilleux par la victoire, après avoir franchi des montagnes escarpées, écrasé les armées d'un empereur et d'un roi, et pénétré dans le cœur même de l'Italie, s'arrêtera aux frontières vénitiennes, parce qu'il y verra écrit : Neutralité. L'expérience consommée du sénat ne lui a-t-elle pas appris combien le Français est avide du bien d'autrui? Ce territoire, depuis si long-temps respecté par la guerre, la douceur de ce ciel, la fertilité de ces campagnes et de ces collines, l'éclat de ces palais, la richesse des ornemens qui les décorent, n'attireront-ils pas irrésistiblement ceux qui n'ont aucun frein qui les arrête? L'Italie elle-même ne porterait-elle pas dans son sein des élémens de vice et de corruption, qu'ils appelleront à leur aide? N'aurait-elle point ses ambitieux pour l'asservir, ses forbans pour la dévaster, des hommes perdus pour s'en réjouir? Les paroles séditieuses et perfides de liberté et d'égalité ne résonnent-elles pas sans cesse dans leurs bouches pour dépouiller les grands et séduire le peuple? La multitude n'embrassera-t-elle pas les innovations avec ardeur? La fortune n'est-elle pas son guide plutôt que la fidélité? Qui répond au sénat que la vue d'une première enseigne française sur le sommet des Alpes, ne va pas bouleverser aussitôt le Piémont, le Milanais, et l'heureux état de Venise? Le tumulte et la rébellion ne vont-ils pas alors éclater sur tous les points? Déjà des

hommes audacieux ne portent-ils pas en secret les insignes rebelles de la France? N'ont-ils pas leurs comités, leurs affiliations, leurs moyens de corruption, leurs correspondances en faveur d'un ennemi cruel, et pour s'élever eux-mêmes au pouvoir sur les débris de l'Italie? Les circonstances extraordinaires veulent des mesures inaccoutumées. Que le souvenir des anciennes querelles disparaisse devant un si grand péril. L'Allemagne ne veut point opprimer l'Italie. Le siècle condamne de pareilles entreprises. L'Allemagne, au contraire, veut sauver l'Italie et le monde entier d'une subversion totale, d'une insupportable tyrannie. C'est aujourd'hui, surtout, qu'il importe de saisir l'occasion. Les Alpes une fois surmontées, la victoire est certaine pour les Français, et il ne sera plus possible d'arrêter le torrent. Voilà, continuait l'empereur, l'extrémité où nous réduisent les événemens. Le salut de tous ne peut sortir que d'un effort général. La défection d'un seul amène la ruine de tous. Que le sénat réfléchisse donc, qu'il apprécie mûrement la nécessité des temps, la perfidie de la France, la loyauté de l'Autriche, les avantages de la ligue proposée, la puissance de ses moyens, et la marche de l'avenir qui s'avance à grands pas plein d'un bonheur ou d'un malheur éternel.

Venise, dont la politique fut toujours si clairvoyante, se trompa en ce moment, et voulut

appliquer des remèdes vieillis sur un mal d'une espèce toute nouvelle. Elle répondit que la république, constamment modérée, voulait être l'amie de tous, ne voulait être l'ennemie de personne; que les différens princes avaient toujours approuvé cette retenue dans sa conduite, et qu'elle comptait encore sur leur aveu pour l'avenir; mais surtout dans les circonstances présentes, si difficiles, si incertaines; que, quant à ses sujets, elle ne craignait point pour eux l'influence de la nouveauté, assurée qu'elle était de leur fidélité et de la vigilance des magistrats; qu'à la vérité, elle admirait la fermeté de l'empereur et celle de ses alliés dans une affaire si périlleuse; mais qu'enfin elle se persuadait que sa majesté, réfléchissant avec sa prudence accoutumée sur la nature du gouvernement vénitien, approuverait en lui ce système de modération qui l'avait maintenu à travers tant de siècles; que la république était prête à donner le passage aux armées autrichiennes, et à subvenir aux alliés autant que le permettrait la neutralité; mais qu'elle ne pouvait faire davantage sans renoncer à la foi promise et à ses constantes habitudes.

Cependant le bruit des progrès des Français dans la Savoie et dans le comté de Nice, se répandant tous les jours davantage, il devint indispensable de penser aux mesures nécessitées par les circonstances; et, en supposant que la république

ne se décidât point pour une guerre ouverte, il fallait au moins songer à la garantir des armes étrangères et des troubles intérieurs. Le sénat ayant donc été convoqué extraordinairement à cet effet, on y mit en délibération le parti le plus efficace pour préserver la république, dans le péril imminent d'une invasion des Français en Italie. Le plus profond silence régnant dans l'assemblée, le procurateur de Saint-Marc, François Pézare, dont il sera souvent fait mention dans cette histoire, et qui jouissait d'un grand crédit à Venise, soit par lui-même, soit par sa famille, se leva et prit gravement la parole en ces termes : « Illustres « sénateurs, protecteurs zélés de la patrie, si les « hommes se conduisaient par la justice plutôt « que par la force, vous n'auriez pas à délibérer « aujourd'hui si votre innocence suffit à votre sa- « lut, sans le secours des armes. Contente de ce « qu'elle possède, Venise n'envie rien aux autres; « l'univers le sait. Depuis que notre généreuse « république est sortie du sein des eaux, les étran- « gers, frappés du bonheur dont elle était l'asile, « sont venus partager les douceurs de son gou- « vernement, et lui demander un refuge contre « le despotisme d'autrui. Ce n'est ni à la violence « ni à l'ambition que nous devons notre puissance « et notre éclat; éclat et puissance qui sont l'ob- « jet, je ne dis pas de l'effroi des hommes, mais « certainement de leur admiration et de leur

« envie. Si pourtant il nous est arrivé de prendre « les armes, sans y avoir été personnellement pro- « voqués, ce fut pour le salut général de l'Ita- « lie, et non par un esprit de conquête qui n'est « pas le nôtre. Mais aujourd'hui que la perver- « sité préside aux desseins des hommes, la haine « à leurs sentimens, l'intempérance à leurs pré- « tentions; aujourd'hui que l'innocence désarmée « devient la proie de la force; il nous reste à dé- « libérer si, au milieu du bruit des armes qui nous « environnent, au milieu de tant de ressentimens, « de cruautés et de discordes; au moment où les « nations les plus puissantes se heurtent avec fu- « reur, ne respectent rien, foulent aux pieds « tous les droits, combattent, non pour une fron- « tière, mais pour des empires, non pour une « partie, mais pour le tout, non pour la ruine d'un « seul, mais pour un bouleversement général; il « nous reste à délibérer, dis-je, si nous devons nous « offrir désarmés à leur discrétion, ou si, usant « du pouvoir que nous tenons du ciel, nous de- « vons prendre une attitude telle, qu'il y ait pour « les étrangers, à notre égard, nécessité dans le « respect et péril dans l'attaque. L'examen de « cette question me paraît si facile, la route que « nous avons à suivre si clairement tracée, que « je verrais dans un avis différent du mien, « plutôt la naïveté de l'âge d'or que la pru- « dence d'un siècle perverti. De quoi s'agit-il pour

« nous? Est-ce de provoquer, d'assaillir, d'en-
« traîner dans une guerre intempestive et fu-
« neste notre heureuse république? nullement.
« Il s'agit de nous mettre à l'abri des provoca-
« tions et des attaques, de repousser loin de
« nous la guerre aussi-bien que les outrages, les
« rapines et le carnage qu'elle traîne à sa suite.
« Comme les lieux bas sont les plus sujets aux
« inondations, les états sans défense sont aussi les
« plus exposés aux invasions de la guerre. Cernés
« de tous côtés par les armes, c'est l'épée seule
« qui peut nous frayer un chemin vers la paix.
« J'en prends à témoin la nature de l'homme,
« plus prompte à violer les droits qu'à les recon-
« naître, l'expérience des siècles et la ruine des
« nations qui, négligeant les moyens de rési-
« stance, n'ont pris que la bonne foi pour appui.
« Mais pourquoi remonter aux temps antiques,
« lorsque nous avons sous les yeux de modernes
« exemples? Ne vous rappelez-vous pas, n'enten-
« dez-vous pas encore les plaintes et les gémisse-
« mens des peuples écrasés par des barbares, dans
« la guerre fatale qui dévora l'Europe au com-
« mencement de ce siècle? La succession d'Espagne
« divisait à cette époque ces mêmes nations qui
« se déchirent aujourd'hui avec tant de fureur. Si
« la république fut alors maltraitée, c'est parce
« qu'elle était sans défense; si ses peuples éprou-
« vèrent des pertes infinies, c'est parce qu'elle

« refusa imprudemment de les protéger par les « armes. Instruit par une leçon si terrible, le « sénat tira l'épée dans la guerre qui suivit, et la « patrie fut sauvée. Croyez-vous que la rage « des combattans soit moindre aujourd'hui qu'il y « a cent ans, ou que depuis quarante ans nous « ayons dégénéré dans la guerre? non, vous ne le « croyez pas. Je dis plus, s'il faut en juger par « les premiers événemens, cette rage est portée « chez eux à l'extrémité, et nos armes leur im- « priment toujours la même terreur, parce que « la situation des deux partis est la plus périlleuse « qu'on puisse imaginer, et qu'il s'agit entre « eux d'une guerre d'extermination. Soyez cer- « tains aussi que dans la crise où ils se trouvent, « quelques batteries établies sur nos forts, quel- « ques enseignes de Saint-Marc flottant sur nos « frontières, sauront contenir dans le devoir « ceux qui déjà s'en écartent, ou qui ne manque- « raient pas de s'en écarter. Que Dieu détourne « le présage! Mais je vois que si Venise ne s'arme « pas, Venise est perdue. Je vois aussi que Venise « armée peut opérer à la fois son salut et celui « de l'Italie. Ces étrangers qui, dans leur soif « immodérée des conquêtes, ont toujours fait de « ce beau pays le théâtre de leurs fureurs, n'y « marcheront qu'avec précaution, quand ils sau- « ront que le lion de Venise est éveillé, et prêt à « se défendre. Croyez-vous d'ailleurs éviter la

« guerre, parce que vous en aurez négligé les ap-
« prêts? Les Français et les Autrichiens, s'ils ne
« sont secourus, se croiront outragés, et la perfidie
« n'a jamais cherché en vain des prétextes. Mais je
« veux croire, malgré tout, à la sincérité des gou-
« vernemens. Qui vous répond, si le théâtre de la
« guerre se rapproche de vos frontières, que des
« bandes armées de l'un et de l'autre parti ne
« violeront pas votre territoire afin de saisir l'avan-
« tage sur l'ennemi, ou de piller pour leur propre
« compte? Ces outrages, les passerez-vous sous
« silence? Alors que deviendra l'honneur de Ve-
« nise jusque-là sans souillure? Réfléchissez encore
« qu'une injure non vengée en fait naître mille
« autres. Essaierez-vous des représentations? La
« plainte désarmée ne peut rien contre l'auteur
« de l'offense, et devient funeste à l'offensé,
« parce que cette plainte est nécessairement
« sans effet, et qu'elle ne peut enfanter que le
« mépris. J'ai honte, ô sénateurs! de me livrer
« à ces suppositions déshonorantes; j'en ai honte
« surtout quand je pense à votre courage, à votre
« puissance, à la renommée de notre glorieuse
« république. Mais enfin je veux admettre que les
« gouvernemens soient sincères et les soldats inof-
« fensifs; sans doute c'est accorder beaucoup:
« êtes-vous certains que des troubles n'éclateront
« pas au sein même de l'état, si les Français se
« montrent sur nos frontières? N'avons-nous pas

« ici des partisans de la nouveauté, des hommes « ambitieux, avides, vindicatifs, et infectés jus- « qu'au fond du cœur de doctrines perturbatrices? « Et si ces hommes s'agitent, ce qu'ils ne man- « queront pas de faire à l'occasion, puisqu'avant « même l'arrivée des secours qu'ils espèrent, ils ne « se contiennent qu'avec peine; que ferez-vous, « privés des moyens nécessaires de répression? Les « désordres excités par cette race détestable, les « Français voudront les soutenir, les Autrichiens « prétendront les comprimer, et tous deux enva- « hiront, malgré nous, nos campagnes, si nous « n'avons nous-mêmes aucune digue à opposer à ce « torrent dévastateur. Ferez-vous la guerre alors? « Avec quoi? Ferez-vous la paix? Avec qui? La « sédition vous conduira donc à la guerre, et la « guerre enfantera votre ruine. J'entends dire à « certaines personnes timides que Venise, en pre- « nant les armes, inspirera des défiances et four- « nira contre elle des prétextes d'hostilités. Mais « qui a jamais condamné le propriétaire qui place « une digue au-devant d'un fleuve débordé, ou « qui cherche à isoler sa maison quand l'incen- « die s'en approche? Il y aurait aussi trop d'or- « gueil à l'étranger, ce serait de sa part une pré- « tention insupportable, que de nous imposer les « mesures de précaution à prendre et le moment « qui convient pour les adopter, en ne nous lais- « sant que l'alternative ou d'encourir sa haine, ou

« de nous abandonner en aveugle à sa discrétion.
« Pour moi, je regarderais celui-là comme mon
« ennemi, bien loin de croire à son amitié, et
« je lui ferais une guerre périlleuse, d'où sorti-
« rait peut-être mon salut, d'où sortirait à coup sûr
« mon honneur, plutôt que de lui acheter une
« paix non moins funeste, qui ne m'offrirait dans
« ses résultats qu'une ruine certaine, qu'une honte
« éternelle. D'un autre côté, la franchise de cette
« noble république est connue du monde entier.
« Le monde sait si nous sommes des voisins tur-
« bulens, offensifs, ou si nous sommes les amis
« du repos, de la modération, de la justice et de
« l'honneur. Enfin, pour résumer en peu de mots
« les développemens auxquels je me suis livré : la
« neutralité désarmée, au milieu de l'acharnement
« des partis, ne me semble ni salutaire ni digne
« de nous, tandis qu'un armement, qui ne sau-
« rait inspirer de défiance à personne, est impé-
« rieusement commandé par notre salut et par
« notre gloire. Les résolutions les plus honorables
« sont toujours les plus sûres, et la renommée
« est une grande partie de la force. Par ces motifs,
« je pense que notre trésor doit se remplir, nos
« flottes s'équiper, nos armées se grossir, et qu'un
« corps d'Esclavons doit être appelé pour proté-
« ger la Terre-Ferme. Mais je pense aussi qu'il
« faut déclarer aux puissances belligérantes que
« le sénat, toujours dirigé par son amour du re-

« pos public, veut rester l'ami fidèle de tous, et « que ces modestes apprêts sont moins une dispo- « sition hostile qu'une démonstration pacifique. »

Pézare avait envisagé la question sous toutes ses faces, et son discours produisit une grande impression sur l'esprit du sénat. Zacharie Valaresso, l'un des sages du conseil, soutint l'avis contraire avec une rare éloquence, et à peu près en ces termes : « Les hommes d'état n'ont jamais « apprécié les événemens d'après leurs apparences « extérieures et certaines exagérations des esprits. « C'est une fumée qui s'évapore et disparaît bien- « tôt, en laissant à découvert ce qu'il y a de réel. « Ces apparences, ces exagérations, ressemblent « à un nuage qui déroberait les objets à notre « vue; ce nuage une fois dissipé, les montagnes « et les plaines reprennent leur forme et leur « aspect naturel. Sans doute mon adversaire pro- « fesse pour notre heureuse patrie un grand « amour, un amour infini; son génie est vaste et « son expérience consommée; mais il me paraît, « j'affirmerai même que dans la circonstance pré- « sente il se trompe et s'égare à la suite d'un fan- « tôme, d'un nuage, d'une apparence fallacieuse. « Ce nuage, je veux en affranchir vos yeux et les « siens, et vous montrer, si je le puis, la vérité. « Je dirai d'abord que la crainte fut toujours un « mauvais conseiller, et que c'est la crainte qui « fait parler en ce moment le procurateur Pézare,

« dont je reconnais toutefois la constance et la
« sagesse. Mais, enfin, il est démontré qu'il s'ef-
« fraie de l'invasion récente de la Savoie et du
« comté de Nice. Et c'est un Pézare qui se laisse
« entraîner par la foule! un Pézare qui épouse les
« opinions insensées du vulgaire! un Pézare qui
« s'arrête aux terreurs des femmes! Que résulte-
« t-il donc de cette invasion dont on parle? La
« perte d'un pays, toujours certaine quand la
« France est en guerre avec la Sardaigne, et que le
« roi lui-même ne peut ni ne veut défendre. Je
« m'étonnerais bien plus s'il avait été conservé,
« que je ne m'effraie de le voir perdu. Trouvez-
« vous que les frontières militaires de l'Italie soient
« comme ses frontières politiques, le Var et
« l'humble ruisseau qui baigne Sanpareillan? Ses
« frontières militaires sont les montagnes prodi-
« gieuses posées par la nature entre elle et la
« France; ces glaces éternelles, ces masses énor-
« mes de neige, ces rochers impraticables, ces
« gorges étroites et périlleuses. S'il en est ainsi,
« comment craindre que les Français, quelque
« audacieux qu'on les suppose, puissent, aux ap-
« proches de l'hiver, vaincre des obstacles pres-
« que insurmontables dans une saison plus propice?
« Les armées sardes sont fortes et vaillantes, de
« puissans secours leur arrivent de l'Allemagne,
« et les forteresses du Piémont, multipliées à l'in-
« térieur et à chaque défilé des Alpes, ajoutent

« encore à tous les motifs de sécurité. Concluons « que le passage des Alpes sera, dans tous les « temps, pour les Français, une entreprise très « difficile, et pendant six mois encore impossible. « Je dis ensuite que, dans la circonstance pré- « sente, six mois de supériorité assurent une su- « périorité indéfinie; car il ne faut pas douter que « le gouvernement populaire qui régit aujour- « d'hui la France, ne soit bientôt renversé. L'his- « toire démontre que cette forme de gouverne- « ment dure peu dans les petits états, et ne peut « en aucune manière se soutenir dans de vastes « empires. Joignez à cela la longue habitude con- « tractée par les Français de vivre sous la mo- « narchie, leur caractère impatient et léger, la « tyrannie cruelle qui les opprime, les confisca- « tions, les exils, les supplices des meilleurs et « des plus sages citoyens, l'incertitude et la ter- « reur générales; et il sera facile de se convaincre « que cet état de choses ne peut tarder à finir. « Les partis vont courir aux armes; la guerre ci- « vile favorisera la guerre extérieure; et la France, « déchirée au dedans par la discorde et la haine, « pressée au dehors pas de puissantes armées, « non seulement ne parviendra point à opprimer « l'Italie, mais devra s'estimer heureuse d'échap- « per elle-même à l'oppression. Espérez tout des « boulevards que vous a donnés la nature, des « armées imposantes qui les défendent, de la

« tyrannie même qui règne en France; c'est une « garantie de plus pour la liberté de l'Italie et « notre bonheur particulier. Nos ancêtres ont pu « facilement et sans péril lever des armées à l'ap-« pui de leur neutralité, et j'admire ici leur pru-« dence; mais alors le trésor était riche et pou-« vait fournir aux énormes dépenses de la guerre. « Aujourd'hui le trésor est épuisé par ces mêmes « neutralités armées, par les travaux exécutés sur « les fleuves, par la peste qui a désolé la Dal-« matie, et par l'expédition contre les Barbares-« ques. Nos ressources de ce côté sont donc insuffi-« santes. Il vous faudra créer des impôts; ces sur-« charges extraordinaires vont mécontenter le « peuple, le pousser à la révolte, et ces taxes « nouvelles seraient plus funestes que les vaines « déclamations qui nous viennent de France. En « outre, les mers sont libres, et j'y vois toujours « sécurité pour le commerce, source de richesses « pour les familles, principe de force et de splen-« deur pour l'état. Mais si les Français se tournent « contre vous, et ils le feront sans doute quand « ils se croiront menacés, parce que les Français « sont orgueilleux et avides de butin : alors les « mers seront fermées, le commerce interrompu; « l'oisiveté donnera naissance aux discours sédi-« tieux, la détresse aux projets coupables. De la « misère qu'auront produit les impôts et la ces-« sation des trafics, naîtront des discordes et des

« germes empoisonnés parmi ce peuple qui, jus-
« qu'à ce moment, a donné tant de preuves de fidé-
« lité à la république. C'est ainsi qu'en poursuivant
« le mieux vous atteindrez le pire, et que vous
« introduirez le désordre dans le cœur de l'état,
« par les moyens même à l'aide desquels vous
« espériez le détourner. Il est encore important
« de remarquer que, si la république prend les
« armes, les puissances belligérantes redoubleront
« d'efforts pour se l'attacher réciproquement, et
« n'épargneront, afin d'en obtenir une décision,
« ni les caresses, ni les piéges, ni les menaces. Ces
« menaces et ces piéges, vous les devrez à votre
« attitude guerrière, et votre attitude guerrière
« ne vous permettra pas de les souffrir, parce que
« l'homme armé est plus irritable et moins bon
« juge de l'avenir; parce que les armes font naître
« la présomption, et trompent l'homme sur sa
« force réelle. Il est donc périlleux de les saisir,
« puisque celui qui les prend ignore ce qui doit
« en résulter. Dès ce moment la prudence l'aban-
« donne, et l'avenir le domine. Certes je n'ai pas
« plus de confiance que mon adversaire dans les
« flatteries, la sincérité et les promesses d'autrui;
« et c'est pour cela que je ne veux pas soulever
« de ressentimens chez ceux dont la loyauté m'est
« suspecte. Après tout, un gouvernement réglé
« m'inspire plus de sécurité qu'un gouvernement
« anarchique, et le but de la coalition est d'étouf-

« fer l'anarchie. Elle peut y parvenir, elle y par-
« viendra ; et les Vénitiens, éloignés du théâtre
« de la guerre, les Vénitiens, depuis si long-
« temps en paix, modérés par caractère et par
« habitude, amis de tous, ennemis de personne,
« ne sauraient encourir l'animadversion des alliés,
« pour avoir voulu conserver ce repos, premier
« et constant objet de leurs vœux. Trop déplo-
« rable serait la condition humaine, si, dès que
« la guerre éclate sur un point du globe, le monde
« entier devait courir aux armes. On doit quelque
« chose à l'humanité, à l'innocence, à la justice,
« et je ne pense pas qu'elles soient entièrement
« exilées de la terre. S'il en était ainsi, toute dé-
« libération de notre part serait dérisoire, et
« quelques pièces d'artillerie ne pourraient rien
« pour le salut de Venise. Par ces considérations,
« après un examen réfléchi, plein d'horreur pour
« la guerre désastreuse que d'imprudens prépa-
« ratifs ne manqueraient pas d'attirer sur la répu-
« blique, je vote pour que Venise se maintienne
« dans son attitude pacifique, se refuse à tout
« appareil militaire, et proteste de sa volonté
« ferme à vivre en bonne intelligence avec tous
« les gouvernemens. »

L'opinion de Valaresso trouva beaucoup de partisans parmi les sénateurs, accoutumés depuis longtemps aux douceurs de la paix, et que le moindre bruit de guerre remplissait d'épouvante. Pézare

lui-même, malgré sa valeur et son énergie, se laissa entraîner à l'éloquence de son adversaire, et vota pour la neutralité désarmée. La délibération en fut donc prise à l'unanimité, sauf, dit-on, l'opposition de François Calbo, l'un des sages de la Terre-Ferme.

Telle fut la première cause de la ruine de Venise; et si l'incertitude de tout événement humain empêche d'affirmer qu'une délibération contraire eût assuré son salut, si sa perte était écrite dans le ciel; en déployant plus d'énergie elle serait du moins tombée avec honneur, et sa fin eût été digne de son commencement.

La république de Gênes prit le même parti, à cause de son voisinage de la France, pour l'intérêt de son commerce, et par crainte du roi de Sardaigne. La Corse présentait aux alliés des espérances mieux fondées. L'assemblée constituante avait renvoyé le général Paoli dans cette île, son antique patrie. Il y goûtait la douceur attachée aux pénates, lorsque des hommes cruels y apportèrent la confusion sous le nom de la liberté. Paoli s'en indigna, les confédérés s'en aperçurent; ils l'exhortèrent aussitôt à ne pas souffrir que sa patrie devînt la proie d'hommes effrénés; à se souvenir de sa renommée; à considérer que les Français contre qui il avait déjà si vaillamment combattu, après avoir voulu opprimer son pays en y introduisant un nouvel état civil, prétendaient main-

tenant y établir un gouvernement anarchique et barbare. C'est pour vous, disaient-ils, un devoir sacré d'arracher au joug d'hommes féroces des peuples encore éblouis de l'éclat de votre réputation. Reprenez vos armes généreuses, faites des proclamations, rassemblez des soldats, marchez au combat; une autre gloire, une autre liberté, de nouvelles bénédictions des peuples vous attendent.

Ces démarches duraient depuis long-temps auprès de Paoli, et lui-même ne pouvait supporter le nouvel ordre de choses; mais, avant de rien entreprendre, il était important que l'Angleterre se déclarât. La présence de ses flottes était nécessaire dans la Méditerranée, pour y balancer la puissance de la marine française, et indispensable au succès du mouvement projeté. Il fut donc résolu, d'un commun consentement, qu'on attendrait le manifeste de l'Angleterre, et que, cependant, on entretiendrait le mécontentement général. Ainsi, la ligue espérait trouver au besoin un appui dans la Corse; avantage très important pour l'Angleterre, et qui intéressait la sûreté de la Sardaigne et de l'Italie elle-même.

Indépendamment de l'argent qui lui venait d'Angleterre, le roi de Sardaigne recevait encore un puissant secours de son alliance avec l'Espagne. Ces deux royaumes combattaient pour le même but quoique éloignés l'un de l'autre, et il était évident que plus la France enverrait de troupes vers

les Pyrénées, moins elle pourrait en diriger du côté des Alpes. Les forces navales du roi d'Espagne n'étaient pas non plus à mépriser, et elles lui offraient de grandes facilités, tant pour défendre son propre territoire que pour envahir celui de la France, si la fortune se montrait favorable.

A toutes ces espérances s'en joignaient d'autres très fondées. En effet, les alliés se montrant en force sur les frontières méridionales de la France, il devait s'opérer en leur faveur dans ces provinces, et contre le gouvernement de Paris, des mouvemens d'une haute importance. C'était ce qui animait le plus le roi de Sardaigne, toujours jaloux de réunir à sa couronne la Provence et le Dauphiné. L'espoir de soulèvemens favorables à la coalition dans les provinces voisines de l'Espagne et de l'Italie, n'était point une chimère. La cessation du commerce occasionnée par la guerre, y avait excité de violens mécontentemens, et les horreurs commises à Paris, agissant sur les esprits les plus sains, y faisaient détester les auteurs de ces forfaits. Il se trouvait aussi des hommes féroces qui regardaient comme perdu tout le temps dérobé au meurtre et à la rapine. Ces pensées diverses, louables et criminelles, agitaient surtout Marseille et Lyon, villes considérables, rivales de Paris, que le commerce avait enrichies pendant la paix, et que la guerre présente réduisait à la pauvreté. Le nom de roi de Sardaigne était odieux

dans la première ; on l'entendait favorablement dans la seconde.

Cette disposition des esprits était connue des alliés, surtout par le moyen des habiles espions de la cour de Turin, qui avait l'art de se ménager des intelligences en Savoie et dans le comté de Nice, avec les magistrats aussi-bien qu'avec les chefs de l'armée. De leur côté, les jacobins se doutaient de ces pratiques. Aussi les mutations dans les officiers étaient-elles fréquentes ; et, comme ils agissaient sans discernement et sans prudence, il leur arrivait souvent de punir les innocens et de récompenser les coupables. Au milieu de tout cela, les supplices et les confiscations continuaient à indigner le peuple ; de sorte que l'aversion naturelle aux Français pour l'étranger qui viole leur territoire et veut s'immiscer dans leurs affaires, diminuait sensiblement, et avec elle les obstacles à l'invasion projetée. Tel était l'effroi qu'inspirait la hache révolutionnaire, que le plus grand nombre préférait le joug de l'étranger à la tyrannie nationale.

Le plan de campagne de l'empereur et du roi de Sardaigne était celui-ci : parmi les nouveaux régimens arrivés en Piémont, les troupes légères telles que Croates, pandoures et autres, plus propres au pillage qu'au combat, furent envoyées sur les hauteurs. Les soldats pesamment armés et la cavalerie campaient dans les plaines voisines ; quant aux

troupes piémontaises, plus agiles de leur nature et plus familières avec les lieux, elles rejoignirent sur les Alpes les escadrons légers de l'empereur, pendant que le gros de l'armée autrichienne contenait le peuple dans le plat pays, et se tenait prêt à marcher partout où l'ennemi aurait pu déboucher. Le commandement de l'armée confédérée, en Piémont, fut confié par l'empereur au général Devins, homme estimable parvenu par son courage, des emplois les plus inférieurs aux grades les plus élevés, et qui, dans toute occasion, avait fait preuve du plus grand talent militaire.

Cependant, quelques pratiques secrètes avaient eu lieu entre la cour de Turin et ses partisans à Lyon et en Provence, afin de convenir des moyens propres à faire réussir l'entreprise projetée. Placés plus au centre, plus voisins de l'Allemagne qui était l'âme de la guerre, les Lyonnais avaient aussi plus de persévérance dans leurs projets que les Provençaux, et c'était avec eux principalement que se poursuivaient les traités. Des hommes sûrs se rendaient alternativement de Lyon à Turin, et de Turin à Lyon; lorsque les négociations furent suffisamment avancées, M. de Precy, député des Lyonnais, se transporta secrètement à Turin pour y arrêter les dernières mesures. L'empereur et le roi se montraient tout prêts à seconder ses efforts. Plusieurs conférences eurent lieu; de Précy y fut admis. Devins et lui ne se lais-

saient point aveugler par la passion, ils voyaient les choses sous leur véritable aspect, et ne tardèrent pas à s'entendre. Leur avis était que, laissant une partie des troupes sur les Alpes maritimes, pour tenir de ce côté l'ennemi en échec, on dirigeât le gros des armées autrichienne et piémontaise contre la Savoie, d'où l'on marcherait sur Lyon. Nul doute, suivant eux, qu'après la jonction des deux corps en cette ville, les populations voisines et les Provençaux eux-mêmes, attendu la vivacité et la légèreté de leur caractère, ne se fussent levés en masse à la nouvelle d'un si grand événement. S'il fut jamais un dessein approprié aux circonstances et d'une réussite probable, c'était celui-là, sans doute. Les auteurs s'en promettaient les plus heureux résultats; mais le roi Victor n'y voulut point consentir, écoutant alors la générosité plus que la prudence. Son ressentiment contre les peuples de Savoie était extrême, et venait de leur empressement à recevoir les Français qu'ils continuaient d'aider de leurs conseils et de leurs forces. Victor s'irritait de voir les hommes de cette province les plus considérables par leur vertu, leur savoir et leur courage, prendre chaudement le parti de la France, lever des soldats, et mettre tous leurs soins à consolider le nouveau gouvernement. Il voyait en outre, avec un chagrin amer, cette légion des Allobroges organisée par le médecin

Doppet, homme singulier à la vérité, mais plein d'esprit, et qui avait embrassé avec beaucoup d'ardeur les doctrines du jour. Si cette légion, comme on n'en peut douter, nuisait beaucoup au roi par ses actes, elle l'exaspérait davantage encore par ses railleries.

Les habitans du comté de Nice se comportaient tout différemment; plus récalcitrans de leur nature, peut-être aussi plus opiniâtres, soit par trop de rudesse dans le caractère, soit par plus de sagesse à mieux juger les utopies de cette époque, ils supportaient impatiemment le nouvel ordre de choses, informaient de tout leur ancien maître, apostaient des bandes armées dans les défilés des montagnes, harcelaient continuellement les Français, et leur faisaient tout le mal qu'ils pouvaient leur faire.

D'après ces considérations, le roi Victor, montrant plus d'ardeur dans ses désirs que de prudence dans ses résolutions, par amour pour ses chers Niçards, par dépit contre ses sujets de Savoie, ne voulut jamais entendre parler d'affranchir les seconds de la tyrannie française avant d'en avoir affranchi les premiers. Jusqu'à ce que son fidèle comté fût rentré sous sa domination, les instans lui semblaient des siècles : consentant volontiers pour les corriger, disait-il, que ses peuples de Savoie goûtassent jusqu'à satiété du gouvernement français; mais, en croyant les châtier, il

leur accordait ce qu'ils désiraient avec le plus d'empressement. N'ayant donc pu vaincre l'obstination du roi, Devins et de Précy convinrent de placer sur les frontières de Savoie des troupes suffisantes pour arrêter les efforts de l'ennemi, de se porter eux-mêmes en avant si l'occasion s'en présentait, et d'attaquer le comté de Nice avec le gros de l'armée, aussitôt que le moment favorable serait arrivé.

De là vinrent tous les malheurs qui suivirent. Devins se plaignit hautement que le roi de Sardaigne lui avait enlevé l'occasion de s'illustrer par une grande victoire.

Pour conjurer l'orage qui les menaçait, les Français eurent recours à trois moyens : la guerre, les traités et la corruption. Quant à la guerre, ils résolurent de donner à un seul général le commandement des deux armées des Alpes supérieures et inférieures, dont la première s'appelait l'armée des Alpes, la seconde l'armée d'Italie. Ils pensèrent en cela que, comme il y avait unité de but, il était avantageux qu'il y eût unité de conseil. Persuadés ensuite, soit sur de vains soupçons, soit d'après des preuves réelles, que plusieurs de leurs généraux mécontens de l'état, ou le servaient froidement, ou s'entendaient en secret avec les Sardes, ils songèrent à placer à la tête des deux armées un homme, non seulement d'une valeur éclatante, mais aussi d'une fidélité à l'épreuve. Le choix tomba sur le général Kellermann, qui

dernièrement avait acquis tant de gloire contre les Prussiens sur les rives de la Marne. Tous les hommes que l'on put rassembler sans nuire à la guerre importante qui se faisait sur le Rhin, on les dirigea vers les Alpes; de sorte qu'à l'ouverture de la campagne, il s'y trouva une armée de cinquante mille soldats bien disciplinés, pleins de courage, et animés d'une ardeur sans exemple. Kellermann en prit aussitôt le commandement. Considérant que l'étendue de la frontière en rendait la défense difficile sur tous les points à la fois; que l'ennemi se montrait menaçant, principalement sur ses ailes, c'est-à-dire du côté de la Savoie et de Nice, il résolut d'établir son quartier-général à une distance moyenne entre les deux, afin de pouvoir secourir avec une égale promptitude, ou le duché ou le comté, en cas d'attaque de l'un ou de l'autre. La position de Tournus dans la vallée de Queiras paraissait convenir à ce dessein, attendu qu'elle se trouve à une distance à peu près pareille de Nice et de Chambéry. A la vérité, cette position n'offrait pas la facilité de se porter en avant, puisqu'elle est fermée par des précipices; mais elle donnait le moyen de correspondre avec les deux ailes. C'est pour cela que Kellermann y plaça son camp, y dirigea des troupes, des armes et des vivres. Mais la défense était toujours difficile, parce que les alliés occupaient les sommités des Alpes sur toute

la ligne, qu'ils pouvaient aisément en descendre, combattre des hauteurs et chasser les Français. Pour parer à ce danger, le général républicain répartit habilement ses troupes dans les vallées qui aboutissent à des chemins plus faciles vers l'Italie. C'est ainsi qu'il garnit Termignon et Saint-Jean-de-Maurienne, Moutiers dans la Tarantaise, et plaça, pour plus de sûreté, un gros corps à Conflans où se rejoignent les deux vallées de l'Isère et de l'Arc. Dans les Alpes maritimes, où les Piémontais et les Autrichiens occupaient les meilleures positions, à droite sur la montagne de Raüs, à gauche sur les hauteurs qui dominent les Sources, au centre par l'occupation de la forteresse de Saorgio, Kellerman, en développant son armée depuis la Roia jusqu'à l'endroit où la Nembia prend sa source, parvint à garnir tous les sommets accessibles des montagnes, et posa le camp du centre sur le mont Fogasso; puis, comme son aile gauche se trouvait la plus exposée, à cause de la facilité des passages et de la proximité de la ville de Nice, premier point de mire des alliés, il ajouta aux forces dont nous avons parlé un gros escadron de réserve sur les hauteurs de Boletto.

Telles furent les dispositions militaires de la France. Quant à ses négociations, elles eurent pour objet d'armer Constantinople contre l'Autriche et Venise; elle échoua dans ce projet. Elle

essaya aussi de s'attacher Venise, en lui promettant des secours prompts et considérables, et un agrandissement de territoire aux dépens des états de l'empereur; mais les efforts tentés à Constantinople inspiraient de la défiance à la république, et le gouvernement déréglé de la France n'était pas fait pour la rassurer. D'un autre côté, le voisinage de l'Autriche, sa puissance, la présence de ses armées au cœur des états vénitiens, inspiraient à la république une crainte trop bien fondée. Venise savait, en outre, que les petits qui prennent part aux démêlés des grands sont toujours pris les premiers pour victimes, et cette considération l'éloignait encore de s'embarquer sur une mer aussi périlleuse. Elle persévéra en conséquence dans son système de neutralité; offrant seulement aux Français, dans les états de la république, tous les avantages accordés aux puissances confédérées.

Le roi de Sardaigne, par la force de ses armées et la position géographique de ses états, était comme la base principale de la coalition; aussi les chefs du gouvernement de France ne balancèrent-ils pas à le tenter par des promesses. A cet effet, quelques pourparlers secrets eurent lieu entre un agent de Robespierre pour la France, et le comte Viretti pour le roi. Ce dernier, encore bien qu'il s'entendît peu à la politique, avait une grande part dans toutes les affaires importantes. Robespierre demandait au roi la Savoie

et le comté de Nice, la réunion des armées de France et de Piémont, ou du moins la neutralité du Piémont, avec le passage pour les troupes françaises. Il promettait au roi, en retour, garantie pour ses états, et la cession de toutes les conquêtes qui seraient faites sur l'empereur en Italie; ajoutant que, si le roi voulait donner la Sardaigne à la France, celle-ci lui donnerait l'état de Gênes en compensation. Mais le roi, homme de résolution, et d'un esprit tant soit peu chevaleresque, ne voulut jamais consentir à s'allier avec la France, disant fort prudemment qu'il n'avait point de confiance dans les jacobins. Tout espoir de conciliation étant donc abandonné, on se prépara plus vivement que jamais à la guerre.

Pendant que les républicains de France flattaient ainsi les princes d'Italie, leurs agens, et surtout leurs journaux qui, malgré la surveillance exercée contre eux, s'introduisaient partout en secret, ne cessaient de répandre des germes funestes parmi les peuples, en les enflammant de l'amour de la liberté, et en les excitant à secouer le joug de leurs anciens maîtres. Ces insinuations ne restaient pas sans effet, parce que l'Italie ne connaissait encore cette liberté que par son langage, et nullement par ses actes. De là les divisions, les machinations sourdes, les factions et le désordre.

Il ne sera pas inutile de particulariser ici les idées dominantes à cette époque en Italie, afin que la postérité puisse distinguer les bons des méchans, reconnaître toutes les embûches et déplorer toutes les faiblesses. Je dirai, d'abord, que les hommes s'étaient divisés en deux grandes classes : l'une se composait des partisans de l'ancien gouvernement, qui ne voulaient point d'innovations ; l'autre des amis de la France, qui demandaient une réforme. Parmi les premiers, quelques uns n'écoutaient que leur fidélité, d'autres que leur ambition, d'autres enfin que leur intérêt. Sous le rapport du nombre, les sujets fidèles l'emportaient et se subdivisaient eux-mêmes ainsi qu'il suit : les hommes attachés par sentiment aux familles régnantes, c'était la plus faible partie; ceux qui, par finesse de tact et par expérience, savaient apprécier les actes du jour, et il y en avait davantage; ceux enfin qui tenaient à leurs anciennes habitudes, et c'étaient les plus nombreux. Parmi les ambitieux, on remarquait surtout la noblesse qui craignait, avec un gouvernement populaire, de perdre son crédit et son autorité. Il faut joindre à ces derniers un assez bon nombre de plébéiens qui prétendaient à la noblesse, ou du moins aux charges de l'état. En outre, tous ceux qui vivaient de l'ancien gouvernement avaient horreur du nouveau, et ceux-là étaient innombrables. Peu leur importait l'égalité ou les distinctions, la liberté

ou le despotisme, pourvu qu'ils pussent jouir de leurs émolumens ou en espérer. A ces derniers se réunissaient, par intérêt, les prélats riches et oisifs; par amour de la religion, les prêtres vertueux composant le bas clergé. Tous nourrissaient une antique aversion contre la France; aversion qu'avaient eu soin de faire naître les gouvernemens italiens, toujours inquiets de la puissance des Français et de leurs prétentions sur l'Italie. Parmi ceux dont nous venons de parler, les uns étaient inutiles aux gouvernemens, d'autres sans importance, d'autres encore leur étaient nuisibles. Les personnes utiles étaient celles qui connaissaient les hommes et les choses; les princes trouvaient en elles de bons conseillers. Ils tiraient aussi un grand secours du bas clergé et des peuples qu'il instruisait. On aurait désiré seulement que les prêtres eussent observé plus de modération dans leur langage, parce qu'en exagérant outre mesure les événemens de France, ils décréditaient jusqu'à un certain point leurs propres paroles et la vérité elle-même.

On regardait comme sans importance ceux qui affectaient une sensibilité particulière pour les princes, et qui ne savaient que flatter dans la bonne fortune, ou pleurer dans le malheur.

Les hommes nuisibles étaient les nobles et les prélats ambitieux qui croyaient, en affichant beaucoup de hauteur et de présomption, donner une

grande idée de leur confiance et de leur sécurité. Les réprimer paraissait dangereux aux gouvernemens qui craignaient ainsi de mécontenter des gens dont ils avaient besoin, ou de déceler sa faiblesse aux yeux du peuple. La haine de ces hommes s'attachait principalement à ceux de la classe moyenne chez qui ils supposaient de l'instruction en raison de leurs études, de l'orgueil en raison de leur instruction, et une certaine autorité sur le peuple dont ils se trouvaient plus rapprochés. On s'appelait, d'un côté, ignorans, insolens, tyrans; de l'autre, ambitieux, novateurs, jacobins. Il y avait ainsi dans l'état, exaspération, désunion générale; c'était frayer la route à l'étranger.

Faisons connaître maintenant ceux qui penchaient pour les Français, ou du moins qui désiraient une réforme dans l'état. La lecture des écrits philosophiques de France avait produit une secte d'utopistes, bonnes gens sans expérience du monde, qui croyaient à une ère nouvelle, qui rêvaient un nouveau siècle d'or. Clairvoyans pour les vices des gouvernemens existans, aveugles pour ce qu'ils avaient de bon, ils appelaient de leurs vœux une régénération politique. Les meilleurs et les plus généreux citoyens s'étaient laissés prendre à cet appât. Séduits par les spéculations de la philosophie, qui sont fondées en principes, ils s'imaginaient que, pour établir parmi les hommes

le meilleur des gouvernemens possibles, il suffisait de mettre en pratique ces idées spéculatives, se persuadant, avec une grande simplicité sans doute, que le bonheur du monde ne pouvait et ne devait consister que dans l'application de la vérité. Ensuite, comme un gouvernement républicain leur paraissait plus conforme à ces doctrines qu'un gouvernement monarchique, ils se prononçaient en faveur de la république. Tout le monde voulait être, tout le monde se vantait d'être républicain, c'est-à-dire partisan de cette forme de gouvernement. Les Français venaient de l'établir chez eux; les opinions nouvelles en acquéraient plus de force, et s'appuyaient sur un fait séduisant, parce qu'il était vu de loin et en rapport avec l'esprit de cette époque. La semence germait avec d'autant plus de facilité, qu'elle trouvait un terrain mieux préparé à la recevoir et à la faire fructifier. C'est ce qui avait lieu en Italie, en raison des souvenirs de l'antiquité et au moment où l'histoire de la Grèce et de Rome était dans toutes les mains, enflammait tous les esprits. Celui-ci se croyait un Périclès, celui-là un Aristide, cet autre un Scipion; de Brutus, on n'en manquait pas! et, parce qu'un fameux philosophe français avait écrit que la vertu est la base des républiques, c'était alors une mode que la vertu. A la vérité, on ne peut nier, et la postérité doit en être informée, parce que nous voulons empê-

cher, autant que possible, que par la suite l'opinion flétrisse des hommes recommandables; on ne peut nier, disons-nous, que les utopistes de cette époque, sous le rapport de l'amitié, de la sincérité, de la bonne foi, et de toutes les qualités qui appartiennent à la vie privée, n'aient mérité non seulement l'estime, mais encore l'admiration générale. S'ils sont coupables, c'est d'avoir cru à la possibilité de leur utopie, c'est d'avoir eu confiance en des hommes pervers, et d'avoir supposé des vertus à ceux dont le cœur était le réceptacle de tous les vices.

L'aveuglement des utopistes et leur grand nombre en Italie, offraient des avantages aux républicains de France. Cependant, tous ces utopistes ne pensaient pas de même. Les plus modérés, et c'était la majorité, étaient d'avis qu'il ne fallait faire aucun mouvement, et qu'on devait attendre en paix le résultat des événemens. D'autres, plus hardis, prétendaient qu'il fallait favoriser ouvertement l'entreprise, se réunissaient en assemblées secrètes, entretenaient des intelligences avec la France, et, pour atteindre un bien imaginaire, faisaient usage de moyens condamnables.

Au milieu de tous ces partis s'en élevait un autre, comme c'est la coutume, de gens pervers qui dissimulaient leurs desseins coupables, au moyen des grands mots de vertu, de république, de

liberté, d'égalité. Parmi ces derniers, les uns voulaient s'élever, les autres s'enrichir. Des hommes avides et ambitieux s'étaient déclarés les amis de la liberté, et l'amour de la patrie ne trouva jamais de plus zélés sectateurs en apparence : chez eux seuls se rencontraient le zèle, la vertu, le patriotisme ; les pauvres utopistes n'étaient que des aristocrates. L'avenir se montrait sous un aspect sinistre ; ces dispositions faisaient craindre tout à la fois des changemens dans l'ancien gouvernement, et beaucoup de désordres dans le nouveau.

Cependant, les bons utopistes ne se réveillaient point de leur profonde léthargie, et nourrissaient complaisamment leurs projets de béatitudes politiques; non qu'ils excusassent les crimes qui se commettaient en France, ils les détestaient au contraire ; mais, selon eux, ces crimes devaient bientôt disparaître et céder la place à la bienheureuse république. Les plus éclairés d'entre eux, ceux qui ne se laissaient point séduire par de vaines déclamations, savaient que de grands malheurs étaient attachés au changement du gouvernement. Ils n'ignoraient pas non plus que la présence d'une nation inquiète devait faire tomber sur l'Italie un déluge de maux; mais ils se consolaient en pensant que le Français, inconstant de sa nature, renoncerait bientôt à leur pays, et y laisserait enfin s'établir les institutions, objet de leurs plus chers désirs.

Ils poursuivaient encore d'autres chimères. Persuadés que des changemens étaient nécessaires dans les états d'Italie, ils pensaient surtout que, quelle que fût la forme du gouvernement à établir, l'Italie devait secouer le joug qui l'accablait depuis tant de siècles, qu'elle était appelée à recommencer son existence, à ressaisir son ancienne supériorité. Enflammés par ces espérances, ils publiaient que le temps était venu pour l'Italie, d'égaler la France et l'Allemagne en puissance, comme elle les égalait par la civilisation et par le savoir; que l'Italie moderne devait se montrer digne de l'antique Italie; que ce noble résultat ne pouvait sortir d'un gouvernement usé, source d'humiliations; que ces morcellemens de l'Italie s'opposaient à l'indépendance de ses enfans. Assez et trop long-temps, disaient-ils, ce malheureux pays s'est vu la proie de l'étranger; il faut enfin le rendre à son illustre destinée. Il ne faut plus que les étrangers aperçoivent dans sa faiblesse un encouragement à leur audace, et, puisque la liberté commune ne se peut acquérir que par un bouleversement général, il faut hâter la catastrophe au lieu d'en reculer les effets. Que sont des maux passagers auprès d'un bonheur éternel? les bénédictions et les louanges de la postérité attendent ceux qui, pour assurer la félicité de l'Italie, n'auront pas craint d'affronter mille dangers, de s'exposer à des malheurs sans exemples.

Mais, parmi tous les partisans des réformes, il y en avait d'une espèce particulière ; c'étaient des ecclésiastiques d'une érudition profonde et d'une morale épurée. Ennemis de la puissance immodérée des papes, qu'ils appelaient usurpateurs, ils s'imaginaient que, comme cette puissance avait été abolie en France, elle le serait en Italie si les Français y mettaient le pied. Il leur semblait que le gouvernement populaire politique s'accordait parfaitement avec ce gouvernement populaire religieux établi parmi les chrétiens aux premiers temps de l'Église. Ils s'écriaient qu'à l'exemple des rois et des papes, qui s'étaient ligués pour introduire la double tyrannie temporelle et spirituelle, les peuples devaient se liguer pour reconquérir la liberté sous ces deux rapports, en rappelant les choses à leurs principes. Les plus anciens montraient le plus d'obstination dans ces opinions, et leur influence était une cause de désunion parmi les ecclésiastiques. Les jeunes élèves des écoles de Pavie et de Pistoie partageaient et propageaient ces doctrines.

A toutes ces prétentions il faut joindre celles des grands, ou, pour parler le langage du siècle, celles des aristocrates. Jaloux eux-mêmes du pouvoir, également ennemis de l'autorité royale et de l'autorité populaire, ils espéraient que leur puissance pourrait sortir du milieu des troubles. Ils réfléchissaient que l'état populaire tourne tou-

jours à l'aristocratie, à cause de la supériorité que donnent nécessairement les richesses, la science, l'expérience et la célébrité du nom. Ils ne doutaient pas que l'affaiblissement ou la chute du gouvernement royal, et le désordre du gouvernement populaire, ne fissent naître l'anarchie, contre laquelle le peuple ne manque jamais de chercher un refuge dans l'autorité du petit nombre. Dans ce parti, on remarquait les nobles les plus distingués par leur opulence et leur vertu, quoiqu'ils n'eussent aucune part aux emplois publics et vécussent éloignés des cours. Ils désiraient donc un changement; mais, pleins d'adresse et connaissant bien les hommes, voulant d'ailleurs apporter toujours de la dignité dans leur conduite, ils ne se mêlaient point aux machinations, se tenaient à l'écart, et attendaient paisiblement un résultat. Ils n'ignoraient pas, comme on voit, que le fruit d'une entreprise quelconque n'est point réservé à son auteur, et que la nécessité, sans aucune coopération de leur part, devait amener leur domination. Ainsi, ces nobles ne secondaient ni ne contrariaient la puissance royale en péril, et attendaient leur élévation de la puissance populaire leur ennemie.

Telle était la situation de l'Italie : les hommes vertueux et expérimentés voulaient le maintien du présent, parce qu'ils prévoyaient les maux de l'avenir. Les hommes vertueux et sans expérience

désiraient un changement qu'ils croyaient nécessaire au bien public; les malveillans voulaient une révolution pour satisfaire leur ambition et leur avarice. Le clergé lui-même était divisé. Parmi les nobles, les uns étaient fidèles et modérés, les autres fidèles et arrogans, et cette arrogance donnait lieu aux mécontentemens du peuple. D'autres enfin, peu fidèles mais très prudens, attendaient doucement l'occasion. Au milieu de ces dispositions diverses, les fondemens de l'état s'affaiblissaient tous les jours; cependant la masse du peuple était saine, et aurait pu être d'un grand appui à ceux qui auraient su l'employer avec force et sagesse.

Après avoir dévoilé les préparatifs, les manœuvres et les espérances des deux partis, nous ferons connaître le sort des combats. Il faut bien se souvenir ici que, cette année, les Français n'avaient point le projet de forcer les passages de l'Italie, à moins que la fortune ne leur en offrît les plus favorables occasions. Leur intention était de se tenir sur la défensive, pendant que les alliés, au contraire, voulaient attaquer, et pénétrer, à quelque prix que ce fût, dans l'intérieur de la France.

Les Français, ayant prévu qu'ils auraient bientôt la guerre avec l'Angleterre et l'Espagne, puissances maritimes redoutables, et voulant profiter du temps qui leur restait à dominer dans la

Méditerranée, avaient projeté une expédition contre la Sardaigne. Ils espéraient quelque mouvement intérieur à l'appui d'une entreprise fort importante pour eux, attendu les avantages que leur eussent offerts les ports de l'île, en cas de guerre ou de tempête. D'ailleurs, les blés, que la Sardaigne produit en abondance, pouvaient alimenter les côtes de Provence, stériles de leur nature, et menacées par l'ennemi. Un autre motif encore les y déterminait : la Corse s'agitait contre la France à la voix de Paoli ; et pour conserver la Corse, il paraissait nécessaire de posséder la Sardaigne. Par toutes ces considérations, la France avait équipé dans le port de Toulon une flotte de vingt-deux vaisseaux de guerre, parmi lesquels on en comptait dix-neuf de ligne; pour profiter aussi des occasions qui se présenteraient de combattre sur terre, on y avait fait monter six mille soldats de débarquement. La flotte devait être suivie d'un grand nombre de bâtimens destinés à recevoir et à transporter en France les fromens. Le commandement de cette belle expédition fut donné à l'amiral Truguet. Les préparatifs terminés, la flotte française, dès le commencement de 1793, appareilla de Toulon, et cingla vent arrière, vers la Sardaigne. Elle y arriva sur la fin de janvier, jeta l'ancre le 29 du même mois, et déploya un front terrible, en vue du port de Cagliari. L'amiral envoya

sans délai un officier avec vingt soldats pour sommer la ville. S'il en faut croire les écrivains français les plus recommandables, on vit alors se renouveler le malheureux événement d'Oneglia ; c'est-à-dire que les Sardes, à l'approche de l'esquif où était arboré le pavillon tricolore, ordonnèrent une décharge, dont furent tués l'officier avec quatorze soldats, et qui blessa la plus grande partie du reste. L'amiral se mit aussitôt à bombarder la ville avec toute son artillerie. Les assiégés ne se tinrent pas oisifs, ripostèrent vigoureusement, tirèrent à boulets rouges contre la flotte française, et entretinrent un feu meurtrier. La canonnade dura trois jours; la ville souffrit peu; mais la flotte reçut de graves avaries. Un vaisseau de ligne fut brûlé; deux échouèrent; les autres, horriblement maltraités dans leurs flancs, ou déchirés dans leurs agrès, pouvaient à peine manœuvrer. La garnison de Cagliari combattit avec la plus grande valeur en cette occasion, et surtout les canonniers. Sur ces entrefaites, arrivèrent les montagnards qui, ayant aperçu des hauteurs la flotte ennemie, s'étaient rassemblés à la hâte. On les distribua dans les lieux les plus convenables, et ils étaient prêts à repousser, à immoler quiconque oserait tenter le débarquement : exemple mémorable de fidélité chez les citoyens, de valeur militaire dans les soldats. La présence de ces montagnards fut loin d'être inutile ; en effet,

au plus fort de la bataille, les Français avaient mis pied à terre dans les environs, espérant ainsi soulever les peuples en leur faveur, ou du moins appeler l'attention de l'ennemi sur plusieurs points à la fois, diviser ses forces, et ralentir la défense de la ville où était toute l'importance de l'action; mais ceux qui étaient débarqués, ou furent tués, ou se virent contraints de remonter précipitamment sur leurs vaisseaux. Ainsi échouèrent les projets et l'attente de l'amiral français, qui perdit dans cette affaire environ six cents bons soldats. Du côté des Sardes il n'y eut que cinq hommes tués et peu de blessés. Le dommage éprouvé par la ville ne fut point en proportion d'un bombardement si opiniâtre; les faubourgs les plus voisins de la mer eurent seuls à souffrir. Voyant donc que les habitans de l'île, en qui il avait placé ses plus grandes espérances, non seulement ne se soulevaient point en sa faveur, mais au contraire le combattaient avec acharnement, l'amiral républicain désespéra du succès, et prit le large hors de la portée de l'artillerie ennemie. Il se maintint quelque temps encore avec ses vaisseaux, ainsi maltraités, dans les eaux du golfe de Cagliari; mais, craignant une émeute prochaine parmi ses troupes, événement ordinaire après un échec, battu d'ailleurs par une tempête furieuse, il revint à Toulon, où l'attendaient de nouvelles disgrâces.

Pendant que les côtes de la Sardaigne étaient le théâtre d'une guerre presque aussitôt éteinte qu'allumée, des mouvemens sérieux s'opéraient en Corse. L'échec éprouvé à Cagliari encourageait les mécontens et favorisait leur projet de renverser le gouvernement établi par les Français. Excité par son antique haine et par des injures récentes, Paoli soulevait et armait les populations, surtout dans les gorges et dans les montagnes. La célébrité de son nom, la vénération qu'il inspirait au peuple, les excès des républicains, tout servait ses desseins. Le temps est venu, disait-il, de s'affranchir de cette domination française, toujours odieuse par elle-même, insupportable aujourd'hui par la férocité qui l'accompagne. Le courroux de l'Europe entière, les fureurs intestines de la France, rendent aujourd'hui facile l'entreprise qu'un destin contraire nous empêcha autrefois d'accomplir. La fortune vous tend les bras; délivrez-vous de vos tyrans; ressaisissez votre indépendance; fondez votre liberté. Vous possédez le courage de l'esprit et la force du corps; c'est assez pour le succès de cette noble entreprise. Mais vous avez en outre le secours de l'Angleterre, assez puissante pour vous affranchir, trop faible pour vous opprimer. Chassez ces cruels agens envoyés par une assemblée plus cruelle encore, pour écraser d'impôts et décimer les généreux et paisibles habitans de la Corse.

Oui, chassez, précipitez au fond de la mer les Casabianca, les Salicetti, les Aréna, et avec eux leurs infâmes satellites. Déjà leurs armées chancellent; déjà prêtes à s'enfuir, elles cherchent un abri dans les lieux escarpés du rivage; déjà leur escadre vaincue abandonne les côtes de Sardaigne; elle ne se sauve qu'avec peine à Toulon, pour y cacher sa honte et ses désastres. Levez-vous donc, et prouvez au monde que vous êtes encore ces hommes qui témoignèrent autrefois tant d'indignation contre le gouvernement qui les vendit, qui firent éclater tant de valeur contre celui qui les acheta.

Ces exhortations de la part d'un homme si supérieur aux autres, par son autorité et par son mérite personnel, produisaient le plus grand effet. Plusieurs le soutenaient de leur crédit et de leurs discours, soit par amour de la liberté, soit par dégoût de la domination française, soit enfin par leur état de dépendance envers les Anglais. Les montagnards, animés à la voix du conservateur de la liberté des Corses, descendaient par troupes, tout prêts à combattre sous ses enseignes contre des républicains intempérans. Les villes capitales de Corse et d'Ajaccio, réformant leur administration, acceptèrent le nouveau gouvernement, rappelèrent leurs députés à l'assemblée nationale de France, nommèrent Paoli généralissime des armées, autorisèrent les émigrés à rentrer, rétabli-

rent le clergé dans son premier état, formèrent un noyau de douze cents soldats bien armés, s'emparèrent des magasins publics, et attaquèrent les Français. Les soldats républicains, qui ne s'attendaient pas à une attaque si imprévue, n'opposèrent qu'une faible résistance, et se retirèrent dans les forteresses de Bastia et de San-Fiorenzo. Sur ces entrefaites, la guerre fut déclarée entre la Grande-Bretagne et la France; l'événement était d'une haute importance pour les deux partis. Les amis de Paoli, et les ennemis de la France en Corse, en conçurent de nouvelles espérances, et sentirent redoubler leur courage.

En même temps, pour donner une forme au nouveau gouvernement, et rétablir l'ordre compromis par les derniers troubles, Paoli institua une junte qui, attendu les circonstances, lui confia le pouvoir d'ordonner tout ce qu'il jugerait nécessaire au maintien de la liberté et au salut du peuple, bannissant dès à présent, sous peine de mort, les commissaires français Casabianca, Salicetti et Aréna.

L'assemblée nationale reçut ces nouvelles avec fureur; elle décréta aussitôt : que la junte de Corse était cassée, que Paoli serait arrêté et traduit à la barre de l'assemblée; que Casabianca, Salicetti et Aréna étaient investis de pouvoirs illimités pour rétablir l'ordre et châtier les rebelles. Elle leur enjoignit d'ordonner au général Lacombe

Saint-Michel de rassembler tout ce qu'il pourrait de troupes de ligne, de gardes nationales, de gendarmes, de marins, et de marcher sans délai contre les révoltés. Lacombe obéit : en même temps les commissaires de la convention fulminèrent dans leurs écrits et leurs discours contre Paoli et ses adhérens, qu'ils appelaient des hommes vils, traîtres à la patrie, et vendus à l'Angleterre. Ils exhortaient les populations à demeurer fidèles, à courir aux armes pour conserver, non l'antique et honteuse liberté, mais la nouvelle, la seule, la véritable liberté, celle qui était fondée sur les droits de l'homme. L'Angleterre, disaient-ils, est son ennemie bien loin d'être sa protectrice. Cette liberté ne peut venir que de la France, vengeresse des droits éternels. Souvenez-vous de l'administration toujours paternelle de la France, de la fraternité que vous lui avez promise, de la réunion de ses intérêts et des vôtres. Vous connaissez la France et savez comme on vit avec elle; vous ne connaissez pas, ou plutôt vous ne connaissez que trop l'Angleterre. Vous savez qu'elle trafique également du bien et du mal. Ces marchands orgueilleux ne cessent de vanter la liberté douteuse de leur île, et protégent ouvertement la tyrannie trop certaine établie chez les autres. Vous ne voudrez pas devenir les fauteurs du despotisme universel, objet favori de toutes les pensées de l'Angleterre. Vous serez Français, vous serez

Corses, vous ne serez pas Anglais. Souvenez-vous qu'une voie nouvelle, une voie jusque-là inconnue, est ouverte au monde pour arriver au bonheur, et que cette voie est celle où la France généreuse est entrée.

A la suite des exhortations venaient des menaces terribles, c'est la règle. Un châtiment inévitable, la prison, la confiscation, la mort même attendait quiconque oserait résister. Quelques uns, non par l'amour du bien, non par le désir du mal, mais par l'effet d'antiques habitudes, et de cette opiniâtreté naturelle aux insulaires, se rallièrent sous les enseignes françaises. D'autres les imitèrent par dévouement à la liberté, la voyant où elle n'était pas; d'autres, enfin, se joignirent à eux pour satisfaire leurs passions criminelles au milieu des troubles.

Ces individus s'étant donc réunis à tous les soldats qu'on avait pu rassembler, Lacombe sortit des forts contre Paoli, qui de son côté faisait bonne contenance à la tête des siens. Il en résulta des combats partiels et très meurtriers dans les montagnes; les deux partis s'accusant, comme il arrive toujours dans les guerres civiles, de cruautés horribles, partie réelles, partie exagérées. Les troupes disciplinées de Lacombe l'emportaient dans les batailles rangées; la guerre de partisans se faisait à l'avantage de celles de Paoli, qui rencontraient partout des populations amies, con-

naissaient les passages, dressaient des embûches, et surprenaient facilement leur ennemi. Malgré tout, le général français gagnait du terrain. Déjà Nusa et Dolmetta étaient tombées en son pouvoir; déjà le fort de Farinuolo avait été pris d'assaut; déjà plusieurs cantons voisins de Calvi, et quelques autres qui tenaient pour Paoli, s'étaient rendus par nécessité ou par effroi, et avaient imploré la générosité du vainqueur. S'il ne paraissait pas probable que les Français parvinssent à forcer les Corses dans les montagnes et dans les défilés, on ne voyait pas non plus comment les Corses pourraient venir à bout des Français, forts de leur discipline et de leur artillerie, dans les plaines et les villes qu'ils occupaient sur le rivage.

Les destinées de la Corse flottaient incertaines, lorsque tout à coup parurent sur ses côtes plus de vingt vaisseaux de guerre anglais qui interceptaient tout ce qui arrivait dans l'île. S'étant ensuite approchés peu à peu du rivage, ils firent pleuvoir une grêle de bombes et de boulets sur les lieux que Paoli pressait du côté des terres. Enfin, ayant débarqué quelques troupes qui rejoignirent Paoli, la défense devint des plus difficiles pour les Français, et Lacombe se vit obligé d'abandonner l'île au commencement de mai. Les Français, à la vérité, étaient toujours maîtres de Bastia, de Calvi et de San-Fiorenzo; mais ces villes ne tardèrent pas à se soumettre aux vainqueurs, et

la Corse tout entière, après avoir obéi pendant vingt-cinq ans à la France, se vit alors, dirai-je rendue à elle-même, ou tombée au pouvoir des Anglais?

Les Français partis, il fut créé dans l'île un gouvernement provisoire dans la dépendance absolue de Paoli et du parti contraire à la France. L'autorité municipale fut rendue à ses formes antiques. Mais cet état n'était que transitoire, mille accidens pouvaient amener sa dissolution; Paoli le remarqua, et résolut de presser un résultat, afin de fixer le sort de sa patrie et de résister aux efforts de la France, dont le voisinage et la puissance l'inquiétaient. De son côté, par la même raison, et pour s'assurer un accès facile dans une île si favorable à son commerce, à ses arsenaux et à son pouvoir, l'Angleterre désirait que l'on prît un parti définitif. Dans ce but, Paoli sollicita vivement le roi de la Grande-Bretagne d'établir en Corse un gouvernement libéral, et de le protéger contre les entreprises des Français : proposition fort agréable à l'Angleterre. De là naquirent les événemens que nous rapporterons dans le Livre suivant. Condition déplorable des temps, qu'un Paoli n'ait su ou n'ait pu soustraire sa patrie au joug de la France qu'en la livrant en proie à l'Angleterre! Concluons-en que le vieux Paoli avait perdu sa vigueur avec sa jeunesse, ou qu'un long commerce avec les Anglais avait in-

flué sur ses résolutions, ou enfin que son parti en Corse n'était pas assez fort contre le parti français.

La guerre avec l'Espagne et l'Angleterre, la réunion déjà opérée ou très prochaine de leurs flottes dans la Méditerranée, donnaient de grandes inquiétudes à l'armée française du comté de Nice. Les Piémontais occupaient les sommités des Alpes, il leur était facile d'en descendre, de déboucher dans le plat pays, de se réunir subitement aux troupes espagnoles ou anglaises qui auraient débarqué, et de causer un préjudice notable aux républicains. Brunet, qui commandait alors l'armée de Nice, résolut de tenter la fortune avant la jonction complète des forces navales confédérées. Son but était de chasser les Piémontais des hauteurs, et de prendre pour lui l'avantage de leur position. Il quitta la Scarena au commencement de mai, et se dirigea vers les montagnes; mais comme l'armée piémontaise était maîtresse de tous les sommets, il fut obligé de diviser ses troupes et de multiplier les assauts. Le général Dumorbion eut le commandement de la droite, et devait attaquer le camp établi sur le mont Peruzzo. La gauche, sous la conduite du général Serrurier, devait s'emparer du col de Raüs, opération très importante, et plus difficile que les autres; et afin de battre à la fois les camps intermédiaires de Linière, de Mo-

linetto et de Fogasso, le général Mioskoski eut ordre de faire tous ses efforts pour se rendre maître des hauteurs qui les dominent.

L'armée piémontaise était commandée par les généraux Colli et Delléra : ayant eu avis du mouvement projeté par l'ennemi, ils se tinrent prêts à repousser ses attaques. Hommes et armes, tout fut disposé des deux parts. Le 8 juin, les Français montèrent à l'assaut avec une furie sans exemple. Ni la difficulté des lieux, ni les chaleurs extraordinaires de la saison, ni les nuées de boulets qui tombaient au milieu d'eux, ne purent les empêcher d'arriver jusques sous les retranchemens établis par les Piémontais, et de s'emparer de toutes les positions, excepté celle de Raüs où l'on combattait avec le plus d'acharnement. Les Français s'avancèrent avec une audace incroyable sous le feu même de l'artillerie italienne; mais autant il en paraissait, autant il en tombait de morts. La bataille se soutint avec une grande valeur des deux côtés; les Piémontais perdant peu, les Français perdant beaucoup, et poussant continuellement de nouveaux bataillons à l'assaut. Frappés de l'opiniâtreté de l'ennemi, les chefs de l'armée piémontaise ordonnèrent au capitaine d'artillerie Zin, d'établir une batterie sur un plateau voisin, et de foudroyer les Français en écharpe. Cette disposition si opportune en elle-même, fut exécutée par Zin avec tant d'art et de

résolution, que les républicains, se voyant pris à revers, renoncèrent à leur entreprise et se retirèrent précipitamment, laissant les flancs de la montagne misérablement jonchés des cadavres de leurs compagnons. Les Français déployèrent dans cette action, comme dans toutes les autres, une valeur impétueuse et irréfléchie. Les Piémontais, surtout l'artillerie, et le régiment provincial d'Acqui qui défendait le retranchement de Raüs, montrèrent beaucoup d'intelligence et de fermeté. Les Français y perdirent plus de quatre cents braves soldats, tués, blessés ou prisonniers, et environ trois cents dans les autres assauts livrés le même jour. La perte des Piémontais dans ces différens combats fut de trois cents hommes, deux canons, et beaucoup d'effets militaires. Telle était toutefois l'importance de la position de Raüs que, malgré l'échec du 8, les républicains retournèrent à l'assaut le 12 du même mois avec douze mille hommes, bien résolus à emporter la hauteur. Mais, ni leur nombre ni leur valeur ne purent les empêcher d'être repoussés une seconde fois avec beaucoup de perte. Ainsi fut conservé par les Piémontais le retranchement de Raüs, d'où dépendait entièrement le succès des opérations de ce côté. Cette montagne, en effet, dominait l'extrême gauche de l'ennemi, au moyen de laquelle il communiquait avec l'aile droite de son armée des Alpes et avec Boléna, par la route

de Véletto. Les Italiens avaient ainsi la facilité de descendre vers le Var, et de se placer entre l'armée des Alpes maritimes et celle des Alpes supérieures.

La sanglante bataille de Raüs avait singulièrement rallenti l'audace des républicains, et doublé l'espoir des alliés. Il y eut à cette occasion des réjouissances en Piémont : on se persuada de plus en plus que les déroutes de Savoie et de Nice devaient être attribuées à l'inexpérience des officiers et non au peu de valeur des soldats. De leur côté, les républicains accusèrent leurs chefs de trahison.

Informé des revers essuyés dans les Alpes maritimes, Kellermann s'était transporté à Nice pour y surveiller tout par lui-même, et afin de pouvoir agir selon les circonstances. Il craignait principalement que les alliés ne fissent une pointe vers le Var, et ne séparassent en deux son armée; auquel cas il eût été obligé d'évacuer promptement tout le comté. Après de mûres réflexions il se décida à renforcer ses postes à l'extrémité gauche de l'armée des Alpes maritimes, où il envoya de nouveaux détachemens, parmi lesquels un bataillon de grenadiers et quelques compagnies de troupes légères. Les premiers garnissaient Lantosca, Boléna et Belvédère, le long de la Vésubia; les seconds, San-Dalmazzo et Duplano, sur les montagnes qui séparent les deux vallées de la

Tinéa et de la Vésubia. Le but du général français en munissant ces divers lieux, était de conserver ses communications avec le camp de Tornus, par les hauteurs de la Tinéa, et en même temps, de surveiller les mouvemens de l'ennemi dans la vallée de la Stura et sur les sommets des Alpes de ce côté, mais principalement sur le col des Fenêtres dont les passages sont beaucoup plus faciles. Il se défiait surtout d'un gros de troupes sardes et autrichiennes rassemblées dans les environs de Saluces. Elles pouvaient, en deux marches, se porter sur les hauteurs qui séparent la Stura de la Tinéa, et tenter avec des forces supérieures quelque entreprise de nature à compromettre la sûreté de l'armée française.

De leur côté, Colli et Delléra avaient ajouté à leurs retranchemens et renforcé leurs troupes sur la montagne de Raüs occupée par l'aile droite de leur armée, aussi-bien que toute la chaîne des sommets jusqu'au fort de Saorgio, ce qui leur donnait bon espoir non seulement pour la résistance, mais encore pour quelque victoire signalée. Leur intention n'était cependant pas de tenter la fortune des armes, le moment ne leur paraissait pas encore arrivé; mais ils voulaient, en se maintenant dans les positions dont la garde leur était confiée, donner aux confédérés le temps de bien mûrir les importans projets en délibération dans leurs conseils.

L'apparition des flottes anglaises dans la Méditerranée, en rassurant les états d'Italie qui s'étaient déjà déclarés, porta encore à se décider ceux qui, par crainte ou par un désir de neutralité, s'étaient jusque-là tenus sur la réserve et l'observation. Ainsi le roi de Naples, manifestant ouvertement ses desseins, ferma ses ports aux Français, et prit l'obligation de fournir à la ligue six mille soldats, quelques vaisseaux de haut bord, et un plus grand nombre de petits bâtimens. Le pontife arma de son côté, et promit des troupes; mais Venise, Gênes et la Toscane persistaient dans la neutralité. Pour amener ces puissances à une résolution définitive, les Anglais, indépendamment de la présence de leurs escadres, eurent recours aux négociations. Elles eurent lieu avec tant d'arrogance, surtout à l'égard de Gênes et de la Toscane, que, dès ce moment, l'Italie put prévoir ce qu'elle devait attendre de l'Angleterre, de l'Autriche et de la France. Hervey, ministre anglais à Florence, écrivit à Serristori, ministre du grand-duc, que l'Europe entière était instruite des plaintes qu'il avait adressées à son altesse relativement à sa partialité en faveur de la France; qu'il avait fait tout ce qui était en lui pour attirer l'attention de son altesse sur les dangers qu'elle courait à se maintenir en rapport avec une nation de régicides, ennemie de toute loi, de tout gouvernement, destructrice de la religion, souillée

du sang de son roi, de celui du clergé, de la noblesse et de tous les sujets fidèles à leur souverain; que, cependant, les conseils de la perfidie et les maximes de la malveillance avaient constamment prévalu auprès du grand-duc; qu'il était résolu, lui Hervey, d'en venir à une résolution vigoureuse; qu'il signifiait donc au grand-duc que l'amiral Hood avait ordonné à une escadre anglaise, soutenue par une division de la flotte espagnole, de s'approcher du port de Livourne, afin de s'assurer des dernières volontés de son altesse; qu'il signifiait, en outre, à son altesse, et cela de la part de l'amiral Hood et du roi son maître, que si, dans douze heures, elle n'avait pas chassé de ses états le ministre de France, Laflotte et ses adhérens, l'escadre traiterait comme ennemi le port et la ville de Livourne; que son altesse prît bien garde à ce qu'elle allait faire, parce que le seul moyen d'apaiser l'Angleterre était de lui obéir ponctuellement, et sur l'heure, en chassant Laflotte, en rompant ouvertement avec la France, et en faisant cause commune avec les alliés.

Telles furent les menaces du ministre anglais au grand-duc de Toscane; on y remarque deux insolences qui surpassent toutes les autres. La première c'est l'orgueil même du langage à l'égard d'un souverain indépendant, d'un prince de la maison d'Autriche; la seconde, c'est le reproche

fait à autrui, par un Anglais, d'avoir immolé son roi.

Sans s'expliquer sur la proposition d'alliance avec les confédérés, ni sur la rupture avec la France, Serristori répondit avec beaucoup de modération que Laflotte et ses adhérens, entre autres les marquis de Chauvelin et de Fougère, très partisans des innovations, avaient reçu ordre de vider le plus tôt possible les états du grand-duc. En effet, Laflotte et Chauvelin reçurent leur congé, et se retirèrent sur le territoire vénitien par la route de Ferrare; Fougère se rendit à Gênes.

De pareilles menaces furent faites dans le même moment par le ministre anglais Drake au gouvernement de Gênes. Assez et trop long-temps, disait Drake, la république de Gênes a favorisé les Français; assez et trop long-temps elle a toléré qu'un Tilly, ministre de France, semât la discorde et l'anarchie chez les Génois et leurs voisins. Il faut mettre un terme à ces scandales; il faut maintenant que la république accepte l'amitié de l'Angleterre, chasse Tilly et ses amis, reçoive dans le port de Gênes la flotte anglaise, se décide enfin à seconder la coalition de tout son pouvoir; autrement elle sera traitée comme ennemie par l'Angleterre.

Tant de menaces et d'impertinences furent suivies d'actions plus injurieuses et plus coupables

encore : la frégate française *la Modeste*, mouillée dans le port de Gênes, fut attaquée à l'improviste par deux vaisseaux anglais qui s'en emparèrent après avoir massacré une partie de l'équipage.

Cet attentat fut le juste objet d'une indignation générale ; et si le voisinage de la France avait, jusqu'à ce moment, fait craindre à Gênes des excès de la part des Français, on les redoutait bien davantage depuis la violation de la neutralité. En effet, la nouvelle de cette violence ne fut pas plus tôt arrivée à Nice, que les représentans du peuple, Robespierre jeune et Ricard, déclarèrent, dans une proclamation virulente, que le pacte social de toutes les nations avait été indécemment méconnu ; que l'action abominable commise dans le port de Gênes contre les citoyens de la république française, par des hommes qui se disaient sujets du roi d'Angleterre, insultait aux droits des peuples, et mettait en péril l'existence même de la société ; que des actes aussi détestables intéressaient tous les gouvernemens, et celui de Gênes plus que tous les autres, puisque son territoire avait été le théâtre de cette haute trahison envers la société ; que le châtiment en devait être aussi prompt que terrible ; que Gênes avait donc à se déclarer, sans délai, ou pour les amis, ou pour les ennemis du droit des nations outragé dans la personne des républicains français ; que le moindre

délai de la part du sénat génois à frapper d'un châtiment exemplaire et proportionné les auteurs du crime commis dans son port et sous la bouche même de ses canons, équivaudrait à une déclaration de guerre, et que la république française ne s'en rapporterait plus qu'à elle-même pour venger, par tous les moyens possibles, un si affreux attentat.

Ces imprécations contre Gênes furent renouvelées par Robespierre l'aîné à la tribune de l'assemblée nationale.

Ainsi pressé entre deux nécessités, le gouvernement de Gênes ne savait à quel parti s'arrêter; mais l'irrésolution était le plus funeste. Il considéra donc, d'un côté, qu'aussi long-temps que l'Angleterre dominerait dans la Méditerranée, les Français réaliseraient malaisément leurs menaces, attendu que les côtes de Provence ne pouvaient tirer des blés que de Gênes. La présence des Autrichiens sur le flanc de l'armée française était une seconde et puissante garantie. Quant à l'Angleterre, attaquer le littoral était pour elle de peu d'importance; attaquer Gênes lui était difficile. D'ailleurs, en rompant la neutralité, il fallait se jeter dans les bras de la France, et c'était lui ouvrir un chemin jusques dans le cœur du Piémont. Le sénat déclara donc qu'il demeurait neutre, ajoutant qu'il lui était fort pénible de ne pouvoir prendre un autre parti; mais que la nécessité des

temps ne lui permettait pas une délibération contraire. Quant à l'événement de *la Modeste*, il s'en tint à des termes généraux. C'est ainsi que Gênes, placée entre deux ennemies redoutables, ne satisfit ni l'un ni l'autre, et se maintint dans une position plus favorable, à tout prendre, aux Français qu'aux alliés. Drake ne manqua pas de remplir l'Italie de déclamations contre les Génois. Leur prudence, selon lui, n'était plus que de la timidité italienne, ou de la corruption française. Toutefois, la décision du sénat fut généralement approuvée, d'autant plus que le peuple n'aurait peut-être pas enduré patiemment la rupture d'une neutralité dont il retirait de grands avantages.

A cette époque, on fit de nouvelles tentatives auprès du sénat vénitien. Le chevalier Worsley était alors le résident du roi d'Angleterre à Venise. Sans avoir la rudesse de Hervey et de Drake, il était aussi soigneux de faire réussir la cause des confédérés. Soit par modération naturelle, soit que le roi lui eût recommandé de montrer plus d'égards à Venise, en raison de sa puissance, qu'à la Toscane et à Gênes, en raison de leur faiblesse, il représenta doucement au sénat, et plutôt en ami qui conseille qu'en maître qui exige, qu'il fallait bien considérer quels torts résultaient de la présence d'un ambassadeur français à Venise; que c'était une source et un moyen de manœuvres dangereuses pour tout bon gouvernement;

que cette ambassade favorisait le passage des courriers et des lettres qui ne tendaient qu'à troubler l'Orient ; qu'il savait qu'un certain d'Enin avait déjà traversé Venise, et se trouvait maintenant à Constantinople où il redoublait d'efforts, de ruses et de promesses pour exciter la Porte ottomane contre l'Autriche et la Russie, afin de détourner une partie des forces qu'elles dirigent contre la France ; que ce même d'Enin se proposait, en cas de non réussite auprès du divan, de soulever contre la Turquie les populations voisines, surtout celle de Raguse déjà gagnée à force d'or, afin que la Porte, irritée par des actes d'hostilité, prît les armes contre Venise ; espérant en cela, d'Enin, que la république, attaquée par un si puissant ennemi, appellerait, en vertu des traités existans, l'empereur d'Allemagne à son secours, ce qui diminuerait d'autant les forces de la coalition contre la France ; que cette ambassade française à Venise entretenait des pratiques funestes avec les Grisons qu'elle ne cessait d'exaspérer et de pousser à la sédition, en leur rappelant l'exclusion dont ils avaient été frappés par le sénat, et la dissolution de la ligue en 1766 ; que ce pays servait de passage aux courriers porteurs de germes empoisonnés, aux artisans de discorde et de trouble ; de séjour à tous les déhontés de France, aux bannis de tous les pays pour le scandale de leur conduite ou le danger de leur opinion ; que

la sûreté des états vénitiens eux-mêmes était fortement compromise par cette ambassade, le rendez-vous commun des lettres, des journaux et des hommes pervers de France et d'Italie; que c'était au nom de son roi qu'il invitait expressément le sénat à vouloir bien repousser loin de Venise ces élémens de désordre, de malheurs et de corruption abominable. Si le sénat, disait encore Worsley, consent à renvoyer l'ambassadeur et à empêcher les Français de s'approvisionner d'armes et de vivres dans les états vénitiens, les alliés, de leur côté, ne s'opposeront en aucune manière à son système de neutralité; ajoutant même qu'en cas de guerre de la part de la France, la coalition, avec toutes ses forces, garantirait le territoire de la république, et que dès ce moment les escadres d'Angleterre et d'Espagne s'offraient à les protéger contre toute insulte. Ce langage, disait Worsley en terminant, je le tiens à la république par l'ordre exprès du roi mon maître, selon les instructions du ministre Pitt, conformément aux vœux de l'impératrice de toutes les Russies, de l'empereur d'Allemagne et du roi de Prusse. Que le sénat s'éveille donc, et qu'il s'arrête aux délibérations les plus conformes à la nécessité de ces temps orageux, aux réclamations pressantes qui lui sont adressées, aux offres généreuses qui lui sont faites, et au salut même de la république.

Mais le sénat vénitien évitait toujours la préci-

pitation dans ses actes. Persuadé que si la discorde régnait en France, la fureur néanmoins rendait cette nation puissante et capable de s'ouvrir un large chemin en Italie; voulant aussi conserver son commerce maritime, il répondit gravement qu'il persistait dans sa neutralité; qu'il ne pouvait se résoudre à congédier le chargé d'affaires de France, Jacob, mais qu'il l'appellerait le chargé d'affaires de la nation, non de la république française.

Worsley ne fit point de nouvelles démarches et continua de rester à Venise, où il ne cessait de blâmer les discours hautains de Hervey et de Drake, au grand-duc de Toscane et à Gênes.

La présence des Anglais dans la Méditerranée affranchissait le grand-maître de Malte de la crainte que lui avaient inspiré les Français, et favorisait son ardent amour de la guerre. Il saisit cette occasion pour manifester hautement les desseins qu'il nourrissait depuis long-temps, relativement aux affaires de France. Il ordonna donc, à l'instigation du roi de Naples, que tous les agens de cette puissance eussent à quitter l'île, et que les ports fussent fermés à tout bâtiment français, soit public, soit particulier, pendant toute la durée de la présente guerre. Ayant appris, en outre, qu'un certain d'Eymar était envoyé par le gouvernement de France pour exercer à Malte les fonctions de chargé d'affaires, en remplacement du chevalier Caumont, qui continuait à y représenter le roi

Louis, le grand-maître déclara qu'il ne reconnaîtrait jamais ni d'Eymar, ni aucun autre agent de France; qu'il ne le devait, ne le pouvait, et ne le voulait pas.

La guerre étant ainsi déclarée entre la France et l'Angleterre, et les flottes de cette dernière puissance ayant paru daus la Méditerranée, les espérances de l'Autriche et de la Sardaigne se ranimèrent. Tous les ports de la Méditerranée et de l'Adriatique furent fermés aux Français, à l'exception de ceux des républiques de Venise et de Gênes. Les forces de Rome et de Naples se joignirent à celles de la coalition; l'attente générale devint d'autant plus vive, que si, d'un côté, les forces confédérées avaient reçu un grand accroissement, l'enthousiasme et la fureur s'étaient développés en France dans une égale proportion.

Le moment était venu pour les alliés de mettre à exécution les grands desseins conçus par eux depuis long-temps sur les provinces méridionales de France. La proscription venait de frapper les girondins; leur exclusion de l'assemblée nationale était prononcée. Leurs partisans, les amis de la liberté foulée aux pieds par les jacobins effrénés, ceux qui s'entendaient avec les alliés pour rétablir le gouvernement royal, se rassemblèrent, coururent aux armes, excitèrent des troubles et des soulèvemens. Déjà les villes de Bordeaux, de Montpellier et de Nîmes manifestaient tumul-

tueusement leur indignation de l'outrage fait à leurs députés. Mais le succès de l'entreprise était attaché à la ville de Lyon, qui avait été l'objet de toutes les négociations secrètes pratiquées depuis quelque temps à Turin, entre les chefs confédérés et les mécontens. Biroteau et quelques autres chefs moins considérables des girondins s'y étant réunis à Precy, firent prendre les armes à toute la ville, et publièrent des manifestes contre la tyrannie de la convention. Les représentans du peuple, les généraux républicains eurent beau prier, menacer, ils ne parvinrent point à changer la résolution des Lyonnais déterminés à en venir aux extrémités. Leur fureur, au contraire, s'accroissait chaque jour davantage, et devenait plus vive en raison des menaces et des caresses. Ils espéraient, d'ailleurs, que les secours des Autrichiens et des Piémontais préviendraient les attaques des soldats de la république. Ils comptaient aussi que les Marseillais, qui venaient de se soulever comme eux, et pour le même motif, s'empresseraient d'accourir ainsi qu'ils l'avaient promis. Ils ne doutaient pas que les Marseillais n'entraînassent, chemin faisant, toute la population, et ils se persuadaient que la réunion des forces lyonnaises, provençales et piémontaises devaient puissamment contribuer à la ruine et à la chute des scélérats qui régnaient alors sur la France. D'un autre côté, le Languedoc et la Guienne se mon-

traient mal disposés pour la convention : tout faisait donc croire à l'anéantissement prochain de la république. Tel était l'espoir de ses ennemis; espoir nourri depuis long-temps par les confédérés, devenu plus vif que jamais par l'adhésion de l'Angleterre et de l'Espagne à la coalition, et surtout par l'arrivée de leurs escadres sur les côtes de Provence. Cependant, pour ne pas trop heurter les opinions professées par ceux-là même qui secondaient ce grand mouvement, tant les doctrines nouvelles agissaient fortement sur les esprits ! les mécontens de l'intérieur publièrent qu'ils ne voulaient que s'opposer à la tyrannie de Paris; les alliés, qu'ils n'avaient d'autre intention que de ramener les choses aux réformes proposées en 1789. Par ce moyen, leurs projets devenaient moins odieux ; ils cachaient, sous un voile de modération, leur but réel, dissimulaient les malheurs inévitables qui devaient résulter d'un changement total dans le système politique d'une nation réputée rebelle, et espéraient rencontrer dans le peuple moins de résistance et plus de faveur.

Il n'entre pas dans notre plan de rapporter les particularités du siége de Lyon, qui eut lieu peu de temps après, encore bien que ce soit un des faits les plus mémorables de cette année, tant par la valeur et l'acharnement des deux partis que par la cruauté des vainqueurs. Avant que cette ville

eût secoué le joug de l'autorité d'alors, Marseille s'était mise elle-même en état de révolte. Ses habitans, cédant à leur impatience, se réunirent en grand nombre sous les drapeaux et marchèrent au secours de Lyon. Cette ville n'avait pas rencontré dans son voisinage la conformité d'opinions qu'elle avait espérée; la Savoie s'était déclarée pour le nouveau gouvernement; le Dauphiné, et surtout Grenoble sa capitale, non seulement professaient avec chaleur les mêmes principes, mais étaient encore opposés aux Lyonnais par l'effet d'une antique rivalité. Toutefois, les Marseillais se vantaient de suffire seuls à la réussite de l'entreprise et au salut de Lyon. En effet, ils avaient déjà passé la Durance, et étaient entrés dans Avignon en poussant des clameurs infinies. Après y avoir commis des excès de tous genres, ils s'acheminèrent vers les régions supérieures du Rhône. Les populations du Bas-Languedoc s'ébranlèrent elle-mêmes à la vue de ce mouvement général, et déjà les insurgés des départemens de l'Hérault et du Gard s'étaient emparés de la citadelle du Saint-Esprit, forteresse importante qui dominait le passage du Rhône.

Dans le même temps, les alliés commencèrent à manifester leurs projets. Les Piémontais, réunis à quelques troupes autrichiennes, étaient descendus en forces du mont Cenis et du Petit-Saint-Bernard, afin d'envahir la Maurienne et la

Tarantaise. Une partie de ces troupes, celles qui venaient du Petit-Saint-Bernard, après avoir traversé le territoire du Vallais, marcha sur le Faucigny pour s'en rendre maître, favoriser ainsi l'expédition contre la Tarantaise, s'y réunir ensuite dans les environs de Conflans, et de là se porter sur Lyon, si la fortune se montrait propice. Toutes ces troupes obéissaient au duc de Montferrat, fils du roi, prince aussi distingué par les qualités de son esprit que par la pureté de ses mœurs, et chéri des peuples à cause de la douceur et de l'aménité de son caractère.

De son côté, le roi s'était dirigé, avec le gros de son armée, vers le comté de Nice, persuadé qu'il allait remporter une victoire glorieuse et complète, en arrachant à l'ennemi qu'il haïssait le plus, un pays qu'il affectionnait par-dessus tous les autres. Son dessein était de descendre par les rives du Var, afin d'obliger les Français à évacuer le comté, ou sinon, de les séparer de la Provence. Le roi était accompagné, dans cette expédition, par le duc d'Aoste, le second de ses fils, prince rempli d'ardeur contre ceux qui gouvernaient alors la France, et qui s'était toujours montré fort opposé à la paix. C'était là que les confédérés voulaient déployer les plus grands efforts, soit parce que le roi, comme nous l'avons déjà dit, s'était toujours refusé à envoyer des forces plus considérables contre la Savoie, pour faciliter l'entre-

prise sur Lyon, soit parce qu'ils espéraient, ainsi que le roi, trouver plus de partisans parmi les peuples, soit enfin parce que les flottes combinées, qui courraient les mers voisines, pouvaient favoriser leur expédition. Ainsi, la tempête qui tout à l'heure menaçait d'éclater sur l'Italie, grondait maintenant sur la France.

Kellermann n'eut pas plus tôt reçu ces nouvelles qu'il accourut promptement en Savoie, se rendit au camp de l'Hôpital près Conflans, position très importante dans ces circonstances, et vint à bout, par sa présence et ses exhortations, d'inspirer tant de courage à ses soldats, qu'ils se montrèrent déterminés à braver les plus grands dangers plutôt que d'abandonner le poste confié à leur fidélité. En même temps Kellermann fit venir du camp de Tournus un gros détachement où l'on remarquait surtout un bataillon de grenadiers et trois de volontaires; troupes excellentes et remplies d'audace. Mais le péril était toujours extrême; et, si l'armée italienne eût opéré sa jonction avec les Lyonnais, l'autorité de la convention nationale disparaissait dans ces provinces. Aussi le général français, cédant à la nécessité, retira-t-il du camp de Lyon un autre détachement qu'il envoya dans le Faucigny, absolument privé de défense. Il fit aussi un appel aux gardes nationales de Savoie et du département de l'Isère; c'était comme une arrière-garde destinée à sou-

tenir le courage des troupes de ligne, et à rétablir la fortune des armes en cas de revers. Pour plus de garantie, il fit élever et garnir d'artillerie des retranchemens sur le défilé de Barraux, position essentielle à la sûreté du Dauphiné. Il se persuadait qu'ainsi menacés sur leurs flancs, les Italiens n'oseraient pas s'avancer jusqu'à Lyon. Enfin, pour être à même de tout observer, il vint s'établir au château des Marches, point central qui correspondait avec les trois divisions de son armée.

Dans un moment si critique, ceux de Savoie qui s'étaient le plus fortement prononcés en faveur du nouveau gouvernement, ne se manquèrent pas à eux-mêmes. Par leurs discours et leurs écrits, ils animèrent et eurent bientôt décidé les peuples à se défendre; tous coururent aux armes. Les chefs républicains parvinrent ainsi à se maintenir en Savoie, et firent espérer à la France la conservation d'une province qui avait avec elle tant de rapports par sa situation, son langage et ses mœurs. Du reste, c'était aux combats qui s'approchaient à décider si les deux partis obtiendraient de leurs préparatifs le résultat qu'ils s'en étaient promis.

De l'autre côté, plus au-dessous, Kellermann avait expédié le général Carteau avec un gros détachement pour reprendre le fort du Saint-Esprit, chasser les Marseillais d'Avignon, et les repousser

sur la rive gauche de la Durance. Carteau avait ordre de ne point passer ce fleuve, et de s'appliquer seulement à contenir l'ennemi sur la rive droite ; mais excité par le représentant du peuple Albite, jeune homme d'une ardeur excessive dans les opinions du jour, Carteau franchit la Durance, et se serait trouvé dans le plus grand danger si les Marseillais eussent été aussi prompts en action qu'en parole. Ils pouvaient décider sa perte, ils assurèrent son salut. Carteau venait de passer ; au lieu de l'attaquer et de le renverser dans le fleuve, ce qui leur eût été facile, ils prirent la fuite en désordre et se dispersèrent aussi vite qu'ils s'étaient rassemblés. Carteau profita de l'occasion, porta toutes ses forces contre la ville d'Aix, dont il s'empara, et marcha sans délai sur Marseille, foyer principal de l'insurrection. Telle fut l'épouvante des habitans, que sans opposer la moindre résistance ils rendirent la ville aux vainqueurs. L'infortunée Marseille paya bien cher son imprudence ; elle fut mise au pillage, et devint le théâtre de désordres dignes en tout de cette affreuse époque.

Cependant, si la prise de Marseille fut un malheur pour les Lyonnais qui se trouvèrent ainsi seuls contre toutes les forces républicaines, les cruautés commises profitèrent aux desseins de la coalition sur la Provence. Un grand nombre de Marseillais, pour se mettre à l'abri des fureurs

républicaines, s'étaient réfugiés à Toulon. A leurs récits douloureux, à leurs cris lamentables, l'effroi s'empara de la ville. Émus d'un événement si déplorable, résolus de s'exposer à tous les malheurs plutôt que de recevoir dans leurs murs des soldats teints du sang de leurs compatriotes, les Toulonnais écoutèrent plus volontiers les propositions des puissances alliées. Ils livrèrent donc la ville et le port à l'amiral anglais Hood, manifestant le désir de voir l'autorité du roi Louis rétablie, et la constitution de 1789 acceptée.

Les républicains, déjà furieux, le devinrent bien davantage en apprenant l'événement de Toulon. Ardentes exhortations, menaces pressantes, ils mirent tout en usage pour enflammer les peuples à la reprise de la ville. Un succès complet couronna leur attente, et tout à coup Toulon se vit assiégé par une armée d'environ quarante mille hommes, tant troupes de ligne que bandes tumultueuses et indisciplinées. De leur côté, voulant conserver par la force ce qu'ils tenaient de la fortune, les alliés garnirent les remparts de Toulon, d'Espagnols, de Napolitains et de Piémontais. Les autres puissances d'Italie fournirent des vivres; le pape lui-même donna des armes et des munitions : tout présageait de violens assauts, sous les murs de Lyon et de Toulon, dans les montagnes de la Savoie et du comté de Nice.

La fortune ne tarda pas à se déclarer. Les Pié-

montais descendus du mont Cenis et du Saint-Bernard, s'étaient rendus maîtres des vallées supérieures de la Maurienne, de la Tarantaise et du Faucigny. Déjà Saint-Jean, Moutiers et Bonneville reconnaissaient leur domination. Les Français expulsés des hauteurs avaient été contraints d'établir leurs camps à l'entrée des vallées, à Aigue-Belle et à Conflans, incertains s'ils pourraient s'y maintenir devant les forces toujours croissantes de l'ennemi. Chambéry se voyait gravement compromis, l'armée italienne n'était plus qu'à une faible distance de Lyon, et si les Piémontais s'étaient portés en avant avec la célérité nécessaire, leur victoire était assurée et complète; mais je ne sais quel motif les fit différer. Ce retard donna aux Français le temps de se rallier, et aux populations celui d'arriver à leur secours. Parvenu à Chambéry, Kellermann résolut de prendre l'offensive; et, comme l'ennemi se montrait en forces dans la Maurienne, il jugea qu'il valait mieux l'attaquer vigoureusement dans le Faucigny et la Tarantaise. A cet effet, il fit entrer dans Aigue-Belle une nombreuse division de soldats d'élite. Secondés avec une ardeur incroyable par les gardes nationales du Mont-Blanc, les républicains parvinrent, non sans éprouver une vive résistance, à chasser les Piémontais des plaines inférieures du Faucigny et de la Tarantaise. Il y eut encore une bataille meurtrière à Saint-Ger-

main, parce que les Piémontais voulurent donner aux fuyards et à l'artillerie le temps de se mettre à l'abri. Enfin, les Sardes se retirèrent sur le Saint-Bernard d'où, un mois auparavant, ils étaient partis dans l'espérance de victoires signalées.

Il restait aux républicains à expulser les troupes royales de la Maurienne. D'après les ordres de Kellermann, une partie des phalanges victorieuses de la Tarantaise, passa le mont d'Encombe et marcha sur Termignon situé au pied du mont Cenis. Le général Le Doyen se porta de front en avant par la Maurienne, et l'adjudant-général Pressy, qui venait de prendre Valménie, se montra sur les flancs de l'ennemi, dont il menaçait aussi les derrières. L'habileté de ces dispositions en décida le succès. Pressée sur tous les points, l'armée royale se retira en bon ordre au mont Cenis; Termignon retomba au pouvoir des républicains.

Telle fut l'issue de l'expédition tentée par les troupes du roi de Sardaigne contre la Savoie, dans l'automne de 1793. On peut en conclure que si les Piémontais s'étaient présentés avec des forces aussi considérables que le voulait Devins, ou s'ils avaient usé de cette célérité dont les Français ont toujours donné l'exemple, les alliés eussent réussi dans leur entreprise; la délivrance de Lyon eût été opérée, et l'état des choses totalement changé en Europe. Les malheureux Lyonnais, ayant ap-

pris la retraite des Sardes, et frustrés de ce dernier espoir, furent contraints de s'abandonner au pouvoir des républicains. Le monde sait quel traitement barbare éprouva cette généreuse et noble cité!

En même temps qu'ils attaquaient la Savoie, les Piémontais s'avançaient avec des masses imposantes vers le comté de Nice. La fortune leur fut d'abord favorable; ils reprirent tout le haut pays sur les Français, et espéraient pouvoir descendre par les rives du Var jusqu'à la mer, événement qui leur eût assuré la prise de Nice et la levée du siége de Toulon. Arrivés devant Giletta, le 18 octobre, ils attaquèrent le pont avec une grande impétuosité, mais ils furent repoussés avec une perte considérable. Cet échec, et l'arrivée des fâcheuses nouvelles de la Savoie et de Lyon, les déterminèrent à borner là les opérations de cette campagne. Ce fut dans une action sans gloire, devant un misérable pont, que vinrent se perdre tant de mesures longuement méditées, tant d'efforts soigneusement combinés, et dont les premiers succès semblaient devoir rendre le comté de Nice à la maison de Savoie.

Cependant, le siége de Toulon se pressait chaque jour avec plus de vigueur. La France y avait envoyé l'armée victorieuse de Lyon, et la garnison de Valenciennes, place forte de Flandre, emportée d'assaut par les confédérés.

Déjà, dans plusieurs engagemens au mont Faron, sur l'éminence Reinier, au cap Bron et sur les hauteurs du Baleguier, plusieurs actions d'éclat avaient eu lieu réciproquement et avec des succès variés. Les deux partis y avaient montré tout ce que peut la valeur réunie à la haine, et combien ils attachaient de prix, l'un à conserver, l'autre à reprendre une place aussi importante. La garde des forts de la gauche, entre autres celui de Malbousquet, était confiée aux Anglais; les Piémontais veillaient sur la droite, et garnissaient principalement le fort et la montagne Faron.

Les assiégeans s'étaient partagé les opérations ainsi qu'il suit: Dugommier, général en chef, s'était chargé de presser la ville au couchant, depuis le fort Malbousquet jusqu'au promontoire à l'extrémité du petit golfe; Lapoype attaquait, au levant, toutes les défenses depuis la montagne Faron qui domine la ville au nord, jusqu'au cap Bron et au fort Lamalgue qui protége le grand golfe. Toutes ces troupes, dont une partie considérable occupait la Valette, étaient liées par des retranchemens et des batteries rapprochées, et se rejoignaient à la côte méridionale du grand golfe, et aux forts Lamalgue et Marguerite; elles formaient ainsi autour de Toulon un cercle non interrompu de bataillons armés et de canons.

Le point le plus important à défendre, du

côté des alliés, c'était le fort Malbousquet, confié, comme nous l'avons dit, à la garde des Anglais. Pour plus de sûreté, ils avaient élevé auprès du fort une grande redoute, garnie de canons de gros calibre. Mais déjà les Français s'étaient emparés, après des prodiges de bravoure, des hauteurs opposées au fort et à la redoute, y avaient établi de nombreuses batteries, et de là, foudroyaient incessamment les Anglais. Déjà aussi ils s'étaient rendus maîtres du fort des Pommets qui domine toutes les éminences au nord de la ville. Cet avantage leur donna la faculté d'établir un camp sur la montagne des Sables, et d'interdire le passage du Laz d'un côté de la ville à l'autre.

Ohara, généralissime d'Angleterre, voyant le fort Malbousquet horriblement maltraité par l'ennemi; s'apercevant, en outre, que des batteries habilement disposées par le lieutenant-colonel d'artillerie Buonaparte, jeune homme d'un génie mâle, atteignaient la ville et l'arsenal, prévit que s'il ne délogeait pas les Français de cette position, il ne fallait pas songer à se maintenir dans Toulon, et résolut de leur donner l'assaut. A cet effet, six mille hommes, la plupart Anglais, sortirent le 3 novembre, passèrent le Laz, et se divisèrent en deux colonnes, dont l'une se porta contre la montagne des Sables, l'autre sur les batteries pointées contre le fort Malbousquet. La première at-

taque leur fut favorable. Surpris d'un choc si imprévu, les Français reculèrent; les Anglais parvinrent jusqu'à la montagne des Sables où ils prirent et enclouèrent les canons. La seconde colonne s'était rendue maîtresse des défilés d'Ollioule et des batteries qui les défendaient, se croyant déjà victorieuse, elle allait tenter de s'emparer du parc d'artillerie établi en cet endroit.

A cette fâcheuse nouvelle Dugommier accourut, anima les siens de la voix et par son exemple, prit des troupes dans les autres postes, se composa un gros des soldats les plus aguerris, et les conduisit en bon ordre et avec une audace admirable contre l'ennemi déjà triomphant. Tant de valeur devait être couronnée du succès. Les Anglais assaillis, pressés, heurtés de toutes parts, cédèrent d'abord sans quitter leurs rangs, et fuyant bientôt en désordre, abandonnèrent à leurs ennemis les positions qu'ils venaient de leur enlever, y compris l'importante montagne des Sables. Telle était l'ardeur des Français, qu'ils ne cessèrent de poursuivre les fuyards que sous les palissades du fort Malbousquet, et peu s'en fallut qu'ils n'y entrasssent pêle-mêle avec les vaincus. Ohara, qui était accouru pour rallier les siens, fut grièvement blessé dans l'action, et fait prisonnier.

Ce terrible engagement donna beaucoup à pen-

ser aux alliés. Ils n'étaient pas sans crainte sur le résultat de la guerre allumée sous les murs de Toulon. Depuis les premiers préparatifs, la fortune avait tellement changé de face, que l'espérance qu'ils avaient conçue de s'emparer de Lyon et de la moitié de la France, se réduisait maintenant à la possession d'une ville déjà prête à céder.

Le succès des républicains doubla leur courage; ils résolurent d'affronter tous les périls pour reprendre Toulon. Dugommier prit ses mesures pour un assaut général. La plus forte garantie des assiégés était cette grosse redoute élevée par les Anglais sur le promontoire qui domine les deux golfes, où se tenaient les escadres des confédérés. Si le promontoire et la redoute tombaient aux mains des Français, une prompte fuite pouvait seule préserver les flottes d'une destruction complète; et c'était contre cette redoute que le général de France voulait diriger ses plus grands efforts. Pour procéder selon les règles de la guerre dans une entreprise aussi difficile, Dugommier prit les dispositions suivantes : Une division devait simuler une attaque de front contre la redoute, pendant que deux autres, après avoir traversé des sentiers escarpés, la menaceraient par ses derrières et sur ses flancs. Voulant aussi tenter la fortune sur d'autres points, et empêcher l'ennemi d'envoyer des secours à la

redoute, en l'obligeant à porter son attention d'un autre côté, le général républicain ordonna un assaut sur toute la ligne des forts occupés par les Anglais. Ainsi, sur la droite, Dugommier lui-même guidait les plus vaillans soldats contre la grosse redoute; Mouret attaquait le fort Malbousquet, Garnier les retranchemens qui dominaient le Laz; à gauche, Lapoype s'attachait au mont Faron; La Harpe, aux batteries qui, du cap Bron, foudroyaient l'entrée du golfe.

Ces préparatifs terminés, les Français marchèrent à l'assaut le 14 décembre. Les alliés savaient que cette action allait décider de la conservation ou de la perte de Toulon, de la réputation de leurs armes, du sort de l'Italie tout entière; et ils attendaient les assaillans dans la plus fière attitude. L'attaque fut terrible; la défense ne le fut pas moins; la fortune paraissait aux prises avec la valeur. Ici, la fureur l'emportait sur le courage; là, le courage triomphait de la fureur. Tantôt la force de leur position semblait donner l'avantage aux assiégés; tantôt, par l'effet d'une audace qui semblerait incroyable si elle n'était avérée, les assiégeans reprenaient la supériorité. La victoire flotta longtemps incertaine. D'un côté, des fortifications mutilées; de l'autre sur le sommet des montagnes, et jusques sur les parapets de l'artillerie anglaise, des monceaux de cadavres républicains; partout

cependant acharnement opiniâtre. Le sang qui coulait par torrens ajoutait encore à la rage des combattans; c'était un fracas sans interruption, un tonnerre sans intervalle. On avançait, on reculait tour à tour; de près comme de loin la mort multipliait ses victimes. Enfin, la fortune des Français l'emporta. Les généraux Mouret et Garnier emportèrent les forts de Saint-Antoine et de Malbousquet, après en avoir chassé les alliés qui se retirèrent précipitamment dans la ville. Le général Lapoype s'empara de la montagne et du fort Faron, ce qui obligea l'ennemi d'abandonner, sur-le-champ, les forts inférieurs de Lartigue et de Sainte-Catherine, exposés dès lors au feu de l'artillerie du fort Faron. Enfin, le général La Harpe, après cinq heures d'un combat violent, délogea l'ennemi du cap Bron, et le contraignit de se réfugier dans le fort Lamalgue.

Cependant la redoute du promontoire, d'où dépendait l'entier succès de la bataille, opposait encore une résistance des plus meurtrières; mais ni l'escarpement des lieux, ni le feu soutenu des batteries anglaises, ne purent empêcher les Français d'atteindre le plateau sur lequel s'élevait la redoute. Trois fois ils entrèrent par les embrasures hérissées de canons qui ne cessaient de les foudroyer; trois fois ils reculèrent devant une petite redoute intérieure, et garnie de batteries qui faisaient dans leurs files un carnage épouvantable;

mais à la quatrième tentative, s'étant emparés de la petite redoute, ils pénétrèrent en vainqueurs dans ce retranchement formidable, sur lequel les alliés avaient fondé leurs plus grandes espérances. Presque tous ceux qui le défendaient furent tués, le reste ne se sauva qu'avec peine dans la ville ou sur la flotte.

L'enlèvement des forts, et principalement de la redoute, ne permettait pas aux alliés de tenir plus long-temps à Toulon, puisque les Français pouvaient écraser la ville, balayer les deux golfes, et anéantir les flottes confédérées ; mais avant de se retirer, ils voulurent faire tout le dégât possible. S'étant donc saisis de torches, ils appliquèrent le feu à ceux des navires français qu'ils ne pouvaient emmener, et à tout le matériel de marine, très considérable à Toulon. Sidney Smith, plus capable d'entreprises hasardeuses que de grandes actions, dirigea cet embrasement avec beaucoup d'art et d'activité. La flamme dévorait à la fois les vaisseaux, les arsenaux et les maisons. Peu d'heures suffirent à la destruction d'ouvrages que l'industrie humaine avait enfantés longuement et avec effort. Au milieu de cet affreux bouleversement, l'artillerie républicaine ne cessait de tirer à boulets et à bombes avec un fracas épouvantable, et ajoutait encore à toutes les horreurs d'une catastrophe déjà si terrible. Les Toulonnais eux-mêmes offraient un spectacle digne de compassion. Con-

traints d'abandonner leur patrie, pour ne pas tomber au pouvoir de soldats irrités, ils se rendaient en foule sur les vaisseaux, emmenant avec eux leurs femmes et leurs enfans, emportant tous les objets précieux qu'ils avaient pu sauver dans cette désolation générale. Les uns se noyaient par l'effet même de leur empressement, d'autres tombaient sous le feu croisé de leurs compatriotes et des Anglais. De cet embrasement universel, de ces nuages de fumée, de cet horrible bombardement, des viremens et reviremens continuels des vaisseaux, des menaces du soldat qui fuyait, du frémissement des matelots qui voulaient apporter de l'ordre et de la régularité là où il ne pouvait y avoir que confusion et désordre, des cris de désespoir de ceux qui s'expatriaient, naissaient des souffrances, des terreurs, et un tableau de misère plus facile à imaginer qu'à décrire. C'est ainsi que dix mille Toulonnais, n'espérant point de pitié du vainqueur, acceptèrent l'exil, et se retirèrent sur la flotte, ne prévoyant ni le but de leur voyage, ni le terme de leurs maux.

Cette déplorable tragédie dura trois jours et trois nuits. Enfin, sous la protection du fort Lamalgue, où une garnison avait été laissée pour faciliter sa retraite, la flotte des alliés, traînant après elle les vaisseaux français, sa capture, se retira les 18 et 19 décembre dans les ports voisins des îles d'Hières. Le 20 toute l'escadre se

trouvant en sûreté, le fort Lamalgue fut évacué lui-même, et la malheureuse ville entièrement abandonnée à la fureur des républicains. Ils y firent leur entrée dans l'attitude de la menace et de l'orgueil.

L'incendie de Toulon, allumé par les Anglais, consuma quinze gros vaisseaux de file, *le Tonnant*, *le Fortuné*, *le Centaure*, *le Commerce de Bordeaux*, *le Destin*, *le Lis*, *le Héros*, *le Thémistocle*, *le Duguai-Trouin*, *le Triomphant*, *le Suffisant*, *le Mercure*, *la Couronne*, *le Conquérant* et *le Dictateur*. Furent en outre brûlés six frégates, *la Sérieuse*, *la Courageuse*, *l'Iphigénie*, *l'Alerte*, *l'Iris*, *le Mont-Royal*, et plusieurs autres vaisseaux de moindre grandeur. Les Anglais se saisirent pour leur compte de l'énorme bâtiment de cent vingt canons, appelé *le Commerce de Marseille*, du *Pompée*, du *Puissant*, tous deux de soixante-quatorze, ainsi que des frégates *la Perle*, *l'Aréthuse*, *l'Aurore*, *la Topaze*, et de beaucoup d'autres bâtimens plus petits. Les Sardes emmenèrent la frégate *l'Alceste ;* les Napolitains, le brick *l'Imbroglio*, et les Espagnols *la Petite-Aurore ;* misérable capture, comparée au butin que se réserva l'Angleterre. C'était aussi beaucoup pour cette puissance d'avoir détruit l'armement d'une nation rivale qui, à l'époque de sa splendeur, lui avait disputé l'empire des mers, et qui aurait pu encore lui disputer celui de la Méditerranée.

Ainsi succomba Toulon, ville noble, riche, et le siége principal de la marine française. Effet déplorable des discordes civiles et des secours de l'étranger ; mais l'expérience est toujours sans fruit dans ces sortes d'affaires, parce que c'est l'esprit de parti, toujours trompeur, qui en décide, plutôt que l'amour de la vérité, qui seul peut conduire à des résultats utiles. Les vaisseaux *le Dauphin-Royal*, de cent vingt canons, *le Languedoc*, de quatre-vingt, *le Généreux*, *le Censeur*, *le Guerrier* et *le Souverain*, tous de soixante-quatorze, furent abandonnés dans le port par les Anglais, soit que ces vaisseaux ne fussent point en état de tenir la mer, soit que la peur, dans le désordre d'une fuite si précipitée, l'eût emporté chez les vaincus sur le désir de la rapine et de la destruction.

Les représentans du peuple, Barras, Freron, Robespierre jeune et Salicetti, écrivirent le 21 décembre à la convention nationale, que Toulon était rendu à la république.

FIN DU LIVRE TROISIÈME.

LIVRE QUATRIÈME.

Résolutions des alliés après les affaires de Lyon et de Toulon. — Traité de Valenciennes, du 23 mai 1794, entre l'empereur d'Allemagne et le roi de Sardaigne. — Les Français attaquent toutes les crêtes des Alpes, et envahissent la rivière du Ponent. — Leurs succès; tous les passages des Alpes et le fort de Saorgio tombent en leur pouvoir. — Conspirations en Piémont; éloge des magistrats de ce pays. — Préparatifs militaires, et conspirations à Naples; résolutions du roi pour obvier aux dangers du moment. — Le pape se prépare à la guerre. — Détermination de Venise après l'invasion du Génovésat par les Français. — Le comte Roch-San-Fermo envoyé par les Vénitiens à Bâle, et dans quel but. — Le comte de Provence arrive à Vérone sous le nom de comte de Lille. Sa conduite, et celle des Vénitiens à son égard. — Lallemand, ministre de France à Venise. — Gênes bloquée par les Anglais. — Constitution donnée par les Anglais à la Corse. — Dommages considérables occasionnés par les corsaires corses aux Génois. — Réclamations de ces derniers, et résolutions de l'Angleterre à cet égard. — Bataille du Dégo le 21 septembre 1794.

Le malheureux succès des entreprises sur Lyon et Toulon, l'inutile équipée des Marseillais, le peu d'appui que les partisans du roi avaient rencontré dans les régions supérieures du Rhône, montrèrent aux confédérés combien ils s'étaient trompés en comptant sur les mouvemens de la population et sur l'influence du nom royal pour l'exécution de leurs projets. Ils virent bien alors que ce n'était point sur des paroles, mais sur des

actes; non sur les armes d'autrui, mais sur leurs propres armes qu'ils devaient fonder leurs espérances. L'ardeur des esprits était telle en France, tel était le changement survenu dans les opinions, que le nom du roi, qui naguère y était un motif de soumission volontaire, excitait plus que jamais à la désobéissance et à la fureur. Il était donc nécessaire de conduire la guerre par d'autres moyens et vers un autre but. En effet, puisque le nom du roi nuisait à leurs desseins au lieu de les favoriser, ce nom ne devait plus présider à leurs entreprises; mais leurs idées de conquêtes n'en recevaient que plus de force, et ils ne se montraient que plus ardens à s'emparer pour eux-mêmes du bien d'autrui. Il leur paraissait raisonnable d'anéantir, en morcelant son territoire, les forces d'une nation puissante par elle-même, plus puissante encore par son exaspération. Après avoir mûrement délibéré sur cet objet, les confédérés s'arrêtèrent enfin à cette détermination, que tout ce qui serait conquis en France ils le garderaient à certaines conditions. Ainsi la guerre contre les Français, qui n'était d'abord que politique, changea de nature et devint encore territoriale. Il n'entre pas dans notre plan de rapporter les délibérations des souverains, relativement aux provinces orientales et septentrionales de France. Nous dirons seulement tout ce dont l'empereur d'Autriche et le roi de Sardaigne

convinrent entre eux pour combattre, non plus sous un prétexte devenu illusoire, mais pour leur avantage particulier.

Depuis les revers des armées impériale et royale, en Provence et dans le Lyonnais, de secrètes négociations avaient été entamées entre les ministres du roi et ceux de l'empereur. Il s'agissait de déterminer, par un accord, quelle devait être la part réciproque des deux puissances dans les conquêtes futures sur le territoire français. Après de nombreuses et longues explications de part et d'autre, il fut conclu à Valenciennes, le 23 mai de cette année, entre le baron de Thugut pour l'Autriche, et le marquis d'Albarey pour la Sardaigne, un traité où l'on convint, comme d'un principe irrévocable, que toutes les conquêtes qui seraient faites sur la France du côté de l'Italie, par les armées impériale et royale, seraient divisées en deux portions égales; et que le roi de Sardaigne, en compensation de celle qui écherrait à l'empereur, restituerait à ce dernier, dans une juste proportion, les diverses parties de territoire, successivement démembrées du Milanais; ou bien, si cet arrangement souffrait des difficultés, que toutes conquêtes, sans exception, qui seraient faites du côté de l'Italie sur la France, lui seraient restituées à la paix, au moyen d'une somme équivalente en argent que l'on exigerait de cette puissance pour

les frais de la guerre, et que cette somme serait partagée également entre l'empereur et le roi; qu'à la fin du mois d'août, au plus tard, les deux cours se décideraient pour le premier ou le second de ces arrangemens; déclarant l'une et l'autre vouloir fermement s'en tenir à celui qui serait arrêté; qu'en même temps on adopterait un juste tempérament, un mode équitable pour l'évaluation des conquêtes à faire et à conserver, pour servir de base aux restitutions à opérer par le roi de Sardaigne du côté du Milanais. Le roi promettait d'employer toutes ses forces; l'empereur s'engageait, de son côté, à faire passer en Italie le plus grand nombre de troupes possible, indépendamment des secours que, depuis le commencement de la guerre, il avait réunis à l'armée royale dans le Piémont. Il fut arrêté qu'il y aurait, pour les deux armées, unité d'action et de conseil; que celle du roi serait spécialement chargée de la défense des montagnes et des passages vers la Savoie et le comté de Nice; que les troupes impériales ne se diviseraient point en fragmens séparés, et formeraient au contraire, par leur union, un gros corps de réserve toujours prêt à opérer puissamment et à tomber sur l'ennemi, de concert avec l'armée royale, dans le cas où les Français se seraient ouverts le chemin du Piémont; que l'armée impériale s'occuperait d'abord, et avant de se diriger vers le Piémont,

d'arrêter l'ennemi sur les limites de Gênes pour la garantie et la sûreté du Milanais; que le baron Devins commanderait en chef, non seulement les troupes de l'empereur, mais encore celles qui combattaient déjà dans le Piémont; enfin, que l'archiduc, gouverneur général de la Lombardie autrichienne, aurait pleins pouvoirs de traiter, et de prendre toutes les mesures propres à assurer l'exécution du présent traité, comme aussi d'aplanir tous les obstacles qui pourraient nuire au succès de l'entreprise.

Les Français qui, par la propagation de leurs doctrines, avaient des intelligences secrètes dans les conseils les plus mystérieux des princes, reçurent avis de ces délibérations, et se mirent en devoir de les prévenir avec leur promptitude et leur impétuosité ordinaires. Ils savaient que les batailles meurtrières, livrées sous les murs de Lyon et de Toulon, avaient frappé leurs ennemis d'épouvante, et résolurent de mettre à profit l'impression récente de ces souvenirs. Ils pouvaient d'ailleurs faire agir l'armée victorieuse de Toulon, qui, dans l'ardeur de ses premiers transports, se croyait capable de conquérir, non pas seulement le Piémont, non pas seulement l'Italie, mais l'univers tout entier. Ils n'ignoraient pas non plus que les alliés, ne s'étant point attendus à ce terrible échec de Toulon, s'étant au contraire promis, de cette entreprise, des résultats

merveilleux, n'avaient point de forces suffisantes rassemblées pour résister à une valeur secondée par tant de renommée. Ils savaient aussi que le roi de Sardaigne se persuadait, avec une grande simplicité, qu'ils porteraient à la neutralité de Gênes tout le respect que les Anglais lui avaient refusé, et se berçait complaisamment de l'idée qu'ils ne franchiraient point violemment le territoire de cette république pour l'attaquer lui-même dans ses propres états. En conséquence, si les préparatifs militaires de toute espèce étaient formidables du côté de la Savoie, et sur les chemins qui mènent du comté de Nice au col de Tende, les passages qui conduisent du Génovésat dans l'intérieur du Piémont se trouvaient sinon entièrement ouverts, du moins trop faiblement garnis. L'occupation du territoire qui borde la rivière du Ponent paraissait donc aux Français aussi facile que nécessaire, soit pour nourrir leur armée aux dépens du pays ennemi, soit pour être plus à portée de faire soulever les populations de l'Italie, soit enfin pour se frayer un chemin dans les états du roi. Les généraux français savaient encore qu'en raison de l'hiver, qui rendait plus difficiles et plus dangereux les passages des montagnes, couvertes alors de neiges et de glaces énormes, les confédérés vivaient en pleine sécurité dans le Piémont, et ne pouvaient s'imaginer qu'un ennemi, si audacieux qu'on voulût

le supposer, oserait, tout ensemble, affronter les hommes et braver la nature. Ces considérations firent espérer aux Français qu'ils pourraient, dès à présent, remporter la victoire, en traversant des lieux dont la neutralité semblait leur interdire le passage, et en prévenant un ennemi qui était bien loin de les attendre dans une saison si peu favorable à la guerre. Le but principal des généraux républicains était d'occuper ainsi subitement la cime des montagnes, et d'enlever à l'ennemi l'avantage qu'il avait de dominer les attaques qui pourraient être tentées contre ses positions fortes et élevées.

Avant donc que la saison devînt moins rigoureuse et que l'ennemi se fût réveillé pour sa défense, les généraux républicains de l'armée des Alpes et de celle d'Italie convinrent de faire une attaque générale et simultanée contre l'armée royale, sur toute la ligne, depuis le Petit-Saint-Bernard jusqu'au littoral de la Méditerranée. Mais comme il s'agissait à la fois et de s'emparer des positions de l'ennemi, et d'entrer sur un pays neutre, ils eurent recours aux armes contre les uns, aux persuasions envers les autres: moyens également puissants pour la réussite. Nous avons déjà parlé du courroux de la convention nationale à la nouvelle de l'attentat commis par les Anglais contre les Français dans le port de Gênes, et des menaces dirigées, non seu-

lement contre les Anglais, auteurs de cet attentat, mais encore contre le gouvernement de Gênes qui l'avait laissé commettre. A cette occasion, la république de Gênes s'était engagée à payer quatre millions tournois, moitié au trésor national à Paris, moitié à la caisse de l'armée d'Italie. Les ressentimens s'étaient ainsi apaisés, et la bonne intelligence rétablie entre les deux républiques; mais les Français voulaient profiter des facilités que leur offrait le territoire de Gênes pour attaquer les états du roi de Sardaigne, et ils cherchèrent à prouver que leur dessein n'avait rien que d'honorable et de légitime. En conséquence, les représentans du peuple, Robespierre jeune, Ricard et Salicetti, écrivirent de Nice le 30 mars: Le peuple français connaît les résolutions des tyrans ses ennemis; ces résolutions tendent à s'emparer des états de Gênes et à les placer sous le joug du despote piémontais, pour se ménager les moyens d'envahir le territoire de la république française. Cette république est donc obligée, pour son propre salut, de faire passer une armée sur les terres de Gênes. Mais les Français n'imiteront point les Anglais, lâches meurtriers d'individus sans défense dans le port de Gênes: ils prétendent, au contraire, se maintenir en tout dans les limites tracées par la neutralité. Les Génois n'ont rien à craindre des soldats de la république; leur modération prouvera que le pas-

sage est l'effet de la nécessité, et non celui d'une violence arbitraire.

A ces doucereuses paroles succédèrent bientôt de terribles apprêts. Au commencement d'avril, les Français se trouvaient rassemblés au nombre de seize mille hommes environ, aux ordres du général Dumorbion, sur le territoire de Menton, ville de la principauté de Monaco, à l'extrême frontière de l'état de Gênes. Résolus de se découvrir sans délai, ils envoyèrent, dans la nuit du 6 de ce mois, le général Aréna à Vintimille, avec ordre d'annoncer au gouverneur que la France demandait le passage, que son armée s'approchait, et qu'elle paraîtrait dans peu sous les murs de la ville. Le gouverneur Spinola protesta contre la violation de la neutralité; mais que pouvait une vaine protestation contre une force supérieure marchant à l'exécution d'un dessein irrévocable? Le 6 avril, l'armée française parut pour la première fois sur le territoire italien. Si l'extérieur des soldats trahissait en eux le dénûment et la misère, leur contenance fière et hardie était celle du triomphe et de la victoire. L'avant-garde était commandée par le général Aréna. Masséna suivait avec l'arrière-garde, Massena, destiné par le ciel à s'élever des grades les plus inférieurs aux plus hautes fonctions militaires, et à devenir l'un des capitaines les plus habiles et les plus fameux que l'histoire puisse

jamais célébrer. Après l'occupation de Vintimille, les républicains, pour plus de sûreté, placèrent une garnison dans le château. C'était agir en ennemi bien plus qu'en ami, et le gouverneur s'y était en vain quoique fortement opposé. Il réussit mieux auprès des représentans Robespierre et Salicetti; la garnison évacua le château, qui fut de nouveau occupé par les Génois.

Les Français poursuivant toujours leur entreprise, une partie de leur armée se dirigea sur la gauche, et s'empara du marquisat de Dolceaqua, après avoir culbuté un faible détachement de Piémontais qui s'y tenait en observation. L'autre partie s'achemina par le littoral, vers San-Remo, dans le dessein d'occuper Oneglia, but principal de l'opération. En même temps, une grosse division, franchissant des montagnes escarpées, avait chassé les Piémontais du col des Fourches, et emporté les hauteurs de Dolceaqua qui conduisent à Saorgio, mais par des chemins étroits et dangereux. C'était peu pour les Français; en manœuvrant sur la gauche de Nice, ils s'étaient emparés de toutes les positions jusqu'au-delà de Breglio, positions qui sont comme autant de redoutes avancées de Saorgio. Le col de Raüs lui-même où les troupes royales, moins d'un an auparavant, avaient combattu avec tant de valeur et remporté une victoire si glorieuse, le col de Raüs tomba au pouvoir des Français. Privé

de toutes ses défenses extérieures, Saorgio se trouvait exposé à une attaque directe. Cependant, comme cette place était à la fois fortifiée par l'art et par la nature, il restait encore aux Français, avant de l'emporter d'assaut, beaucoup d'efforts à faire et de grands périls à braver.

Pendant que Saorgio était ainsi menacé, les républicains côtoyaient le rivage et marchaient sur Oneglia. Oneglia était un poste important, et servait d'asile aux corsaires audacieux qui ruinaient le commerce maritime au grand préjudice des Français, dont les approvisionnemens en tout genre ne pouvaient se faire à Nice qu'au moyen des bâtimens génois. En outre, les chemins qui conduisaient d'Oneglia jusqu'à Orméa et Garessio n'étaient ni longs, ni difficiles; et l'on pouvait sans peine aller attaquer ces places par où l'on arrive aux plaines du Piémont. Enfin, Oneglia était la seule voie qui restât au roi de Sardaigne pour communiquer promptement et en sûreté avec l'Angleterre, surtout avec les escadres de cette nation qui paraissaient déjà ou étaient sur le point de paraître dans la Méditerranée. Les généraux du roi savaient tout cela, et ils avaient résolu d'opposer une vigoureuse résistance sur les hauteurs de Sainte-Agathe qui conduisent à Oneglia. Ayant rassemblé à cet effet le plus de soldats possible dans le court espace de temps qui leur restait, et placé leur artillerie dans les lieux les plus favorables,

ils attendirent l'ennemi de pied ferme. Mais le nombre des soldats, pas plus que les dispositions militaires, ne purent arrêter dans sa course un ennemi supérieur en force et encore plein de l'orgueil de ses victoires. Les Français partirent de San-Remo, et après avoir occupé le port Maurice, montèrent à l'assaut de Sainte-Agathe avec une valeur admirable. La résistance des Piémontais ne fut pas moins terrible; leur artillerie surtout qui tirait d'aplomb faisait un effroyable carnage dans les rangs français. A cette vue les républicains, persuadés que la célérité seule pouvait leur faire emporter cette position, marchèrent rapidement en avant, parvinrent à établir quelques batteries dans des lieux jusqu'alors réputés inaccessibles, mitraillèrent les Piémontais qui les mitraillaient de leur côté, et firent si bien que ces derniers, assaillis par le nombre et stupéfaits de tant d'audace, quittèrent, non sans désordre, une éminence qu'ils avaient, toutefois, défendue avec beaucoup de bravoure. S'étant ensuite ralliés, ils se bornèrent à garder le pont de Nava, abandonnant à l'impétuosité du vainqueur la ville d'Oneglia qui, d'ailleurs, n'était plus défendable. Épouvantés au bruit des armes, se souvenant aussi avec terreur des meurtres et des ravages exercés au temps de l'amiral Truguet, les habitans avaient cherché un asile dans les montagnes. Les républicains entrèrent aussitôt dans la ville; et, ici, pour rendre un juste

hommage à la vérité, nous devons publier la réserve de leur conduite, leur désintéressement, leur respect pour la religion. Nous devons dire qu'ils ne donnèrent aucun signe de cette pétulance républicaine, de ces excès trop familiers aux gens de guerre, et qu'ils s'acquirent un renom mérité de modération et d'humanité; conduite d'autant plus remarquable, que la France à cette époque multipliait les actes de la plus cruelle barbarie, et que les soldats dont nous parlons étaient eux-mêmes dépourvus des premières nécessités de la vie : ils trouvèrent à Oneglia douze bouches à feu, des magasins remplis de vivres, et des bêtes de somme qui leur devenaient fort utiles dans cette guerre de montagnes. Ils firent publier que les fugitifs eussent à rentrer dans leurs foyers sous peine de la confiscation de leurs biens, et promirent à tous ceux qui reviendraient, sûreté entière pour leurs personnes et pour leurs propriétés. Non contens de ce succès, ils envoyèrent un détachement de soldats s'emparer de Loano, petit port de ces parages, appartenant au roi de Sardaigne.

Cet avantage favorisait les opérations des républicains du côté de la mer; mais ne suffisait pas à l'accomplissement de leurs desseins, qui consistait à forcer les sommets des montagnes, pour effrayer de plus près par leur présence les heureuses plaines du Piémont. Habiles et expérimentés, ils sen-

taient que la victoire d'Oneglia ne serait point complète, tant que le roi resterait maître de ces hauteurs, et surtout du pont de Nava, passage important, muni de fortifications et d'artillerie, à la défense duquel quinze cents Autrichiens étaient accourus, jaloux de prouver à leur généreux allié, au moment où l'incendie s'approchait de ses états, que leurs secours ne se bornaient point à de vaines promesses. Le vainqueur de Sainte-Agathe et d'Oneglia, Masséna, fut choisi pour enlever le pont; il y marcha à la tête de huit mille hommes d'élite; et telle fut la vigueur et la rapidité de l'attaque, que malgré la difficulté extraordinaire des chemins, les retranchemens élevés par les troupes royales, et le jeu d'une artillerie servie avec la plus grande habileté, les républicains remportèrent une victoire complète. Les Piémontais et les Autrichiens, quoique braves et aguerris, n'étaient pas encore, comme on le voit, accoutumés à ces assauts brusques, à ces batailles de désespérés. Ils en conçurent un effroi de mauvais présage, les populations s'abandonnèrent elles-mêmes à la terreur, chacun pensa plutôt à sauver sa personne que sa fortune, le pays n'offrait plus, pour ainsi dire, qu'un désert. Pour ne pas laisser à l'ennemi le temps de respirer, et donner aux circonstances plus de gravité qu'elles n'en avaient réellement, Masséna publia une proclamation mêlée, comme à l'ordinaire, de flatteries et de

menaces : Piémontais, disait-il, les invincibles républicains de France sont à vos portes ; ils ne connaissent d'ennemis que ceux de la liberté. Secouez le joug d'un tyran, nous vous traiterons comme nos frères ; sinon nous vous traiterons comme des esclaves. Répondez-moi, et sur l'heure. Encore bien que Masséna fût homme à faire plus qu'il ne disait, ses provocations ne produisirent aucun résultat. Les soldats du roi n'entendaient point son langage ; les populations rejetaient ses maximes, et il échoua devant la fidélité des uns et des autres.

Le pont de Nava forcé, les républicains se portèrent sans délai sur le bourg d'Orméa qui venait d'être abandonné par la garnison. Ils y trouvèrent douze canons piémontais de gros calibre, dix autres de bronze fondus au temps de Louis XIV, trois mille fusils, des munitions et des fournimens de guerre en proportion, six mille mesures de froment, beaucoup de riz et de farines destinées à l'armée, et de plus une grande quantité de draps, butin fort utile aux Français, dont les soldats manquaient de vêtemens. Onze cents prisonniers ajoutèrent à l'éclat de cette victoire ; en outre, plus de cent déserteurs de l'armée républicaine rejoignirent les drapeaux, et furent dirigés sur Nice. Garessio et Bagnasco cédèrent également aux vainqueurs qui, ayant ainsi pénétré dans la vallée du Tanaro, n'avaient plus à s'em-

parer, pour se répandre dans le Piémont, que de la forteresse de Céva. Ils l'envoyèrent sommer de se rendre ; le général Argenteau qui en était gouverneur, répondit qu'il la défendrait jusqu'à l'extrémité.

Après la prise d'Oneglia, et des positions avantageuses qui leur facilitaient les moyens d'aller frapper au cœur du Piémont, les Français pensèrent à s'emparer de diverses autres positions d'égale importance, dans le double but d'effrayer l'ennemi sur plusieurs points à la fois, et de se maintenir dans la possession de leurs conquêtes. Ici leur habileté militaire égala leur audace ; l'Europe en demeura remplie d'admiration et d'effroi. En effet, ils eurent à combattre, non seulement des soldats pleins de valeur, mais encore les neiges, les glaces et les précipices pendant la saison la plus rigoureuse. L'escalade du Petit-Saint-Bernard avait paru, jusqu'à ce moment, une entreprise, je ne dirai pas difficile, mais impraticable, je ne dirai pas pendant l'hiver, mais par un temps favorable : rien ne put arrêter les Français. Le mois d'avril n'était point écoulé, qu'après avoir bivouaqué deux jours entiers sur les neiges des cimes les plus élevées, avec une division résolue à mourir par le fer et par la faim plutôt que de rétrograder, le général Bagdelone attaqua brusquement trois fortes redoutes construites par les Piémontais sur le mont

Valesan pour la défense de l'extrême sommet du Saint-Bernard, et s'en rendit maître après un léger combat, attendu que les troupes du roi, pensant à toute autre chose qu'à cet assaut, avaient pris peu de précautions pour s'en garantir. En possession des batteries qui garnissaient les trois redoutes, les républicains les pointèrent contre la chapelle du Saint-Bernard, où les Piémontais avaient leurs principales forces, et se mirent en devoir de la foudroyer. Ce fut alors une nécessité pour les troupes royales de se retirer, et d'abandonner une position qui fut perdue avant qu'on eût pu songer qu'elle pouvait l'être. Les Français ne s'arrêtèrent point en si beau chemin, et chassèrent devant eux avec fureur les Piémontais qui reculèrent jusqu'au bas de ces rochers, et au-delà du village de la Tuile où entrèrent les républicains. Toute la vallée d'Aoste fut frappée d'épouvante, et déjà l'on craignait pour la capitale de la province, lorsque le duc de Montferrat accourut avec toutes les milices et les troupes de ligne que le désordre lui permit de rassembler, et posa une barrière au danger dont on était menacé. Parmi tant de faits d'armes audacieux qui signalèrent les opérations de cette époque, il n'en est point qui aient été entrepris avec plus de périls, ni accomplis avec plus d'intrépidité que l'attaque du Saint-Bernard; et, quoique l'engagement ait eu lieu entre un petit nombre de

guerriers, dans d'étroits et obscurs défilés, on ne saurait refuser à ses auteurs les éloges militaires les plus éclatans et les mieux mérités.

Dans le même temps, et par les mêmes motifs, les Français firent plusieurs autres entreprises dans les Alpes. Ce fut ainsi que, malgré les ouragans et les montagnes de neige, ils franchirent le Pic de la Croix, se montrèrent à l'improviste au-dessus du fort de Mirabouc, défendu seulement par quelques invalides, et l'emportèrent sans résistance. Longeant ensuite la vallée de Lucerne, ils occupèrent Bobbio et les autres lieux qui dominent cette même vallée, menaçant d'un prochain assaut la ville de Pignerolles; mais en cet endroit les Piémontais étaient sur leurs gardes. Ils attaquèrent vigoureusement les Français sur le territoire du Villars, et les forcèrent à regagner les hauteurs. D'un autre côté, ceux-ci passèrent le mont Genèvre, descendirent jusqu'à Césane, et s'emparèrent du gros bourg d'Oulx, qu'ils frappèrent d'une énorme contribution; puis, après avoir pressenti la forteresse d'Exiles qu'ils trouvèrent en bon état de défense, ils se retirèrent de nouveau sur les sommets escarpés, contens d'avoir épouvanté du bruit de leurs armes ces vallées sauvages des Alpes, et d'avoir, par cette puissante diversion, assuré leurs opérations du côté d'Oneglia. Ils forcèrent, avec le même bonheur, le col de l'Argentière et le passage des

barricades qui conduit à la vallée de la Stura, passage ouvert pour la première fois aux armées françaises par Jean-Jacques Trivulce, fameux capitaine de son temps. Ce succès fut précieux pour les républicains, puisqu'ils lui durent la liberté des communications entre l'armée d'Italie et l'armée des Alpes.

Mais ce fut sur les cimes élancées du mont Cenis qu'eut lieu l'action la plus éclatante, par sa grandeur et le courage des deux partis. Pour s'en faciliter la conquête, les Français avaient insisté à gauche dans le Petit-Saint-Bernard, à droite dans les monts Genèvre, de la Croix et de l'Argentière. A l'endroit où les eaux se partagent entre le Rhône et le Pô, et à l'extrémité de la plaine qui porte son nom, se trouve le point culminant du mont Cenis. Là, une éminence en forme de barrière s'étend de chaque côté, à droite en regardant la Savoie, jusqu'à une chaîne de montagnes très hautes et très escarpées; à gauche jusqu'à un profond ravin, hérissé de pins et d'autres arbres sauvages, ravin qui descend par une pente extrêmement rapide à Lanesbourg, et ne présente à qui veut atteindre le sommet, en partant de cette place frontière de la Savoie, qu'un chemin coupé par de nombreux précipices. Ainsi la plaine du mont Cenis qui, du côté de l'Italie, offre une pente douce et facile jusqu'au sommet de l'éminence dont nous venons de parler, devient tout à coup un roc

escarpé du côté de la Savoie : anomalie de la nature dans les Alpes, toujours plus à pic vers l'Italie que vers la France.

Les Piémontais avaient garni cette éminence de nombreuses et fortes batteries, de tranchées et de redoutes. Les trois principales paraissaient surtout rendre cette position imprenable. La première, appelée la redoute des Rivets, dominait le ravin ; la seconde, dite de la Ramasse, embouchait le chemin qui y conduit, et qui est celui des voyageurs; la troisième enfin, où s'appuyait la droite des troupes royales, et qui, du nom d'un vaillant général italien au service de l'Autriche, s'appelait la redoute de Strasoldo, avait son artillerie pointée contre un épais taillis qui pouvait de ce côté faciliter un assaut. Tous ces postes étaient gardés par les soldats les plus aguerris, les canonniers les plus habiles. Les troupes avaient aussi la plus grande confiance dans leur commandant, le baron Quinto, militaire plein de bravoure et d'une expérience consommée. Tout se réunissait donc pour leur promettre la victoire : la nature des lieux, les travaux de l'art et la valeur du soldat. Mais les Français, accoutumés à tenter l'impossible plutôt que le difficile, ne doutèrent pas un seul instant de leur propre triomphe. Le général Dumas, excellent capitaine, surtout pour cette guerre de montagnes, fit venir de Lanesbourg un détachement toujours prêt à braver les

plus grands dangers, et se fournit de tout ce qui était nécessaire pour que la république sortît victorieuse de cette terrible expédition. On était à la mi-mai. Au déclin du jour, éclairés par la lune, les Français montèrent à l'assaut sur trois colonnes. L'une, commandée par Dumas lui-même, prit la route du milieu et marcha contre la redoute de la Ramasse; la seconde, guidée par le capitaine Cherbin, prit sa marche à travers les pins du ravin, avec l'intention d'assaillir à dos la redoute des Rivets; la troisième, sous la conduite de Bagdelone, déjà fameux par la victoire du Saint-Bernard, se dirigeait par le taillis vers la redoute de Strasoldo. A peine les Piémontais se furent-ils aperçus de l'approche des ennemis, qu'ils mirent en jeu leurs canons et engagèrent la fusillade. Il en résulta dans ces roches une affreuse bataille, rendue plus épouvantable encore par l'obscurité qui enveloppait les défilés inférieurs, par les éclairs sinistres et multipliés de l'artillerie, et par l'écho de ces montagnes caverneuses qui répondait horriblement au fracas retentissant et précipité des batteries. Irrités par l'opiniâtreté même de la résistance, comptant pour rien le nombre de leurs morts et de leurs blessés, préférant le trépas à la retraite, les Français s'avançaient toujours, et la bataille devenait plus terrible à mesure qu'ils approchaient davantage. Déjà l'on se battait de

près au pied des redoutes des Rivets et de la Ramasse ; la victoire flottait incertaine ; le comte de Clermont qui présidait à la défense, avait habilement réparti ses soldats, les encourageait par son exemple, rendait guerre pour guerre, sans pouvoir vaincre ni être vaincu. Mêmes chances, même valeur sous la redoute de Strasoldo. On ignorait encore à qui devait rester la souveraineté des Alpes, lorsque Bagdelone, après avoir surmonté tous les obstacles et franchi plusieurs précipices, se fit voir avec les siens sur les derrières de cette redoute, et décida le premier, par ce mouvement audacieux, le triomphe des Français. Voyant l'exécution de ce qu'ils avaient jugé inexécutable, effrayés d'un danger qu'ils n'avaient pas prévu, contre lequel ils n'avaient pris aucune précaution, les soldats du roi pensèrent dès ce moment à la retraite. Ils l'effectuèrent non sans désordre, parce que la peur se mêle toujours aux mesures qui nous sont imposées par la force. La perte de la redoute de Strasoldo ne laissait plus d'espoir de conserver les Rivets et la Ramasse. Ces deux redoutes furent donc abandonnées avec précipitation par leurs défenseurs, terriblement pressés par les colonnes de Cherbin et de Dumas, qui déjà, avant la déroute des Piémontais de la gauche, étaient sur le point d'entrer dans ces deux forts. Ainsi les retranchemens élevés sur l'extrême frontière de l'Italie tom-

bèrent au pouvoir des Français. Ce n'est pas que le courage des Italiens n'y ait brillé d'un vif éclat; et les esprits justes conviennent qu'ils auraient maintenu l'équilibre de la balance, s'ils n'avaient eu à résister qu'à la bravoure; mais que peut la valeur seule contre la valeur et l'enthousiasme réunis?

Les avantages et l'utilité de cette victoire furent, pour les républicains, en raison de ses difficultés et de ses périls. La retraite subite des troupes royales livra aux Français la superbe artillerie des redoutes, quelques autres pièces de rechange, beaucoup de mousqueterie, des munitions de guerre et de bouche en grande quantité. Le nombre des morts fut peu considérable des deux côtés, relativement à l'importance de l'action; mais huit cents prisonniers ajoutèrent à la victoire des républicains. Cette fuite confuse et précipitée donna lieu à quelques accidens déplorables. Parmi les troupes royales se trouvaient plusieurs émigrés de Savoie. Ne pouvant ou ne croyant pouvoir éviter la poursuite acharnée des républicains, ils se précipitèrent eux-mêmes du haut de ces sommets dans les abîmes les plus profonds, préférant une mort affreuse mais volontaire, aux supplices qu'ils savaient leur être préparés dans leur patrie. Les vainqueurs ne cessèrent de poursuivre l'ennemi que devant la ville de Suze où il se mit à couvert. De cette manière, la Ferrière et la

Novalèse, places situées, l'une sur le penchant, l'autre au pied du mont Cenis, du côté de l'Italie, devinrent la conquête des Français; ils y posèrent leurs premières sentinelles. La perte du mont Cenis réduisait, de ce côté, la défense du Piémont au fort de la Brunette, bâti sur le roc vif, pourvu d'armes et de munitions de toute espèce, et imprenable par sa position; aussi les Français ne songèrent-ils point à l'attaquer. Satisfaits de s'être rendus maîtres des passages difficiles du mont Cenis, et d'avoir porté la terreur de leurs armes sur les rives de la Doire-Ripaire, ne se trouvant pas non plus en nombre suffisant pour entreprendre quelque action importante au-delà de la Novalèse, ils se reposèrent, attendant que la fortune se déclarât sur les autres points où la guerre était engagée.

Du côté de la Ligurie, le triomphe des Français n'était pas complet. Ils ne pouvaient s'emparer de la sommité des Alpes tant que le roi de Sardaigne serait en possession de l'importante forteresse de Saorgio; et telle était la position de ce fort, telle était la nature des lieux, et des fortifications que l'art y avait ajoutées, que tout espoir de le prendre d'assaut leur était interdit. Ils conçurent donc le projet de s'en emparer au moyen d'un blocus, et se persuadèrent qu'ils en viendraient facilement à bout, en traversant les monts escarpés qui séparent le Génovésat de la vallée de

la Roia, et en s'établissant dans les endroits de cette vallée, au-dessus de Saorgio. Les communications avec la forteresse étant ainsi coupées sur tous les points, toute espérance de secours enlevée à ceux qui la défendaient, il était à croire qu'ils céderaient bientôt à la nécessité. Les généraux du roi, Colli le premier, avaient vu le danger, et s'étaient efforcés de le prévenir en fortifiant avec soin la cime de ces montagnes, surtout le passage du col Ardent. On s'attendait à une sanglante bataille en cet endroit; en effet, avec leur audace ordinaire, et la confiance que leur donnait la victoire, les Français, après avoir été vigoureusement repoussés dans un premier choc, se présentèrent de nouveau le 27 avril, et engagèrent un horrible combat qui se prolongea pendant plusieurs heures; mais enfin, s'étant avancés en forces et avec impétuosité contre la redoute de Felta, l'une des défenses élevées sur les bords du Tanarello et de la Saccarda, ils parvinrent à l'emporter, et par suite tous les passages, y compris celui du col Ardent. Cette action, de part et d'autre, coûta la vie à plus d'un brave guerrier. Malgré la réserve accoutumée des Italiens à honorer leurs grands hommes, lorsque les étrangers ne l'ont pas fait avant eux, réserve qui tient quelquefois de la froideur, je céderai ici au désir de rendre un légitime hommage au capitaine piémontais Maulandi, blessé mortellement à cette

bataille. Brave militaire, citoyen modeste et humain, homme de génie, savant écrivain, Maulandi ne laisse au panégyriste que l'embarras dans le choix de l'éloge. Ami des miens, ami de tous les honnêtes gens, vertueux lui-même, il méritait sans doute qu'un plus digne historien recommandât sa mémoire à la postérité. Mais puisque cette tâche m'a été imposée par des hommes plus puissans sur moi que moi-même, je saisis avec empressement l'occasion de rendre un pareil témoignage au généreux Maulandi. L'image de ce juste me soutiendra dans le récit obligé de la corruption et des vices de notre âge. Je me persuade aussi que ses écrits, pleins de poésie et d'une grâce tout-à-fait digne du poète de Venouse, feront bien plus pour lui dans la postérité que tous mes éloges. Ses opinions politiques étaient modérées : ami d'une sage liberté, il désirait des amendemens dans l'exercice du suprême pouvoir; mais toujours fidèle à sa patrie et à son roi, toujours prêt à combattre pour leur défense, il leur fit avec joie le sacrifice de son sang et de sa vie.

La victoire du col Ardent permit aux Français de se porter par la route de la Briga, et d'aller prendre à dos Saorgio, sur le grand chemin qui mène au col de Tende. La forteresse, privée de ses appuis extérieurs, et cernée de tous côtés par l'ennemi, se trouva ainsi réduite à ses propres

ressources. Comme elle était abondamment pourvue, elle aurait pu sans doute prolonger sa résistance jusqu'à ce que la faim lui eût dicté les conditions que la force ne pouvait lui imposer. En se retirant précipitamment avec le reste de ses troupes vers le col de Tende, Colli avait enjoint au chevalier de Saint-Amour, commandant de la forteresse, de tenir le plus long-temps possible, et de ne se rendre que sur un ordre formel signé de lui, parce qu'il se proposait de revenir à son secours à la tête de forces plus nombreuses. Mais soit qu'il crût que la présence des Français sur la grande route entre Saorgio et le col de Tende, apportait un obstacle invincible à l'arrivée des instructions de Colli, soit par tout autre motif moins connu, le chevalier se rendit, la vie et les biens saufs, et sous la condition de rester prisonnier de guerre avec tous les siens. Conduit à Turin, on lui fit son procès, aussi-bien qu'à Mesmer, commandant de Mirabouc. Tous deux furent condamnés à mort par le conseil de guerre, et exécutés sur l'esplanade de la citadelle : arrêt sévère encore, bien qu'il puisse être juste, au moyen duquel le gouvernement voulut effrayer les novateurs, et persuader au peuple que la trahison seule avait donné la victoire à l'ennemi.

Il ne restait plus aux Français qu'à s'emparer du col de Tende, le plus haut sommet des Alpes

maritimes. Ils l'entreprirent sans délai, voulant profiter de la déroute des troupes royales et de l'ascendant du triomphe. Usant donc de célérité, ils attaquèrent les Piémontais, qui paraissaient disposés à la résistance. Avant d'arriver au pied de la montagne, le défilé, au fond duquel serpentent la route qui conduit à Nice et le torrent de la Roia, s'ouvre tout à coup et devient une vaste plaine fermée dans toute sa largeur par le col de Tende. Sur la route de Nice au Piémont, cette montagne se montre sous l'apparence d'une toile tendue qui ferme le chemin, et son nom lui vient de son aspect. Quoique très rapide, elle s'étend au loin sur sa base, et présente, sur ses flancs principalement, de nombreuses éminences très favorables à l'ennemi qui veut la gravir, en ce qu'elles lui offrent comme autant de positions successives. Obligés ainsi de diviser leur attention, ceux qui occupent les sommités se trouvent embarrassés pour les défendre, surtout si l'ennemi est assez nombreux pour occuper toutes ces éminences à la fois. C'est ce que firent les Français avec beaucoup d'audace et d'habileté, de sorte que les Piémontais, après une faible résistance, abandonnèrent les hauteurs à l'ennemi, et se retirèrent à Limone, place située au pied de la montagne du côté du Piémont.

Maîtres de Saorgio et du col de Tende, les

Français pouvaient diriger à leur gré les opérations de la guerre des Alpes; et les états du roi, vers l'Italie, n'étaient plus garantis que par les forteresses situées à l'embouchure des vallées. La guerre changea de face; les républicains, en possession des hauteurs, devenaient les assaillans; les Piémontais, au contraire, se trouvaient réduits à la défensive, et les avantages qu'ils avaient obtenus au commencement de la campagne, étaient retournés à leurs adversaires : résultat immense de l'impétuosité des Français, et du passage exécuté par eux sur le territoire des Génois.

Ces désastres inspiraient d'autant plus de terreur dans les états du roi, que les germes importés de France commençaient en quelques endroits à produire leurs fruits. On découvrit contre le gouvernement des conspirations ourdies par des hommes en proie à de funestes illusions, mais dépourvus des moyens nécessaires à la réussite de leurs projets. Les chefs furent punis du dernier supplice; on jugea les autres avec moins de rigueur : modération digne des plus grands éloges, exercée au milieu des ressentimens et de l'effroi. Tant l'habitude, au défaut de la perfection, avait rendue respectable la constitution judiciaire du Piémont; tant l'intégrité avait fait de progrès parmi les magistrats, depuis que Victor Amédée second, posant un frein à la puissance de la no-

blesse, avait introduit un système moins imparfait de justice et d'égalité civile.

La moitié de ses états perdus, dépossédé de ses principales fortifications des Alpes, le roi appliquait tous ses efforts à se préserver d'une ruine complète. Plein de confiance dans ses peuples, il publia un décret portant que tout individu propre au service militaire, quel que fût son rang et sa condition, eût à se pourvoir d'armes, de munitions de guerre et de bouche, et se tînt prêt à marcher au premier coup de tocsin, sous la conduite d'officiers expérimentés, chargés de l'organisation de ces nouveaux régimens; que si l'expédition durait plus de quatre jours, les munitions seraient fournies par les magasins du royaume; que les nobles et les riches procureraient des armes à ceux qui n'en auraient pas; que le gouvernement soutiendrait au besoin les familles des nouveaux soldats; que les officiers civils eux-mêmes, si le cas l'exigeait, se réuniraient à ces masses, et qu'enfin des récompenses attendaient ceux qui auraient montré le plus de dévouement au roi et à la patrie.

Cette multitude, comme toutes celles de même nature, ne présentait pas un secours bien puissant. Elle serait même devenue plus nuisible qu'utile, si elle n'eût été appuyée par de fortes divisions de troupes de ligne, accoutumées

aux périls de la guerre ; aussi les nouvelles masses furent-elles amalgamées, soit avec les troupes régulières, soit avec les régimens provinciaux ; et comme les progrès de l'ennemi inspiraient de justes alarmes, que les dernières recrues donnaient peu d'espérances, on requit instamment les généraux autrichiens de lever leurs quartiers d'hiver, et de faire marcher leurs troupes vers le Piémont en danger. Le comte Olivier Wallis, feld-maréchal, chargé par l'empereur du commandement général des troupes cantonnées dans le duché de Milan, obtempéra sans délai à la demande du roi, et lui envoya, dans le mois d'avril, tous les régimens qui avaient hiverné à Pavie, Lodi, Codogno, Crémone, Bozzolo, Casal-Maggiore, Mantoue, Como et Milan. Ces troupes réunies formaient un corps de vingt mille hommes. On espérait, au moyen de ce renfort, mettre un frein à l'audace et à l'impétuosité des républicains, jusqu'à l'arrivée d'une armée plus considérable d'Autrichiens, qui devait descendre de l'Allemagne dans le Piémont, en vertu du traité de Valenciennes. En outre, le roi garnissait de troupes et de vivres les forteresses de la Brunette, de Fenestrelles, de Demonte, de Ceva, la ville de Coni et la citadelle d'Alexandrie. D'un autre côté, pour que les armes et les munitions ne vinssent pas à manquer dans un si pressant besoin, il ordonna que l'on recueillît le salpêtre dans toutes

les maisons de Turin, et que l'on transportât à l'hôtel de la Monnaie et à l'Arsenal toutes les cloches inutiles au service divin. Néanmoins la terreur était à son comble. Les riches et les nobles, non ceux qui combattaient sous les enseignes de la royauté, mais les nobles oisifs et les courtisans, oubliant ce qu'ils devaient à la patrie, se disposaient à passer à l'étranger, emportant avec eux leurs plus précieux effets. Le roi défendit ces honteuses émigrations par une loi expresse prononçant la confiscation des propriétés, qui, dans ce cas, devaient être réunies au domaine de la couronne. On pensa en outre, que pour prévenir les conspirations, il fallait en étouffer les germes et en extirper les racines. Dans ce but, le roi supprima toutes les assemblées secrètes, même les académies et jusqu'aux *casini*. Cette dernière mesure, soit qu'elle fût jugée nécessaire en effet, soit qu'elle ne fût prise que pour ôter tout sujet de plaintes aux classes inférieures, avait pour objet un rassemblement particulier de la noblesse de Turin. De tous côtés, préparatifs militaires, division des citoyens pour les empêcher de conspirer, réunion des mêmes individus pour le combat.

Les succès des républicains donnaient beaucoup à penser aux états d'Italie. Ceux-ci prévoyaient que l'occupation complète de la péninsule par les Français ne pouvait être suivie que d'un boule-

versement général. Ils prévoyaient en outre que si la victoire demeurait à l'Autriche et au Piémont, l'Italie devenait, sinon la proie de ces deux puissances, au moins leur sujette et leur esclave. Le roi de Naples résolut de réunir ses efforts à ceux des confédérés, soit pour poser une digue au torrent qui menaçait d'inonder l'Italie, soit pour se ménager des droits aux fruits de la victoire, si la fortune se montrait favorable aux alliés. Il dirigea donc vers la Lombardie, tant par mer que par terre, une armée de dix-huit mille hommes, infanterie et cavalerie; et pour fournir à la dépense que nécessitait un armement si considérable, il décréta que les barons, les nobles et les riches contribueraient pour cent vingt mille ducats par mois; que pour ne pas surcharger la classe inférieure, le trésor public fournirait le surplus; qu'une taxe de sept pour cent serait levée sur les biens ecclésiastiques; que l'on transporterait à l'hôtel des Monnaies les ornemens d'or et d'argent des églises, et qui ne seraient pas nécessaires au culte; le roi, de son côté, s'obligeait à un intérêt de trois et demi pour cent sur la valeur de ces objets. Il décréta en outre la suppression de plusieurs ordres religieux, et la réunion de leurs biens à ceux de l'hospice des incurables.

Les troupes étaient prêtes à se mettre en marche vers la Haute-Italie, lorsqu'on découvrit la con-

juration de Naples qui tendait, dit-on, à soulever le peuple et à changer le gouvernement royal. Cet événement, grave par lui-même, plus grave encore en raison de l'exagération et de l'inflammabilité des esprits napolitains, fit suspendre le départ des troupes, le gouvernement préférant son salut à celui d'autrui. D'ailleurs, il fallait s'opposer aux corsaires français et algériens qui infestaient le littoral du royaume, et enlevaient les bâtimens de commerce. Ces derniers faisaient même de temps en temps des descentes sur les côtes de Calabre, pour voler, quand ils se bornaient à voler.

Le pape qui, de tous les princes de la coalition, était peut-être le plus sincère dans sa conduite, hâtait aussi ses préparatifs de campagne. Il fit garder les ports de la Méditerranée par des vaisseaux de guerre, arma les forteresses, établit des garnisons sur les points de la côte les plus exposés, forma des magasins, des hôpitaux, et fit de nouveaux règlemens militaires. Ensuite, selon sa coutume annuelle, malgré les embarras de la guerre et les bruits sinistres qui se répandaient, il visita les marais Pontins, et passa en revue, chemin faisant, tous les postes de la côte, afin d'inspirer à ses soldats la fidélité par l'ascendant de son aspect, le courage par la puissance de ses paroles. Il s'occupait avec d'autant plus de soin de se mettre en défense, qu'il n'ignorait pas que les

républicains étaient fortement irrités contre lui, depuis l'attentat déplorable commis à Rome, au commencement de l'année précédente, sur la personne de Basseville, secrétaire de la légation française. Soit, comme quelques uns le prétendent, que cet agent eût cherché imprudemment à propager des opinions qu'il professait lui-même avec beaucoup de chaleur; soit, comme d'autres le pensent, par un mouvement spontané du peuple de Rome qui haïssait les républicains, Basseville et plusieurs de ses compatriotes furent inhumainement massacrés. On incendia, en même temps, une partie des palais de l'académie et du consulat de France. Le gouvernement pontifical était entièrement étranger à cet événement : il avait même fait tous ses efforts pour contenir et réprimer la fureur populaire; mais il était de l'intérêt des républicains de le lui imputer, et ils ne parlaient plus que de la barbarie du gouvernement pontifical, déclarant hautement qu'ils sauraient en tirer une vengeance éclatante.

A peine eut-on su à Venise la nouvelle des victoires remportées par les républicains sur les Alpes, et de leur passage sur le territoire de Gênes, que les chefs du gouvernement tinrent entre eux de fréquentes conférences pour aviser aux mesures à prendre dans un moment si critique. De vifs débats s'élevèrent entre les deux partis :

l'un, qui insistait pour que la république prît les armes; l'autre, qui trouvait plus de garanties dans la confiance envers les puissances belligérantes, que dans les démonstrations militaires de la république. Le procurateur Pézare se leva de nouveau au milieu de l'assemblée; son frère Pierre Pézare, sénateur qui exerçait aussi une grande influence, se réunit à lui, et ils démontrèrent avec éloquence qu'il y aurait une simplicité intolérable à s'en rapporter au langage doucereux des Français. Cette puissance, disaient les deux frères, appelle la république de Venise sa sœur aînée; elle imite en cela le langage enchanteur des sirènes, dont elle imitera bientôt aussi la perfidie. Déjà les Alpes sont dépassées, l'Italie retentit du fracas de l'artillerie des barbares; les armes vacillent aux mains des soldats piémontais et allemands: sortons enfin de ce sommeil léthargique, et ne nous offrons pas désarmés à la discrétion de l'étranger.

Le parti contraire s'opposa fortement à cette proposition : il avait à sa tête Jérôme Giuliani, Antoine Ruzzini, Antoine Zeno, Zaccharie Valaresso, François Battaglia et Alexandre-Marcel Premier. Tous s'écrièrent qu'un armement était impossible attendu l'épuisement du trésor; inopportun, parce que l'entrée des troupes étrangères sur le territoire de la république en devancerait l'exécution; inutile, parce que cette multitude de nou-

velles recrues accroîtrait le désordre au lieu de l'empêcher, qu'une longue paix n'avait pas permis de former d'habiles généraux, et qu'on ne pourrait en obtenir du dehors puisque toutes les puissances étaient en guerre. Après une longue discussion, la motion de Pézare l'emporta par une majorité de cent dix-neuf voix contre soixante-sept. Il fut donc arrêté que les troupes, tant à pied qu'à cheval, qui se trouvaient en Dalmatie, seraient rappelées et veilleraient à la sûreté de la Terre-Ferme; que l'on recruterait en Esclavonie et en Istrie ; que des levées auraient lieu dans la Terre-Ferme pour le complément des régimens italiens; que les compagnies qui n'étaient que de quarante hommes seraient portées à cent, celles des Esclavons à quatre-vingts; enfin, que le trésor se remplirait au moyen de nouveaux impôts. Le sénat décida, en outre, que les escadres de la république protégeraient la navigation du golfe infesté par les corsaires de France et d'Afrique. Cette détermination était prudente et vigoureuse ; mais les sages du conseil, à qui appartenait l'exécution du décret obtenu par Pézare, se trouvant pour la plupart d'un sentiment contraire, firent si bien, en prenant toujours pour excuse la pénurie des finances, qu'une levée de sept mille soldats fut le seul effet de la délibération du sénat. En vain le procurateur Pézare multiplia les réclamations; en vain il ne cessa d'accuser l'imprévoyance des

hommes, et l'acharnement obstiné du destin qui enlevait à sa chère et malheureuse patrie toute espérance de salut.

Cependant, comme si l'espionnage pouvait quelque chose sans la force, la république avait envoyé à Bâle le comte Roch San-Fermo, pour recueillir et faire connaître tout ce qui pouvait se passer dans cette ville, la plus voisine de France, et où se réunissaient, comme dans une place neutre, les amis et les ennemis de tous les pays. Soit qu'il eût peur lui-même, ou qu'il voulût effrayer les autres, San-Fermo écrivait continuellement à Venise qu'un certain Gorani, le même qui écrivit des monitoires en formes de lettres à tous les rois de l'Europe, était destiné par le gouvernement de France à devenir l'instrument d'une révolution en Italie; qu'il était accompagné de six satellites, tous prêts à exécuter ses ordres, et pis encore au besoin; que ce Gorani avait déjà soulevé la Pologne et soulèverait aussi l'Italie; que la conjuration de Naples était son ouvrage; qu'il tendait des piéges à tous les gouvernemens de la péninsule; que cet homme était capable des plus grandes entreprises, et qu'il fallait bien se défier de lui. San-Fermo ajoutait je ne sais quels contes sur un nommé Bacher, secrétaire de la légation française à Bâle; puis, qu'un certain Guistendoerffer qui s'était trouvé avec Robespierre, Couthon, et d'autres membres du comité de salut pu-

blic, lui écrivait que la France avait de grands desseins sur l'Italie; que son but, en l'envahissant, était de lui enlever ses grains et ses richesses; que des armées descendraient du Rhin jusqu'aux Alpes; qu'au moyen de ses affidés et de son or, la France avait des intelligences partout; que pendant l'année 1793 l'Italie lui avait déjà coûté onze millions, et Venise elle seule trois cent cinquante mille francs; qu'elle coûterait deux fois autant en 1794; que de grands personnages étaient déjà vendus aux Français, et entre autres quelques uns de ceux-là même, chargés par leur gouvernement de déjouer les trames de la France; qu'on n'emploierait point la force, mais bien la ruse contre Venise; que cette république était considérée comme ennemie, par son refus de reconnaître l'ambassadeur Noël, et pour avoir donné aux confédérés des armes, des munitions, des vivres et le passage; qu'on l'accusait, en outre, d'avoir fait emprisonner le comte Apostoli, partisan des Français et adjoint à leur légation à Venise; et de souffrir que les émigrés français insultassent les républicains sur son territoire. Ces nouvelles qui auraient inspiré une noble indignation à des cœurs magnanimes, effrayèrent des âmes sans énergie, et firent entrer dans les délibérations de la république en ces momens difficiles, plus de faiblesse que de prudence. Venise vit encore augmenter ses embarras; mais cette fois sa générosité seule en fut cause.

Poursuivi avec fureur par les ennemis de sa maison, le comte de Provence, frère du roi Louis XVI, s'était retiré à Turin, où le roi Victor Amédée, son beau-père, l'avait accueilli avec l'empressement et les égards dus à son rang et à ses malheurs. Le comte de Provence attendait paisiblement que la fortune, plus favorable, ouvrît une voie de salut pour la France et ses princes; mais il savait combien les républicains étaient avides de son sang, et quand il les vit, d'abord sur le sommet des Alpes, puis à l'entrée des vallées, et enfin menaçant les plaines même du Piémont, il pensa qu'il devait éviter la tempête. Plein de confiance dans la loyauté du sénat vénitien, il chercha un asile sur le territoire d'une république, puisque quelques uns des plus puissans princes d'Europe lui en refusaient un dans leurs états. Le comte de Provence qui voyageait incognito sous le nom de comte de Lille, avait à sa suite plusieurs émigrés français, parmi lesquels on remarquait surtout le duc d'Avaray et le comte d'Entraigues. Touché d'une si grande infortune, le sénat de Venise, encore bien qu'il prévît les désagrémens que lui susciteraient les chefs du parti républicain de France, reçut généreusement le comte dans ses états, le priant seulement de vivre sans éclat, et de ne point donner d'ombrage au gouvernement français, en se livrant à des actes, très légitimes à la vérité s'il eût été maître de lui-même, mais

dont il devait s'abstenir sur le territoire étranger qui lui donnait un asile. Le sénat de Venise ne trouva point d'opposition chez le comte de Provence. Dans un si grand revers de fortune, ce prince, non seulement conserva toute la fermeté, toute la noblesse de son caractère, mais encore s'imposa la loi de ne rien faire qui pût porter préjudice à autrui. Ce fut Vérone qu'il choisit pour sa résidence; le sénat y consentit, ordonna au représentant qu'il avait en cette ville, de porter au prince le respect que l'on devait à ses vertus et à ses malheurs; de lui rendre en particulier les hommages dus à son rang; mais de s'abstenir en public du cérémonial observé à l'égard des souverains. Telle fut, en cette circonstance, l'adresse du représentant, qu'en satisfaisant le comte il ne donna au gouvernement de France aucun motif raisonnable de se plaindre. Cependant, comme il arrive ordinairement que la force a recours aux vexations, malgré les précautions de la faiblesse pour s'en défendre, des réclamations s'élevèrent en France, à Bâle et à Venise, de la part du gouvernement de Robespierre et de ses agens; et si le sénat de Venise eut jamais besoin de cette habileté dont il donna des preuves dans tous les temps, ce fut sans doute en cette occasion. Quoi qu'il en soit, il remplit un acte d'humanité d'autant plus louable qu'il était dangereux. Quel fruit en retira-t-il? on le

verra par le récit des événemens qui suivront.

D'autres tribulations attendaient Venise. Le comité de salut public avait nommé ambassadeur auprès de la république, Lallemand, ancien consul de France à Naples. Le chargé d'affaires Jean Jacob, homme de bien, qui n'avait rien de la démoralisation de cette époque, écrivit le 13 novembre au prince sérénissime que, par l'élection de Lallemand, son mandat expirait. Beaucoup de contestations s'élevèrent dans le sénat. Les uns voulaient que l'on reçût le nouveau ministre, d'autres soutenaient l'opinion contraire. Les ministres d'Autriche et d'Angleterre insistaient pour son rejet, et ils s'appuyaient sur l'exemple de Noël, refusé peu de temps auparavant par la république. Malgré tout, l'avis favorable à l'acceptation prévalut. Admis à se présenter devant les sénateurs assemblés, Lallemand prononça un discours conçu dans les termes les plus gracieux et rempli de promesses, faites de bonne foi si l'on considère la loyauté personnelle de Lallemand; mais peu sincères, si l'on en juge par ceux dont il était l'organe.

Le sénat répondit avec gravité que le nouvel ambassadeur lui était personnellement agréable; qu'il aimait à se rappeler les bons offices par lui rendus aux Vénitiens en d'autres lieux; qu'il attachait beaucoup de prix à l'amitié de la nation française, et qu'il mettrait tous ses soins à la con-

server sincère, à en prolonger la durée; qu'il aurait pour l'ambassadeur toutes la considération due à sa qualité et à ses pouvoirs; que les Français seraient à l'abri de toute insulte, pourvu que les Français, de leur côté, se conformassent aux lois du pays; que l'ambassadeur pouvait assurer son gouvernement que les actions seraient ici conformes aux promesses; que la fidélité de Venise s'accroîtrait en raison des égards qu'on aurait pour elle; qu'elle était l'amie de toutes les puissances, ne voulait être l'ennemie d'aucune, et maintiendrait pleine et entière la neutralité qu'elle s'était imposée.

De tous les gouvernemens d'Italie, aucun, excepté le piémontais, n'était plus tourmenté que celui de Gênes. Aucun aussi, dans ces extrémités difficiles, ne montra plus de constance et de dignité. Nous avons déjà rapporté l'événement de *la Modeste*. La seigneurie de Gênes ne manqua point d'adresser de vives représentations au gouvernement anglais; elle n'en reçut qu'une réponse évasive. Gênes souffrait encore de cette blessure, lorsqu'un autre événement, exempt de meurtre à la vérité, vint porter un coup plus direct à la dignité et à l'indépendance de l'état.

François Drake, ministre d'Angleterre, et don Joachim Moreno, amiral au service d'Espagne, dont la flotte était en partie mouillée dans le port

de Gênes, se présentèrent au sénat. L'Anglais enjoignit à la république de rompre toute communication avec la France, de chasser ses agens et de n'en reconnaître aucun, tant que durerait la guerre. Il ajoutait, dans son langage superbe, que les confédérés ne pouvaient tolérer une neutralité qui ajoutait aux violences de la guerre, et plus préjudiciable à leurs intérêts que la guerre même. Avec plus d'orgueil encore, l'Espagnol exigeait que la république lui livrât tous les bâtimens chargés de vivres qui se trouvaient dans le port, en destination pour Marseille ou appartenant à des Marseillais; déclarant l'un et l'autre, que si la république se refusait à leurs sommations, ils bloqueraient ses ports, ruineraient son commerce avec la France et avec tous les pays occupés par les Français.

Cette violence anglaise, je dis anglaise parce que sur les représentations du sénat l'Espagnol s'était désisté ; cette violence fit voir qu'un peuple libre chez lui peut être tyran chez l'étranger. Il est certain que, parmi les actes d'insolence qui se multiplièrent à l'excès dans la suite, il n'en est point de plus extrême que celui-ci. Vit-on jamais un gouvernement interdire aux vaisseaux d'un autre, quel que fût leur chargement, l'entrée de tous les ports d'un vaste royaume? Les Génois portaient des vivres aux Français; mais la

république de Gênes était indépendante, ne relevait aucunement de l'Angleterre; et de quel droit cette puissance prétendait-elle s'y opposer? Les Anglais n'avaient-ils pour nuire à la France que des moyens condamnables? Ils devaient alors se retirer de la Méditerranée, et laisser les Piémontais, les Autrichiens, les Français et les Génois convenir entre eux de la guerre, de la paix, ou de la neutralité, comme ils l'auraient entendu et selon les droits des nations. Que venaient faire les flottes des Anglais dans la Méditerranée? Déclarer la guerre à qui n'était pas leur ennemi? Opprimer les faibles? Qu'est-ce donc que la force séparée de la justice? Mais reprenons notre discours au point où un mouvement d'indignation trop légitime est venu l'interrompre. Cet abus de puissance était d'autant plus odieux que Drake n'avait point de mission à cet égard, et obéissait aux inspirations de sa fureur personnelle plutôt qu'aux ordres de son gouvernement. Ce dernier, toutefois, commit une faute en ne punissant pas son agent d'avoir pris une détermination si grave par elle-même, et si préjudiciable à l'honneur de l'Angleterre. Tout cela se passait avant que les Français eussent mis le pied sur le territoire de Gênes; c'était donc pour eux un aiguillon beaucoup moins qu'un frein; il y avait donc de la part des Anglais violence arbitraire, et non représailles légitimes.

La seigneurie de Gênes fit observer avec dignité, au ministre du roi Georges, toute l'injustice de pareilles prétentions, et plaida de nouveau la cause de sa liberté, de son commerce et de son indépendance; mais Drake, n'écoutant que l'intérêt et la colère, ne se rendit point aux remontrances de la république, quitta Gênes pour se retirer à Livourne, déclara en état de blocus les ports de la république, celui de Gênes en particulier, et fit savoir que tout navire qui voudrait en sortir ou y entrer, serait capturé par les vaisseaux anglais, et confisqué.

L'événement de *la Modeste*, l'insolence du blocus, les violences exercées jusques sous l'artillerie du mole contre les bâtimens génois, avaient excité l'indignation de ce peuple vif et généreux, au point que le nom anglais était devenu l'objet de la haine la plus profonde. Des officiers de cette nation étaient-ils obligés de paraître dans la ville pour leurs propres affaires; le peuple furieux les poursuivait de ses injures et de menaces plus terribles encore. Ce n'était pas tout, les Génois portaient à cette époque, plutôt par habitude que par esprit national, une cocarde noire à leur chapeau; et comme les Anglais en portaient une semblable, les hommes de tout rang, de toute condition, les femmes elles-mêmes, ordinairement indifférentes à ces vivacités politiques, mais animées de l'indignation générale, les femmes ar-

rachaient la cocarde à ceux qui la portaient, la déchiraient avec mépris, et la foulaient aux pieds en la couvrant d'imprécations et d'outrages.

Telle était alors la situation politique de Gênes; mais les Français ayant envahi le territoire de la république, les vexations se multiplièrent sans mesure, grâce aux instigations de Tilly, et en raison de l'exaspération des novateurs. Dans ces circonstances difficiles, le sénat députa vers tous les princes d'Europe pour les informer que l'invasion avait eu lieu, non seulement sans aucune participation de sa part, mais encore contre sa volonté expresse; qu'ils pouvaient être certains que la république, toujours conséquente avec elle-même, invinciblement attachée au sentiment de la délicatesse et de l'honneur, ne se départirait jamais des principes d'une stricte et sincère neutralité. En même temps le sénat pourvut à la tranquillité intérieure et à la sûreté de la capitale. Il organisa une garde urbaine, appela dans la ville un plus grand nombre de troupes réglées et augmenta les fortifications de Savone : il fit fermer aussi la maison du pharmacien Morando, point de réunion des démocrates.

De nouveaux embarras ne tardèrent pas à se joindre aux premiers. Ainsi que nous l'avons dit, la Corse était tombée au pouvoir des Anglais; l'amiral Hood, Elliot, ministre plénipotentiaire

anglais, Paoli, général de l'armée corse, convinrent de tempérer par des lois la domination étrangère. Un projet de constitution fut rédigé ; il n'y manquait plus que l'acceptation du peuple. Une diète ou congrès général fut convoqué à Corte, et la constitution acceptée. Elle portait :

Que la Corse était un état monarchique ;

Que le pouvoir législatif résidait dans le roi, et les représentans du peuple sous le nom de parlement ;

Que les actes du parlement ne pourraient avoir force de loi, qu'après la sanction du roi ;

Qu'aucun impôt, taille, ou contribution, ne pourrait être établi que du consentement du parlement ;

Que le parlement aurait le droit d'accuser, au nom de la nation, devant un tribunal *ad hoc*, tout agent quelconque du gouvernement dans le cas de prévarication, et que ce cas serait déterminé par une loi ;

Que le roi pourrait dissoudre le parlement, à la charge d'en convoquer un autre dans les quarante jours ;

Qu'il y aurait en Corse un vice-roi ;

Que la nation aurait le droit de pétition ;

Que ce droit pourrait être exercé collectivement par les magistrats, et individuellement par les citoyens ;

Que l'administration militaire appartenait au roi lui seul ; que le souverain déclarait la guerre, signait la paix, nommait à tous les emplois, les magistrats municipaux exceptés, dont la nomination appartenait au peuple ;

Que nul ne pourrait être frappé dans sa liberté, ou dans ses biens, qu'en vertu d'un jugement. Si l'arrestation n'avait pas eu lieu conformément à la loi, l'individu arrêté pouvait se pourvoir devant les tribunaux compétens pour obtenir des dommages-intérêts ;

Que les délits emportant peine afflictive ou infamante, seraient jugés par jurés ;

Qu'il y aurait liberté de la presse, et répression de la licence par les lois ;

Que la bannière de Corse porterait une tête de Maure avec les armes du roi ;

Que le souverain de la Corse était Georges III, roi de la Grande-Bretagne, et après lui ses successeurs, dans l'ordre d'hérédité au trône d'Angleterre.

Espérons, disait ensuite Elliot, dans un discours prononcé à cette occasion, espérons que l'union de la Corse et de l'Angleterre sera heureuse et durable. Confiance mutuelle, conformité de caractères, communauté d'intérêts. Ne craignez rien de tyrannique d'un prince célèbre par ses vertus, célèbre par sa modération ; d'un prince qui a constamment gouverné par les lois, et qui

ne veut pour appui de son trône que la liberté et le bonheur de ses sujets. Corses, vous voilà libres et heureux. Vous conserverez vos antiques vertus, le courage et l'amour sacré de la patrie. Vous cultiverez et verrez fleurir à jamais parmi vous cette liberté qui garantit les droits du citoyen et la félicité des nations, réprime l'ambition et le vice, protége la religion et les lois, assure à chacun la jouissance de ses biens, et repousse avec horreur l'arbitraire et la violence.

L'organisation de la Corse fut une calamité pour l'état de Gênes. A peine Hood et Drake se furent-ils assuré la possession de l'île, que Paoli lança un manifeste de guerre, au nom de la nation corse, contre la république. Après avoir rappelé les injures faites aux Corses par les Génois, reproché à ces derniers leur tyrannie pendant leur domination, les secours d'armes et de munitions donnés aux Français assiégés dans Bastia et San-Fiorenzo, leur incroyable partialité en faveur du gouvernement féroce et désordonné de la France, Paoli déclara les hostilités ouvertes contre la république. Il exhortait ensuite les Corses à mettre leurs bâtimens en état de guerre, et à courir sus aux navires de Gênes; abandonnant aux armateurs la propriété, non seulement des bâtimens dont ils parviendraient à s'emparer, mais encore, excès vraiment énorme, celle des marchandises génoises trouvées à bord

des vaisseaux neutres. Il ordonna que tout sujet de la république, fait prisonnier, serait amené dans l'île, traité comme esclave, et condamné à labourer les campagnes; enfin qu'il serait accordé cent écus de récompense pour chaque esclave conduit à Bastia.

Que Paoli, ennemi déclaré des Génois, et excité par d'anciens ressentimens, se soit livré à de pareils excès, on le conçoit; mais que les Anglais, alors souverains de la Corse, et tout puissans sur l'esprit de Paoli; que les Anglais qui vantaient leur civilisation et leur humanité, les aient tolérés, provoqués peut-être; qu'ils aient permis qu'on inscrivît sur un manifeste européen les mots d'esclave et d'esclavage; c'est une indignité que tous les hommes frapperont d'anathème. L'Angleterre transportait-elle donc Alger dans la Corse? La mer fut couverte de corsaires avides. Les armes d'Angleterre figuraient sur leur pavillon à côté de la tête de Maure; Elliot signait les lettres de marque; le préjudice qu'ils causaient au commerce de Gênes était inexprimable et pire encore que ne le comportait le manifeste.

Enfin l'Angleterre entendit les plaintes de l'innocente république; mais sa modération ne fut ni sincère ni complète. Elle ordonna la levée du blocus de Gênes; mais elle déclara en même temps que les armateurs corses, autorisés par les ministres anglais, pouvaient capturer les bâtimens

génois et tous autres en destination pour la France, ou venant des ports de cette nation; que leur chargement serait confisqué, et les hommes emmenés non plus comme esclaves, mais seulement comme prisonniers, selon l'usage des pays civilisés. Drake revint à Gênes, croyant peut-être qu'une indulgence fallacieuse équivalait à la justice et à la bonne foi.

Si la condition de Gênes, par rapport à l'Angleterre, était devenue plus tolérable en apparence, les rapports de cette république avec la France s'amélioraient en effet. Robespierre n'existait plus; des hommes plus modérés se trouvaient à la tête des affaires, et Tilly avait été rappelé. Villard, son successeur, par l'aménité de ses procédés, faisait espérer à Gênes plus de repos pour elle-même, de sécurité pour ses voisins.

Mais l'état de guerre ne donnait point de relâche à cette malheureuse république. L'occupation d'une partie de la rivière du Ponent et les accidens qui en avaient été la suite, les progrès des Français jusqu'à Finale, faisaient craindre qu'ils ne débouchassent dans le Piémont, par la route du Dego et du Cairo, la plus courte de celles qui conduisent dans les états du roi par les hauteurs des Apennins. Les armées allemandes, promises par le traité de Valenciennes, n'étaient pas encore arrivées; et il ne fallait pas espérer que celles qui se trouvaient disponibles fussent en état,

même en les réunissant aux Sardes, de chasser du territoire de Gênes un ennemi ardent et puissant. Tout ce qu'on pouvait attendre de ces troupes, c'était qu'elles couvrissent le Piémont jusqu'à l'entière exécution du traité de Valenciennes. Dans ce but, les troupes autrichiennes qui avaient été rappelées de la Basse-Italie, se concentraient dans les environs d'Alexandrie et d'Acqui; mais voyant que les Français se portaient en forces vers Loano et Finale, elles se rapprochèrent elles-mêmes, et se répartirent dans les places de Carcare, Mallare, Altare, Millesimo, Cosseria et Cairo; ces troupes montaient à douze mille hommes, infanterie et cavalerie. C'était l'avant-garde et le gros de l'armée; l'arrière-garde se tenait à Dego, place située sur la grande route entre Cairo et Acqui. Là se trouvaient la grosse artillerie, les magasins et les fours de l'armée. Les confédérés mettaient tous leurs soins à se fortifier dans ces positions, au moyen de tranchées et de redoutes, principalement au mont de Sainte-Lucie à l'est de Vermezzano, sur la route de Cairo, et enfin sur certaines éminences qui dominent la Bormida au-dessus de l'écluse du Moulin. Ces tranchées et redoutes de Sainte-Lucie et du Moulin présentaient une position des plus redoutables, et les Autrichiens y avaient placé leurs plus grandes espérances pour la victoire. Ainsi fortifiés, soutenus par une bonne ar-

tillerie, maîtres de la route de Dego, ils comptaient pouvoir résister avec avantage à l'ennemi. De plus, quelques bataillons piémontais campés à Morozzo, marchaient sur Millesimo pour opérer leur jonction avec les Autrichiens qui défendaient le passage de Cairo.

De leur côté, les Français qui avaient eu avis de ce mouvement, prévoyant aussi, d'après quelques démonstrations de l'armée impériale, qu'elle voulait s'emparer à l'improviste de Savone, résolurent de prévenir l'une et l'autre opération en attaquant les Autrichiens dans leur camp de Dego. Forts de quinze mille hommes, ils chargèrent l'avant-garde autrichienne et la chassèrent de ses positions de Mallare, de Carcare, de Millesimo, du col de Saint-Jacques de Mallare, et des éminences de Saint-Jean de Murialdo, la poursuivant jusques sur les hauteurs de Cairo, qu'ils occupèrent dans la nuit du 20 septembre, notamment celle qui commande le château. Par suite de ces événemens, les généraux autrichiens Turckeim et Colloredo se retirèrent à la faveur de la nuit avec leurs troupes, au camp de Dego, firent rétrograder leur grosse artillerie jusqu'à Spigno, ne gardant avec eux que l'artillerie légère qui était nombreuse et dans le meilleur état. Pendant tous ces engagemens, les Autrichiens passèrent et repassèrent sur le territoire de Gênes; les magistrats protestèrent contre la violation de la neutralité;

mais aussi inutilement que ceux de Vintimille l'avaient fait à l'égard des Français.

Le 21 septembre la bataille était imminente ; d'un côté, ardeur incroyable doublée par le souvenir récent des victoires ; de l'autre, constance éprouvée, fermeté inébranlable dans les rangs, de fortes positions, des retranchemens, une artillerie supérieure. Dès la pointe du jour, les généraux autrichiens avaient rangé leur armée en bataille. Ils l'avaient partagée en deux corps dont l'un, qui formait l'avant-garde, occupait les hauteurs de Colletto jusqu'à la Bormida, et s'étendait, en suivant le Pianale, jusqu'à Montebrile sur la vallée de Carpezzo. En avant du passage de Colletto, qui mène à Rochetta de Cairo, se tenait, comme garde avancée, un détachement de hulans. Le passage lui-même était muni de deux bouches à feu, servies par des volontaires ; dans la plaine, et vers le centre de l'avant-garde, il était défendu par trente-six pièces d'artillerie : six placées sur le mont Sainte-Lucie, les autres sur la rive du fleuve au-dessus du moulin. Le corps de bataille s'étendait depuis la montagne de Bosco jusqu'à Pollovero et les hauteurs de Brovida. Un bataillon de Croates échelonné sur le mont Cerretto appuyait l'aile gauche ; un autre bataillon de chasseurs protégeait l'aile droite sur le mont Vallaro.

Le général autrichien Wallis, commandant su-

prême de l'armée, arriva au camp peu de momens avant l'action, et après l'ordre de bataille établi. Persuadé que les Français, dont l'artillerie était presque nulle et la cavalerie peu nombreuse, tenteraient, au moyen d'engagemens partiels sur les hauteurs et dans les défilés, de prendre son armée à dos en tournant ses deux ailes, il détacha de l'avant-garde quelques bataillons qu'il réunit au corps de bataille dont dépendait le succès de la journée.

Les Français montèrent à l'assaut, conduits par le général en chef Dumorbion, par les généraux Masséna et La Harpe, et le général d'artillerie Buonaparte. Ils étaient accompagnés des représentans du peuple Albite et Salicetti, et de l'agent national Buonaroti. Leur armée était divisée en trois corps : le premier, soutenu par cinq cents hommes de cavalerie, prit la route qui conduit à Rochetta de Cairo, pour attaquer la position de Colletto; le second, passant par le couvent de Saint-François de Cairo, chargea les chasseurs qui défendaient le mont Vallaro; un détachement de ce même corps, formé des plus vaillans soldats, fut dirigé sur le col de Vignarolo, dont l'occupation devait faciliter la prise du mont Vallaro; le troisième, côtoyant les hauteurs qui dominent la route de Cairo et de Rochetta, devait déboucher à l'extrême gauche de Colletto. Déjà le premier corps, c'est-à-dire celui du centre, qui était

arrivé par Rochetta, ayant repoussé la garde avancée, attaquait avec fureur la position de Colletto. Ébranlés par un assaut si terrible, les Impériaux cédaient de temps en temps; mais se ralliaient aussitôt, soutenus par les deux pièces de canon qui faisaient un grand carnage parmi les Français. La seconde colonne, après avoir forcé le passage de Vignarolo, vigoureusement défendu par les Autrichiens, chargea ces derniers sur le mont Vallaro et sur les hauteurs de la Bormida. Les Allemands plièrent au premier choc; mais Wallis les ayant fait appuyer par deux escadrons nouveaux, ils retournèrent au combat avec plus de valeur et repoussèrent les Français au-delà de Vignarolo. La troisième colonne, qui côtoyait les montagnes à gauche, ayant rencontré un corps d'Autrichiens placé en embuscade dans les ruines du château de Rochetta, et qui recevait en ce moment un renfort de troupes fraîches, fut également forcée de se replier; de sorte que sur les deux ailes, la fortune paraissait favoriser les Impériaux. Mais toute l'importance de l'action était dans la position de Colletto, attaquée et défendue avec une constance admirable. L'infanterie française n'ayant pu forcer le passage, la cavalerie se porta en avant et chargea si vigoureusement la cavalerie autrichienne, que celle-ci, après une courte résistance, se retira, quoique en bon ordre, au-delà de Colletto, protégeant aussi

la retraite de l'infanterie, et emmenant avec elle les deux pièces de canon. L'intention des Impériaux, supérieurs en cavalerie et en artillerie, était probablement, après avoir fait un grand carnage dans l'armée française, d'attirer la cavalerie républicaine dans la vallée de Polovero, où elle eût été facilement foudroyée, en tête et sur ses flancs, par les batteries de Sainte-Lucie et de Pianale. Les Français virent le piége, et apercevant les deux côtés de la vallée couverts de troupes ennemies qui auraient pu les cerner de toutes parts, ils se gardèrent bien de s'y aventurer. Les Autrichiens ayant donc abandonné, soit par force, soit par artifice, les retranchemens de Colletto, se retirèrent, toujours menaçans, dans leur positions formidables du mont Sainte-Lucie et du moulin. Les Français descendirent dans la plaine, et sur la fin du jour se trouvaient déjà près de Zingani, à l'entrée de Polovero, lorsque les batteries de Sainte-Lucie et de Pianale se mirent à jouer contre eux avec un horrible fracas. De leur côté ils faisaient tous leurs efforts pour emporter le défilé, pendant que l'on se battait encore aux deux extrémités de la ligne; la nuit seule put mettre un terme au combat et au carnage. Les Français se virent forcés de retourner au point d'où ils étaient partis au-delà de Colletto, pour échapper au feu non interrompu de l'artillerie ennemie. Ils perdirent dans cette journée plus de six cents bons

soldats, les Autrichiens au-delà de sept cents, parmi lesquels plusieurs officiers de marque.

Les deux partis firent preuve de valeur et de science militaire à la bataille de Dego. Les expressions manquent pour rendre l'ardeur, si l'on ne veut pas dire la rage avec laquelle les Français montèrent à l'assaut. Il n'en fallait pas moins pour tenir la balance égale. Point d'artillerie, peu de cavalerie, et en tête une artillerie puissante, une cavalerie nombreuse, une armée fortement retranchée. On ne saurait trop louer aussi l'habileté des généraux autrichiens, la constance et la froide intrépidité de leurs soldats.

Les deux armées s'attribuèrent la victoire; mais il est certain, à tout prendre, que les Impériaux eurent l'avantage, puisqu'ils obligèrent les Français à se retirer, qu'ils conservèrent eux-mêmes toutes leurs positions, et qu'aucun accident, déterminé par l'ennemi, ne les contraignit à la retraite. Le résultat définitif parut cependant donner l'avantage aux Français. Les Autrichiens en effet, soit qu'ils craignissent que la Bormida, grossie par les crues d'automne, n'interrompît leurs communications avec Acqui où étaient les magasins de l'armée, soit, comme l'ont dit plusieurs écrivains, qu'ils eussent reçu avis qu'un corps français, parti de Savone, se dirigeait par la vallée d'Erro pour les prendre à dos et leur couper la retraite, abandonnèrent leurs fortes posi-

tions dans la nuit du 22, et conduisirent leurs bagages avec leur artillerie dans les murs d'Acqui. Remarquons ici qu'un faux avis avait été donné aux Autrichiens. Aucunes troupes françaises ne se trouvaient alors à Savone : elles s'étaient toutes concentrées pour faire un grand effort contre Dego, et nul autre corps notable ne se trouvait depuis Nice jusqu'à Savone. Que ces faux rapports fussent l'effet de la parcimonie ordinaire aux Autrichiens, ou de la malveillance des peuples, ils influèrent puissamment sur tous les événemens de cette guerre, et firent souvent échouer les entreprises des Impériaux.

De leur côté, les Français craignant quelque piége, ne pouvant croire à l'éloignement de leurs ennemis, s'étant même attendus à être attaqués au point du jour, n'entrèrent à Dego qu'avec les plus grandes précautions; mais une fois certains de la réalité des faits, ils bannirent toute inquiétude, et se hâtèrent de transporter en lieux sûrs, dans la Ligurie, les provisions considérables de farine, d'avoine, de pain et de fourrage, abandonnées à Dego par les Autrichiens. Non contens d'envahir les propriétés de l'état, les républicains, par une conduite bien différente de celle qu'ils avaient tenue à Oneglia, s'emparèrent aussi des propriétés particulières, saccagèrent les maisons que la frayeur avait fait déserter, consommèrent pour leurs besoins, ou anéantirent par le gaspillage toute espèce

de vivre qui leur tomba sous la main, mirent le feu à la maison du seigneur, dévastèrent les vignes encore chargées des raisins les plus délicats, détruisirent une quantité considérable de gros et menu bétail, et montrèrent enfin en cette circonstance, combien leurs actions étaient peu conformes à leurs promesses : présage funeste des calamités plus terribles réservées à la malheureuse Italie.

Trois jours après, craignant d'être surprise par les troupes accourues du camp de Morozzo, arrêtée aussi par les approches de l'hiver, l'armée française évacua le territoire de Dego, et se retira dans le Génovésat où elle se fortifia, principalement à Vado, attendant que la saison nouvelle lui permît de tenter de plus grandes entreprises.

FIN DU LIVRE QUATRIÈME.

LIVRE CINQUIÈME.

Le roi de Sardaigne persiste dans son alliance avec l'Autriche. — Préparatifs militaires de ces deux puissances du côté de l'Italie. — Le grand-duc de Toscane fait un accord avec la république française. — Discours de son ministre Carletti à la convention nationale, et réponse du président. — Discours du noble Querini, envoyé de Venise, à la même convention, et réponse du président. — Bataille navale du cap de Noli, entre les Français et les Anglais, livrée les 13 et 14 mars 1795. — Paix de la Prusse avec la république française. — Guerre sur la rivière de Gênes; succès des alliés. — Conspirations et rigueurs dans le royaume de Naples. — Troubles sérieux en Corse contre les Anglais; Paoli rappelé à Londres comme suspect; caractère de ce Corse. — Mouvemens insurrectionnels à Sassari, en Sardaigne. — Paix de l'Espagne avec la France, signée à Bâle le 20 juillet. — Le roi d'Espagne offre sa médiation au roi de Sardaigne, et comment le roi Victor reçoit cette offre. — Conseil convoqué à Turin pour délibérer sur la proposition de la paix. — Discours du marquis Silva pour la paix; discours du marquis d'Albarey pour la continuation de la guerre. — La guerre est résolue. — Bataille de Loano le 23 novembre 1795; ses résultats importans.

Sur la fin de l'année précédente, la fortune s'était montrée favorable aux armes républicaines, non seulement du côté de l'Italie, mais surtout vers l'Espagne, les Pays-Bas, et les possessions de l'Autriche sur la rive gauche du Rhin. Tels avaient été les progrès de la France sur ces différens points, qu'après avoir chassé les armées anglaise, hollandaise, prussienne et impériale, elle s'était em-

parée du Brabant, de la Hollande, et de toute la partie allemande en deçà du Rhin. Déjà même ses soldats menaçaient de passer ce fleuve, et d'envahir la rive droite. L'éclat et la rapidité de ces victoires faisaient craindre une rupture de la confédération. Il pouvait se faire que quelqu'un des alliés, désespérant du résultat de la guerre, préférât une paix, peu sûre peut-être, mais en effet moins périlleuse, à une lutte dont le succès était devenu, sinon impossible, au moins fort incertain. D'un autre côté, le nouveau gouvernement établi en France après la mort de Robespierre, montrait beaucoup plus de modération envers les citoyens, et de ménagemens à l'égard des puissances étrangères. Il condamnait hautement les perfidies et les hauteurs dont on avait usé envers les gouvernemens et leurs sujets; protestait de ses intentions amicales, et de son respect pour la tranquillité des autres, tant que les autres respecteraient sa propre tranquillité. Tout inclinait au repos et à l'ordre. Il n'y avait plus que ce nom de république qui frappât désagréablement l'oreille des souverains de l'Europe. Ils prévoyaient que ce nom seul, et cet appât de liberté que les Français présentaient sans cesse dans leurs écrits et dans leurs paroles, liberté d'autant plus puissante sur l'esprit des hommes, qu'elle se montre à eux sous des traits plus vagues et moins déterminés, amèneraient avec le temps, sans le

secours d'aucune force étrangère, d'importans changemens dans le système antique. Cependant la modération s'étant introduite dans le régime intérieur de la France, le danger de nouveaux troubles se trouvant ainsi éloigné, il était probable que quelque membre de la coalition, voyant les armes françaises plus redoutables, les maximes désorganisatrices moins à craindre, chercherait à s'assurer des avantages au détriment de tous les autres, ou de quelqu'un des confédérés. On se doutait surtout que la Prusse nourrissait quelque arrière-pensée, soit par le désir constant d'abaisser la maison d'Autriche, soit par l'effet de ses anciennes liaisons avec la France, soit enfin par crainte de la Russie qui excitait toujours les autres puissances, et ne faisait rien pour les aider. En plus d'une occasion déjà, le roi Frédéric Guillaume avait donné matière à ces soupçons, tantôt en retirant ses troupes du théâtre de la guerre, tantôt en mettant à prix leur coopération, et tantôt en blâmant les levées en masse qui s'effectuaient en Allemagne. De tout cela, il résultait clairement pour des regards exercés, que ce membre de la confédération était sur le point d'abandonner la cause commune, et quiconque connaît les ressources de cette puissance et la situation de ces états, appréciera facilement l'influence que devait avoir un pareil événement sur les affaires de l'Europe. On craignait

donc que l'hiver, saison de repos pour les armes, mais d'activité pour les conseils, ne conduisît à quelque négociation capable de diviser les alliés, et que les Français n'ouvrissent la campagne prochaine, en pénétrant au cœur des états de l'un ou de plusieurs des confédérés restans. Du côté de l'Allemagne, les Français avaient acquis tout ce qu'ils pouvaient désirer. Maîtres de la Hollande et des provinces allemandes en deçà du Rhin, le seul motif qui leur restât de porter la guerre sur la rive droite du fleuve, était l'espérance de forcer, par de nouvelles victoires, l'empereur d'Allemagne à reconnaître leur république, et à conclure la paix avec elle. L'entreprise eût été longue, peut-être difficile ; car l'Autriche, quoique maltraitée par la fortune, restait encore formidable, surtout si l'on s'en prenait aux états héréditaires. La France, d'ailleurs, savait qu'elle pouvait attaquer l'empereur d'un autre côté, avec moins de péril et autant de succès.

Quant à l'Espagne, quoique les Français s'en fussent ouvert la route par la prise des forteresses de Fontarabie et de Figuières, ils n'y projetaient pas une invasion bien sérieuse. Le pays était pauvre, les opinions contraires, et la distance telle, qu'ils n'auraient pu ni agir de concert, ni profiter de leurs victoires, ni réparer leurs désastres. Ils ne croyaient pas non plus qu'un dé-

bordement des armées républicaines fût nécessaire pour contraindre le roi d'Espagne à la paix, persuadés, au contraire, que le bruit de leurs armes sur les frontières de ce royaume amènerait seul ce résultat. Il leur paraissait encore qu'une invasion de l'Espagne était une entreprise extraordinaire qu'il ne fallait pas tenter légèrement, réfléchissant que si leurs ancêtres s'en étaient constamment abstenus, ils n'avaient sans doute agi que par de graves et puissans motifs; enfin une considération particulière les déterminait en cette occasion. Le duc d'Acudie était devenu tout puissant en Espagne par la faveur de la reine; très habiles à juger de la situation intérieure des cours étrangères, les Français pensèrent que le duc aimerait mieux consolider son pouvoir, au moyen d'un traité qui éloignerait un péril imminent, que de conserver intacts l'honneur, la réputation et la dignité de la couronne d'Espagne.

Restait l'Italie, contre laquelle visiblement devait éclater, plus que tout autre part, l'impétuosité guerrière des Français. C'était dans ce but qu'ils avaient employé tant d'efforts à s'emparer des sommets des Apennins et des Alpes; qu'ils avaient fait accourir l'armée victorieuse de Toulon à la garde de tous les passages, prodigué les promesses et les flatteries au roi de Sardaigne et à Gênes; dans ce but, qu'ils avaient endormi

Venise, séduit la Toscane, troublé le royaume de Naples; dans ce but, qu'ils recréaient dans le port de Toulon une marine puissante, et capable d'agir fortement dans les eaux de la Méditerranée; dans ce but, enfin, qu'ils se mettaient sans relâche l'esprit à la torture, pour convenir des moyens, de l'époque et de la voie la plus favorable à l'envahissement de l'Italie. Tous leurs projets se réunissaient sur cette contrée, parce qu'ils apercevaient, dans la faiblesse et la désunion de ses princes, les moyens de la parcourir à volonté. Ainsi, malgré l'expérience de tous les temps, une invasion de la péninsule était encore l'objet de prédilection des Français. Ils espéraient aussi qu'après la défaite de ses armées d'Italie, et à la nouvelle de la conquête de cette noble contrée, l'Autriche épouvantée consentirait bientôt à traiter avec eux.

Ces desseins, que l'on ne prenait pas la peine de dissimuler comme on le pratique ordinairement, mais que l'on publiait au contraire avec soin, afin d'inspirer plus de terreur, produisaient sur l'esprit des princes d'Italie des effets différens. Le roi de Sardaigne se trouvait dans la position la plus critique. Le puissant boulevard des Alpes lui était enlevé, la guerre avait épuisé ses finances, et il lui était aussi difficile de se déclarer pour la paix que pour la guerre, s'il n'est pas plus vrai de dire qu'une fatale nécessité,

une destinée inévitable ne lui laissaient plus qu'à éprouver si les armes, toujours assujetties à la fortune, ne lui seraient pas plus favorables l'année prochaine. D'un côté, en effet, il avait en tête un ennemi dont il redoutait l'infidélité pendant la paix, dont il avait éprouvé la valeur terrible dans les combats. De l'autre, son pays était couvert de grosses armées autrichiennes; il eût été bien difficile de s'en débarrasser; la tentative n'eût pas même été sans danger. Ainsi, que ce fût prudence ou nécessité, il se roidit contre la fortune, et persista dans l'alliance éprouvée de l'Autriche, dont les principes politiques étaient en harmonie avec les siens, plutôt que de se jeter dans les bras d'un ami incertain qui faisait profession de haïr la monarchie. Il lui paraissait odieux, d'ailleurs, et indigne de lui, de rompre le traité récent de Valenciennes, avant de savoir ce qu'il devait en espérer pour son salut. A la vérité, l'Autriche, craignant par-dessus tout que les Français, après avoir dépassé les Alpes et renversé la puissance du roi, ne se débordassent sur l'Italie, l'Autriche mettait la plus grande activité à exécuter le traité de Valenciennes. En effet, il ne s'agissait plus seulement pour elle de sauver un fidèle allié, il fallait qu'elle songeât à se sauver elle-même, et ce que la loyauté n'eût pas fait peut-être, la nécessité l'opéra. Les troupes autrichiennes grossissaient

chaque jour dans le Piémont ; elles composaient déjà une armée respectable et en état de tenter, conjointement avec les Sardes, des entreprises importantes ; de sorte que, malgré les changemens possibles, que l'on prévoyait du côté de l'Allemagne, par suite des déterminations ultérieures de quelqu'un des confédérés, on espéra, pour peu que la fortune se montrât moins contraire, arrêter enfin dans sa course cette impétueux et formidable torrent. Ayant donc rejeté toute idée d'alliance avec un ennemi qui lui inspirait plus de haine encore que de crainte, le roi rassembla en diligence des armes, des soldats et des munitions ; mais comme l'état, resserré dans ses limites et ruiné par la guerre, ne pouvait subvenir par les moyens accoutumés à ces dépenses extraordinaires, on vendit, en vertu d'une bulle pontificale, pour trente millions de biens du clergé ; on vendit aussi les biens des hospices à qui l'on donna des rentes en échange ; un emprunt forcé fut établi sur les professions libérales ; les droits sur le sel, le tabac et la poudre furent augmentés, et chaque individu soumis à une capitation. Tous ces impôts démontraient l'extrémité des circonstances, et faisaient de nombreux mécontens ; mais ils remplissaient le trésor, et permettaient du moins de payer les soldats, les agens secrets et les Autrichiens. C'est ainsi

qu'au milieu de contributions onéreuses, d'approvisionnemens énormes, d'enrôlemens forcés et du bruit continu des armes nationales et étrangères, les peuples, suspendus entre l'espérance et la crainte, attendaient dans la plus vive anxiété les événemens de l'avenir.

Si les succès des républicains sur les Alpes avaient confirmé le conseil des sages à Venise dans la résolution de s'en tenir à la neutralité, pour ainsi dire désarmée, ils engagèrent aussi le grand-duc de Toscane à traiter de nouveau avec la république française, et à rentrer dans la neutralité dont il ne s'était forcément écarté qu'en donnant congé à l'ambassadeur de cette puissance. Malgré ces troubles, le grand-duc s'était constamment montré impassible, et avait su se garantir de ces fureurs que les événemens de France avaient inspirées aux autres souverains. Ce n'est pas qu'il approuvât les excès commis en ce pays, il en avait horreur au contraire; mais il réfléchissait qu'aussi long-temps que les Français se déchireraient entre eux, ils ne seraient pas en état de nuire au repos des autres, et que leur déclarer la guerre, c'était le moyen de les rapprocher et de les réunir contre celui qui voudrait commander chez eux plus qu'eux-mêmes. Mais puisque les Français, grâce à l'imprudence d'autrui, bien loin d'être vaincus, avaient triomphé de leurs en-

nemis; puisque l'Italie, exempte depuis si long-temps des secousses de la guerre, était sur le point d'en éprouver les désastres; il paraissait raisonnable que le grand-duc s'arrêtât aux délibérations commandées par les circonstances, en rapport avec son naturel doux et pacifique, et les plus conformes aux intérêts de la Toscane. Il résolut en conséquence, de maintenir par ses actes un état de choses garanti, jusqu'à ce moment, par le caractère et l'antique douceur de ses peuples. Le souvenir du bon Léopold entrait aussi pour beaucoup dans ces déterminations. D'un autre côté, les ports de France, de Gênes et de Naples se trouvant fermés par l'état de guerre, celui de Livourne était devenu le principal entrepôt du commerce dans la Méditerranée. C'était le rendez-vous des vaisseaux anglais, tant de guerre que marchands, des bâtimens français et génois qui sous leur propre pavillon ou sous le pavillon neutre venaient y faire des achats, surtout en froment qu'ils transportaient dans les provinces méridionales de France. Les Anglais se plaignirent vivement des facilités que trouvaient les Français dans la neutralité du port de Livourne; mais le grand-duc, plus touché, avec raison, de ses intérêts que de ceux d'autrui, persista malgré tout à ne point fermer ses ports à la France. C'était peu; il voulut, dans sa modération, que les tribunaux fussent ouverts aux Français, et

qu'ils y trouvassent bonne et loyale justice. Ayant ensuite appris qu'il existait des contre-façons du papier-monnaie de France, il prit des mesures contre cette fraude infâme, et détermina des peines pour les coupables. Ici, l'indignation qui m'anime est égale au plaisir que j'éprouve. D'un côté, je vois un prince italien, souverain d'un petit état, et exposé aux outrages de tant de princes plus puissans que lui, mais plein de respect pour l'équité et pour les droits les plus sacrés parmi les hommes, s'opposer courageusement au crime, et le vouer à la honte qui lui est due ; de l'autre, chez des états riches et redoutables, des hommes pervers, cédant à la soif abominable de l'or, ou peut-être à un sentiment plus condamnable, commettre ce crime non pas dans l'obscurité, mais à découvert, et sinon d'après l'ordre exprès de leur gouvernement, sans doute par l'effet de sa permission scandaleuse ou du moins de sa connivence criminelle. Ainsi le sang coulait en France par torrens ; la guerre désolait le Piémont ; le royaume de Naples exerçait des rigueurs excessives ; des faussaires déshonoraient le nom de l'Angleterre : pendant que l'innocente Toscane, impartiale pour toutes les bannières, indifférente à tous les idiomes, rendait également la justice et ne laissait point fléchir sa balance. Heureux état, exempt de la crainte qui avilit, de l'orgueil qui conduit

à la tyrannie, et de l'avidité du bien d'autrui qui entraîne à des résolutions iniques et périlleuses.

Cependant l'Italie se voyait menacée chaque jour davantage. Le grand-duc pensa que le moment était venu d'avouer hautement la conduite modérée qu'il avait jusqu'alors tacitement suivie, espérant ainsi fonder sur des bases plus solides le repos et la sûreté de la Toscane. Il se détermina à envoyer à Paris un ambassadeur, afin de renouveler entre les deux états une paix interrompue par force plutôt qu'à dessein. Réfléchissant aussi, et avec raison, qu'il devait choisir un homme agréable à la France, il confia cette mission au comte Carletti, qui avait toujours insisté pour que les Français trouvassent en Toscane justice et protection, soit dans leurs biens, soit dans leurs personnes. Le comte fut donc envoyé à Paris, et chargé de conclure la paix avec la république. Cette mesure, et le choix de Carletti fut alors l'objet de nombreuses réclamations. Ceux qui préféraient la guerre à la paix appelaient le comte jacobin. Peu s'en fallait même qu'ils n'appelassent aussi jacobin le grand-duc. Il était digne de remarque, sans doute, qu'au moment où l'on ne voyait en Europe que des souverains détrônés par les républicains de France, ou ne résistant qu'à peine à leurs armes, un prince autrichien fût le premier à

traiter avec cette république toute nouvelle et l'ennemie du titre de roi. Mais ce que le grand-duc ne faisait que par amour pour ses sujets, d'autres souverains ne tardèrent pas à le faire eux-mêmes par le conseil de leurs favoris, ou par l'effet de leur jalousie contre les autres puissances. Toutefois il était dans les décrets du destin, qu'au milieu des mutations rapides du gouvernement en France, cette mesure du grand-duc ne préservât pas la Toscane de la calamité universelle; des temps arrivèrent où la force et la mauvaise foi exercèrent sans frein leur empire; l'innocence devint un objet de tentation, loin d'être un motif de respect.

Les républicains firent au comte Carletti l'accueil le plus gracieux, dans le double but de réhabiliter leur réputation, et d'engager les autres princes à négocier avec ce gouvernement extraordinaire et terrible. Comparée à celle de la France, la puissance du grand-duc était peu de chose; mais il importait beaucoup aux Français, qu'un prince d'Europe reconnût leur gouvernement et conclût un traité avec eux. Cette première répugnance une fois vaincue, il était à croire que d'autres états, à l'exemple de la Toscane, consentiraient eux-mêmes plus facilement à entrer en explications. Le comte Carletti fut donc favorablement écouté à Paris, et, dès les premières conférences, il fut consenti entre la France

et la Toscane un traité de paix et d'amitié, par lequel le grand-duc révoquait tout acte d'adhésion, de consentement ou d'accession qu'il aurait fait en faveur de la coalition armée contre la France; et la neutralité de la Toscane fut rétablie telle qu'elle était le 8 octobre 1793.

Cette nouvelle produisit une grande joie en Toscane, et surtout à Livourne dont elle favorisait singulièrement le commerce. Le peuple chantait les louanges, célébrait la sagesse du grand-duc, qui, sans se laisser entraîner aux ressentimens des autres souverains, et touché seulement du bonheur de ses sujets, leur avait assuré le repos et le bonheur. La paix fut solennellement proclamée, selon les formes accoutumées, mais de plus, au son du canon à Livourne, à la vue de la flotte anglaise mouillée dans la rade. Ferdinand publia: que la Toscane n'avait pas dû prendre part aux troubles de l'Europe; qu'elle n'avait dû s'en reposer, pour l'intégrité de son territoire et son existence politique, sur aucune des puissances belligérantes, mais sur le droit des nations et la foi des traités; que la Toscane avait été impartiale; qu'elle avait été neutre, conformément à la loi fondamentale du grand-duché, rendue en 1778 par le sage Léopold; que l'Europe savait à quelle époque, et par quels moyens, la violence avait détourné le prince de sa volonté; que malgré tout, il n'avait consenti qu'à l'éloignement du

ministre de France; que cette nation avait apprécié ces motifs, en rendant à la Toscane, par le nouveau traité de paix, tous les avantages qui lui avaient été ravis; que le grand-duc, en conséquence, voulait et ordonnait l'exécution du traité, et le maintien de l'édit de 1778. Ensuite, pour confier à l'habileté le soin de conserver l'ouvrage de la sagesse, Ferdinand nomma le comte Carletti son ministre plénipotentiaire en France. Introduit devant la convention nationale, le comte s'exprima en ces termes : Chargé par le grand-duc de rétablir une neutralité précieuse à la Toscane, j'ai accepté avec joie cette mission, la plus honorable pour un homme ami de l'humanité, de son pays et de la France. Le plus heureux jour de ma vie est celui où j'ai conclu la paix avec la république française, et la Toscane tout entière en a manifesté son allégresse. La Toscane veut la paix; elle prétend à l'amitié de tous les peuples. Malgré les événemens qui se sont succédés, elle a toujours honoré la puissante nation française. La Toscane mettra tous ses soins à rendre perpétuelle l'alliance des deux gouvernemens. Elle désire que la paix qui vient d'être conclue soit d'un heureux présage pour d'autres traités de même nature, et si nécessaires à l'Europe. Persévérez donc, ajouta-t-il, dans la modération dont vous venez de donner l'exemple; et, parmi les branches de laurier qui vous couronnent,

nous aimerons à découvrir encore les palmes de l'olive.

Le président répondit avec emphase : Le peuple français attaqué par une coalition redoutable, s'est vu forcé de prendre les armes. Ses triomphes ont été glorieux; mais la plus précieuse de ses conquêtes est celle de son indépendance. Il veut être libre; mais il veut respecter les gouvernemens étrangers. Terrible dans les batailles, il sera modéré dans la victoire. La prudence de la Toscane lui est agréable; il apprécie la protection accordée aux Français persécutés, les démonstrations amicales du grand-duc, et n'a point hésité, par ces motifs, à écouter les propositions de son altesse. Il accepte avec plaisir l'augure de nouveaux traités. Les peuples ne sont point faits pour se haïr, mais pour s'aimer, pour travailler cordialement à leur félicité réciproque. Tels sont ses vœux, tel est l'objet le plus cher des travaux du peuple français au milieu des victoires les plus éclatantes. Tout prêt à la guerre, il est plus disposé à la paix. La convention nationale verra toujours avec plaisir un homme connu par sa philosophie, son humanité, et ses services envers la France. La présence du comte Carletti est pour elle le gage d'une amitié sincère et durable.

Pour qu'il ne manquât rien à ce magnifique langage, on demanda à grands cris l'embrassade fraternelle, assaisonnement obligé de ces discours.

L'accolade eut lieu au bruit des applaudissemens de l'assemblée, et Carletti se retira comblé de louanges et de caresses. Nouvel exemple du caractère de cette époque : joie courte et illusoire, douleurs longues et réelles.

Puisque je suis entré dans ce récit fastidieux de douces paroles et de fruits amers, je rapporterai l'accueil pareil fait au noble Querini, chargé par la république vénitienne de la représenter devant la convention nationale de France. Ceux dont l'opinion prévalait dans les conseils, espéraient beaucoup, pour la sûreté de l'état, de la présence à Paris d'un personnage éminent qui aurait mis tous ses soins à faire ressortir la loyauté du sénat, et la sincérité de sa détermination à vouloir observer la neutralité. Le sénat s'étant donc assemblé au commencement de mars, il députa, en qualité d'ambassadeur extraordinaire en France, Alvise Querini, aussi distingué par ses talens et sa connaissance du cœur humain, que par son dévouement à sa patrie.

Arrivé à Paris, Querini se présenta à la convention, et ayant pris place à côté du président, prononça le discours suivant avec la plus grande dignité : Citoyen d'une république antique, fondée par la nécessité de repousser les barbares, et par le désir du repos, j'éprouve plus que jamais aujourd'hui le besoin de la reconnaissance envers ma patrie, puisqu'elle m'envoie pour la repré-

senter, auprès d'une autre république qui, née à peine, remplit déjà le monde du bruit de ses exploits. Quoi de plus honorable, en effet, quoi de plus flatteur pour moi que de comparaître devant la convention nationale de France, avec la mission de lui confirmer l'amitié du sénat de Venise! J'espère maintenir cette vieille amitié, je l'espère, je le désire, c'est l'objet de tous mes vœux, le but de tous mes efforts, et ma plus douce récompense sera d'y être parvenu. Je serai surtout heureux, si, en m'acquittant de mes devoirs envers mon pays, j'acquiers des droits à la confiance de la convention nationale; s'il m'est accordé de voir cette assemblée généreuse, se surpassant elle-même, regarder avec compassion les malheurs de l'humanité, prouver qu'elle recherche la paix plus que la guerre, et ne faire servir tant de victoires qu'à ramener le repos parmi les hommes.

Le président répondit : C'est un heureux jour pour la république française, que celui où elle reçoit l'ambassadeur de l'illustre république de Venise. Le noble Querini lui-même peut remarquer dans tous les yeux les signes de l'allégresse universelle. Une antique amitié unit la France et Venise; mais la France a vécu d'abord sous la tyrannie des rois. Libre enfin de leur joug, elle contracte aujourd'hui une plus douce alliance. Les deux républiques ont eu les mêmes commence-

mens. Venise s'est élevée du sein des flots orageux et au milieu des persécutions des barbares. Environnée de tant de périls, elle est devenue fameuse par sa sagesse et par ses exploits. Souvent elle s'est vue appelée à décider entre les souverains. Plus d'une fois elle a préservé l'occident des barbares. La république française, par un sort semblable, est sortie des tempêtes politiques. Des nations plus barbares que les Goths ont voulu la détruire. Elles ont employé contre elle, les armes au dehors, les piéges à l'intérieur; elles ont appelé à leur aide la discorde civile : vains efforts. La liberté à remporté la victoire; et puisque les commencemens sont les mêmes, puisque les résultats sont égaux, l'amitié aussi sera pareille. Venise généreuse, au moment où le grand procès était encore indécis, a reçu avec honneur l'ambassadeur de la république française. La France reconnaissante veut rendre générosité pour générosité. Son alliée n'a point balancé à embrasser sa fortune incertaine, elle goûtera en paix les fruits de sa fortune consolidée. Sous le joug du despotisme, la France a pu se montrer ingrate et perfide; sous le règne de la liberté, la France républicaine va se montrer rémunératrice et loyale, et la gratitude sera d'autant plus vive que le bienfait n'était pas sans danger. Que Venise bannisse donc toute crainte; qu'elle se persuade bien que la nation française veut être son alliée la

plus sincère et la plus zélée. Quant à vous, noble Querini, soyez content; la France s'estime heureuse de vous avoir pour ambassadeur d'une république amie, et la considération qu'elle vous réserve sera égale à celle dont vous jouissez à Venise. Les vœux des deux républiques pour la paix sont les mêmes; espérons que le bonheur de l'Europe viendra bientôt les combler.

Il résulte du témoignage du président Laréveillère-Lepeaux qui portait la parole, que Venise était généreuse, libre, et l'amie de la France. Peu de temps après, néanmoins, le gouvernement français, aidé d'un soldat à qui toutes les violences étaient familières, détruisit Venise en l'appelant lâche, esclave et perfide.

La nouvelle de l'accueil favorable fait à Querini parvint à Venise, et remplit de joie ceux qui avaient voulu qu'on s'appuyât sur la foi des Français plutôt que sur les armées vénitiennes. Ils crurent dès lors l'empire de leur patrie assuré pour jamais.

Du côté de l'Italie, où la guerre était le plus allumée, la France commençait à manifester ses projets. Elle voyait avec peine la Corse occupée par l'Angleterre, et désirait la reconquérir. En outre, les troupes stationnées dans la rivière du Ponent souffraient beaucoup de la disette des vivres; enfin il importait à la république que sa réputation et sa bannière se maintinssent dans la Méditerranée. La France équipa donc avec une

célérité incroyable, dans le port de Toulon, une flotte de quinze gros vaisseaux de ligne, avec un nombre proportionné de frégates et de bâtimens plus légers. Chargée de troupes de débarquement et de vivres en abondance, elle appareilla dans les premiers jours de mars et se porta à la hauteur des îles d'Hières, n'attendant plus qu'un vent favorable.

Le contre-amiral d'Angleterre Hotham, qui se tenait en observation à Livourne, avec une escadre composée de quatorze gros vaisseaux de ligne anglais, d'un napolitain, et de cinq frégates dont trois anglaises et deux napolitaines, fut aussitôt informé de la sortie de la flotte française, soit par un message venu de Gênes, soit par ses frégates légères qui louvoyaient dans ce but entre la France et la Corse. Il mit en mer sans délai pour joindre l'ennemi et l'attaquer partout où il le rencontrerait. Il fut servi à souhait. L'amiral français Martin ayant appris que les Anglais le cherchaient pour le combattre, fit débarquer dans les îles d'Hières ce qui aurait pu gêner ses manœuvres, leva l'ancre avec courage, et résolut de commettre au sort des batailles l'empire de la Méditerranée. Il était accompagné du représentant du peuple Letourneur, assez habile dans les expéditions maritimes, mais destiné en cette occasion à soutenir le courage des soldats plutôt qu'à diriger l'entreprise. La for-

tune se montra favorable aux premiers efforts des Français. A peine informé de leur sortie, Hotham avait envoyé au vaisseau *le Berwick*, en station devant San-Fiorenzo de Corse, l'ordre de venir le joindre en toute hâte vers le cap Corse. Ce bâtiment donna, en chemin, à travers l'escadre française. Poursuivi par trois frégates et par le vaisseau amiral *le Sans-Culotte* (les républicains de cette époque donnaient à leurs vaisseaux ces noms ridicules), il fut contraint après un combat opiniâtre de se rendre à la vue de toute la flotte française qui arrivait à pleines voiles. Mais telle avait été la résistance vigoureuse du *Berwick*, que *le Sans-Culotte* fut forcé de se retirer, très maltraité, dans le port de Gênes, et ensuite dans le port de Toulon. Cependant les deux escadres se trouvèrent en présence le 13 mars. Dès lors la fortune se tourna contre les Français. Séparé de la division par une rafale, son grand mât abattu, le navire *le Mercure* alla échouer dans le golfe de Juan. Ainsi, au moment où ils auraient eu besoin de toutes leurs forces, les Français se virent privés de deux vaisseaux, sur l'un desquels, *le Sans-Culotte,* qui était à trois ponts, ils avaient placé leurs plus grandes espérances pour la victoire. Les Anglais avaient l'avantage du vent; la flotte républicaine, poussée vers le cap de Noli, fut poursuivie par celle des Anglais en forme de chasse générale. La

mer était houleuse, l'artillerie anglaise avait commencé d'assez près un feu très vif, le vaisseau *le Ç'a-ira* venait de perdre son hunier, se trouvait ainsi paralysé dans ses manœuvres et se voyait en danger d'être pris. Hotham s'étant aperçu de l'embarras du *Ç'a-ira*, le fit attaquer par la frégate *l'Inconstante* et le vaisseau de haut bord *l'Agamemnon*. Le *Ç'a-ira* se défendit long-temps avec courage, rendit fureur pour fureur et donna aux secours le temps d'arriver. Martin lui envoya la frégate *la Vestale* pour le remorquer, et le vaisseau *le Censeur* pour le soutenir. Toute la division elle-même arrivait au-devant de l'ennemi afin de l'arrêter dans sa course et sauver le bâtiment en péril. Ces mouvemens réussirent, les Anglais furent contraints de se retirer aux approches de la nuit. *Le Ç'a-ira*, quoique délivré par la valeur des siens, avait reçu des avaries telles qu'il ne put rejoindre la division et se trouvait toujours dans le voisinage des Anglais. *Le Censeur* lui-même, qui n'avait point obéi à l'ordre itératif de rejoindre la flotte après avoir dégagé *le Ç'a-ira*, se maintenait dans les environs de l'escadre ennemie. Il résulta de ces accidens, inévitables ou fortuits, que le 14 au matin, les deux vaisseaux *le Ç'a-ira* et *le Censeur* étaient plus rapprochés des Anglais que des Français. Hotham envoya sans délai contre eux *le Bedford* et *le Capitaine*, espérant s'en emparer, ou, si l'escadre

ennemie voulait leur porter secours, la forcer à une bataille générale. Les deux vaisseaux français se défendirent avec tant de valeur que les Anglais ne purent sitôt exécuter leur projet. Ils appelèrent à leur aide *l'Illustre* et *le Courageux*; mais ils furent eux-mêmes tellement maltraités par le canon des républicains, que le premier ne pouvant plus manœuvrer fut brisé, et que le second se vit contraint de se retirer dans le port de Livourne. Cependant le *Bedford* et *le Capitaine* canonnèrent toujours les deux vaisseaux de la république, qui, fortement endommagés dans leurs mâts, leurs haubans et leurs voiles, et ne pouvant plus être secourus par le gros de l'escadre que le calme forçait à l'immobilité, amenèrent pavillon et se rendirent. Mais une légère brise s'étant élevée aussi pour les Français, ils en profitèrent, non dans le dessein de reprendre les vaisseaux perdus; ils étaient entièrement séparés de la flotte, et l'escadre anglaise qui s'était placée au milieu rendait l'entreprise impossible; mais pour se retirer avec le moins de perte qu'il se pourrait d'un champ de bataille où ils voyaient désormais plus de dangers à courir que de gloire à mériter. Il y eut de la confusion dans cette manœuvre, et les ordres de l'amiral furent mal exécutés. *Le Duquesne*, qui était le chef de file et auquel tous les autres devaient se rallier pour opposer à l'ennemi un front sans lacune, *le Du-*

quesne, dis-je, ou n'ayant pas compris ou négligeant les ordres du capitaine général, prit la route au vent des Anglais et fut suivi de *la Victoire* et du *Tonnant*, de sorte que la division républicaine, séparée en deux par la flotte anglaise, ne pouvait plus ni communiquer, ni s'entendre. Toutefois, cette fausse manœuvre fut compensée par une valeur inestimable. *Le Duquesne*, *la Victoire* et *le Tonnant* foudroyèrent si horriblement la ligne anglaise en la traversant, qu'elle en fut à moitié rompue; et les Anglais eux-mêmes qui, à cette époque, ne rendaient pas une entière justice à la bravoure française, en restèrent frappés d'admiration. Il résulta encore de cet événement, que l'amiral Hotham songeant plutôt à réparer les avaries de ses vaisseaux qu'à poursuivre l'ennemi, entra dans le port de la Spezia. Bientôt après, prenant sa route par la mer Tyrrhénienne, il se rendit à San-Fiorenzo de Corse, pour surveiller de plus près le port de Toulon.

Après la bataille, les républicains se retirèrent dans le golfe de Juan, ensuite aux îles d'Hières, et enfin dans le port de Toulon. Tel fut le combat du cap de Noli. La valeur y fut égale des deux côtés; mais les Anglais y montrèrent plus de discipline et d'habileté. Ainsi fut déconcertée l'entreprise des Français sur la Corse. Leurs ennemis conservèrent l'empire de la Méditerranée; la

disette se fit sentir avec plus de force dans les provinces méridionales de France, et l'armée républicaine de la rivière du Ponent fut réduite à la plus affreuse misère; mais, admirables dans leur ardeur à surmonter les dangers de la guerre, les Français se montrèrent plus admirables encore à lutter contre la faim, qui détourne si facilement de faire le bien, qui excite si puissamment à faire le mal.

Sur ces entrefaites, arrivèrent les nouvelles de la paix conclue entre la France et la Prusse; événement très grave, et par l'influence qu'il devait exercer sur les esprits, et par la diminution de forces qui en résultait pour la coalition. La fermeté de l'empereur d'Allemagne et du roi de Sardaigne n'en fut cependant point ébranlée. Loin de là, le traité de Valenciennes s'accomplissait. De nombreux corps autrichiens étaient arrivés dans le Piémont, et les deux alliés élevant leurs pensées à de plus hautes entreprises, espéraient chasser entièrement les républicains du littoral de Gênes. C'est dans ce but qu'ils dirigèrent leurs troupes vers Cairo, d'où les Français s'étaient retirés, et déjà ils se disposaient à quelque action d'éclat, du haut des monts où ils s'étaient établis. L'ordonnance de l'armée combinée était celle-ci: L'aile gauche, conduite par le général Wallis, et qui se trouvait plus près de Savone, paraissait vouloir s'emparer de cette ville, et attaquer les

Français retranchés au pont de Vado. Le centre, commandé par le général en chef Devins, et qui formait le gros de l'armée, menaçait les positions importantes de Saint-Jacques et de Mélogno. La droite, sous les ordres du général Argenteau, manœuvrant dans les environs de Ceva, donnait à penser qu'elle voulait se porter brusquement sur Finale. Un gros détachement de cavalerie piémontaise, placé non loin de Coni, se tenait prêt à passer les Apennins ou les Alpes, par le premier chemin que lui ouvrirait la victoire. Les vallées de Stura, de Suse et d'Aoste étaient gardées par des troupes suffisantes, la plupart piémontaises, sous le commandement des ducs d'Aoste et de Montferrat. Ces troupes avaient de puissans auxiliaires dans les barbets, brigands vagabonds plutôt que soldats disciplinés. Légers et alertes, ils se cachaient dans les endroits les plus retirés et les plus escarpés des montagnes du comté de Nice, voyaient d'un coup d'œil tous les mouvemens de l'ennemi, surprenaient les convois, et massacraient souvent avec cruauté les militaires isolés. Ils apportaient une barbarie sans exemple dans la défense de la cause royale. Le roi aurait voulu les soumettre à des règles, et leur inspirer plus de modération; mais les ordres du prince ne pouvaient rien contre tant de fureur et d'inhumanité. Si l'on peut louer les barbets, je ne dirai pas de l'intention qui était évidemment cou-

pable, mais du motif dont ils s'autorisaient, il faut aussi les blâmer des moyens dont ils se servirent, puisqu'ils firent dégénérer la guerre en guet-apens de grande route.

Les Français, de leur côté, sous les ordres de Kellermann, se préparaient avec ordre à la défense, encore bien que leur armée ne fût pas égale en nombre à celle des confédérés. Leur aile droite, commandée par Masséna, touchait par l'une de ses extrémités à Vado, et s'étendait jusqu'à la vallée de Tanaro, par les hauteurs de Saint-Jacques, de San-Pantaleone, de Mélogno, de Bardinetto, de Saint-Bernard et de la Pianeta. Là commençait le centre, qui, par le col de Tende, se réunissait sur le Sabbione à l'aile gauche répartie sur les sommets de Raüs et des Fenêtres, et dans les vallées de la Vesubia et de la Tinea.

Savone était une ville de grande importance, soit par les facilités que présentait son port, soit par la force de sa citadelle. L'un et l'autre parti, au mépris de la neutralité de Gênes, avait le projet de s'en emparer, ou par ruse, ou par un coup de main. Il y eut même un engagement sous ses murs, entre les républicains qui s'y trouvaient, et les alliés qui voulaient les surprendre ; mais la fermeté du gouverneur Spinola éclata en cette occasion ; il sut à la fois conserver la neutralité et la place.

A cette mêlée sans ordre, succédèrent bientôt

des batailles générales. Il était du plus haut intérêt pour les confédérés de chasser les Français du littoral de Gênes, sans quoi la Lombardie autrichienne restait gravement compromise, et la défense du Piémont devenait presque impossible. Ils ne délibérèrent pas long-temps sur le genre d'attaque. Le front de l'armée française était fort étendu, puisqu'il se prolongeait, sur les monts Liguriens, depuis Vado jusqu'au col de Tende. Rompre cette armée par son centre, c'était la vaincre sur tous les points; et comme les Anglais, maîtres de la Méditerranée, pouvaient à tout moment approvisionner les alliés de vivres et de munitions, il était nécessaire de porter les premiers coups à l'armée française, non loin du rivage, pour que les forces de terre et de mer pussent agir d'intelligence dans un but commun. Les confédérés se décidèrent en conséquence à diriger leurs plus grands efforts contre les monts de Saint-Jacques et de Mélogno, afin de séparer l'armée française de son aile droite. Ils résolurent aussi d'attaquer vigoureusement la position de Vado. Leur but était d'empêcher ce poste d'envoyer des secours du côté de Saint-Jacques et de Mélogno; peut-être espéraient-ils encore que la fortune les seconderait également à Vado, ce qui aurait multiplié les points de débarquement pour les Anglais; mais les principales attaques devaient avoir lieu

à Saint-Jacques qui commande la campagne de Savone, et à Mélogno qui domine Vado, et s'étendait à travers l'armée française. Ce fut vers la fin de juin que les Autrichiens assaillirent avec la plus grande valeur le poste de Vado. Les Français, aux ordres de La Harpe, se défendirent avec une égale bravoure. Ils firent même si bien, que malgré plusieurs assauts furieux, tentés par des troupes supérieures en nombre, non seulement ils tinrent ferme, mais repoussèrent l'ennemi, qui déjà, après des efforts incroyables, s'était emparé du pont sous les murs de Vado. Parmi toutes les actions de cette campagne, ce fut celle où les Français montrèrent le plus de courage, et d'habileté à saisir l'avantage du lieu et des circonstances.

Ils ne furent pas à beaucoup près si heureux au combat de Saint-Jacques et de Mélogno; Devins, à la tête d'une grosse division autrichienne, donna impétueusement contre tous les postes qui gardaient la première de ces montagnes. Les succès se balancèrent d'abord; le nombre des morts et des blessés fut considérable de part et d'autre. Les cadavres encombraient les sentiers du roc, le sang y coulait à grands flots; on se battait depuis sept heures, et il était impossible de prévoir qui devait l'emporter ou de la constance des Autrichiens ou de l'ardeur des Français. Enfin, la fortune républicaine dut céder. Les Impériaux qui savaient que de cette action dépendait le succès de

la guerre en Ligurie, firent un dernier effort, chassèrent l'ennemi, et s'emparèrent du sommet de la montagne. Moins longue et moins disputée, la bataille de Mélogno eut le même résultat. Par un oubli inconcevable du général français, il ne se trouva à la garde de cette position essentielle que deux bataillons, trop faibles de beaucoup contre le grand nombre qu'ils avaient en tête. Argenteau s'y porta avec cinq mille soldats d'élite, et s'en rendit maître sans beaucoup de difficulté. Cet accident donnait victoire complète aux troupes de l'empereur, et contraignait les Français d'abandonner toutes leurs positions. Aussi Kellermann, informé de la perte de Mélogno, envoya quatre de ses plus braves bataillons, commandés par Masséna, pour reprendre la montagne, qu'il importait si fort de conserver. Masséna profita très habilement d'un épais brouillard pour s'approcher, sans être vu, jusqu'aux avant-postes. Ceux-ci furent frappés d'une telle épouvante que, sans opposer d'autre résistance, ils prirent aussitôt la fuite, et peu s'en fallut qu'ils ne missent la confusion parmi ceux qui gardaient les fortifications établies sur le sommet du rocher. Mais les officiers raffermirent si bien le courage des soldats, que l'ennemi, qui déjà s'apprêtait à franchir les retranchemens, fut contraint de reculer devant les baïonnettes et le feu de l'artillerie. Les Français se retirèrent avec perte d'un bon

nombre de vaillants soldats. Cet échec ne les découragea cependant pas tellement qu'ils ne voulussent tenter, par un second assaut, de réparer l'inutilité du premier. Masséna lui-même, accoutumé aux entreprises les plus difficiles et les plus périlleuses, Masséna était à leur tête. Il les divisa en trois corps; les deux colonnes des extrémités devaient prendre l'ennemi en flanc, pendant que celle du milieu attaquerait de front le redoutable sommet. Ils marchaient, pleins d'espérance pour la victoire; mais le brouillard qui avait assuré leurs premiers succès, ne tarda pas à déjouer leurs seconds efforts. En effet, les deux colonnes latérales, se méprenant sur la route qu'elles avaient à suivre pour agir séparément de celle du centre, se réunirent au contraire à celle-ci, de sorte qu'au lieu de trois assauts qui auraient inquiété les Impériaux sur trois points différens, principalement sur les côtés qui étaient les plus faibles, il n'y en eut qu'un, et de front, contre les redoutes du centre qui étaient les plus fortes. Les chances du combat n'étaient plus les mêmes, et les Autrichiens, protégés par leurs fortifications, faisant jouer directement, et sur un seul point, toute leur artillerie, obligèrent les républicains à se retirer promptement, et avec perte, aux lieux d'où ils étaient partis. Les Allemands s'emparèrent encore du passage de Spinardo, autre position considérable, qui leur facilitait les moyens de

couper en deux l'armée française. L'occupation de Saint-Jacques et de Melogno permit aux Impériaux d'atteindre les hauteurs qui dominent Vado, et de foudroyer encore les Français de ce côté. Par suite de ces revers, les républicains ne devaient plus songer à se maintenir en cet endroit. Ils l'évacuèrent donc, après avoir encloué vingt-deux canons et deux obusiers qu'ils ne pouvaient emporter. Les Autrichiens y entrèrent aussitôt, et y laissèrent en garnison le régiment d'Alvinzi.

Pendant que ces événemens se passaient sur la frontière de l'état de Gênes, plusieurs autres batailles se livraient avec des succès divers sur la crête des Apennins et des Alpes. Les Français s'emparèrent du col du Mont qui leur ouvrit la route à l'intérieur de la vallée d'Aoste. On se battit avec une égale valeur des deux côtés, au mont Genèvre, au col de Tende, à Saint-Martin de Lantosca. Ces engagemens lointains entre les Français et les Piémontais, avaient pour but de favoriser les batailles plus sérieuses du Génovésat, d'où dépendaient, pour les premiers, la conquête ; pour les seconds, la conservation de l'Italie.

L'occupation des positions les plus importantes du côté de Savone, par les Autrichiens, compromettait l'armée française, dont l'aile droite pouvait être coupée. Kellermann le vit, jugea nécessaire de faire rétrograder cette aile, et de

rapprocher par ce mouvement tout le front de sa ligne qui, trop étendue depuis le Petit-Saint-Bernard jusqu'aux limites de Vado, se trouvait moins en état de résister à un ennemi supérieur en nombre. Le dessein était prudent, la manœuvre fut habile. L'aile droite se retira d'abord à Borghetto; prenant ensuite sa route par Cériale, Balestrino, Zuccarello, et tirant par les montagnes où le Tanaro prend sa source, elle se réunit au corps qui gardait le col de Tende, et se replaça ainsi sur le front de l'armée. Finale et Loano abandonnés par les républicains, tombèrent au pouvoir des Impériaux.

La retraite de Vado avait été indispensable pour les Français, elle leur devint funeste par la disette de vivres qui en résulta. Des corsaires de cette ville et de Savone couraient continuellement la mer sous pavillon autrichien, et l'infestaient jusqu'à Nice, de sorte que les bâtimens génois n'y pouvaient plus porter de blé. A peine quelques légères barques hydriotes, se glissant à la faveur de la nuit et du vent, réussissaient-elles à débarquer; secours insuffisant dans une nécessité si pressante. Pour entraver par plus d'obstacles encore la marche des vaisseaux neutres vers la France, et la partie du Génovésat occupée par les républicains, le général autrichien avait armé, à Savone, de grosses flûtes portant vingt canons. Il y avait aussi à Vado deux moyennes galères

et quatre flûtes napolitaines qui veillaient assidûment sur ces parages. Ces bâtimens légers allaient à la découverte, sous la protection des frégates anglaises, qui s'emparaient avec des forces supérieures de tout ce qui leur était signalé. De ces mesures, il résulta pour les Français une disette extraordinaire ; et déjà les confédérés se persuadaient que les républicains, affaiblis par la famine, abandonneraient d'eux-mêmes tout le littoral; mais la constance des Français, dans cette extrémité de vivres, égala leur bravoure dans les batailles; ils conservèrent, à Borghetto et à Cériale, leur attitude fière et menaçante. Les généraux confédérés pensèrent alors que, puisque la faim ne suffisait pas, il fallait appeler la force à son secours. Ils attaquèrent, avec de nombreuses troupes et une grande ardeur, les nouvelles positions des Français. De sanglantes batailles se succédèrent; la victoire passait et repassait de l'une à l'autre armée; mais enfin les alliés, n'ayant pu parvenir à déloger les Français, perdirent le fruit de leurs tentatives. En effet, ne pas s'emparer de ces postes, c'était renoncer à tous les bienfaits du traité de Valenciennes; c'était prouver que les armes de l'empereur et celles du roi réunies ne pouvaient rien contre la France; c'était laisser indécise la question de la conquête ou de la conservation de l'Italie ; c'était enfin donner le temps aux Français de se prévaloir avec avantage de la

paix qu'ils étaient sur le point de conclure avec l'Espagne. Ainsi s'arrêtèrent et vinrent échouer les destins de l'Italie contre l'humble rocher de Borghetto.

Dans ce temps on oubliait de plus en plus à Naples les leçons de la modération. Le bruit de la révolution française qui retentissait dans tout l'univers, les instigations secrètes de quelques agens de la France, l'exemple et les exhortations des marins de l'escadre de l'amiral Truguet, qui avait mouillé dans le port de Naples en 1793, et enfin l'influence de l'époque, avaient propagé dans le royaume des opinions favorables au système républicain. De jeunes étourdis les professaient ouvertement ; d'autres moins imprudens, mais plus inexcusables, s'assemblaient en secret dans le dessein de renverser le gouvernement. Les discours furent remarqués, les trames secrètes découvertes ; le gouvernement prit des mesures contre les novateurs. La reine Caroline, qui avait placé toute sa confiance dans le ministre Acton, exerçait une grande influence dans l'administration du royaume. Des revers publics et privés avaient allumé son courroux, et lui faisaient voir plus de malveillans qu'il n'y en avait en effet. Peut-être aussi trouvait-elle quelque consolation à venger la fin déplorable de ses parens en France, sur les Napolitains imbus en apparence des opinions qui avaient amené ces douloureuses cata-

strophes. Le ministre Acton, qui connaissait le caractère de la princesse, s'étudiait, suivant l'usage des favoris, à flatter ses penchans, et montrait continuellement à son imagination déjà si enflammée, des conjurations, des tentatives de rébellion et des périls. On créa une junte contre les conspirateurs : le prince de Castelcicala, le marquis Vanni et un certain Guidobaldi, ancien procureur de Teramo, en furent nommés membres. Cette junte était disposée non seulement à faire justice, mais encore à user de rigueur. Emmanuel de Deo, jeune homme épris des opinions nouvelles, et mêlé dans les sociétés secrètes qui menaçaient la sûreté de l'état, fut puni du dernier supplice, et mourut avec une rare fermeté. D'autres furent emprisonnés, d'autres relégués sur plusieurs points du royaume. Jusque là le gouvernement exerçait un droit, et remplissait même un devoir; mais malheureusement on créa les suspects, quelquefois sur des indices plus ou moins fondés, quelquefois même sans aucun indice, parce que les rivalités et les haines particulières agissaient là où il n'y avait ni culpabilité, ni apparence de culpabilité. Les prisons du royaume se remplirent; la terreur était dans tous les esprits. Les jugemens traînaient en longueur; on repoussait les inspirations les plus légitimes de la nature; les parens qui priaient pour leurs enfans tombés en disgrâce, devenaient

suspects, aussi-bien que les avocats qui les défendaient. La crainte de l'espionnage troublait les épanchemens de l'amitié. Après avoir entassé dans les prisons un grand nombre de malheureux, Vanni disait que les jacobins pullulaient encore dans le royaume, et qu'il faudrait en arrêter vingt mille. Ses actions répondirent à ses paroles; les arrestations se multiplièrent. Médici fut chargé de fers, parce qu'Acton était jaloux de son ascendant, et craignait qu'il ne lui enlevât la faveur de la reine, au moyen d'une sœur qui était fort avant dans l'intimité de la princesse. Telle fut même la trame ourdie pour le perdre, que, sans l'intégrité du juge Chinigò, la victime serait tombée dans le précipice, et le royaume eût été privé d'un homme d'état d'une grande habileté. Indépendamment des opinions qu'on lui attribuait, Médici était accusé de correspondance avec les Français; les lettres furent produites au tribunal, comme si en effet elles fussent venues de France, lorsque Chinigò, en les examinant attentivement, fit voir que le papier était de fabrique napolitaine. Les peines inusitées duraient déjà depuis long-temps, et la rigueur ne s'apaisait pas. Les peuples, qui d'abord avaient été saisis d'épouvante et de compassion, commencèrent à s'indigner, et à donner quelques signes de mécontentement. Le gouvernement voulut y remédier. Comme Vanni était sur-

tout devenu l'objet de la haine universelle, et qu'on lui imputait plus qu'à ses collègues les faits dont on se plaignait, il fut destitué et envoyé en exil, récompense digne du bienfait. Malgré tout, la modération qu'on espérait ne fut point complète, et les rigueurs ne cessèrent entièrement que lorsque Naples signa la paix avec la France. Le royaume était plein de ces ressentimens terribles, et il ne faut plus s'étonner s'ils ont éclaté avec tant de violence quand les événemens leur en fournirent l'occasion.

D'un autre côté, la domination anglaise ne s'affermissait pas en Corse, soit par l'inquiétude naturelle à ces insulaires, soit à cause du grand nombre des partisans français, soit enfin, parce que le peuple, demandant à la liberté, comme c'est l'ordinaire, plus de faveurs qu'elle n'en peut accorder, s'était faussement imaginé qu'il allait lui devoir l'immunité des taxes; mais, quand il se vit déchu de ses espérances, il se mutina, s'écriant que le joug était le même, et que le maître seul était changé. En outre, le nom de Paoli était encore tout puissant en Corse. Ceux qui préféraient l'indépendance de l'île à sa réunion à l'Angleterre, tournaient volontiers les yeux vers lui, espérant que l'homme qui avait disputé l'empire de la Corse à la France, pourrait bien aussi le disputer aux Anglais. Toutes ces causes, agissant sur les esprits, ensemble ou sé-

parément, avaient donné lieu à quelques mouvemens dans plusieurs villages en deçà des monts, et principalement dans les environs d'Ajaccio. Des bandes armées couraient la campagne, et, non contentes de ne pas acquitter les contributions, elles s'opposaient encore à ce que d'autres les payassent. Elles entraient à force ouverte chez les partisans des Français, comme chez les partisans de l'Angleterre. La violence et la rapine signalaient partout leur passage. Le mal était grand, et le devenait chaque jour davantage. Déjà le nom de France se mêlait aux cris des mécontens; le revers essuyé par la flotte républicaine dans la Méditerranée n'avait apporté aucun changement à la disposition antérieure des esprits. L'opiniâtreté voulait achever l'ouvrage de la haine, et la promptitude de mesures répressives, pouvait seule prévenir un soulèvement universel. A cet effet, après avoir informé son gouvernement de ce qui se passait, le vice-roi Elliot publia une proclamation, où il rappelait tous les bienfaits de l'Angleterre. C'est elle, disait-il, qui a délivré la Corse de l'anarchie et d'une domination despotique; qui, au prix de son sang, lui a donné le repos et la liberté; qui acquitte de ses propres deniers les charges les plus pesantes; fournit à la paie des soldats corses; entretient les arsenaux d'Ajaccio. Elle a maintenu dans l'île la liberté individuelle, l'inviolabilité des

propriétés, le respect pour l'antique religion de l'état, et les vaisseaux corses voguent librement sous la protection de la puissante marine des Anglais. Des traités se négocient avec le pontife pour obtenir des règlemens du plus haut intérêt sous le rapport de l'utilité générale. Tout présage, tout promet un gouvernement sage et paternel : que signifient donc ces mouvemens et cette turbulence nouvelle ? Souvenez-vous bien que le trouble amène toujours la violence ; que, quand la licence a renversé les lois, il n'y a plus de sûreté, ni pour les propriétés, ni pour les personnes ; que ces soulèvemens peuvent frayer la route à l'ennemi furieux qui est à vos portes. Il est absurde de vouloir un gouvernement sans impôts, et la Corse a moins sujet de se plaindre que tout autre, puisque ses impôts sont consentis par ses représentans, et que l'Angleterre supplée à leur insuffisance. Souvenez-vous de la foi jurée, de vos sermens solennels. Votre erreur m'inspire plus de compassion que de courroux, et je préfère la douceur des remontrances à la sévérité des châtimens. J'écouterai toute plainte fondée sur la justice, je ferai droit à toute demande raisonnable ; mais je ne souffrirai jamais que la violence l'emporte sur la loi, et je saurai maintenir en Corse, la dignité de l'Angleterre, et les droits acquis à mon souverain.

Ces exhortations produisirent assez d'effet, non

sur les populations rebelles; elles ne se rendent point aux paroles, et c'est avec la force qu'on les réduit; mais sur celles d'au-delà des monts, qui étaient plus affectionnées à l'Angleterre. Quelques bataillons provinciaux furent donc organisés et envoyés dans les villages révoltés, pour soutenir la proclamation du vice-roi. En outre, soit qu'il fût l'auteur, ou seulement le prétexte de ces insurrections, Paoli fut appelé en Angleterre par le roi. Pour couvrir cette mesure d'un voile honorable, le souverain anglais écrivit à Paoli que sa présence en Corse inspirait trop d'ardeur à ses amis; qu'il l'invitait à venir respirer à Londres un air plus doux; que sa fidélité y trouverait sa récompense, et qu'il le traiterait comme un membre de sa famille. Paoli obéit, vint en Angleterre, y reçut une pension annuelle de deux mille livres sterling, et y passa le reste de ses jours, entouré de plus de caresses que d'honneurs. Ainsi finit Paoli, homme recommandable dans l'histoire, et qui le serait encore davantage, si la révolution française n'eût pas eu lieu. Il dut sa gloire à ses malheurs plus qu'à sa prospérité. La première atteinte portée à son nom, vint de son consentement à revenir dans sa patrie quand la France l'y autorisa, et surtout de ses efforts à ranger son pays sous la domination de l'Angleterre. Puisqu'il était arrêté par la Providence que la Corse ne devait point se gouverner par elle-même, puisque sa destinée

était d'obéir à la France ou à l'Angleterre, c'était un devoir pour Paoli de n'accepter ni les bienfaits de l'une, ni les propositions de l'autre. Tant il est vrai qu'il est des circonstances où l'homme ne doit plus chercher la gloire que dans l'inaction ; mais le ciel voulut que ce Corse célèbre servît encore d'exemple à ceux qui, par ambition, ou par un esprit de parti coupable, appellent le joug de l'étranger sur leur patrie ; le moindre malheur qui les attend est la défiance de ceux-là même dont ils se sont rendus les dociles instrumens.

Les exhortations du vice-roi, la présence des soldats corses à la solde de l'Angleterre, le départ de Paoli, et aussi les instructions modérées qui arrivèrent de Londres, eurent le succès le plus complet. Les communes insurgées, et parmi toutes les autres, celles d'Ajaccio et de Mezzana, qui s'étaient montrées les plus opiniâtres, déposèrent les armes et rentrèrent sous l'obéissance. Ainsi fut rétablie, sinon la concorde, au moins la paix dans l'île de Corse. Les haines n'y étaient cependant point éteintes, et le moment approchait où elles devaient amener des résultats funestes à la puissance anglaise dans l'île.

Quelques mouvemens eurent aussi lieu à cette époque en Sardaigne, principalement à Sassari, ville voisine de la Corse. Le peuple soulevé demandait les *stamenti*, qui ne sont autre chose que les états-généraux de Sardaigne ; il réclamait les

priviléges accordés par les rois d'Aragon, et l'exécution des traités de 1720. A la tête de ce mouvement étaient Goveano Fadda, Joachim Mundula, et surtout le chevalier Angioi, modèle d'autant plus parfait de la vertu modeste des anciens, qu'il connaissait moins cette vertu fanfaronne des modernes.

La ville de Sassari envoya ses députés à Turin pour représenter respectueusement au roi le désir que le peuple avait de rentrer dans ses droits. On donna bon espoir aux députés, peut-être même quelque chose de plus que de l'espoir, et ils revinrent de Turin sans avoir rien conclu. D'ailleurs les soulèvemens furent promptement apaisés, et le calme reparut à la grande satifaction du roi, qui avait vu avec chagrin la révolte de Sassari, après la belle défense de Cagliari contre Truguet. Fadda, Mundula et Angioi cherchèrent leur salut dans la fuite.

Sur ces entrefaites arriva de Bâle l'importante nouvelle que, le 22 juillet, un traité de paix avait été signé entre la république française et l'Espagne; événement qui devait exercer en Italie, et particulièrement dans les états du roi de Sardaigne, autant d'influence qu'en avait exercé sur les affaires d'Allemagne, et surtout en Autriche, la paix conclue entre la France et la Prusse. L'armée victorieuse des Pyrénées pouvait facilement se diriger

sur les Apennins, où la France aurait eu, à ce moyen, des forces supérieures. D'un autre côté, toujours séduits par l'espoir d'envahir l'Italie, persuadés qu'ils pouvaient acquérir le Piémont par la paix, comme le Milanais par la guerre, les républicains de Paris avaient eu soin de faire insérer dans le traité d'Espagne, cette clause : qu'en témoignage de l'amitié que la république portait au roi catholique, elle accepterait sa médiation en faveur du royaume de Portugal, du roi de Naples, du roi de Sardaigne, de l'infant duc de Parme et des autres états d'Italie, afin de rétablir la bonne intelligence entre ces différens princes et la république; d'où l'on pouvait conclure que, si les princes refusaient la paix, on les accuserait de la continuation des hostilités, et, dans le cas contraire, la France devenait maîtresse de l'Italie après y avoir aboli la puissance autrichienne. Ulloa, ambassadeur espagnol à Turin, s'interposa donc médiateur, au nom de son souverain, entre le roi Victor et la république. Il offrit au prince la garantie et l'intégrité de ses états, s'il consentait à se déclarer neutre et à donner passage aux Français; la possession du Milanais, s'il voulait faire cause commune avec la France, et des accroissemens de territoire plus à sa portée en échange de la Sardaigne. Le roi Victor entendit avec indignation les propositions de l'Espagne, et

déclara, tout d'abord, qu'il persistait dans son alliance avec l'Autriche. Cependant, pour décider l'affaire avec plus de calme, soit que l'on fût disposé à traiter, soit qu'on voulût seulement le paraître, un grand conseil fut convoqué. Plusieurs personnages y furent appelés, les uns connus par leur prudence, les autres par leur habileté militaire. L'objet en délibération était des plus graves, puisqu'il s'agissait de savoir si le Piémont conserverait son indépendance, ou s'il tomberait sous une domination étrangère. Le marquis Silva assistait au conseil. C'était le fils d'un Espagnol, consul de cette nation à Livourne. Le marquis avait appris à connaître les hommes dans de fréquens voyages en Europe, et surtout en Russie, où il avait été accueilli avec bienveillance par l'impératrice Élisabeth. De longues études, et sa propre expérience, en avaient fait un militaire distingué; il avait même publié des traités sur l'art de la guerre. Enfin, étant entré au service du roi de Sardaigne, il s'était acquis l'estime et la considération générale. Invité à donner son avis dans une circonstance aussi critique, il s'exprima avec la plus grande énergie, dans les termes suivans : « Chaque fois que j'ai été appelé à émettre mon opi-« nion sur cette malheureuse guerre, j'ai trouvé « partout des contradictions, beaucoup de médi-« sance, et quelques accusations odieuses. Il sem-« blait que j'eusse hérité du sort de Cassandre, pré-

« disant toujours de terribles vérités, et ne rencon-
« trant jamais que des incrédules. Quelle que soit
« donc la gravité des événemens, je ne me serais
« point attendu à la nécessité de donner encore en
« ce moment mon avis ; mais, quelque opposition
« que je doive rencontrer, quelque calomnie que
« je doive subir, mon devoir m'impose l'obliga-
« tion de répondre à l'appel qui m'est fait. Je ne
« manquerai point à un souverain que j'adore, à une
« patrie que je me suis volontairement choisie, et
« dont je me regarde comme le fils et l'élève. Avant
« d'entrer plus avant dans la question, j'insiste
« sur cette vérité, qu'une nation est libre quand
« elle veut l'être, malgré tous les obstacles qu'on
« peut lui opposer; qu'ensuite cette nation de-
« vienne grande, généreuse et guerrière, elle de-
« vra bientôt à cette même liberté tant de force,
« de grandeur et de puissance, que tous les pays
« voisins seront bientôt réunis à son domaine, ou
« se régiront du moins par ses lois. Maintenant
« dites-moi, je vous supplie, s'agit-il d'autre chose
« que d'accepter ces lois avec honneur, ou de les
« subir avec ignominie? Le choix peut-il être un
« instant douteux entre un ami, insolent peut-
« être, et un ennemi assurément plein de ressen-
« timent et d'orgueil? Quel homme prudent ba-
« lancera, surtout s'il considère la foi douteuse
« d'un allié, le conquérant plutôt que le défen-
« seur de notre pays, la cause prochaine de notre

« ruine plus que l'auteur possible de notre salut?
« et si tout autour de nous les remparts de ce
« royaume, autrefois heureux et inaccessible, nous
« ont effrayés du bruit de leur chute; si la tempête
« menace les plaines fertiles de notre beau Pié-
« mont; si nos forteresses sont ébranlées; si l'in-
« quiétude règne dans tous les esprits; si la ter-
« reur générale est le pronostic d'une destruction
« universelle; si l'Italie entière s'épouvante à l'as-
« pect d'un avenir funeste; qui faut-il accuser de
« ces calamités? qui devons-nous en remercier,
« sinon ce même allié dont j'aperçois bien l'am-
« bition, mais en qui je cherche la fidélité? Il vous
« excite par de perfides insinuations; il vous abuse
« par des secours insuffisans. Souvenez-vous,
« messieurs, de tout ce que je vous ai déjà dit
« et démontré jusqu'à l'évidence. Du jour où les
« Français sont parvenus à établir la ligne de leurs
« opérations, du flanc oriental des Alpes jusqu'à
« travers les Apennins; nos barrières les plus sûres,
« celles des monts et des forteresses ont été ren-
« versées, et le Piémont dépossédé de ses rem-
« parts, privé de toutes ses défenses et miné de tous
« côtés, est menacé d'une ruine prochaine et iné-
« vitable.

« Chargé de l'inspection des lieux par le roi,
« j'ai démontré à sa majesté que cette ligne est
« impénétrable, depuis la Viosène jusqu'à Toi-
« rano, parce que les sommets des monts, par

« Termini et Galletto, jusqu'à Balestrino, sont « absolument inaccessibles; que si l'armée voulait « déboucher par le Carlino, elle se trouverait pré- « cisément entre cette montagne et le comté de « Nice, dans une gorge profonde où cinquante mille « hommes ne pourraient rien contre l'ennemi, où « le nombre même deviendrait funeste; qu'il ne « fallait pas espérer davantage rompre cette ligne « par la droite, du côté de Ceriale, parce que les « Français, se retirant dans une seconde position, « et nous savons que jusqu'à Vintimille ils en « ont quatre plus fortes les unes que les autres, « pourront toujours à leur gré descendre des hau- « teurs dont ils sont maîtres, et pénétrer sans « le moindre obstacle dans le cœur même du « Piémont. Peut-être comptez-vous sur votre ar- « mée; mais l'armée, encore bien qu'elle ne le « cède à nulle autre en valeur, faible par elle- « même, l'est devenue davantage par les pertes « qu'elle a éprouvées, et suffira tout au plus à « la défense de Turin : que si elle tarde à s'y mettre « à couvert, tournée sur ses flancs, cernée et cou- « pée par les colonnes françaises parties de tous « les points des frontières de Gênes et de la vallée « du Tanaro, jusqu'à celle de la Stura, il ne lui « restera aucune voie de salut. Ces vérités ne peu- « vent être l'objet d'aucun doute, excepté pour « ceux qui ignorent la situation des lieux, l'im- « puissance de l'armée, l'épuisement des finances,

« et la force de l'esprit de rébellion. Quelques « hommes, plus aveugles que prudens, voyent con- « tinuellement descendre du Tyrol, au secours du « Piémont, tantôt quarante mille, tantôt soixante « mille Autrichiens. Plût à Dieu que ces armées « fussent des réalités visibles plutôt que des chi- « mères nées dans l'esprit fantastique de certains « conseillers ardens. Le secours est annoncé de- « puis trop long-temps pour qu'il y ait sincérité « dans la promesse. Fiez-vous maintenant aux « vaines espérances, aux exagérations fallacieuses, « aux offres perfides de la cour de Vienne. Mais « que dis-je? quand les faits parlent qu'est-il be- « soin de discours? n'est-il pas stipulé dans le « traité de Valenciennes, que les Allemands ne com- « battront qu'en plaine? Ignorez-vous les ordres « donnés aux généraux allemands, d'éviter les ac- « tions périlleuses, de se tenir serrés, de ménager « leurs soldats, de les réserver pour la défense « de la Lombardie? Devins lui-même ne me l'a-t-il « pas dit clairement? ne l'a-t-il pas déclaré à qui « a voulu l'entendre? Vous pouviez dire, il y a « deux ans, que le Piémont était le rempart de « la Lombardie; cela était vrai alors; ce ne l'est « plus aujourd'hui que les Alpes sont perdues, les « Apennins envahis, nos plaines ouvertes; au- « jourd'hui que vous délibérez avec effroi sur la « possibilité douteuse de préserver la royale ville « de Turin, séjour antique de nos augustes princes.

« Persisterez-vous à prétendre que le Piémont est « le boulevard de la Lombardie? mais alors les « généraux autrichiens auraient le droit de vous « répondre que, le Piémont se trouvant désormais « sans défense, si leur armée s'obstine à en dis- « puter la conquête pour retarder d'un moment « l'invasion de la Lombardie, cette armée va se « trouver elle-même en danger d'être séparée du « Milanais, et qu'ainsi la Lombardie, l'armée des- « tinée à la couvrir, et le Piémont avec elles, « seraient perdus tous ensemble, au même instant, « sans espoir de retour, et l'Italie elle-même, « placée sous le joug de la servitude. L'homme « ne combat point pour les intérêts d'autrui avec « la même valeur que pour ses intérêts particu- « liers. Les Autrichiens vous en ont déjà fourni la « preuve, en combattant si mollement en votre « faveur, dans le temps même où ils espéraient « des conquêtes, et quand il s'agissait de leur sû- « reté personnelle; et cependant, vous étiez re- « doutables alors; vous avez cessé de l'être au- « jourd'hui. Ou je me trompe fort, ou, dès que « les Français se seront ébranlés du côté de Gênes, « vous les verrez, ces mêmes Autrichiens, cou- « rir précipitamment vers la Lombardie, et vous « abandonner en proie au vainqueur, emmenant « avec eux jusqu'au dernier soldat de cette armée « auxiliaire, si peu nombreuse, et déjà exténuée, « que l'empereur avait pris l'engagement de vous

« envoyer. Ainsi donc, voyant les boulevards de « l'état au pouvoir de l'ennemi, ou en danger « d'y tomber; la force numérique et morale de « notre armée affaiblie; un allié peu fidèle, qui « travaille à son salut plus qu'au nôtre; je pense « que la paix est préférable à la guerre; je vous « exhorte à la paix; je l'appelle de tous mes vœux, « pendant que les forces qui nous restent encore, « peuvent nous la faire obtenir honorable et avan- « tageuse. Si vous attendez la dernière extrémité, « on vous l'imposera honteuse, insupportable, et « vous aurez signé votre esclavage éternel. Si l'on « a de meilleurs conseils à vous donner, je les « écouterai avec plaisir; mais, quels qu'ils soient, « hâtez-vous, le temps presse, l'occasion fuit, « et le péril nous environne. Maintenant, que le « ciel favorable vous éclaire, qu'il vous inspire de « sages mesures pour le salut du généreux Pié- « mont et de la noble Italie! »

Ce discours d'un homme connu par son habileté militaire, sa franchise et ses liaisons étroites avec le général autrichien Strasoldo, produisit beaucoup d'effet sur les assistans, dont plusieurs inclinaient à la paix, quoique tous fussent opposés à la France. Cependant le marquis d'Albarey se leva pour combattre cette tendance des esprits. Le marquis d'Albarey était pacifique et modéré de sa nature; mais il avait pris part au traité de Valenciennes, et s'appuyant sur les considéra-

tions politiques, il opina pour la guerre et le maintien de l'alliance avec l'Autriche.

« Les chances de la guerre, dit-il, plus que toute « autre entreprise humaine, sont soumises au ca- « price de la fortune. Les événemens purement « politiques, au contraire, ne varient qu'en raison « de la supériorité éventuelle des armes. La rai- « son de cette différence est que les succès de la « guerre dépendent du hasard et du courage de « l'homme qu'un accident imprévu peut abattre, « tandis que la politique a pour base nos pas- « sions, qui sont toujours les mêmes dans tous « les temps et dans tous les lieux. En effet, nous « voyons les empires les plus puissans et les plus « glorieux renversés par la force des armes, pen- « dant que ceux qui se renferment prudemment « dans le cercle de la politique proprement dite, « se maintiennent aussi long-temps qu'il est « donné aux institutions humaines de se main- « tenir. La force a je ne sais quoi d'aveugle et de « téméraire qui la fait donner contre les écueils « et dans les abîmes; la prudence, au contraire, « qui naît de la connaissance approfondie des pas- « sions de l'homme, possède je ne sais quelle « adresse qui la fait glisser entre les obstacles et « surmonter les périls. Le marquis Silva vous « propose de faire la paix, parce qu'il ne croit « pas que vous puissiez continuer la guerre. Il « appelle l'Autriche infidèle; il insiste pour que

« le roi se confie à la république française, encore « bien que les démonstrations actuelles de cette « république ne soient pas propres à l'y engager, « république, d'ailleurs, ennemie naturelle et ter- « rible de tous les rois. Mais pour traiter dès à « présent la question de la guerre, et ici je rends « hommage aux connaissances de mon adversaire, « je lui demande quelle est l'armée la plus con- « sidérable, ou la nôtre réunie à celle de l'Au- « triche, ou celle de l'ennemi exposée seule aux « efforts réunis des alliés? Il va certainement ré- « pondre, avec la franchise dont il fait profession, « que c'est la nôtre. Je lui demande en outre « s'il croit qu'après la jonction de l'armée des « Pyrénées, les Français seront plus nombreux « que les confédérés renforcés par les nouvelles « troupes autrichiennes que nous attendons; il « va encore répondre qu'il ne le croit pas, parce « qu'il faudra, malgré tout, garder les Pyré- « nées, et que la paix avec l'Espagne laissera sub- « sister les défiances. Si je lui demande enfin s'il « accorde plus de valeur aux Français qu'aux « Piémontais, ou qu'aux Autrichiens, je suis cer- « tain qu'il me répondra toujours par la négative. « Quel est donc le but de ces doléances? que veu- « lent dire ces prédictions sinistres? Les Français « sont maîtres des hauteurs? qu'ils les gardent, « et qu'ils périssent de faim, de misère et de « froid, sur ces sommets escarpés et sauvages. Ils

« occupent les hauteurs? mais ils n'ont point les « défilés. Quant à nos forteresses, je n'en vois « point qui chancelle ou qui soit en leur pouvoir. « Pénétrer dans le Piémont, en laissant derrière « eux des forteresses ennemies, serait de la part « des Français folie plutôt que bravoure, et nous « devons le désirer plus que le craindre. Déjà « la valeur piémontaise et autrichienne n'a-t-elle « pas affronté les républicains? Et les champs de « bataille, encore jonchés de leurs cadavres, n'attestent-ils pas la puissance de ces bras, de ces « armes qui protègent encore en ce moment l'Italie contre la rage et l'avidité des Français? Je « ne comprends pas davantage que l'on puisse « accuser la loyauté ou la valeur de l'Autriche. « Interrogez Savone et Saint-Jacques, Vado et « Mélogno encore teints du sang de l'ennemi, ils « vous diront la pesanteur de l'épée allemande et « la portée des canons autrichiens. Que les généraux « allemands veillent sur la Lombardie, je le crois « sans peine et c'est leur devoir; mais qu'ils ne « veillent pas sur le Piémont, qui peut les en accuser, lorsque tant de sang répandu, tant de « trépas reçus, non seulement sur les cimes liguriennes, mais encore dans les défilés des Alpes, « sont le témoignage éclatant du contraire? Admettons que les chances de la guerre soient aussi « périlleuses que mon adversaire le prétend, je « ne croirai jamais qu'elles soient désespérées.

« Nous avons encore des bras et du courage ; « nous avons des forteresses à l'entrée des Alpes, « et je trouve un sujet d'espérance dans l'incon- « stance même de la fortune des combats. Mais « puisqu'on invoque la paix, voyons ce qu'elle « serait, voyons quels fruits sortiraient du parti « qu'on vous propose. La paix avec la France en- « traîne la guerre avec l'Autriche. On vous con- « seille de céder la Savoie et le comté de Nice « aux Français ; c'est comme si l'on vous propo- « sait de recevoir en échange quelque misérable « débris du Milanais, fruit de leur rapacité ; de « leur donner le passage dans le Piémont, de « diriger leurs épées dans le cœur de ceux qui « jusqu'à ce moment nous ont fait un rempart de « leurs corps. Je vois l'infamie dès le début même « d'un traité qui stipule des donations à notre « ennemi, et le partage des dépouilles de notre « allié. Mais l'honneur est encore de quelque « prix en ce monde ; l'incertitude des événemens « doit vous avertir aussi que tôt ou tard vous « aurez besoin d'alliés ; et quel allié trouverez- « vous après tant d'ignominie ? Quant à moi, je « l'ignore. Plus j'approfondis la matière, plus je « vois qu'un accord avec la France serait l'asser- « vissement du Piémont, son bouleversement, « sa ruine totale. Il n'est pas au pouvoir des Au- « trichiens, quoique présens, de nous obliger à « courber la tête sous leur joug. Le siége de leur

« gouvernement est trop éloigné du nôtre. Les « Français, au contraire, le peuvent sans peine, « puisque nous nous trouvons, pour ainsi dire, « sur le passage du torrent. Je ne sais pas non « plus si vous fondez beaucoup d'espoir sur leur « modération, qui ne s'est encore signalée dans « le monde que par l'épouvante et la destruction. « Voulez-vous connaître les Français, et savoir « de quoi ils sont capables chez l'étranger? De-« mandez-le aux Flamands, aux Hollandais; s'ils « sont contens de les avoir pour hôtes et pour « alliés, imitez-les, j'y consens. On dit qu'il existe « en Piémont des germes d'insubordination et de « révolte! Sans doute, il en existe. Croyez-vous « donc, mon cher marquis Silva, que la pré-« sence des Français en arrêtera le développe-« ment? Je ne le pense pas, quant à moi; loin « de là, je pense que les jacobins vont se mul-« tiplier, lever hautement la tête, et menacer « cette heureuse monarchie jusques dans ses fon-« demens. Les Français les condamneront peut-« être en public; mais soyez certains qu'ils les « favoriseront en secret. Vous marcherez sur des « cendres trompeuses, et lorsque vous voudrez « mettre le pied sur les premières étincelles, « elles jailliront de toutes parts, et allumeront « partout l'incendie. Viendra ensuite un bon « manifeste; on sait que les Français n'en sont « point avares; un bon manifeste qui couronnera

« l'œuvre en vous chargeant du nom de traîtres,
« vous, qui ne serez coupables que de trop de patience à supporter leur orgueil. La Prusse et « l'Espagne ont traité avec la république, parce « que les Français n'ont pas besoin de traverser ces « états pour aller à leur but; mais ils ne vous « proposent aujourd'hui la paix que pour obtenir « le passage du Piémont, afin d'envahir la Lombardie, et il me semble, à moi, que la guerre est « préférable, puisque l'arrivée de ces républicains « immodérés serait le signal inévitable des troubles, « des séditions et de notre perte. N'oubliez pas que « la France ne vous recherche que pour s'accommoder ensuite avec l'Autriche plus puissante que « vous. Soyez bien certains qu'elle fera la paix avec « elle aussitôt que l'occasion s'en présentera, qu'elle « vous laissera dans l'embarras, ne se souviendra « plus de vous, encore moins de votre amitié. « Heureux alors, si les traités qui suivront ne viennent pas vous révéler la faute que vous auriez « commise, en abandonnant un ami fidèle et « sûr, pour vous jeter dans les bras d'un ami déloyal ou douteux! c'est la récompense ordinaire « des faibles qui manquent de parole aux puissans. « J'entends parler de l'épuisement des finances; « qu'est-ce que l'épuisement des finances quand « il s'agit du salut de l'état? J'ai honte en vérité « de parler d'argent, lorsqu'il y va pour la patrie « d'être ou de n'être pas. Croyez-vous aussi, mon

« cher marquis, que la France soit plus en état « que l'Angleterre de remplir notre trésor ; le « croyez-vous ? j'admire alors votre simplicité. « Pour moi, je suis persuadé que l'argent s'obtient « plus facilement de ceux qui en ont trop et qui « en offrent, que de ceux qui n'en ont pas assez « et qui en dérobent. En me résumant donc, je « pense que l'amitié de l'Autriche est plus sûre et « moins périlleuse que l'amitié de la France ; je « vous exhorte à faire tête à la fortune ; je vous « supplie de persister dans cette constance qui « vous a toujours distingués, et de montrer, à la « face du monde, que le Piémont menacé à notre « époque, n'a pas déployé moins de fermeté que « le Piémont envahi du temps de nos ancêtres. »

Ces raisonnemens, fondés en principe, ne restèrent pas sans effet ; moins toutefois parce qu'ils étaient fondés, que parce qu'ils se trouvaient d'accord avec une résolution prise d'avance. La médiation de l'Espagne fut donc rejetée, et l'on résolut sur-le-champ de continuer la guerre avec la France, en persistant dans l'alliance de l'Autriche. Cette résolution néanmoins ne présentait qu'incertitude dans ses résultats, parce que les sourdes pratiques des républicains n'étaient pas moins à craindre que leurs armes ; et l'on redoutait avec raison les effets qui devaient naître de la présence des Français en Piémont. Quoi qu'il en soit, on ne peut que louer la détermination qui fut prise,

non qu'elle fût la plus sûre, mais parce qu'elle était la plus honorable entre deux périls égaux.

L'événement devait bientôt décider si les confédérés, qui n'avaient résisté qu'avec beaucoup de peine à l'armée française divisée entre l'Espagne et l'Italie, pourraient repousser cette même armée réunie et marchant à la conquête de la péninsule. Dès le commencement de cette année, le cabinet de France avait résolu de s'ouvrir un passage en Italie par la force des armes. L'un des plus zélés partisans de cette entreprise était le général Scherer, qui avait récemment donné des preuves de sa bravoure et de son habileté dans la guerre d'Allemagne et des Pyrénées. La paix avec l'Espagne était venue favoriser ce dessein; et comme celui qui l'avait conçu paraissait le plus propre à en assurer l'exécution, Scherer fut nommé général de l'armée d'Italie. Kellermann ne garda que le commandement des troupes chargées de la défense des Alpes supérieures. L'armée républicaine des Pyrénées se joignit donc à celle des Apennins; plusieurs officiers de marque s'y rendirent de leur côté.

L'hiver approchait alors. Retranchés dans des positions fortifiées par l'art et par la nature, les alliés pensaient à toute autre chose qu'à être attaqués par les Français privés de cavalerie, presque sans artillerie, et réduits à la plus affreuse disette. Mais, accoutumés à surmonter les obstacles répu-

tés les plus insurmontables, contraints d'ailleurs par la faim qui les pressait de s'ouvrir la route de Gênes, seule ville qui pût les alimenter, les soldats républicains, s'armant d'un courage indomptable contre les rigueurs de la saison, le défaut de munitions, la disette des vivres, contre la supériorité numérique d'un ennemi abondamment fourni d'armes et de munitions, retranché en outre sur des lieux escarpés et difficiles, les soldats républicains, disons-nous, résolurent de tenter si en effet la valeur est plus puissante que la force, si l'audace peut triompher de la fortune. Ainsi se préparait la bataille de Loano, action fameuse par la bravoure des Français et l'habileté de leurs généraux, de Masséna surtout, qui eut la plus grande part à la gloire de cette journée. L'armée française avait son aile droite sur les hauteurs du Borghetto, qui est baigné par la mer. Le corps de bataille occupait Zuccarello et Castel Vecchio. L'aile gauche couronnait les montagnes vis-à-vis celles de la Pianeta et du Saint-Bernard, sur la route de Garessio. L'aile droite était commandée par Scherer, qui avait sous lui les troupes venues des Pyrénées, et par Augereau qui les avait amenées; le centre par Masséna; l'aile gauche par Serrurier. L'aile gauche des confédérés, sous les ordres de Wallis, occupait Loano. Le centre, commandé par Argenteau, était à Roccabarbena. La droite, composée en grande partie des troupes

piémontaises, et conduite par Colli, s'étendait sur les hauteurs de la Pianeta et du Saint-Bernard. Quoique ces positions fussent fortifiées par la nature et de la main des hommes, elles ne parurent pas suffisantes au général en chef Devins, pour la sûreté de son armée. Il établit donc, comme gardes avancées, trois camps retranchés; deux en avant de Loano, sur la cime de trois monticules garnis de tranchées et d'artillerie, et dans le village de Toirano; la troisième, destinée à couvrir le centre, plus haut, à Campo de Pietra. De plus, prévoyant en prudent capitaine les revers qu'il pourrait essuyer, il munit de troupes et d'artillerie, derrière le centre, non seulement Bardinetto et Monte Calvo, mais encore, plus en arrière, comme dernier retranchement et corps de réserve, les montagnes de Mélogno et de Sette Pani. Devins, comme on le voit, se montrait aussi habile à prévoir le danger qu'à le prévenir; mais l'événement démontra cette vérité, que le génie seul ne peut rien contre le génie soutenu par une bravoure supérieure. Il reste donc établi que la perte de la bataille de Loano ne doit en aucune manière s'imputer au général en chef autrichien, et la postérité verra si elle ne doit pas en accuser Argenteau, qui, négligeant les précautions nécessaires avant l'action, ou perdant la tête au moment du danger, montra aussi peu de valeur que Devins avait déployé de prudence. Les deux armées étaient séparées par une vallée profonde, baignée par la

petite rivière qui coule entre Loano et Albenga. Le 17 novembre, pour reconnaître les lieux et tâter l'ennemi, Masséna donna l'ordre au général Charlet d'attaquer le poste en avant de Campo de Pietra. Après une vigoureuse résistance, le poste se rendit; terrible présage de batailles plus sanglantes; indice visible de tout ce que les Français avaient dessein d'entreprendre. Ce combat n'éveilla point l'attention d'Argenteau. La nuit du 22 novembre, Masséna rassembla ses troupes: « Soldats, leur dit-il, vous exciter à la valeur se« rait une défiance injuste plutôt qu'un encoura« gement nécessaire. Vous montrer l'ennemi, voilà « comme on vous anime toujours à la victoire. Plus « nombreux que vous, il se retranche néanmoins « sur des rochers, confessant ainsi par ses actes, « mieux que je ne pourrais le faire par mes paroles, « qu'il ne peut tenir devant vous. Mais où sont les « rochers, où sont les précipices capables d'arrê« ter les soldats de la république! Plus d'une fois « vous avez franchi les Alpes et les Apennins, et « vos nouveaux camarades ont franchi les Pyré« nées. Ils ont vaincu les troupes espagnoles; vous « avez vaincu celles de la Sardaigne et de l'Em« pire. Mais la Sardaigne et l'Empire vous bra« vent encore. Triomphez d'eux une seconde « fois; que vos ennemis s'enfuient dispersés de« vant vous, et que votre victoire donne la paix « avec l'Italie, comme les succès de vos frères « d'armes ont donné la paix avec l'Espagne. Aveu-

« glés sur leurs défaites, ces rois osent encore, « les armes à la main, affronter la république; « prouvez-leur qu'il n'est point de rois dont les « armes ne fléchissent devant les nôtres; et puis- « qu'ils en viennent aux extrémités, faites que « cette épreuve soit pour eux la dernière. »

Masséna était petit de corps; mais sa valeur se lisait dans ses traits, et le rendait habile à doubler l'impétuosité du soldat français, déjà si impétueux de sa nature. Ses paroles furent accueillies par les acclamations les plus vives. Les troupes traversèrent audacieusement, et dans un ordre admirable, des sentiers escarpés, au milieu de l'obscurité de la nuit qu'un temps orageux rendait encore plus épaisse. D'après le plan arrêté avec Scherer, Masséna devait attaquer le centre des confédérés, le rompre s'il était possible, séparer les Impériaux des Piémontais, s'emparer des hauteurs par Bardinetto, Monte Calvo et Mélogno, et s'en aller ainsi prendre à dos l'aile gauche des alliés, qui alors eût été obligée de se rendre ou de fuir en désordre. Ce mouvement devait être favorisé, à droite, par un violent assaut que Scherer donnerait à Loano; à gauche, par un assaut moins vif que Serrurier donnerait au Saint-Bernard. Le 23 novembre, à la pointe du jour, le camp de Roccabarbena fut assailli par Masséna, de deux côtés, avec une ardeur incroyable. A la nouvelle de ce choc imprévu, les officiers autrichiens accoururent à la tête de leurs soldats, qui

déjà commençaient à plier. Il faut ici blâmer Argenteau, qui, n'ayant pas prévu une attaque si facile à prévoir, avait permis aux officiers sous ses ordres de s'éloigner de leurs postes. Le malheur voulut encore que Devins, affligé d'une grave maladie, et hors d'état de commander, eût été transporté, au moment de la bataille, de Finale à Novi, laissant la direction suprême de l'armée à Wallis. Cependant le combat s'échauffait à Roccabarbena. Après de valeureux efforts, La Harpe et Charlet triomphèrent de toute résistance, et chassèrent l'ennemi, qui courut se retrancher à Bardinetto. Là recommença une bataille terrible. Revenus de leur première terreur, les confédérés se défendirent vigoureusement. Masséna, de son côté, faisait charger à la fois toutes ses troupes, persuadé que de la rapidité de l'action dépendait le succès du combat. Enfin, après beaucoup de sang répandu de part et d'autre, beaucoup de morts données et reçues, la valeur des républicains prévalut; Bardinetto fut emporté. Tout ce qui s'y trouva de soldats fut pris ou tué. L'artillerie entière tomba aux mains du vainqueur. Les restes de la division autrichienne se retirèrent par des chemins escarpés, et plutôt en soldats qui fuient qu'en armée qui se replie, du côté de Bagnasco, sur la rive gauche du Tanaro. Non content de s'être rendu maître de Bardinetto, avec une impétuosité sans exemple, Masséna ordonna

au général Cervoni de s'emparer de Melogno, et au colonel Suchet de prendre Monte Calvo, montagne aride et presque inaccessible. Cette double attaque eut le succès que Masséna en avait espéré. A ce moyen, tout le centre des confédérés fut écrasé, les Français eurent la facilité de descendre vers la mer, et de prendre à dos l'aile gauche de l'ennemi. Tous ces événemens donnèrent victoire complète aux républicains. Il est évident qu'Argenteau manqua de prévoyance avant l'action, de constance et d'habileté pendant le combat. Sa division n'opposa pas non plus la résistance que Devins en avait attendue, en raison de l'avantage des lieux, de la supériorité du nombre et de l'artillerie. Pour que l'aile gauche des confédérés ne reprît pas ce que le centre avait perdu, Scherer, secondé par le feu de quelques vaisseaux français qui s'étaient approchés du rivage, attaqua brusquement et emporta les trois mamelons fortifiés en avant de Loano et de la forteresse de Toirano. Les généraux Victor et Augereau se distinguèrent dans ces différentes actions. Sur ces entrefaites, Suchet à qui Scherer venait d'envoyer un secours de trois bataillons, arrivait au pas de course sur les derrières de l'ennemi; ce qui contraignit les confédérés à se retirer vers Finale, poursuivis l'épée dans les reins par les Français. Voyant la victoire du centre et de l'aile droite, Serrurier pressa aussi l'attaque de son

côté, chassa l'ennemi de ses positions, et le repoussa jusques dans le camp retranché de Ceva, où se ralliaient aussi les débris épars de la division d'Argenteau. Ainsi l'aile gauche de l'armée confédérée se retirait, non sans désordre, devant les républicains, sur le littoral du côté de Savone; le centre entièrement rompu fuyait dans toutes les directions; l'aile droite moins entamée se mettait à l'abri dans le fort de Ceva. La nuit vint couvrir les désastres des coalisés. La pluie tombait par torrens, la grêle frappait avec violence; ce qui n'empêcha pas les Français de bivouaquer sur le champ de bataille, au milieu de toutes les horreurs de la tempête. Mais à la première aube du jour, ils se remirent à la poursuite de cette partie des alliés qui se retiraient par le littoral; ils étaient sur le point de les atteindre, et leur avaient déjà fait beaucoup de prisonniers, lorsque, pour comble de malheur, cet infatigable Masséna, à qui rien n'échappait, ayant justement prévu que l'ennemi, après avoir passé à Finale, voudrait continuer sa route par Saint-Jacques, parut subitement à Gora, sur la crête de la vallée de Finale. Il envoya aussitôt un détachement contre cet ennemi déjà rompu, et un autre avec l'ordre d'occuper rapidement Saint-Jacques; de sorte que l'aile gauche des alliés, pressée de front, par ses flancs et sur ses derrières, n'avait plus de salut que dans une fuite précipitée, qui lui devenait

facile dans ces montagnes, traversées en tous sens par une infinité de sentiers inconnus. Tout ce qui put échapper se réfugia dans Acqui; le reste tomba au pouvoir des vainqueurs. L'artillerie entière, une grande partie des bagages, des munitions et des équipages ajoutèrent encore à leurs succès. Maîtres de toute la rivière du Ponant, ils établirent leurs quartiers d'hiver à Vado et à Savone, menaçant ainsi d'envahir bientôt l'Italie.

Les républicains ternirent l'éclat de leur victoire par la rapine, le pillage, le viol et tous les excès qu'ils commirent sur le territoire de Gênes. Un cri général retentit dans l'Italie, épouvantée à l'aspect des désastres qui allaient fondre sur elle. Scherer voulut mettre un frein à la fureur du soldat, publia qu'il ferait mettre à mort quiconque désobéirait à ses ordres; fit même exécuter quelques uns des plus coupables; mais cette rage criminelle ne s'arrêta ni devant les menaces ni devant les supplices. Les républicains étaient inexcusables sans doute, parce que rien ne peut excuser de semblables énormités. Toutefois, ils manquaient de vivres et d'habits; la faim et la nudité n'entraînent que trop souvent aux actions les plus condamnables; mais les Allemands, à leur entrée sur le territoire du Piémont leur allié, surtout dans les environs de Cairo et de Dégo, et dans leur retraite après la déroute de Loano, les Allemands, malgré l'abondance où ils

se trouvaient de tout ce qui est nécessaire aux besoins de la vie, commirent des excès pareils et peut-être plus criminels encore. Ainsi la malheureuse Italie, déchirée à la fois par ses amis et par ses ennemis, en proie tout ensemble à la rage des Autrichiens et à la fureur des Français, montrait quel est le sort d'une province qui a des charmes pour séduire, et qui manque de force pour se défendre.

FIN DU LIVRE CINQUIÈME.

LIVRE SIXIÈME.

Négociations pour la paix entamées à Bâle ; et pourquoi elles ont été infructueuses. — On se prépare des deux côtés pour la guerre d'Italie. — Beaulieu remplace Devins dans le commandement des armées alliées, et pour quel motif. — Caractère de ce général. — Situation de l'armée alliée. — Le directoire de France demande aux Vénitiens le renvoi du comte de Lille ; faiblesse du sénat de Venise. — Noble conduite du comte dans une circonstance si douloureuse. — Buonaparte remplace Scherer dans le commandement de l'armée républicaine, et pourquoi. — Caractère de ce jeune général. — Situation de son armée. — L'époque fatale pour l'Italie est arrivée ; on commence les hostilités. — Bataille de Montenotte les 10, 11 et 12 avril 1796. — Buonaparte sépare les Autrichiens des Piémontais. — Fait d'armes de Cosseria. — Bataille acharnée de Magliani, que les Français appellent de Millesimo, et qui eut lieu le 13 avril. — Beau fait d'armes du colonel autrichien Wukassowich au Dégo. — Plaintes généreuses de plusieurs généraux et autres chefs de l'armée française sur les excès commis par leurs soldats. — Buonaparte se tourne contre les Piémontais. — Divers faits d'armes, particulièrement celui de Mondovi. — Le général républicain encourage les novateurs du Piémont. — Soulèvement d'Albe. — Buonaparte arrive à Cherasco ; Colli, général du roi, se retire à Carignan. — Discussions dans le conseil du roi. — Suspension d'armes de Cherasco. — Proclamation énergique de Buonaparte à ses soldats. — Paix conclue à Paris, le 15 mai 1796, entre le roi de Sardaigne et la république française. — Buonaparte poursuit Beaulieu, lui donne le change, et passe le Pô à Plaisance. — Batailles de Fombio et de Codogno. — Bataille très meurtrière du pont de Lodi. — Beaulieu se retire au Mincio. — L'archiduc quitte Milan ; Buonaparte y entre peu de temps après ; dispositions qu'il y trouve. — Discours de Buonaparte. — Seconde proclamation emphatique à ses soldats. — Terreur de l'Italie.

Instruits à leurs dépens du danger qu'il y avait à se mesurer avec ces audacieux républicains de

France, les confédérés jugèrent prudent de mettre en avant quelques propositions, soit pour légitimer davantage leurs armemens, si les Français refusaient; soit pour respirer du moins et profiter des délais, dans le cas où ils consentiraient à traiter, voulant éprouver d'ailleurs si la paix ne leur offrirait pas plus de garanties qu'une guerre devenue pour eux si périlleuse. Ils pensèrent donc à entamer quelques négociations à Bâle, ville neutre, déjà fameuse par les deux traités de paix avec la Prusse et l'Espagne; et comme l'Angleterre était l'âme de la coalition, les offres furent faites par cette puissance au nom de toutes les autres. Le 8 mars, Wickam, ministre d'Angleterre près les cantons Suisses, écrivit à Barthélemy, ministre de France, que sa cour désirait savoir si la France était dans l'intention d'entrer en négociation avec Sa Majesté Britannique et ses alliés, afin d'arriver à une paix générale, fondée sur la justice et les intérêts réciproques; que dans ce cas la France enverrait des représentans à un congrès qui serait convoqué dans une ville au choix des deux parties; qu'il désirait connaître aussi les bases générales qu'il plairait à la France de proposer, afin que Sa Majesté et ses alliés pussent les examiner et se prononcer à cet égard; qu'enfin si ces premières bases n'étaient pas acceptées, quelles autres la France voudrait leur substituer pour arriver au même but. Cette proposition, conforme aux usages

observés entre les princes, et qui n'avait rien en soi d'offensif, excita la colère du directoire de France. Ce fut alors que commença ce langage doctoral, légué par la république à l'empire; comme si tout gouvernement n'était pas le meilleur juge dans ses propres affaires. De là naquit cet usage tout-à-fait insolite de donner des conseils à son allié ou à son ennemi, et de leur faire un crime du refus de s'y conformer; usage vraiment intolérable, qui laisse la cause à l'arbitraire de l'une des parties, rend la justice douteuse, place l'adversaire dans la nécessité de vaincre ou de périr, et fait dépendre les hostilités du caprice et de l'ambition d'un seul. Le directoire chargea Barthélemy de répondre qu'il consentirait volontiers à la paix, mais à une paix juste, honorable et assurée; qu'il en aurait écouté la proposition avec plaisir, si Wickam, en déclarant qu'il n'avait point mission de traiter, n'eût fait concevoir des doutes sur la sincérité de l'Angleterre. En effet, si l'Angleterre commençait à connaître ses vrais intérêts, tel était le ton magistral du directoire, si elle désirait rentrer dans la route de l'abondance et de la prospérité, si elle demandait loyalement la paix, pourquoi, dans quel but proposer un congrès, source intarissable de discussions inutiles? Pourquoi proposer à la France, dans des termes si peu précis, d'indiquer une autre voie d'accommodement? Le gouvernement anglais ne

prouve-t-il pas, de cette manière, qu'il ne veut, au moyen de ces ouvertures, que se ménager la faveur acquise par avance à celui qui, le premier, parle le langage séduisant de la paix? N'apercevait-on pas d'ailleurs, à travers ce langage même, l'espoir qu'on avait de son inutilité? Quoi qu'il en fût, le directoire voulait dans sa sincérité annoncer franchement les conditions auxquelles il consentirait à traiter; disant : Que la constitution de la république s'opposait au démembrement d'aucun pays incorporé à son territoire, et que les autres conquêtes seules, seraient l'objet des négociations. Ce fut encore une prétention insoutenable de cette époque, prétention manifestée depuis par les gouvernemens qui se succédèrent en France, pendant une période de vingt années, de vouloir soumettre les états étrangers aux dispositions d'une loi politique particulière à un seul.

Si le directoire s'était montré hautain dans ses réponses, l'Angleterre se montra énergique dans la sienne. Elle répliqua, toujours au nom des confédérés, qu'elle ne pouvait accepter une condition si peu usitée, et qu'il ne lui restait plus qu'une voie, celle d'une guerre commandée par la justice et la nécessité. Ainsi s'évanouirent les espérances de paix que les ouvertures de Bâle avaient fait concevoir. L'Angleterre en informa les puissances alliées, leur promit de nouveaux subsides, leur démontra que la paix étant impossible,

la guerre devenait indispensable, et qu'il fallait y employer les plus grands efforts. C'était sur le roi de Sardaigne que se portaient tous les regards. La moitié de ses états envahis, les défenses de l'autre moitié renversées, ce prince pouvait voir sa puissance entièrement anéantie, avant que la guerre eût seulement grondé sur les frontières de ses alliés. Ceux-ci connaissaient la constance du roi; mais ils craignaient, en supposant un résultat funeste aux batailles qui allaient se livrer, et dans le cas où les républicains s'ouvriraient un chemin dans le cœur du Piémont, ils craignaient que le roi n'abandonnât leur cause, par l'espoir de compenser, avec le secours des Français et au préjudice de quelqu'un des confédérés, les pertes dont leurs propres secours n'auraient pu le garantir. Ils pressèrent en conséquence le roi de déclarer d'avance son intention, en admettant que les malheurs de la guerre amenassent les Français dans les plaines du Piémont. Ce fut dans ce péril extrême que Victor répondit avec magnanimité qu'il tiendrait alors à la foi jurée. Des circulaires furent aussitôt adressées à cet effet à tous les princes de la confédération.

L'Autriche sentit que le moment décisif était arrivé pour ses possessions d'Italie. Il y avait chez Devins plus de prudence que de vigueur; la réputation de ce général était d'ailleurs compromise par les derniers revers; l'empereur lui

substitua le général Beaulieu, qui, malgré son grand âge, était encore vif, ardent, et en état par cela même d'affronter cette impétuosité française qu'il ne faut pas attendre, mais prévenir si l'on veut en triompher. Beaulieu était capitaine expérimenté; il avait fait ses preuves avec assez de gloire dans la guerre de Flandre; mais s'il possédait les qualités d'un bon général, il lui manquait la connaissance des lieux, n'ayant jamais fait la guerre en Italie. Il n'amenait pas non plus autant de troupes qu'on lui en avait promis. Si l'armée autrichienne en Piémont s'élevait au commencement de la campagne à trente mille hommes, bien certainement elle n'en comptait pas quarante mille, nombre insuffisant, je ne dis pas pour l'attaque, mais encore pour la résistance. Que ce fût lenteur ou impuissance d'agir autrement, les secours ne furent point en raison du danger. De plus, encore bien qu'on eût promis à Beaulieu, en le nommant général en chef de l'armée autrichienne en Italie, de révoquer Argenteau, dont la faiblesse ou l'imprudence avaient causé les dernières défaites sur la frontière du Génovésat, il le vit encore avec indignation, non seulement présent à l'armée, mais à la tête d'une forte division. Sinistre présage aux yeux de Beaulieu, qui pensait que pour animer les soldats à la victoire, il importait de leur donner des capitaines victorieux. Beaulieu lui-même n'avait peut-

être pas tout ce qu'il fallait pour commander à des officiers et à des soldats de pays et de langage différens. Ses qualités étaient celles d'un guerrier plutôt que celles d'un courtisan ; les troupes étrangères avaient pour lui plus de crainte que d'attachement ; l'obéissance qu'on lui rendait venait de la contrainte, plutôt que de la bonne volonté, et la noblesse piémontaise, très jalouse de ses priviléges, ne le voyait pas non plus d'un œil favorable. D'un autre côté, quoiqu'il eût été convenu que les Piémontais et les Autrichiens agiraient en tout de concert, l'armée royale ne recevait point les ordres de Beaulieu ; elle ne reconnaissait de chef que Colli, militaire brave et habile, mais qui s'entendait mal avec Beaulieu ; et quoique les deux généraux opérassent d'intelligence, dans les cas difficiles, comme l'un et l'autre tenait fortement à son opinion particulière, cette intelligence n'était pas aussi parfaite que l'aurait voulu la gravité des circonstances. C'est au milieu de ces défectuosités, de ces sentimens opposés, de ces germes de discorde, que les confédérés commencèrent une guerre importante en Italie ; guerre qui n'avait plus pour objet de faire des conquêtes en France, mais de préserver la péninsule de l'invasion des Français. L'ordonnance de l'armée alliée était la suivante : l'aile gauche s'étendait depuis la Scrivia, dans le voisinage de Serra-Valle, jusqu'à la rive droite de la Bormida. Là,

commençait l'aile gauche de l'armée piémontaise, qui se prolongeait à travers ces montagnes jusqu'à la Stura, protégeant Ceva et Mondovi au moyen de fortes garnisons, et s'appuyant, à l'extrémité de l'aile droite, sur Coni. Les troupes légères garnissaient le sommet des monts; pour la sûreté du fort de Ceva, un camp retranché avait été établi sur une éminence du côté de Lesegno. Mais comme la Lombardie était surtout l'objet de l'inquiétude des Autrichiens, ils avaient placé des masses considérables de leurs propres troupes dans les environs d'Alexandrie, de Tortone, et à l'extrémité de leur ligne; occupant ainsi avec des forces imposantes les deux routes qui conduisent de Gênes au Milanais, l'une par Novi, l'autre par Bobbio. Ils auraient désiré, pour plus de garantie, avoir à leur disposition la forteresse de Tortone, et ils en firent la demande; mais malgré tous les embarras du moment, le roi, voulant autant que possible rester maître chez lui, les refusa avec sa fermeté ordinaire. Telle était donc la situation des choses, que le roi de Sardaigne combattait pour le salut de son royaume tout entier; l'empereur pour ses possessions du Milanais et du Mantouan; le roi de Naples pour l'intérêt général de l'Italie; le pape, dans celui du saint siége et de la religion. Venise espérait dans la neutralité sans armes; Gênes, dans la neutralité armée; le grand-duc de Toscane,

dans sa parenté avec la maison d'Autriche et l'amitié de la France. Quant à Parme et à Modène, elles n'étaient ni en paix ni en guerre, et leur sort dépendait absolument des événemens ultérieurs.

Le principal projet du directoire était d'envahir l'Italie; toutes ses pensées se dirigeaient vers ce but. Il y était porté, non seulement par le désir de faire subsister l'armée française dans un pays riche et encore vierge, mais surtout par l'espoir qu'au bruit d'un événement de cette importance, et par la confusion qui devait en résulter dans l'Italie et en Allemagne, de grands changemens se manifesteraient en sa faveur dans toutes les cours, ou du moins dans quelques unes des cours de l'Europe. Mais l'objet spécial de ses desseins était de contraindre l'empereur à la paix. Il espérait y parvenir en faisant en Italie des conquêtes, qu'il pourrait offrir à ce prince en échange des Pays-Bas, dont le directoire voulait, malgré tout, maintenir la réunion au territoire français. Les républicains pensaient avec raison, que du jour où l'illustre et puissante maison d'Autriche aurait fait la paix avec eux, les états secondaires, et même les plus considérables, ne tarderaient pas à l'imiter. Toutes leurs pensées, toutes leurs résolutions étaient subordonnées à ce projet capital, qu'ils étaient décidés à exécuter à tout prix, même au mépris de la foi publique et de l'honneur. Avec plus de réflexion, les républiques de Gênes et de Venise

n'eussent pas attendu le dernier moment pour adopter des mesures vigoureuses. Plus voisine de l'empereur, Venise était aussi plus exposée ; et si l'on voulait donner le Milanais au roi de Sardaigne pour le faire marcher contre l'Autriche, on voulait encore donnner les États vénitiens en tout ou en partie à l'empereur, pour le décider à la paix. Long-temps avant la catastrophe, des signes évidens l'avaient annoncée aux ministres de Venise à Bâle, à Vienne et à Paris ; ils en informèrent le gouvernement. A la vérité, le directoire cachait ses désirs ; ses agens les dissimulaient également ; leur langage était obscur et mystérieux ; mais non pas au point qu'on n'aperçût clairement, à travers, tout ce qu'avaient d'hostile des projets bien plus clairement expliqués encore dans les journaux de Paris, publiés sous l'influence du gouvernement. Et comme l'on commence ordinairement par faire des propositions déshonorantes à celui qu'on veut perdre, dans l'espoir d'un refus qui devient ensuite un prétexte d'hostilité, le directoire pressa Venise de renvoyer le comte de Lille qui, sous la sauve-garde du droit des gens, sous la sauve-garde plus sacrée du malheur, vivait tranquille et solitaire à Vérone. Peu importait à la république française que le prince demeurât dans les états vénitiens ; son intérêt, au contraire, voulait qu'il y restât plutôt qu'ailleurs ; car s'il était dangereux pour le direc-

toire que le comte de Lille se trouvât dans un pays, je ne dis pas neutre, mais très éloigné de rien tenter en faveur du prince, il eût été bien plus dangereux, sans doute, que le prince se fût rendu à l'armée de Condé, ou chez l'une des puissances en guerre avec les Français. Mais cette demande n'était qu'un vain prétexte; on cherchait un sujet de querelle avec Venise. Quoique le comte de Lille, après la mort de Louis XVII, eût revêtu la dignité royale, et fût honoré comme souverain par les émigrés français, par le ministre d'Espagne Las-Casas, le ministre de Russie Mardinof et le ministre d'Angleterre Macartney qui se tenait près du comte, par ordre exprès du roi George; le sénat de Venise ne l'avait jamais reconnu publiquement, ni traité comme roi. Loin de-là, il mit tous ses soins à empêcher que le prince, pendant son séjour dans les états vénitiens, ne publiât des actes d'autorité souveraine. Le comte répondit à ce désir avec une noble condescendance, en vivant fort retiré dans une maison de campagne du comte de Gazola. Il poussa même si loin la réserve à cet égard, qu'il ne fit point imprimer dans les états de Venise, et ne data point de Vérone, le manifeste qu'il adressa aux Français à l'époque de son avénement. Qu'il ait ensuite, dans le secret de son intérieur, entretenu quelques pratiques pour remonter sur le trône antique de

ses ancêtres, cela est vrai; mais nous ne voyons pas qu'on puisse en accuser Venise. Du reste, on aurait droit de s'étonner, si l'on n'en connaissait les motifs, du courroux du directoire dans cette circonstance. S'il ordonnait en maître au sénat d'éloigner le comte de Lille, il supportait très patiemment d'un autre côté que l'ambassadeur d'Espagne Las-Casas reconnût le comte comme roi de France, et traitât publiquement avec lui en cette qualité, ce qui était bien autrement important que de donner asile à un prince malheureux. C'est que l'Espagne était plus redoutable que Venise, et qu'on ne pouvait l'offrir en échange d'états envahis. Charles de La Croix, ministre des relations extérieures, écrivit le 1er mars, au nom et par ordre du directoire, au noble Querini, ambassadeur de Venise à Paris, que Louis-Stanislas-Xavier n'ayant pas craint d'agir en qualité de roi de France sur le territoire de la république vénitienne, il s'était rendu indigne de l'humanité du sénat; que le directoire, en conséquence, demandait expressément que le comte fût banni des états vénitiens : Ce n'est pas là, ajoutait-il, un cas de neutralité. La neutralité peut exister entre des puissances réelles et armées, non entre un roi imaginaire et une république heureusement établie; une république qui peut et qui sait, pour me servir du style de cette époque, déployer une

énergie et des forces capables de la faire respecter. Qu'avaient à faire ici l'énergie et la force? on ne le voit pas.

Revenons à notre sujet. Le sénat se réunit pour délibérer sur la demande du gouvernement français. Le procurateur Pézare la combattit franchement, remontrant avec force à la république la honte d'une action si contraire à l'antique générosité de Venise. Alexandre Marcel, Nicolas Foscarini, et Pierre Zeno, membres du conseil des sages, soutinrent l'opinion opposée, représentant que la compassion envers un prince étranger ne devait pas l'emporter, dans l'esprit des sénateurs, sur l'amour de la patrie : enfin, la proposition de Pézare fut écartée par une majorité de cent cinquante-six voix contre quarante-sept; délibération tout-à-fait indigne et d'autant moins excusable que la foiblesse n'était point un principe de salut. Louis XV, il est vrai, sans y être contraint par la nécessité, ne balança pas, sur la demande de l'Angleterre, à bannir de France le prétendant Édouard; mais la faute de Louis XV n'ôte rien à la honte de Venise; et s'il est donné aux rois d'embellir encore la vertu, ils n'ont pas le privilége d'ennoblir le vice. Si les hommes ne sont pas des bêtes féroces, il doit exister entre eux une loi de justice et d'honneur, antérieure et divine, contre laquelle viennent échouer la force avec ses abus, la puissance avec ses caprices : ca-

prices et abus qui peuvent être loués par le siècle, mais que la postérité notera d'infamie ; tant cette loi divine est profondément gravée dans le cœur de l'homme.

Le sénat confia l'exécution de son décret aux inquisiteurs d'état, qui déléguèrent à cet effet le secrétaire Joseph Gradenigo, et le marquis Carlotto. Introduits devant le prince, déjà informé de la délibération par un courrier que le comte d'Entraigues lui avait expédié de Venise, ils remplirent l'objet de leur mission. Après cette communication, le prince répondit avec gravité qu'il partirait, puisqu'il y était contraint par la force; qu'en attendant on lui apportât le livre d'or, afin qu'il y rayât de sa main le nom des Bourbons, et qu'on lui restituât l'armure de Henri IV, son glorieux aïeul, donnée en présent à la république. Cependant, persuadé qu'il y allait de sa dignité à demeurer plus long-temps chez ceux qui obéissaient lâchement aux meurtriers de son frère, le prince partit sans délai, et se rendit, sous le nom de comte de Grosbois, à l'armée des émigrés français, à Fribourg en Brisgau. Avant de partir il chargea Mardinof, ministre de Russie, de rayer à sa place le nom des Bourbons sur le livre d'or, et de recevoir en dépôt l'armure de Henri IV. Il ajouta que, par un effet de l'attachement qu'il lui portait, il confiait à sa foi ce qu'il avait de plus cher et de plus précieux au monde, le portrait de

son frère. Enfin il lui recommanda ceux de ses fidèles sujets qui se trouvaient sur le territoire de Venise, et particulièrement le comte d'Entraigues. Le prince quitta Vérone avec autant de dignité qu'il y avait montré de retenue pendant son séjour, et son départ fut encore marqué par une action pieuse envers son frère et ceux qui, par affection à sa personne royale, avaient voulu partager son exil.

Néanmoins, grâces aux démarches que le sénat de Venise fit faire auprès des cours d'Europe, surtout auprès de l'impératrice de Russie, qui embrassait les intérêts du prince avec le plus de chaleur, l'affaire du livre d'or et de l'armure de Henri IV n'eut pas d'autre suite.

Cependant les jours de malheur s'approchaient pour l'Italie. Le despotisme sous le nom de liberté; la rapine sous celui de désintéressement; la révolte inspirée aux pauvres; la spoliation ordonnée contre les riches; la noblesse objet de calomnies publiques et d'adulations secrètes; les amis de la liberté récompensés de leurs services par le mépris; les exciter contre les souverains, et les persécuter pour plaire aux rois; la liberté devenue un instrument de puissance, quand elle devait être une source de bonheur; cette liberté vantée dans les discours, et déshonorée par les actes; tout ce que l'antiquité a de plus respectable, voué à la dérision et au brigandage; ce

qu'il y a de plus sacré parmi les modernes, avili par un mélange d'horribles actions; le pillage des Monts-de-Piété; la spoliation des églises; la dévastation des palais; l'embrasement des chaumières; ce que la licence militaire a de plus abominable, la perfidie de plus odieux, la tyrannie de plus insolent; les Allemands et les Français rivalisant tour à tour de rage et de fureur; telles sont les causes qui ont enfanté la ruine et la désolation de l'Italie. Qu'elle ne vante plus sa beauté, qu'elle cesse de se dire le jardin de l'Europe, qu'on ne l'appelle plus la terre classique des beaux arts, puisque ces avantages trop réels, au lieu de lui mériter le respect des hommes, n'attirèrent sur elle que leur dérision et leur rapacité. Mais ce qui doit surtout laisser une douleur et des regrets éternels, c'est que les esprits élevés et généreux dont la France et l'Italie abondaient, attachant au bienfait inestimable de la liberté tout le prix qu'il comporte, séduits d'ailleurs continuellement par les douceurs d'une illusion chimérique, secondèrent par leur éloquence, leurs écrits et leur conduite, ce système de déception, ourdi à dessein pour assouvir une cupidité sans exemple. C'est ainsi que la liberté, qui n'est que l'exécution ponctuelle de la loi civile, juste et égale pour tous, devint odieuse aux Italiens, en raison de la perversité de ceux qui se vantaient de la donner. C'est ainsi que les discours prononcés en sa faveur par

les honnêtes gens de France et d'Italie perdirent tout leur crédit sur les peuples, parce que ceux-ci, grièvement offensés dans leurs biens et dans leurs personnes, et victimes de l'insolence militaire, ne savaient point séparer la liberté des excès que l'on commettait en son nom. Les gouvernemens italiens de cette époque n'étaient point parfaits, sans doute, mais ils étaient du moins supportables par l'effet d'une longue habitude, et le devenaient chaque jour davantage par les réformes et les concessions nécessaires que les princes faisaient à l'esprit du siècle. Qui soutiendra, d'un autre côté, que le despotisme militaire leur soit préférable? Certaines gens disaient, et disent encore, qu'avec le temps ce mal devait produire le bien; mais la patience des hommes a son terme; et toutefois la patience de l'Italie fut extrême. La liberté périt donc, son prestige même disparut; et si la Providence ne laisse tomber sur nous un regard favorable, je crains bien que les malheurs de l'Italie, et le souvenir des excès qui s'y commirent au nom de la liberté, ne soient un obstacle insurmontable à son établissement en Europe.

Le gouvernement français était bien décidé à forcer, cette année, les passages de l'Italie, et à répandre dans la péninsule ses armées victorieuses. Les projets étaient mûrs, les voies aplanies, les armes prêtes, l'esprit des soldats enflammé. La faim même qui les tourmentait sur les stériles

Apennins, les excitait à se jeter sur une contrée dont la réputation de fertilité surpassait encore la fertilité réelle. De l'issue de la guerre d'Italie dépendait, aux yeux du directoire, le sort de la guerre dans toute l'Europe. Il manquait à cette entreprise colossale un chef de vaste génie, de courage invincible, et d'une audace qui ne reculât point devant les difficultés qu'on prévoyait. Scherer, malgré la réputation qu'il venait de s'acquérir par la victoire de Loano, encore bien qu'on lui dût le premier projet d'invasion en Italie, Scherer ne paraissait pas de force à supporter un fardeau si pesant. Le directoire résolut donc de confier l'immense entreprise au général Buonaparte, jeune homme qui s'était déjà distingué au siége de Toulon, et dans le Génovésat. La grandeur de ses conceptions, la forte trempe de son âme montraient assez ce qu'il était capable d'exécuter. Quoique rempli d'orgueil et d'impatience, il s'épuisait en prières et en sollicitations opiniâtres, afin d'obtenir du directoire la conduite de la guerre d'Italie. Il était servi par certaines considérations secrètes que je développerai plus tard : considérations qui n'auraient pas été approuvées de Carnot ni de la Réveillère-Lepaux, tous deux directeurs, à qui on en fit un mystère ; mais qui souriaient à Barras, autre directeur, qui, sous le manteau d'un républicanisme prononcé, cachait peut-être des idées

tout-à-fait différentes. Buonaparte, d'ailleurs, en épousant Josephine, plus âgée que lui et ancienne femme de Beauharnais, avait fait un mariage agréable à Barras.

Buonaparte possédait un génie sans bornes ; son ambition était plus vaste encore que son génie. Ce fut à lui, en remplacement de Scherer, que le gouvernement confia le soin de conquérir l'Italie. A peine parvenu à la direction suprême de l'armée, il montra combien il était fait pour commander. Dumorbion, Kellermann et Scherer avaient vécu sans étiquette et à la républicaine avec les généraux en sous-ordre; mais Buonaparte, quoique le plus jeune de tous, observa plus de dignité, ne se familiarisa avec personne, et parut, non plus le premier entre ses égaux, mais le chef au milieu de ses subordonnés. Masséna, Augereau et les autres officiers supérieurs s'y habituèrent sans difficulté. Il en résulta plus de liaison dans les mouvemens, d'exactitude dans l'obéissance, de régularité dans le service, d'unité dans le conseil. Des pensées grandes et énergiques devaient enfanter des effets extraordinaires. Les moyens d'exécution ne manquaient pas non plus : l'armée se composait de cinquante mille hommes au moins, mal équipés et manquant de vivres à la vérité; mais riches de courage et forts de volonté. L'idée séduisante de parcourir l'Italie en maîtres, les rendait supérieurs à eux-mêmes.

Le directoire laissa le nouveau général maître absolu de ses mouvemens, pourvu qu'il chassât les Autrichiens, et les séparât des Piémontais, lui ordonnant en outre de contraindre Gênes à fournir de l'argent, et à livrer la forteresse de Gavi; de prendre cette forteresse d'assaut en cas de refus de la part de Gênes; de soulever en masse ou individuellement, par la force ou par la ruse, contre l'autorité du roi, les mécontens piémontais; enfin, d'effrayer l'Italie par une incursion contre Notre-Dame-de-Lorette dont il enlèverait les richesses et les présens offerts depuis tant de siècles par la piété des fidèles. Que l'on juge après cela de la rapacité et du vandalisme de ce gouvernement !

La Harpe et Cervoni guidaient l'aile droite, qui s'étendait jusqu'à Voltri. Buonaparte était au centre, appuyé des deux côtés par Masséna et Augereau; la gauche, qui avait les Piémontais en face, était commandée par Serrurier, et Rusca, homme d'une valeur extraordinaire, et qui avait renoncé à l'exercice paisible de la médecine, pour se jeter au milieu du tumulte des armes. Le projet du général républicain était de charger vigoureusement le centre des confédérés, de le rompre et de se placer au milieu, entre les Autrichiens et les Piémontais. Ce résultat obtenu, les premiers, ainsi le pensait Buonaparte, se seraient retirés au-delà du Pô, et les seconds, resserrés dans leur

plaine étroite, auraient prêté facilement l'oreille aux négociations. Dans ce but, sachant aussi que les Autrichiens portaient la plus grande attention à leur aile gauche, parce que la route large et commode de la Bocchetta conduit à Milan, Buonaparte avait ordonné à Cervoni d'occuper Voltri, avec un gros détachement. Il fit en outre marcher, de Savone, une forte division vers la montagne de Notre-Dame-de-l'Aqua-Santa, route qui mène droit à la Bocchetta. Beaucoup d'artillerie de tout calibre suivait cette division. C'était là une disposition très bien calculée; car il était aisé de prévoir que Beaulieu, craignant pour la Lombardie, aurait affaibli son centre pour renforcer son aile gauche, afin de couvrir plus efficacement les possessions particulières de l'empereur; et les républicains devaient alors rencontrer moins de résistance au centre des confédérés. Buonaparte avait certainement l'intention d'inquiéter la gauche de Beaulieu; autrement il aurait mérité des reproches, puisqu'il dégarnissait ainsi son corps de bataille, précisément sur les routes qui conduisent le plus facilement à Savone; Voltri n'était pas non plus un poste que l'on pût garder longtemps; l'ennemi pouvait l'attaquer à la fois, et par le rivage, et par la montagne. D'un autre côté, on ne saurait louer Buonaparte d'avoir tant différé à occuper et à fortifier Montenotte, qui regarde la route de Dego, et domine la position de Notre-

Dame-de-Savone, principale défense des Français sur leur centre. Il l'occupa enfin, et y fit quelques retranchemens; mais ce ne fut que vers le 8 avril, et par l'avis de Masséna plutôt que par le sien propre. Concluons de tout cela que s'il était bien, quoique assez dangereux, de garder Voltri, il était mal de ne pas garder fortement Montenotte; omission d'autant plus condamnable dans le général républicain, qu'il savait que les alliés s'étaient réunis en force à Sassello, ce qui indiquait clairement leur intention de se porter sur Savone en passant sous Montenotte, et de couper ainsi l'armée française par son centre. L'évidence de ce projet fut démontrée par l'événement.

Les temps s'accomplissaient pour l'Italie. Beaulieu, capitaine brave et déterminé, pressentit le dessein de Buonaparte et voulut le prévenir. Il avait rassemblé à Sassello une division d'élite composée de dix mille Autrichiens et quatre mille Piémontais. Son projet était de charger le centre des républicains, de le culbuter, et de se porter à Savone, auquel cas il aurait séparé en deux l'armée française, et pris toutes les troupes postées à Voltri et dans les environs. La division de Sassello obéissait aux généraux Argenteau et Roccavina. Pour que ceux de Voltri ne pussent secourir le centre au moment du combat, Beaulieu résolut d'attaquer cette position. Le 10 avril vers les trois heures après midi, six mille hommes

d'infanterie allemande marchèrent à l'assaut avec quatre pièces de canon, en passant par Campovado et les autres routes de la montagne, pendant que deux cents hommes de cavalerie, longeant le rivage, prenaient part au combat de l'autre côté. Plusieurs vaisseaux de guerre anglais secondèrent encore l'entreprise par le feu soutenu de leur artillerie. Impuissans contre tant d'assauts, les Français durent céder, et les Autrichiens s'emparèrent des hauteurs de Voltri. Si même ils eussent commencé la bataille plus tôt, toute la division française était tuée ou prise; mais la nuit survint, et les républicains en profitèrent pour se retirer à Varaggio et à Notre-Dame-de-Savone.

Argenteau et Roccavina n'étaient pas non plus demeurés oisifs. De grosses colonnes s'ébranlèrent de Sassello, et attaquèrent avec impétuosité les redoutes tardivement établies par les Français à Montenotte. Ces redoutes étaient au nombre de trois et formaient autant d'échelons. La plus élevée était celle de Montenotte même. La force de la position protégeait les Français; les Autrichiens avaient l'avantage du nombre; une valeur inexprimable enflammait les deux partis : l'innocente Italie était là comme le prix réservé au vainqueur. L'artillerie, la mousqueterie, l'arme blanche, tout fut mis en usage, on se battit même corps à corps. Tant d'audace étonnait les Français; les Autrichiens ne concevaient pas une ré-

sistance aussi longue. Enfin, après une perte considérable en morts et en blessés, surtout du côté des confédérés, ceux-ci, à la faveur de certains taillis qui les dérobaient à l'ennemi, entrèrent de vive force dans les deux redoutes inférieures et s'en emparèrent; restait à emporter la troisième. Les Allemands tournèrent contre elle tout l'effort de leurs armes victorieuses; alors commença une bataille où les deux partis déployèrent un acharnement dont l'histoire offre peu d'exemples. Beaucoup plus nombreux, les Autrichiens commençaient à réussir, et déjà l'on se battait de près sur la crête même de la tranchée. Le moment était décisif, lorsque le colonel Rampon qui commandait la défense, loin de s'épouvanter au milieu de cet horrible fracas, s'enflammant au contraire davantage à mesure que le danger devenait plus pressant, se retourna fièrement vers ses soldats et leur fit jurer de vaincre ou de mourir : serment admirable qui retentira éternellement dans l'histoire. La valeur dans les Français devint plus que le mépris de la mort; ils combattirent avec tant d'ardeur, d'opiniâtreté et de furie, que les Allemands furent repoussés sur tous les points. La nuit survint sans que les assaillans pussent conquérir la redoute si vaillamment attaquée, défendue avec tant de bravoure, dont l'occupation était si précieuse pour les uns et les autres. Les deux partis passèrent la nuit sous les armes, attendant

que la première aurore vînt décider cette lutte effroyable. C'est ici que paraît dans tout son jour la faute commise par le général Buonaparte en occupant trop tard Montenotte, en ne le fortifiant pas à temps ni d'une manière suffisante, en négligeant aussi, selon l'opinion de plusieurs et la nôtre, de faire éclaircir les taillis, et en retenant ses autres troupes trop loin de cette importante position, pour qu'elles pussent venir dans la journée au secours de celles qui s'y trouvaient en péril. Nul doute que, sans la valeur extraordinaire de Rampon, les Français n'eussent perdu la bataille, et avec elle toutes leurs espérances sur l'Italie: mais les exemples d'une pareille bravoure sont rares, et les généraux prudens ne doivent point y compter par avance. Il y a donc ici erreur du général Buonaparte, réparée par le colonel Rampon; la victoire de Montenotte, qui commença cette nombreuse série des faits d'armes les plus glorieux, n'est donc point due à la prudence du chef, c'est au courage d'un officier sous ses ordres. Mais, dans la journée du 11, et même pendant la nuit du 10, Buonaparte racheta, avec autant de promptitude que d'habileté, la faute par lui commise le jour précédent. Il envoya en toute hâte un renfort de Savone à Montenotte; en ranimant l'ardeur des défenseurs de la redoute, ce secours permit encore à Rampon de remplir de soldats, à droite et à gauche, les taillis épais par où les Autri-

chiens devaient nécessairement passer pour venir l'attaquer. En même temps, Buonaparte donna l'ordre à La Harpe de se porter en avant avec toute l'aile droite, de se placer entre l'extrême droite de l'aile gauche des alliés, et l'extrême gauche de la division du centre, et de séparer ainsi tout à coup l'aile gauche du corps de bataille. Pour assurer davantage la victoire et arriver à son but principal, il se mit lui-même en route à la tête de deux fortes colonnes ; l'une, qui longeait les montagnes de Notre-Dame-du-Mont, afin de soutenir plus efficacement Montenotte ; l'autre, qui s'avançait par Altare et Carcare, pour déborder l'extrémité du centre commandé en chef, comme nous l'avons dit, par Argenteau, et dont Roccavina guidait l'avant-garde. Buonaparte espérait par cette manœuvre couper cette division de l'aile droite aux ordres de Colli. Le 11, à la pointe du jour, avant d'avoir fait fouiller les taillis, Argenteau monta rapidement à l'assaut : son avant-garde n'était pas encore sous la redoute qu'elle fut accueillie, en flanc, d'une grêle de balles lancées par les soldats en embuscade, pendant que la redoute faisait aussi pleuvoir sur elle une épaisse mitraille. A ce sanglant échec, les Autrichiens stupéfaits s'arrêtèrent, rompirent les rangs, et s'enfuirent en désordre. Roccavina, grièvement blessé, abandonna le champ de bataille et se retira dans Acqui. Cependant, au moyen de quelques renforts, et après un peu de repos,

les Autrichiens espéraient retourner au combat; mais, Buonaparte d'un côté, La Harpe de l'autre, arrivent avec furie, menaçant de foudroyer par ses flancs et sur ses derrières toute la division d'Argenteau. Il y eut alors nécessité chez les confédérés de se retirer à la hâte pour éviter une extermination totale; et ils allèrent prendre position à Magliani, à Dego, et à Pareto. Afin de conserver ses communications avec Argenteau, Beaulieu fit obliquer l'extrême droite de sa division, et réussit malgré les efforts de La Harpe pour l'en empêcher. Après une vigoureuse résistance, Colli fut aussi contraint à la retraite, et obliqua lui-même sur Ceva. Buonaparte avait donc atteint son but qui était de séparer les Piémontais des Autrichiens. Opérant ensuite avec la même célérité, et ne voulant pas laisser aux confédérés le temps de se réunir, il poursuivit ses avantages, côtoyant les rives de la Bormida et se plaçant toujours entre les deux armées ennemies. La bataille de Montenotte coûta aux alliés plus de deux mille soldats tués, et environ trois mille prisonniers, blessés ou non blessés. Du côté des Français, il y eut peu de prisonniers, beaucoup de blessés et plus de mille morts. C'était un grand point pour les républicains, d'avoir séparé les armées impériale et royale; mais une nouvelle jonction des confédérés leur eût enlevé tout le fruit de l'opération; et cette jonction était toujours

possible tant que les alliés se tiendraient plus rapprochés des sources de la Bormida, dans la vallée gauche du fleuve où ils occupaient Millesimo, que dans la vallée droite où ils gardaiant Dego et Magliani. Il était donc indispensable de les chasser plus au-dessous dans la première de ces vallées. De là, résulta pour les Français, la nécessité de donner l'assaut à Magliani, et de s'emparer de Millesimo. Augereau atteignit ce dernier but, en forçant les passages des montagnes qui séparent les deux vallées de la Bormida. Le vieux et vaillant général Provera, à la tête d'un corps franc d'élite autrichien, et de quinze cents grenadiers piémontais, gardait la rive gauche du fleuve. Il avait sous lui, comme aiguillon et soutien de sa vieillesse, le jeune et brave marquis de Carretto. Sans nouvelle aucune d'Argenteau, environné de tous côtés par l'ennemi, séparé tout à coup, par Buonaparte, de Colli qui avait été prendre position à Montezemo pour arrêter la marche des Français sur Ceva, Provera se trouvait dans une situation périlleuse. Il tenta prudemment de se replier, à gauche, sur l'armée autrichienne; mais il s'arrêta devant les flots de la Bormida qui, grossie par les orages, était devenue un torrent impétueux. Il conçut alors le hardi projet de gravir au sommet de la montagne où se trouve l'antique château de Cosseria. Ce fut là que sans artillerie, sans munitions et sans vivres, il résolut de se

défendre, espérant que la fortune, dans l'intervalle, lui offrirait quelque moyen de salut. Augereau n'ignorait pas qu'aussi long-temps que l'ennemi occuperait ce château avec une garnison brave et nombreuse, il serait impossible à l'aile gauche des républicains de concerter ses opérations avec le centre et la droite; il pensa donc qu'il devait employer tous ses efforts à s'en rendre maître. Trois fois ses soldats montèrent à l'assaut, trois fois ils furent repoussés avec une valeur extrême par les assiégés. Les Français perdirent dans ces sanglantes actions beaucoup de vaillans guerriers, entre autres le général Banel et l'adjudant-général Quentin. Le général Joubert y reçut une blessure au front. Il y eut peu de blessés dans le château, et tous le furent à la tête, parce que les assiégés combattaient derrière quelques vieux retranchemens qui s'y trouvaient encore. Les Français bivouaquèrent à mi-côte, après s'être fait un rempart tel quel avec des tonneaux et des affûts de canon, dans la crainte de quelque surprise pendant la nuit. Cependant la garnison mourait de soif, sous le ciel ardent et à la suite d'un combat opiniâtre. Provera fit demander à Augereau la quantité d'eau nécessaire aux blessés; le républicain refusa. De son côté, Augereau qui était pressé, somma plusieurs fois Provera de se rendre, et fut constamment refusé par l'Autrichien. Le 14 avril arriva; la soif et la faim furent

plus puissantes que la force : la place se rendit, à la condition que les officiers se retireraient où bon leur semblerait, sous la promesse de ne point servir jusqu'au premier échange, et que les soldats seraient conduits en France, pour y rester aussi jusqu'à la même époque. Pendant ce temps, Rusca chassait les Piémontais de Saint-Jean-de-Murialto ; Augereau couronnait la victoire de Cosseria par celle de Montezemo ; la bannière des Français flottait dans la vallée du Tanaro, et Colli se voyait forcé de courir à la défense de Ceva et de Mondovi ; tout cela se passait au même instant.

Tels étaient les événemens sur la gauche de l'armée républicaine. Il s'en préparait de plus importans au centre et sur la droite. L'échec de Montenotte n'avait point découragé les alliés. De nombreux passages leur offraient encore de fortes positions ; et ils pouvaient facilement ressaisir l'avantage. D'ailleurs, tant que la route du Dego n'était pas ouverte à l'ennemi, ils ne craignaient pas qu'il entreprît rien de considérable en Piémont. Ils s'appliquèrent donc à se fortifier sur cette route dont les Français, de leur côté, avaient l'intention de s'emparer. Les Autrichiens, au nombre de quatre mille environ, réunis aux deux régimens piémontais de la Marine et de Montferrat, se retranchèrent sur les hauteurs de Magliani, de Cassano, de Poggio et de la Sella. Ils

établirent une redoute à Cassano, au-dessus de Magliani, et la munirent d'artillerie, après avoir abattu dans les environs un grand nombre d'arbres et de taillis, afin de mieux découvrir l'ennemi quand il voudrait monter à l'assaut. Soit imprudence, soit impossibilité d'agir autrement, les républicains les laissèrent se fortifier pendant deux jours sur ces hauteurs escarpées. Il arriva même qu'un détachement français qui escortait deux pièces d'artillerie légère, ne se tenant pas suffisamment sur ses gardes, fut surpris par les alliés, et perdit son artillerie qui fut conduite à Dego. La principale défense des confédérés consistait dans la redoute de Magliani, élevée au-dessus du château de ce nom, où ils avaient établi une forte compagnie du corps franc de Giulay, avec quelques soldats de la Marine.

Le 13, à deux heures après midi, pour pénétrer sur cette route dont les confédérés défendaient l'accès, quinze mille hommes de l'armée française se présentèrent menaçans, et s'avancèrent jusqu'à la Rocchetta de Cairo, située à un mille de Dego. Là, ils se divisèrent en trois colonnes, et se rapprochèrent des confédérés; toutefois ces mouvemens n'étaient que fictifs et opérés dans le but de s'assurer des positions et de la force de l'ennemi. Ce fut encore à ce dessein que Buonaparte, arrivé à Colletto, ordonna une vive canonnade, afin que les alliés, se croyant atta-

qués, lui répondissent avec leur artillerie, et l'avisassent ainsi exactement des lieux où ils se trouvaient. Ce qu'il avait prévu arriva; mais c'était le 14 que devait avoir lieu le choc entre les deux redoutables ennemis. Résolus d'en venir aux mains, les républicains se séparèrent, comme ils l'avaient déjà fait, en trois colonnes. La première, aux ordres du colonel Rondeau et forte d'environ quatre mille soldats, chargeait l'ennemi sur la route des Girini à Dego. Quinze cents hommes de cette colonne allèrent en même temps occuper le chemin qui, du pays des Pins, conduit aux Langhes, afin que les alliés ne pussent recevoir de secours de Pareto et de Spigno. Cette même colonne devait aussi attaquer Poggio et la Sella. Celle du centre, composée de deux mille hommes, et commandée par les généraux Ménard et Joubert, donnait l'assaut au château de Magliani. La troisième, plus nombreuse que les deux autres, et conduite par les généraux Masséna, Causse, Monnier et Lasalcette, venait des rives de la Bormida, pour donner contre le flanc droit des positions de Magliani, et contre Monterosso qui en ouvrait la route. Savamment conçus, tous ces mouvemens furent encore valeureusement exécutés. L'attaque de Poggio et de la Sella fut terrible; beaucoup de braves soldats périrent des deux côtés. La colonne du centre s'avançait de front, mais au petit pas, pour attendre le résultat des deux autres

engagemens. Après un combat, soutenu de part et d'autre avec une grande opiniâtreté, les Français l'emportèrent enfin sur les deux ailes, et chassèrent l'ennemi de Poggio et de Monterosso. La colonne du centre s'avança rapidement alors, emporta le château de Magliani, et tua tous ceux des soldats de Giulay qui refusèrent de déposer les armes. Restait la redoute de Magliani, principal rempart des alliés, d'où ils faisaient pleuvoir, avec une ardeur incroyable, une grêle de boulets et de mitraille. Les républicains eurent beaucoup à souffrir en cet endroit, parce que leur ennemi était exaspéré, qu'il tirait d'aplomb, à coups précipités, et à cent pas seulement de distance; mais enfin, après trois heures du combat le plus sanglant, les Français, accourant de tous côtés contre la redoute, parvinrent à en chasser les alliés, et emportèrent d'assaut cette formidable position. Les alliés se précipitèrent dans la vallée des Cassinelles, pour gagner la route de Pareto. Les Français les suivirent à la course; les quinze cents hommes qui s'étaient détachés de l'aile droite, au commencement de l'action, et qui se tenaient aux Pins, tombèrent eux-mêmes si rudement sur les fuyards, que presque tous furent tués ou pris. Il n'en serait pas échappé un seul, si les deux régimens piémontais de la Marine et de Montferrat, par la résistance qu'ils firent sur le mont Scazzone, n'eussent protégé un moment ceux

que les Français chassaient et culbutaient devant eux avec fureur. Les alliés perdirent dans cette bataille plus de deux mille soldats morts, blessés, ou prisonniers. Les républicains n'eurent à regretter qu'un peu plus de deux cents hommes. Une perte importante pour les confédérés fut celle du château de Cosseria qui suivit. Provera, comme nous l'avons dit, pressé par la soif et la faim, témoin de la déroute des siens, désespérant par conséquent d'être secouru, n'avait pu prolonger davantage sa défense, et s'était rendu.

A la nouvelle de la prise de Magliani, Argenteau, qui était toujours à Pareto, se mit à courir de côté et d'autre, comme un homme qui aurait entièrement perdu l'esprit. Il ordonna cependant à ses officiers de réunir les troupes dans Acqui. La conduite d'Argenteau est blâmable sans doute. S'il eût conduit au secours de Magliani la division de cinq ou six mille hommes qu'il avait à Pareto, il aurait probablement donné à la journée un autre résultat. Avec ce renfort, les braves défenseurs de la redoute auraient pu s'y maintenir, ou du moins la retraite eût été facile et se fût opérée sans dommages.

Telle fut cette bataille, à qui l'on devrait donner le nom de Magliani plutôt que celui de Millesimo, puisque ce fut à Magliani que les deux partis avaient réuni leurs principales forces, et

qu'eut lieu le plus sérieux engagement. Cependant la fortune, qui se plaît à déconcerter le guerrier par les caprices les plus bizarres, fournit aux confédérés l'occasion de reprendre le lendemain ce qu'ils avaient perdu la veille. Ce ne fut point l'effet d'une mesure sagement combinée, mais celui du hasard, ou plutôt l'effet d'une méprise d'Argenteau. Le jour de la bataille avait été nébuleux; la pluie se déclara la nuit suivante, et tombait par torrens au point du jour. Soit par ce motif, soit que les Français pensassent à tout autre chose qu'à voir un ennemi vaincu se hasarder à les attaquer, ils ne se croyaient pas obligés à beaucoup de précautions, et loin de se tenir dans les tranchées, s'étaient dispersés dans les habitations, où ils pensaient bien plus à leur repos qu'à leur sûreté; cinq ou six cents soldats seulement veillaient à la garde des tranchées. Mais à la pointe du jour un corps de cinq mille hommes, composé de Croates et des régimens de Nadasti et d'Alvinzi, commandé par le colonel Wukassowich et son lieutenant Lezzeni, paraît à l'improviste en vue de Magliani, sur la route de Santa-Giustina. Après sa déroute à Montenotte, Argenteau avait ordonné à Wukassowich, qui était à Sassello, d'accourir à son aide et de le joindre à Dego et à Magliani. Mais Argenteau avait la tête légère; sa mésaventure la lui faisait tourner tout-à-fait, et il avait assigné au mouvement de

Wukassowich un jour plus tard que celui qu'il voulait réellement indiquer; de sorte que le colonel qui devait arriver le 14, ce qui eût peut-être donné la victoire aux alliés, n'arriva que le 15, après avoir culbuté un gros de Français qui défendaient le mont de la Garde. Quel que fût d'ailleurs son étonnement de voir la route couverte des fuyards de son parti, et l'occupation de Magliani par les républicains, il résolut de monter brusquement à l'assaut, espérant faire éprouver à Buonaparte ce que Buonaparte avait fait éprouver à Argenteau. Il fit charger sur-le-champ et le château et la redoute. Réveillés par cet accident imprévu, les Français coururent à leurs retranchemens pour les défendre; mais il n'eurent le temps ni de s'organiser ni de disposer leur artillerie, et ce poste formidable, dont la conquête avait coûté tant de fatigues et de sang, retourna presque sans coup férir au pouvoir des confédérés. Une partie des Français s'enfuit par la vallée de Colloretto; le plus grand nombre se débanda sur les roches à travers lesquelles roule le torrent Grillero, et se sauva du côté de Colletto, où était le corps de réserve. Obligés de passer sous le feu des Allemands, les Français souffrirent beaucoup de ce côté, et perdirent ainsi, non seulement leurs positions, mais encore l'artillerie qui les garnissait.

Masséna frémit à ce malheureux événement,

se jeta dans la plaine et arrêta d'abord ceux qui fuyaient vers Colletto; puis en ayant composé trois colonnes, comme au combat du 14, il les conduisit à l'assaut; mais si Masséna était inaccessible à la crainte, la crainte ne pouvait rien non plus sur Wukassowich, et il s'engagea une horrible bataille. La gauche était aux prises avec les gardes avancées autrichiennes qui se défendaient avec une ardeur étonnante; la redoute dirigeait un feu terrible contre le centre, dont les soldats effrayés cherchaient déjà un asile dans les maisons; la droite éprouvait de son côté une résistance opiniâtre; tous commençaient à chanceler : Masséna le voit, fait avancer le corps de réserve, et le place derrière la colonne du centre, pour empêcher ceux qui cédaient de passer le Grillero. En ce moment, le général Causse fut grièvement blessé d'un coup de feu à la hanche droite; transporté à la Rochetta, il y mourut peu de temps après. La colonne du centre, encouragée par l'exemple de Masséna et des autres généraux, s'était avancée jusques sous la redoute; mais les Autrichiens en sortirent furieux, la heurtèrent avec violence et la refoulèrent jusqu'au château. La gauche avait été aussi repoussée avec perte; la droite n'obtenait aucun avantage. L'intrépide Masséna les conduisit encore à l'assaut; elles reculèrent encore devant les boulets et la mitraille de l'ennemi. Quatre charges successives n'avaient pro-

duit aucun résultat. La Harpe, informé de l'événement, parut à la tête de six mille hommes, qu'il amenait à marches forcées; les Français se rapprochent de nouveau, reprennent leurs rangs, s'ébranlent encore une fois, et retournent serrés à l'ennemi; efforts impuissans contre la résistance autrichienne. Bien plus, ces valeureux soldats, sachant à peine comment ils se trouvaient dans la redoute, ignorant s'ils en sortiraient et s'ils seraient secourus, continuaient un feu désespéré qui ne permettait pas aux Français d'avancer. Vingt fois repoussés, et fatigués d'un carnage inutile, les républicains commençaient à douter du succès; Buonaparte, qui appréciait toute l'importance de l'action, accourut avec la division victorieuse de Cosseria, et réunit dans un dernier assaut l'impétuosité de ses soldats. La droite et la gauche se portèrent vivement sur les flancs de la redoute; le centre, renforcé de troupes fraîches, l'attaqua de front : assaillis de tant de côtés, les Autrichiens combattaient toujours; chassés de la redoute, ils se battirent dans les maisons; chassés des maisons, ils se battirent dans les taillis; chassés enfin des taillis et pressés de toutes parts, ils se rallièrent et se retirèrent dans l'attitude de la menace. Ce fut là un beau fait d'armes, et qui doit placer Wukassowich parmi les meilleurs guerriers de notre temps. La colonne de droite et celle de Monterosso descendirent dans la vallée des Cas-

sinelles, chargèrent les Autrichiens dans leur retraite, les rompirent, en firent un grand carnage, et ramenèrent beaucoup de prisonniers. Une division autrichienne, qui prit la route des Langhes, se retira sans perte, faisant plusieurs fois volte-face, et arrêtant ainsi l'impétuosité de la cavalerie française qui s'était mise à la poursuite des fuyards dans la vallée des Cassinelles. Un coup de feu parti de cette division, atteignit un général de cavalerie, qui mourut sur la place.

Les Autrichiens perdirent à cette affaire, en morts, blessés et prisonniers, seize cents hommes et toute leur artillerie. La victoire coûta cher aussi aux Français; leur perte monta à plus de huit cents hommes morts, blessés ou pris. Parmi les officiers de marque qui périrent, il faut distinguer le général Causse, le général de cavalerie, et le colonel Rondeau, qui, blessé au pied droit et transporté à Savone, mourut de sa blessure quelques mois après.

Ce récit démontre que si Buonaparte avait commis une faute à Montenotte, il sut la réparer à Magliani. Argenteau, de son côté, fit plus d'une faute pendant et après la bataille, et surtout au moment du combat de Magliani; ce qui le força de combattre avec une partie de ses forces contre la plus grande partie de celles de l'ennemi. Il s'éleva contre lui, parmi les Autrichiens, un cri général d'indignation; tous l'accusaient des mal-

heurs de Loano, de Montenotte et de Magliani. Le premier revers, disaient-ils, a préparé la voie aux Français; les autres leur ont ouvert le chemin de l'Italie. Beaulieu le fit arrêter et conduire à Mantoue, ensuite à Vienne pour y être jugé par un conseil de guerre.

Mais si Buonaparte se trompa, et répara sa faute; si Argenteau se trompa sans réparer la sienne; Rampon et Wukassovich sont exempts de semblables reproches. Au premier appartient toute la gloire de Montenotte; au second, toute la gloire de Magliani. Le premier vainquit, parce qu'il fut secouru par un général qui reconnut son erreur; le second fut vaincu, parce qu'un général imprudent qui pouvait le secourir n'en fit rien. Mais sans s'arrêter à l'issue heureuse ou funeste de l'action, le nom de Wukassovich brillera dans la postérité d'une gloire pareille à celle que Rampon s'est acquise; et je n'ai pas voulu que l'on demandât vainement à une histoire dirigée contre la partialité du siècle, le témoignage qu'elle devait à ce brave et généreux Autrichien.

La victoire des Français fut ternie par la fureur et le pillage. Beaucoup de soldats républicains, sans respect de Dieu ni des hommes, remplirent d'effroi une contrée dont on s'exilait à leur approche. Ces énormités, indignes du nom Français, étaient en horreur à plusieurs généraux et à quelques soldats vertueux; mais elles ne s'arrê-

taient ni devant la défense des uns, ni devant l'exemple des autres; et pour que mes lecteurs ne s'imaginent pas qu'un courroux légitime m'a entraîné au-delà du vrai, j'ajoute que les généraux français fidèles à l'honneur, s'exprimaient à cet égard, soit dans la conversation, soit dans leur correspondance, bien plus énergiquement que je ne le fais moi-même. Serrurier écrivait : que beaucoup de soldats ne pensaient qu'à voler et nullement à se battre; disant d'ailleurs qu'ils se battraient comme ils étaient payés. Les colonels Chambarlhac et Maugras : qu'il leur était impossible de vivre plus long-temps au milieu d'une soldatesque indisciplinée, qui menaçait à chaque instant d'un mauvais parti les officiers qui voulaient comprimer ses désordres. Ils déclarèrent en même temps qu'ils ne voulaient plus servir, et demandèrent leur congé. L'excellent et généreux La Harpe surtout, s'écriait que le soldat se livrait plus que jamais au vol et au brigandage; que des paysans avaient été assassinés par les soldats, et des soldats par les paysans; que rien ne pouvait peindre les horreurs qui se commettaient; que les camps étaient presque déserts; que le soldat courait dans les campagnes, ressemblant plutôt à une bête féroce qu'à un homme; qu'en vain on les chassait d'un côté, ils couraient assassiner d'un autre; que les officiers étaient au désespoir. Il vaudrait mieux, disait La Harpe dans son indignation et sa dou-

leur, rassembler les habitans, les fusiller, et achever les dévastations après; car ce sera la même chose, ils mourront de faim. Il n'est donc plus de Providence, s'écriait-il, puisque la foudre vengeresse n'écrase pas tous les scélérats qui sont à la tête de l'administration, et qui ont réduit les braves gens de l'armée d'Italie à la cruelle alternative de mourir de faim ou de s'ériger en brigands! Quant à moi, ajoutait-il, ne pouvant me plier à voir de pareilles choses, et encore moins à les tolérer, il ne me reste qu'un parti, celui de me retirer. En conséquence, écrivait-il au général Buonaparte, je vous prie d'accepter ma démission, préférant labourer la terre pour vivre, à me trouver à la tête de gens qui sont pires que n'étaient autrefois les Vandales. Ce n'est pas sans une certaine satisfaction que nous avons rapporté ici les plaintes généreuses de Serrurier, de Chambarlhac, de Maugras et de La Harpe. La postérité saura, de cette manière, que si la venue des républicains en Italie fut marquée par des actes que l'humanité repousse, il se trouvait du moins, parmi les Français, beaucoup d'hommes vertueux qui détestaient ces énormités et les condamnaient à haute voix.

Après la victoire de Magliani, Buonaparte, suivant rapidement le cours de ses prospérités, parvint à séparer les Autrichiens des Piémontais, ce qui lui fut d'autant plus facile que ni Beaulieu ni Colli ne firent de grands efforts pour

conserver leurs communications réciproques. Même avant les premières opérations, quelques germes de mésintelligence s'étaient élevés entre eux; et, comme c'est l'ordinaire dans les disgrâces, les Autrichiens et les Piémontais s'accusaient mutuellement de négligence et de mollesse. Enfin, Beaulieu se montrait plus empressé de défendre le Milanais; Colli, de préserver le Piémont. Cette dissidence entre les deux généraux alliés fut saisie par le rusé Buonaparte. Mais quoiqu'il lui eût été prescrit de poursuivre les Autrichiens plutôt que les Piémontais, il résolut de presser davantage ces derniers, espérant contraindre sous peu le roi de Sardaigne à la paix, assurer ainsi ses derrières, et revenir, plus certain de la victoire, à la conquête de la Lombardie. Ce parti lui semblait d'autant plus nécessaire qu'il savait que Beaulieu ne cessait d'exhorter le roi à persister dans la coalition, s'offrant à le secourir avec les troupes qui lui restaient, et, de plus, avec celles qui arrivaient ou devaient arriver. Beaulieu demandait seulement pour garantie de l'accord et la sûreté des armées autrichiennes, les forteresses d'Alexandrie et de Tortone. Le général français voulut donc éprouver avant tout ce que produirait la présence de l'armée républicaine en Piémont. Il avait deux moyens pour arriver à son but : la force, en se mettant vivement à la poursuite des débris de l'armée royale; la ruse, en cherchant, par l'attrait de la

liberté, à soulever les peuples contre l'autorité du roi. Ce dernier moyen lui souriait. Le directoire lui avait aussi recommandé d'exciter les novateurs avec d'autant plus de persévérance, que le roi se montrerait plus décidé à rester dans la confédération et à continuer la guerre. Dans ce but, Buonaparte se faisait accompagner de quelques émigrés piémontais, les uns, partisans sincères, les autres, amis apparens de la liberté. Il espérait que la crainte d'une révolution intérieure ferait consentir le roi à la paix. Mais en comptant sur la coopération des émigrés qu'il avait avec lui, il ne les en estimait pas davantage, les méprisait au contraire, parce qu'il vit toujours dans les amis, vrais ou faux, de la liberté, des parleurs importuns plutôt que des hommes capables de quelque action importante. Ayant donc tout disposé comme nous l'avons dit, et placé un gros de troupes dans les environs de Dego pour contenir les Autrichiens, il prit la route de Ceva, où il avait déjà envoyé Augereau et Serrurier à la tête de fortes divisions.

Après la malheureuse journée de Magliani, obligé par la perte de Cosséria d'abandonner Montezemo à l'ennemi, Colli s'était retiré avec l'armée piémontaise dans le camp retranché établi à Pedagiera et à Testanera, pour protéger la forteresse de Ceva qu'il dominait. Le camp fut vigoureusement attaqué par Buonaparte qui rencontra

aussi une vigoureuse résistance. La bataille dura plusieurs heures; beaucoup de sang fut répandu de part et d'autre, surtout du côté des républicains qui combattaient à découvert. L'armée royale tint ferme, se défendit avec valeur, et repoussa l'ennemi sur tous les points; c'était le 16 avril. Les Piémontais et les républicains passèrent la nuit dans leurs positions respectives; mais le lendemain, ceux-ci ayant reçu de nombreux renforts retournèrent à l'assaut plus vivement encore que la veille. Les assiégés ripostèrent avec courage; cependant, Colli craignant d'être débordé sur ses flancs, laissa une forte garnison dans la citadelle, et se retira avec son armée dans une position avantageuse, à l'endroit où la Cursaglia se jette dans le Tanaro. Pendant cette retraite, protégée par le brave régiment d'Acqui, le marquis Cavoretto tomba frappé d'un coup mortel. Citoyen vertueux, vaillant militaire, sa perte fut l'objet de regrets universels. Les Français ont raison de combler d'éloges ceux qui meurent en combattant pour la patrie. Pourquoi donc les Italiens se montrent-ils si avares de louanges envers ceux qui, à l'exemple du marquis Cavoretto, sacrifient leurs jours à un pays qui doit leur être aussi cher que la France l'est réellement aux Français? Cette retraite effectuée, les républicains occupèrent sans délai la ville de Ceva, qu'ils frappèrent aussitôt de réquisitions énormes de vivres et d'argent. Bientôt après,

ils attaquèrent les Piémontais dans leurs camps de la Bicoque, de la Nielle, et de Saint-Michel; mais malgré la supériorité du nombre, ils ne purent triompher de la résistance des assiégés. La journée du 20, surtout, fut très sanglante. L'armée royale soutint bravement l'assaut; Serrurier fut même fort maltraité, et se retira en désordre. Enfin, l'intrépide Masséna qui, né sujet du roi, contribua plus que tout autre à la ruine de son ancien souverain, passe à gué le Tanaro près Ceva, dans la nuit du 21, et s'empare de Lesegno. D'un autre côté, Guieux et Fiorella s'étant rendus maîtres du pont de la Torre, menaçaient de tourner Colli, ce qui eût amené la destruction totale de l'armée piémontaise, dernier espoir de la monarchie : c'est pourquoi Colli, ayant secrètement levé le camp vers les deux heures de nuit, se replia en toute hâte, mais en bon ordre, sur Mondovi, emmenant son artillerie et tous ses bagages. Les républicains se mirent rapidement à sa poursuite, et l'atteignirent au point du jour, à Vico, où se livra cette bataille à laquelle les Français donnèrent le nom de Mondovi. Accoutumé à embellir ses actions de toute la pompe du langage, Buonaparte parla beaucoup, au sujet de cet engagement, de la valeur et de la magnanimité de ses soldats. La vérité est que Colli, au milieu des embarras d'une retraite précipitée, ne pouvait ni ne voulait exposer dans une bataille générale des troupes découragées et

affaiblies, à la fureur d'un ennemi victorieux; bataille qui aurait décidé du sort de l'antique monarchie piémontaise. L'unique but de Colli était de retarder l'ennemi dans sa poursuite, de gagner assez de temps pour sauver son artillerie et ses bagages, et de se ménager la facilité de choisir une position qui lui permît, s'il était encore possible, d'arrêter le cours impétueux de la fortune. Ce général se défendit à Vico avec valeur et habileté; au moyen de cette résistance il gagna le but qu'il s'était proposé de mettre en sûreté, au-delà de l'Ellero et du Pezio, la grosse artillerie et les bagages de l'armée. Il prit ensuite une position redoutable derrière la Stura. Le front de sa ligne était protégé par le fleuve; sa droite était assurée par la place forte de Coni, d'où elle allait rejoindre les troupes qui gardaient le passage du col de Tende; sa gauche s'appuyait à la ville de Cherasco, située au confluent de la Stura et du Tanaro. Quoique peu fortifiée, cette place avait cependant des bastions garnis de barrières et de palissades. Ainsi, une humble rivière, une armée brave, mais vaincue, deux villes, l'une forte, l'autre démantelée, étaient désormais les seuls obstacles qui empêchaient les Français d'inonder le Piémont, et de faire flotter les bannières de la république sous les remparts de Turin. Dans toutes ces actions, sans doute, Buonaparte fit preuve d'audace et de génie; ses soldats, de valeur et d'intrépidité; mais

les éloges qu'ils ont mérités ne doivent point nuire à la gloire que Colli s'est acquise. Poussée et repoussée dans tous les sens, à travers les rochers et les précipices, l'armée piémontaise ne se laissa jamais rompre, et finit par se représenter en masse aux yeux de son roi, pour faciliter les négociations qu'il jugerait nécessaires au salut de son empire.

Non satisfait tant qu'il restait au roi quelque moyen de résistance, l'audacieux Buonaparte employait toutes les ressources de la force et de la ruse pour le placer dans sa dépendance absolue. Il menaçait de passer la Stura; La Harpe s'étant emparé d'Alba, ville située sur le Tanaro, à l'embouchure de la Stura, lui en facilitait les moyens, et lui permettait d'aller prendre à dos l'armée piémontaise. D'un autre côté, pour effrayer le roi à la vue d'un premier étendard de rébellion, il avait fait en sorte, et il n'eut pas de peine à y parvenir, que plusieurs habitans d'Alba, à l'instigation de Bonafous, émigré piémontais qui était arrivé avec l'armée française, fissent un mouvement contre l'autorité royale et publiassent des proclamations tendantes à établir un gouvernement républicain. Bonafous séquestrait, confisquait les propriétés féodales et celles de la couronne; toutes ses mesures tendaient à la république, et faisaient craindre que cet incendie, favorisé par les Français et les nationaux eux-mêmes, n'embrasât enfin tout le Piémont. Bonafous agissait de

concert avec un certain Ranza, homme de bien, assez versé dans les lettres, mais sans fixité dans les idées, capable de faire périr à la fois, et la royauté par la révolte, et la liberté par l'anarchie. Pour mieux exciter les esprits, ils écrivirent et publièrent une lettre à Buonaparte. A l'exemple des Français, disaient-ils, nous prétendons à la liberté : nous ne voulons plus vivre sous un roi, ni sous aucun autre tyran, de quelque nom qu'il s'appelle ; nous demandons l'égalité civile; nous voulons écraser le monstre de la féodalité; c'est pour cela que nous avons pris les armes à l'approche des Français victorieux : aidez-nous donc à rompre les chaînes de la servitude; l'Italie vous appelle à sa délivrance, donnez-lui la liberté, rendez-lui son antique splendeur; votre nom glorieux vivra immortel dans l'histoire. C'était peu pour Bonafous et Ranza; ils se livrèrent, dans Alba, aux démarches les plus immodérées, jusque-là qu'ils adressèrent des proclamations républicaines au clergé du Piémont et de la Lombardie, aux soldats napolitains et piémontais. Le général français appréciait la futilité de ce langage; il savait qu'il n'existait point en Piémont de cause sérieuse de révolte; mais il favorisait ces déclamations, et les amplifiait encore pour alarmer le gouvernement du roi. Il se persuadait que, déjà effrayés des revers de l'armée, et s'abusant sur les véritables dispositions du peuple, les minis-

tres céderaient facilement au péril imaginaire de mouvemens insurrectionnels à l'intérieur de l'état. Frappé lui-même de ces rumeurs, voyant l'ennemi maître de passer le Tanaro, dans Alba, n'ignorant pas non plus que les fortifications de Cherasco ne présentaient qu'une faible garantie; Colli craignit une attaque sur ses derrières, abandonna Cherasco, et, pour la sûreté de Turin, alla prendre position à Carignano.

Le roi de Sardaigne était désormais arrivé à cette extrémité qu'il n'avait plus qu'à prendre une résolution magnanime, ou à courber la tête sous le joug d'un ennemi superbe, d'un gouvernement anarchique, et de principes entièrement opposés aux siens. On allait voir si Victor Amédée III saurait déployer, à la face du monde, cette force d'âme qui avait mérité tant de gloire à ses ancêtres Charles Émanuel I[er], et Victor Amédée II. Les revers se succédaient avec une effrayante rapidité; le roi convoqua son conseil : sa majesté, les princes, et tous les ministres de l'état s'y rendirent. Drake, ministre d'Angleterre à Gênes, qui s'était transporté à Turin, et le marquis Gherardini, ministre d'Autriche, ne manquèrent pas d'environner le roi de leurs sollicitations et de leurs instances, afin de le décider à faire tête à la fortune et à rester fidèle aux confédérés. Souvenez-vous, disaient-ils, du nom que vous portez. Des secours d'hommes et d'argent vont bientôt

arriver d'Allemagne et d'Angleterre. Ne laissez pas dire à la génération présente que vous avez manqué de courage au premier bruit des armes françaises en Piémont. Souvenez-vous du siége de Turin, de la victoire si fameuse remportée par votre aïeul. La fortune est différente, mais la valeur est égale : l'une est inconstante et légère, l'autre ne se manque jamais à elle-même. Pensez, réfléchissez à toute la confiance des alliés envers vous. Éclairés sur la possibilité que les Français rompissent violemment la barrière des Alpes, et pénétrassent en Piémont, ils ne s'en sont pas moins remis entièrement à vous du destin de l'Italie. Que votre constance réponde à la confiance de la coalition; le règne des souverains est semé d'événemens heureux et contraires; la fermeté dans le malheur est plus glorieuse pour les rois qu'une existence obscure au sein d'une félicité monotone. Vous avez contracté une dette immense envers l'Italie et l'Europe, et le bruit soudain qui s'élève ne l'emportera point dans votre esprit sur les vrais intérêts de votre royaume. Le roi se montra fermement résolu, dans le conseil, à garder la foi promise; il jura de défendre Turin jusqu'à l'extrémité; de s'exiler de son royaume si la fortune le voulait ainsi; mais de ne jamais consentir à la paix avec un odieux ennemi. Le prince de Piémont, son fils, héritier présomptif de la couronne, le seconda dans cette résolution, non

par des considérations politiques, mais par des motifs de piété. Aux yeux de ce prince religieux, c'était une chose abominable d'avoir pour amis ceux qu'il croyait hérétiques et ennemis de Dieu. Il craignait que le fléau de l'impiété n'infectât aussi le Piémont, et il avait horreur d'une paix qui lui semblait un outrage envers Dieu, plus encore qu'envers les hommes. Mais le cardinal Costa, archevêque de Turin, protecteur des lettres et des savans, renommé lui-même par ses connaissances et son génie, représenta au contraire l'infidélité de l'Autriche, son égoïsme, l'imminence de la rébellion : il dit que tous les traités s'annulaient par la nécessité; que chasser les Français du Piémont était la chose impossible, et qu'il valait mieux les avoir pour amis que pour ennemis; qu'en supposant l'Autriche aussi forte que la France, il fallait considérer le voisinage de l'une et l'éloignement de l'autre; qu'il était plus facile aux Français d'envahir le Piémont qu'aux Autrichiens de les en empêcher; que l'Autriche, en raison de sa position lointaine, pouvait continuer la guerre, et que le Piémont devait penser à son propre salut; qu'en supposant les chances favorables, le Piémont ne deviendrait pas moins un théâtre de guerre, de rapine, de dévastations et de meurtres continuels; mais s'il ne résiste qu'à peine aux Français, ajoutait le cardinal, comment résistera-t-il à la fois aux Français et au peuple

soulevé contre le gouvernement ? Approuvez-vous l'orgueil de l'Autriche dans les conditions qu'elle vous impose ? n'exige-t-elle pas pour prix de son secours, les forteresses d'Alexandrie et de Tortone ? Je veux que la guerre soit heureuse ; qu'aura l'Autriche à vous offrir en dédomagement de la Savoie et du comté de Nice? espérer reconquérir ces provinces par la force des armes, serait folie bien plus que raison. Les Français, au contraire, qui ont pour eux toutes les chances de la victoire, vous offrent, dans la possession du fertile Milanais, la compensation de vos pertes. On dira que le gouvernement de France est sans loyauté, je veux en convenir, mais il vous trompera bien mieux pendant la guerre que pendant la paix. La guerre légitime l'artifice, la paix le change en infamie : l'homme prudent doit soumettre ses desseins aux variations de la fortune, et puisqu'elle amène un événement, je ne dis pas extraordinaire, mais qui tient du prodige, le roi, de son côté, doit recourir à une résolution sans exemple. C'est ainsi qu'il méritera l'approbation des hommes sages, et les bénédictions de ses sujets qu'il aura sauvés des excès insupportables que la guerre entraîne après elle. Nous avons satisfait à la foi promise, elle a même reçu de nous plus qu'elle n'avait à prétendre ; je le prouve par tout le sang répandu, par les cadavres innombrables de nos guerriers immolés, par la dévastation de

nos campagnes; et puisque nous sommes quittes envers l'honneur, nous n'avons plus à nous occuper que de notre existence.

Cette opinion de l'archevêque lui était suggérée par ses propres lumières et par le conseil de l'avocat Prina de Novare; le même qui, par la finesse de son esprit, la dureté de son âme, l'éloquence de son langage et l'art de commander en despote, plut tant par la suite, et pour son malheur, à Buonaparte. Le discours d'un homme aussi grave et aussi expérimenté que le cardinal Costa, fit une telle impression sur l'auditoire, que l'on prit de suite cette résolution, qui, en affranchissant la monarchie piémontaise de la dépendance, exessive sans doute, où la tenait l'Autriche, la plaça réellement et tout-à-fait sous le despotisme de la France. Alors, et non plus tard, s'écroula le royaume de Sardaigne; alors, et non plus tard, périt la monarchie piémontaise. Aux outrages qu'elle reçut, par la suite, de la république française, le lecteur pensera sans peine qu'il eût été pour elle non seulement plus honorable, mais encore moins funeste d'affronter la guerre et tous les désastres que lui préparait la fortune, que de se livrer sans armes et enchaînée aux caprices et à la cruauté de ce nouvel ami.

Le roi expédia donc aussitôt à Gênes le comte Revel et le chevalier Tonso, chargés de négocier la paix avec Faipoult, ministre de France en cette ville.

Colli reçut en même temps l'ordre de demander au général républicain une suspension d'armes, dont le comte de La Tour et le marquis Della Costa devaient stipuler les conditions. Faipoult n'ayant pas qualité pour traiter de la paix, les deux commissaires du roi se rendirent à Paris sans délai : mission déplorable et bien digne de l'effroi qui en était la cause! quoi qu'il en soit, l'avenir enfanta plus de malheurs encore que le présent n'inspirait d'épouvante. Buonaparte répondit à Colli qu'il ne pouvait et ne voulait suspendre les hostilités, si préalablement on ne lui remettait deux des trois forteresses de Coni, d'Alexandrie et de Tortone; le roi accorda la première et la dernière, aussi bien que Ceva, qui, vigoureusement assiégée, se défendait elle-même avec vigueur. Le jour de la servitude était venu pour l'antique monarchie piémontaise. Une trève fut stipulée dans la ville de Cherasco, entre Buonaparte, d'un côté, La Tour et Della Costa, de l'autre, aux conditions : que les républicains occuperaient Coni le 28 avril; Tortone le 30 au plus tard, et la forteresse de Ceva sur-le-champ; que l'armée française resterait en possession de ses conquêtes au-delà de la Stura et du Tanaro; que les courriers pourraient passer par la route du mont Cenis, pour se rendre à Paris; que les troupes impériales à la solde du roi de Sardaigne seraient comprises dans la trève; enfin, que la trève durerait cinq jours

après la conclusion des négociations de Paris. Pour se faciliter le passage du Pô, Buonaparte, qui voulait donner le change à Beaulieu, fit stipuler dans le traité, que l'armée française pourrait passer ce fleuve au-dessus de Valence. Telles furent les malheureuses conditions de la trève, suivies peu de temps après des conditions plus malheureuses de la paix. Cet accord fut la joie des novateurs, l'avilissement des adorateurs du pouvoir, le découragement des hommes fidèles, l'effroi des peuples et l'indignation des soldats. L'auteur de cette histoire se trouvait alors à Gap, en France; il s'entretint avec plusieurs soldats piémontais, prisonniers de guerre, et entendit leurs malédictions sur un traité qui plongeait leur patrie dans un si cruel esclavage. L'Italie en fut épouvantée; les souverains d'Europe ne pouvaient revenir de leur étonnement. La fortune voulut encore, par un effet de sa bizarrerie accoutumée, que la nouvelle d'une si grande faiblesse du gouvernement royal, expédiée en toute hâte à Saint-Pétersbourg, y arrivât avant la circulaire par laquelle le roi protestait de sa volonté ferme et inébranlable à continuer la guerre. L'agent de Sardaigne, qui n'avait point connaissance de la trève, se rendit près le comte Ostermann, ministre des relations extérieures de l'impératrice de Russie, et lui présenta la circulaire. Ostermann, en la lisant, ne put retenir son dépit

et sa colère; il se servit même, en parlant du roi, de termes que la gravité de l'histoire ne nous permet pas de rapporter, et tout-à-fait inconvenans, eu égard à la majesté royale. Il finit par ouvrir en présence de l'agent de Sardaigne, l'écrit qui contenait la nouvelle de la trève, s'écriant dans son indignation, que les confédérés avaient prévu le cas où les Français pénétreraient en Piémont; qu'ils s'étaient persuadés néanmoins que le roi aurait montré la constance et la fidélité dont ses glorieux ancêtres lui avaient donné l'exemple; qu'il n'aurait pas attendu long-temps les secours de ses alliés; et qu'enfin, s'ils avaient pu croire qu'un premier revers dût suffire pour abattre le courage du roi, et lui faire déposer les armes, ils auraient pris d'autres mesures, et pourvu par d'autres moyens à la sûreté et aux intérêts de leurs états.

Il faut avouer qu'on n'aperçoit pas la nécessité rigoureuse, pour le gouvernement du roi, de prendre alors une résolution si funeste et si peu honorable. Quarante mille Français, à la vérité, se présentaient à l'entrée des plaines du Piémont; mais, faibles d'artillerie, surtout d'artillerie de siége, faibles de cavalerie, ils ne pouvaient ni emporter les places fortes, ni tenir en rase campagne. Point d'argent pour la paye des soldats, point de magasins pour leur subsistance; de plus, ils avaient sur leur flanc, à droite, la citadelle

de Ceva, qui se défendait encore avec avantage; à gauche, la ville de Coni, munie d'une garnison brave et nombreuse; en face, Turin lui-même, hérissé de fortifications anciennes et récentes, et sans la possession duquel ils auraient vainement espéré d'occuper paisiblement le Piémont. L'armée piémontaise n'était pas non plus tellement affaiblie qu'elle ne pût assurer la défense de tant de places fortes, et la superbe cavalerie impériale et royale interdisait, en plaine, aux républicains, toute action importante. Ainsi que nous l'avons dit, Colli avait su rallier et réunir son armée, qui formait encore une masse imposante, et capable de rendre de grands services à qui aurait voulu l'employer avec énergie. Ce qui restait de troupes à Beaulieu n'était pas à mépriser; plus de vingt mille hommes répartis dans la Lombardie, se tenaient prêts à marcher au secours du roi, parce qu'alors, combattre pour le Piémont c'était combattre pour la Lombardie. Beaulieu, il est vrai, demandait pour garantie Alexandrie et Tortone, condition dure, sans doute, et pleine de hauteur; mais puisque le malheur des circonstances voulait que le roi livrât, ou Alexandrie et Tortone à l'Autriche, ou Tortone et Coni à la France, on ne voit pas en quoi le premier parti eût été moins utile et plus déshonorant que le second, puisqu'il valait encore mieux céder à un allié qu'à un ennemi; à un

gouvernement de nature pareille, qu'à un gouvernement anarchique et de nature opposée. Restait la crainte des insurrections; mais la fidélité des soldats était éprouvée aussi bien que leur valeur; les derniers engagemens en donnaient la preuve manifeste. Peu d'officiers avaient embrassé les opinions nouvelles, et nul signe d'opposition ne se manifestait parmi le peuple, ennemi des Français par caractère et par habitude. Le rusé Buonaparte le savait; il le savait, le disait et l'écrivait, quoique les émigrés piémontais l'assurassent continuellement du contraire. Ce qu'il fallait faire en ce moment critique, Buonaparte l'a indiqué, et son témoignage est invincible. Il disait, Buonaparte, que si le roi eût tenu ferme quinze jours seulement, l'armée française eût été obligée de repasser les monts, et de retourner au point d'où elle était partie. Le gouvernement royal s'est donc manqué à lui-même; le peuple ne manqua point à son roi, encore moins l'armée; et si Victor Amédée II, alors que les Français s'étaient emparés de presque tout le Piémont, et assiégeaient la capitale du royaume avec une armée de quatre-vingt mille hommes, forte de cavalerie et de grosse artillerie, ne désespéra pas de sa fortune, et par une victoire subite et glorieuse, raffermit son trône et ressaisit son empire, la postérité s'étonnera que Victor Amédée III, ses possessions d'Ita-

lie encore intactes, entouré de ses forteresses, appuyé sur une armée valeureuse, ait pris l'épouvante à la première apparition des Français, et se soit livré tout d'abord à ceux qui, en imposant une paix préjudiciable au Piémont, n'avaient d'autre but que de se ménager une paix profitable avec l'Autriche.

Cependant, si le roi se hâta trop de traiter avec les Français, il fit voir plus d'habileté dans sa conduite, après la signature du traité, et au milieu d'événemens si critiques. Le roi, et les nobles dont il prenait plus particulièrement les avis, avaient fort bien pénétré le caractère du général français. Superbe avec le peuple, humble avec la noblesse, il écrasait le premier, tout en assurant le contraire, avec autant de complaisance qu'il se laissait cajoler par la seconde : despotisme et vanité également insupportables ! Les principaux d'entre les nobles environnèrent donc Buonaparte de leurs félicitations et de leurs prévenances. Par ordre exprès du roi, le marquis de San-Marsano courtisa le général, et le général fut content. Dernièrement arrivé de Vienne, où il avait été envoyé pour arrêter le plan de campagne avec l'empereur François, le baron de La Tour complimenta aussi Buonaparte, et Buonaparte en fut satisfait ; mais ce qui le flatta bien davantage, ce furent les démarches du duc d'Aoste, second fils du roi, qui, s'étant rendu à Raconigi

pour rallier l'armée dont le roi lui avait confié le commandement, écrivit à Buonaparte des lettres pleines de courtoisie et de condescendance. C'était une chose miraculeuse, qu'une amitié si récente et si onéreuse pour le roi fût assaisonnée de tant de politesse et de complaisances. Cette politique mérite des éloges, puisqu'il y avait, de la part du gouvernement, abnégation de sentimens personnels dans l'intérêt de l'état. Ces flatteries laissèrent dans l'esprit du général un souvenir si durable, qu'il conserva toujours une affection particulière pour la maison de Savoie; et si, par la suite, elle ne parvint pas à se relever, ce fut plutôt sa propre faute que celle de Buonaparte. Enfin, il avait besoin de chevaux, on lui en offrit; de barques pour passer le Pô, on lui en fournit; Bonafous avait été arrêté par les paysans, le roi ordonna au duc d'Aoste de le remettre en liberté, persuadé qu'il était, et il se trompait, que Buonaparte avait à cœur la liberté de Bonafous. De son côté, dans ses conférences secrètes avec les ministres du roi, Buonaparte les exhortait à rassurer le prince. Que la France n'ait plus rien à craindre, disait-il, et les revers actuels du Piémont deviendront la source de sa prospérité. Quant aux zélateurs de la liberté, il affirmait qu'il ne souffrirait jamais aucune entreprise de leur part dans les états du roi; que si quelque Français les favorisait, il suffirait de le lui faire con-

naître pour qu'il fût puni sans délai. Ces démonstrations de Buonaparte étaient à la fois, et un artifice, afin de pouvoir courir contre les Autrichiens sans danger d'être pris à dos, et l'effet de son opinion réelle, favorable aux gouvernemens absolus. Hypocrite pour la liberté, il fut toujours loyal et sincère pour le despotisme.

Après avoir ainsi réglé les affaires du Piémont, et placé les états du roi dans sa dépendance, il éleva ses pensées vers de plus hautes entreprises. Voulant aussi redoubler l'enthousiasme de ses troupes, il publia la proclamation suivante :

« Soldats ! la patrie a droit d'attendre de vous « de grandes choses : justifierez-vous son attente? « Les plus grands obstacles sont franchis sans « doute ; mais vous avez encore des combats à li- « vrer, des villes à prendre, des rivières à passer. « En est-il d'entre vous dont le courage s'amol- « lisse? En est-il qui préféreraient retourner « sur les sommets de l'Apennin et des Alpes, « essuyer patiemment les injures de cette solda- « tesque esclave ? Non, il n'en est pas parmi les « vainqueurs de Montenotte, de Millesimo, de « Dego et de Mondovi ; tous brûlent de porter au « loin la gloire du peuple français ; tous veulent « humilier ces rois orgueilleux qui osaient méditer « de nous donner des fers ; tous veulent dicter « une paix glorieuse, et qui indemnise la patrie des « sacrifices immenses qu'elle a faits ; tous veulent,

« en rentrant dans leurs villages, pouvoir dire « avec fierté : *J'étais de l'armée conquérante de* « *l'Italie!*......

« Amis, je vous la promets cette conquête; « mais il est une condition qu'il faut que vous « juriez de remplir; c'est de respecter les peuples « que vous délivrez; c'est de réprimer les pil- « lages horribles auxquels se portent des scélérats, « suscités par nos ennemis : sans cela, vous ne « seriez point les libérateurs des peuples, vous en « seriez les fléaux; vous ne seriez pas l'honneur « du peuple français; il vous désavouerait : vos « victoires, votre courage, vos succès, le sang « de nos frères morts aux combats, tout serait « perdu, même l'honneur et la gloire. Quant à « moi et aux généraux qui ont votre confiance, « nous rougirions de commander à une armée sans « discipline, sans frein, qui ne connaîtrait de loi « que la force; mais investi de l'autorité natio- « nale, fort de la justice et par la loi, je saurai « faire respecter à ce petit nombre d'hommes sans « courage et sans cœur les lois de l'humanité et de « l'honneur qu'ils foulent aux pieds. Je ne souf- « frirai pas que des brigands souillent vos lauriers; « je ferai exécuter à la rigueur le règlement que « j'ai fait mettre à l'ordre; les pillards seront im- « pitoyablement fusillés.....

« Peuples d'Italie, l'armée française vient pour « rompre vos chaînes; le peuple français est l'ami

« de tous les peuples : venez avec confiance au-
« devant d'elle; vos propriétés, votre religion et
« vos usages seront respectés. »

Ce langage d'un général victorieux aux compagnons de ses victoires, à des Français surtout, si impétueux de leur nature et si avides de gloire militaire, produisit un effet incroyable. Déjà, par la pensée, non seulement ils régnaient sur l'Italie, mais la Germanie elle-même devenait le théâtre lointain de leurs conquêtes. De plus, ce désir apparent de réprimer le brigandage était bien fait pour rassurer les peuples effrayés de la réputation terrible des vainqueurs, et de leurs actes plus terribles encore que leur réputation.

Les assurances ensuite que Buonaparte donnait aux Italiens que l'armée républicaine ne venait que pour briser leurs fers; que le peuple français était l'ami de tous les peuples; que les propriétés seraient respectées aussi-bien que la religion et les lois; que les Français étaient de généreux ennemis, et que ce n'était qu'aux rois qu'ils faisaient la guerre, étaient sans doute très bien calculées. Ce que devaient produire de pareilles proclamations, ceux-là le comprendront sans peine qui savent ce que peut la force soutenue de toute la pompe du langage; et il ne faut pas s'étonner si la tactique vive et rapide des Français a tellement prévalu sur la tactique lente et circonspecte des Allemands.

Garanti sur ses derrières, Buonaparte aurait eu toute facilité pour faire la guerre devant lui. Précisément alors arriva la nouvelle si désirée que la paix avait été conclue, le 15 mai, entre la république française et le roi de Sardaigne. Les principales conditions étaient : Que le roi cédait à la république le duché de Savoie et le comté de Nice; qu'indépendamment des forteresses de Coni, Ceva et Tortone, il remettrait à l'armée française Exile, l'Assiette, Suse, la Brunette, Château-Dauphin et Alexandrie, ou Valence à la place de cette dernière, si mieux aimait le général républicain; que les forts de Suse et de la Brunette seraient démantelés aux dépens du roi, et qu'il ne pourrait élever aucune autre forteresse sur cette frontière; qu'il refuserait le passage aux ennemis de la république; qu'il ne souffrirait dans ses états aucun émigré, aucun banni français; que les prisonniers de guerre seraient échangés de part et d'autre; que les procédures pour opinions politiques seraient anéanties et oubliées pour n'y jamais revenir; que les détenus pour la même cause seraient rendus à la liberté, et réintégrés dans leurs biens, avec la faculté, tant qu'ils vivraient paisiblement, ou de demeurer, sans pouvoir être inquiétés, dans les états du roi, ou de choisir telle autre résidence qui leur plairait le mieux; que le roi conserverait l'administration civile des pays occupés par les Français; mais qu'il s'obligeait

à payer les frais de la guerre, comme aussi à fournir des vivres et des fourrages à l'armée républicaine; enfin que le roi désavouerait l'outrage fait au ministre français à Alexandrie.

Ce traité, qui, de la part de la république, annonçait l'oppression et nullement l'amitié, portait avec lui le principe de sa dissolution, et la force seule pouvait en maintenir la durée. Il devait être permis au roi de se soustraire, par tous les moyens en son pouvoir, à des conditions si dures et si peu usitées. En effet, s'il importait à la république d'affaiblir un ennemi opiniâtre, et même brave et généreux, on ne voit pas qu'il lui importât de contraindre le roi à bannir de ses états les émigrés français, la plupart vieux ou infirmes, et tous dans la misère. Ce n'était point ici affaiblir, mais avilir son ennemi, et lui laisser dans le cœur des germes de rage et de vengeance. C'était un spectacle déplorable pour le Piémont que la Brunette, monument admirable, unique peut-être, et digne de l'ancienne Rome, s'écroulant sous les efforts et les coups redoublés de ceux-là même qui l'avaient édifiée; et si les éclats destructeurs de la mine retentissaient horriblement dans le cœur indigné des Piémontais, ces honteux ravages eussent fait rougir les Français eux-mêmes, sans l'aveuglement funeste qui frappait alors leurs esprits. Les merveilles de l'art doivent être chères à tous les hommes; mais puisque la France redoutait cette

forteresse, elle devait au moins, par un sentiment de pudeur et de civilisation européenne, la détruire de ses propres mains, au lieu d'en imposer l'obligation aux mains qui l'avaient construite. C'était ajouter une injure affreuse à une affreuse destruction.

En faisant la paix avec le roi, en le privant de toutes ses défenses, Buonaparte avait considérablement affaibli les forces de la coalition en Italie. L'armée autrichienne, sans autre appui que les soldats napolitains, et quelques bataillons allemands nouvellement arrivés du Tyrol, se trouvait seule exposée à l'impétuosité de l'armée française, renforcée par les troupes fraîches qui, sur le bruit de si grandes victoires, descendaient à pas précipités des Apennins et des Alpes. Le général républicain n'était pas homme non plus à laisser son ouvrage imparfait. D'un côté, le riche et populeux Milan l'appelait dans les plaines fertiles de la Lombardie; de l'autre, il y avait pour lui nécessité de ne pas laisser respirer les Autrichiens, jusqu'à ce qu'il les eût rompus et entièrement chassés de l'Italie. Le retard eût refroidi l'ardeur de ses soldats, et donné le temps à l'empereur, qui affectionnait ses possessions italiennes, d'y faire passer de puissans secours d'hommes et de munitions. Le but principal de Buonaparte, celui qui importait le plus à ses succès, consistait à s'emparer de Milan; deux moyens se présentaient

pour y parvenir. L'un, de passer le Pô à Valence, et de marcher directement sur Milan, en insistant sur la rive gauche de ce fleuve large, rapide et profond; l'autre, de le passser au-dessous de l'embouchure du Tesin, pour éviter à la fois, ce second fleuve large, profond et très rapide lui-même, aussi-bien que tous ceux que l'armée eût trouvés sur sa route en traversant le Pô à Valence. Buonaparte s'arrêta au second parti, plus sûr en lui-même, et fournissant encore l'occasion de rançonner le duc de Parme, qui avait refusé de traiter avec la France, malgré les invitations qu'Ulloa, ministre d'Espagne à Turin, lui avait adressées aussitôt après la trève conclue à Cherasco. Buonaparte se décida ainsi à passer le Pô entre les bouches du Tesin et celles de l'Adda. Il pouvait d'ailleurs, au moyen de cette manœuvre, séparer Beaulieu du Tyrol; mais en même temps, favorisé par l'article de la trève qui stipulait le passage à Valence, il répandit avec un artifice admirable, qu'il voulait traverser le Pô dans cette ville, et demandait continuellement, à cet effet, des barques au gouvernement sarde. Là, il envoyait des chariots, ici de l'artillerie, plus loin des soldats; c'était un mouvement, une agitation perpétuelle. Beaulieu, ayant eu connaissance de la trève, et après avoir tenté sur les forteresses d'Alexandrie et de Tortone un coup de main que la vigilance des Piémontais rendit inutile, passa lui-même le Pô à

Valence, brûla toutes les barques réunies dans les environs, et s'établit avec son armée entière, y compris les Napolitains, sur la rive gauche du fleuve, pour observer attentivement les mouvemens de son adversaire. Mais malgré son expérience et son habileté, le vieux Beaulieu se laissa prendre aux piéges du jeune Buonaparte, et se persuada que l'intention de ce dernier était réellement de passer le fleuve à Valence. Pour l'en empêcher, il avait disposé son armée entre la Sesia et le Tesin, placé deux grosses divisions sur les rives de l'Agogna et du Terdappio, et des forces considérables sur celles du Tesin. Inquiet aussi pour la ville de Pavie, située sur le Tesin, près de son embouchure dans le Pô, où il existe un pont, il avait pratiqué sur les rives du fleuve, des tranchées qu'il munit d'artillerie; obligé par cela même de laisser peu de monde sur la rive gauche du Pô, non seulement entre le Tesin et l'Adda, mais encore entre la Sesia et le Tesin. Assuré désormais de parvenir à ses fins, Buonaparte envoya en toute hâte une division à Castel-Sangiovanni, en lui ordonnant de faire deux étapes par jour. Il la suivit lui-même rapidement avec toute l'armée, pendant que son artillerie continuait à tirer sur le rivage de Valence, pour prolonger l'erreur de Beaulieu. Par le même motif, le colonel Andreossi et l'adjudant général Frontin, avec cent hommes de cavalerie, galoppaient sur la rive droite du Pô

jusqu'à Plaisance, s'emparant, chemin faisant, de plusieurs bateaux qui portaient sans méfiance, à l'armée autrichienne, du ris, des officiers, et des médicamens. Profitant donc avec célérité de l'artifice de son général, l'avant-garde républicaine, composée de cinq mille grenadiers et de quinze cents hommes de cavalerie, passa le fleuve heureusement, le 7 mai, sur les bateaux dont nous venons de parler, et quelques autres qui se trouvèrent disponibles à Plaisance. Elle débarqua sur l'autre rive avec les transports d'une joie indicible. Buonaparte lui-même s'avançait à marches forcées, de sorte que le 8, l'armée presque tout entière se trouvait sur le territoire Milanais. On vit, dans ce passage des républicains par la ville de Plaisance, un exemple funeste de la rapacité de leurs chefs, et du peu de respect qu'ils portaient aux choses les plus sacrées; ils s'emparèrent violemment du Mont-de-Piété, des caisses du gouvernement, de celle de la ville, et même de divers établissemens de bienfaisance; Buonaparte, et Saliceti, commissaire du directoire, enlevèrent les objets précieux et l'argent qu'ils y trouvèrent.

A peine Beaulieu eut-il appris que les Français se portaient avec précipitation vers le Pô inférieur, que, pour leur interdire le passage, s'il en était temps encore, il envoya un gros détachement à Fombio, ville située sur la rive gauche du fleuve, vis-à-vis Plaisance. Cependant, il retira

son armée sur l'Adda, dans le double but de se ménager une retraite par le Tyrol, et de jeter une forte garnison dans Mantoue, s'il arrivait que des revers le contraignissent de céder l'empire de l'Italie aux Français. Il réfléchissait, d'ailleurs, qu'aussi long-temps que le gros de son armée qui, malgré ses défaites et ses pertes, était toujours formidable, se maintiendrait sur les rives du fleuve, il serait dangereux pour les Français de se porter sur Milan, parce qu'il aurait pu tomber à volonté sur l'aile droite de leur armée. Dans ce dessein, il s'achemina vers Lodi avec la plus grande partie de ses troupes, afin de garder le pont qui établit, en cet endroit, les communications entre les deux rives. De plus, pour servir d'arrière-garde à la division de Fombio et la secourir au besoin, il dirigea sur Casalpusterlengo par Codogno, un fort détachement composé principalement de cavalerie. Au milieu de tous ces mouvemens, la noble ville de Pavie, si fameuse par son université, se trouvait abandonnée de ses défenseurs, et, sans autre appui que sa garde urbaine, attendait qu'un premier coup de tambour sous ses murailles vînt lui apprendre à quel maître elle devait obéir. Les dispositions de Beaulieu étaient bien calculées; mais la vivacité française les déconcerta : malgré toute la diligence qu'il put faire, le détachement de Fombio n'arriva point assez tôt pour empêcher l'ennemi de passer; il ne pouvait que le combattre

après son passage. Buonaparte prévoyait, avec sa sagacité ordinaire, que ce corps d'Autrichiens, au moyen des secours qu'il recevrait probablement, pouvait ruiner ses projets. Son armée était passée, à la vérité; mais il n'avait pas encore pris toutes ses mesures : il se résolut donc sans délai à l'attaque. Les Autrichiens occupaient Fombio où ils avaient fait à la hâte quelques retranchemens, défendus par vingt pièces de canon. Leur cavalerie courait la campagne, et se composait presque toute de Napolitains qui montrèrent beaucoup de valeur dans cette action. Buonaparte, bien supérieur en nombre, avait la facilité de s'étendre et de battre la place par plusieurs endroits à la fois. C'était même le seul moyen qui lui restât, attendu les fortifications des Autrichiens, de rendre la bataille courte et heureuse. Il fit marcher ses troupes sur trois colonnes : la première, avec le général Dallemagne, tirant à droite, devait assaillir Fombio par la gauche; la seconde, aux ordres du colonel Lannes, guerrier des plus intrépides, s'avançait par la droite; enfin, le général Lanusse, avec la colonne du centre, était chargé d'attaquer la place de front, sur la grande route. L'assaut fut rude, et la défense opiniâtre. Foudroyés par l'artillerie des Autrichiens, vigoureusement chargés par la cavalerie napolitaine, les Français éprouvaient de grandes difficultés à réussir. Les Allemands combattaient avec le cou-

rage qui leur est naturel, et ce courage était soutenu par l'espérance d'un prompt secours; mais enfin, après beaucoup de sang répandu, ils durent céder au nombre et à l'audace des Français. Les Autrichiens rompus, abandonnèrent Fombio à l'ennemi, et s'enfuirent en désordre à Codogno, laissant au vainqueur une bonne partie de leurs bagages, trois cents chevaux, et affaiblis d'environ cinq cents hommes morts ou prisonniers. La perte eût été plus considérable, si la cavalerie napolitaine, tenant ferme à l'arrière-garde, sous la conduite du colonel Fédérici, officier d'une grande valeur, n'eût fortement chargé plusieurs fois les Français, rallenti ainsi leur ardeur, et protégé la retraite des Autrichiens. Mettant à profit leur victoire, les républicains suivirent les confédérés pas à pas, et entrèrent dans Codogno. La nuit tombait en ce moment : informé du passage des Français et de la position critique du détachement de Fombio, Beaulieu avait envoyé, en toute hâte, de Casalpusterlengo, par la route de Codogno, une division de cinq mille soldats d'élite au secours de ce détachement, persuadé qu'il tenait encore à Fombio. C'était un hardi dessein, et qui pouvait rompre tous ceux de Buonaparte, s'il eût réussi. En effet, les Autrichiens arrivèrent avec la nuit, et tombèrent à l'improviste sur les Français. Après avoir culbuté les premiers postes, ils mirent le trouble et la terreur parmi les troupes qui

occupaient Codogno, poursuivirent leur avantage, et s'emparèrent d'une partie de la place. La bataille n'était plus égale. D'un côté, concert et unité dans l'action; de l'autre, confusion, épouvante et désordre. La Harpe accourut au premier bruit, et, se mettant à la tête de nouveaux bataillons, il allait rétablir le combat, lorsqu'au milieu de cette mêlée nocturne, il fut atteint d'une balle dans la poitrine, et tomba mort sur-le-champ. Ainsi périt à la fleur de son âge, dans une rencontre inopinée, le général La Harpe, militaire d'une valeur accomplie, d'une vertu plus parfaite encore. Aimé de tous pendant sa vie, pleuré de tous après sa mort, il mérita que ses contemporains accusassent de sa fin déplorable, quoique sans fondement, celui qu'ils supposaient jaloux de qualités qu'il n'avait pas lui-même. Heureux homme, tellement au-dessus des autres dans l'opinion publique, que son trépas ne fût point attribué au hasard, mais à un forfait médité.

Le malheur de La Harpe effraya tellement les républicains, qu'ils étaient vaincus sans ressource si le général Berthier ne se fût empressé d'accourir. Il fit si bien par sa présence et ses discours, qu'il ranima les esprits et rallia les bataillons rompus. Le jour parut, les Autrichiens redoublaient d'ardeur, et, se croyant certains de la victoire, s'étendaient sur les ailes pour envelopper leurs ennemis; mais les Français avaient repris courage,

et les Autrichiens, se voyant sur le point d'être attaqués par des forces supérieures, pensèrent eux-mêmes à se retirer. Ils le firent d'abord en bon ordre, et se débandèrent bientôt après, vivement pressés par les Français, assurés alors de leur avantage. La division autrichienne était même entièrement perdue si, pour la seconde fois, la cavalerie napolitaine n'eût couvert sa retraite. C'est ainsi qu'une victoire, qui paraissait acquise, se changea tout à coup en une déroute évidente. Les Autrichiens perdirent, dans cette affaire, presque tous leurs bagages, beaucoup d'artillerie abandonnée dans les fossés de la place, et un grand nombre de prisonniers détachés. Les républicains suivaient à grands pas, et s'emparèrent de Casale pendant que les débris de la division impériale se mettaient à couvert dans Lodi, où Beaulieu venait d'arriver avec son armée. Ce général voulait éprouver, pour la dernière fois, si, en obligeant son heureux adversaire à un mouvement excentrique vers la droite, pour venir l'attaquer à Lodi, il ne parviendrait pas à lui enlever la supériorité, et à ramener à soi la fortune. C'était donc à Lodi qu'un dernier combat devait décider du salut de Milan, de la conservation de la Lombardie et du sort de l'armée, encore puissante, des Autrichiens.

Le passage du Pô effectué par les Français, celui du Tésin perdu pour Beaulieu, ce général savait très bien qu'il ne lui restait plus d'autre

position favorable à la résistance, que le gros et rapide fleuve de l'Adda, dont la partie inférieure se trouvait assurée par la forteresse de Pizzighettone, munie d'artillerie et d'une garnison suffisante. Ces motifs le décidèrent à dégarnir Pavie, et à réunir toute l'armée à Lodi, après avoir laissé dans le château de Milan deux mille hommes, choisis la plupart dans le corps franc de Giulay; et comme il ne doutait pas qu'après les victoires de Fombio et de Codogno, le diligent Buonaparte viendrait l'attaquer, pour franchir le dernier obstacle qui l'empêchait d'arriver à Milan, il avait placé son arrière-garde, sous le commandement du colonel Melcalm son parent, dans la ville de Lodi, avec ordre de s'y maintenir le plus long-temps possible, et, en cas de revers, de se retirer par le pont, sur la rive gauche du fleuve. Pour défendre en même temps le passage de ce pont, il plaçait à son extrémité, sur la même rive, un grand nombre de canons qui l'enfilaient dans toute sa longueur, et pouvaient le balayer au besoin. De plus, et toujours du même côté, attendu l'importance du moment, il établissait vingt pièces de gros calibre, dix au-dessus, dix au-dessous du pont. Le feu croisé de cette batterie semblait rendre le passage plutôt impossible que difficile. L'armée autrichienne, que de si grandes défaites et une retraite aussi longue n'avaient cependant point découragée, se tenait échelonnée sur la

rive gauche, toute prête à tomber sur l'ennemi, avant qu'il ait pu se former à la suite du passage, en supposant, contre toute probabilité, qu'il parvînt à l'effectuer. Quelques écrivains ont blâmé Beaulieu de n'avoir pas rompu le pont au lieu de le fortifier. Ils pensent qu'à ce moyen les Français n'auraient pu traverser le fleuve, parce que l'armée impériale, forte d'artillerie, et de cavalerie encore plus, les aurait facilement arrêtés au passage, ou exterminés à la suite; mais il faut savoir que l'intention de Beaulieu était, non seulement d'interdire le passage du fleuve aux Français, mais aussi de se le ménager à lui-même, parce qu'il attendait des renforts, et voulait inspirer des craintes à l'ennemi dans ses projets d'aller à Milan. D'ailleurs, il est aussi facile de se tromper en préjugeant les résultats qu'en cherchant à deviner l'intention. Buonaparte, qui ne pouvait supporter les délais, arrive, voit les dispositions de l'ennemi, attaque l'arrière-garde de Lodi, la culbute, et s'apprête à engager la bataille sur le pont, quoiqu'il attendît encore une partie de son armée. Les autres généraux, apercevant tout le danger de l'entreprise, essayèrent de l'en détourner, lui représentant la force de la position, la fatigue des soldats, les pertes éprouvées dans les dernières batailles, et l'éloignement de plusieurs braves divisions; mais Buonaparte,

qui ne savait pas douter, qui voulait ce qu'il voulait, et qui comptait pour rien le sang du soldat, pourvu qu'il obtînt la victoire, Buonaparte persista dans son dessein, et se mit en devoir de l'exécuter ; c'était le 10 mai. Ayant donc fait approcher un corps de quatre mille grenadiers et carabiniers, gens intrépides, accoutumés au carnage, et toujours prêts à se jeter à travers les plus grands périls, il leur dit avec cet accent militaire qui plaisait tant à ses soldats : « La victoire « appelle la victoire. Vous êtes ces mêmes braves « qui avez gagné tant de batailles, défait tant « d'armées, forcé tant de murailles. L'ennemi « vous craint, puisqu'il se retire derrière les fleuves. « Croit-il donc ce Beaulieu, tant de fois vaincu, « que le court trajet d'un pont puisse arrêter les « républicains français ? Vain calcul, inutile espé« rance. Vous avez franchi le Pô, roi des fleuves, « vous arrêterez-vous devant l'humble Adda ? Ce « dernier péril surmonté, le riche Milan est à « vous. Chargez donc franchement, soutenez « votre nom de soldats invincibles. La république « vous regarde, et récompensera vos fatigues ; le « monde entier vous observe, et s'épouvante au « bruit de vos victoires. C'est ici qu'est la conquête « de l'Italie ; c'est ici que vous allez imprimer « au nom français le sceau de l'immortalité. » Ils forment leurs bataillons, se serrent les uns contre

les autres, s'animent au combat, et s'avancent sur le pont. A peine arrivés, ils sont assaillis par le tonnerre épouvantable de l'artillerie autrichienne, vomissant une grêle épaisse de boulets, de balles et de mitraille. A ce terrible accueil, couverts de blessures, et marchant déjà sur des monceaux de cadavres, ils s'arrêtèrent incertains. Un moment de plus, ils allaient fuir; raffermis par la voix de leurs officiers, ils reprirent courage, et retournèrent une seconde fois à la charge. Foudroyés de nouveau, ils cédèrent une seconde fois. Les généraux républicains aperçurent le danger; ils virent que ce n'était pas l'instant de se tenir derrière les files, coururent aux premiers rangs: Berthier d'abord, ensuite Masséna, puis Cervoni, Dallemagne, Lannes, Dupas, et bravèrent intrépidement la mort à la tête de leurs guerriers. Le feu de l'artillerie autrichienne avait formé un gros nuage qui enveloppait tout le pont; les républicains s'en prévalurent; et, traversant à la course, ils arrivèrent sur la rive opposée, couverts de fumée, de poussière, de sueur et de sang. Alors Buonaparte fit avancer rapidement ses autres bataillons; mais les Français n'étaient point au terme de leurs fatigues, et ne tenaient pas encore la victoire. L'armée autrichienne, rangée sur la rive gauche, opposait une résistance opiniâtre; son artillerie entretenait un feu meurtrier; sa cavalerie foulait aux pieds les colonnes républi-

caines, et le sang coulait avec plus d'abondance, parce que la mort frappait de plus près. Déjà les Français couraient le danger d'être repoussés dans le fleuve, ou de repasser, sous le feu terrible de l'ennemi, le pont dont la conquête leur avait coûté tant d'efforts, lorsque Augereau, informé de cette épouvantable mêlée, parut à propos à la tête de sa brave division, qu'il amenait en toute hâte de Borghetto, au secours des siens en péril. Ce renfort, au moment le plus critique de la bataille, fit tout-à-fait pencher la balance du côté des Français. Beaulieu abandonna le pont si vaillamment défendu, et se retira subitement, dans le dessein de se porter sur le Mincio, afin de se conserver la route du Tyrol, et de pouvoir jeter une garnison dans Mantoue. Sa cavalerie, et surtout celle de Naples, qui, dans cette troisième affaire, fut très utile aux Autrichiens, protégea l'armée dans sa retraite. A ce moyen, les Français firent peu de prisonniers, et d'autant moins, que leur cavalerie n'ayant pu traverser le pont, presque rompu, ne passait que lentement à gué. Les Autrichiens perdirent dans cette journée deux mille cinq cents fantassins, morts ou blessés, quatre cents hommes de cavalerie, et une grande partie de leur artillerie. La nuit qui survint, l'épuisement des troupes républicaines, accourues à marches forcées, et les volte-faces de la puissante cavalerie des confédérés, ne permirent pas aux

Français de poursuivre l'ennemi, ni de retirer de leur victoire tout l'avantage qu'ils en avaient espéré.

La perte des Français ne fut pas moins considérable; si elle ne s'éleva pas à quatre mille hommes tués, blessés ou pris, comme le publia l'ennemi, elle passa certainement deux mille, quoique Buonaparte, avec son assurance ordinaire, ait prétendu qu'elle allait au plus à quatre cents. La retraite de l'armée confédérée livra aux vainqueurs Pavie, Pizzighettone et Crémone. La cité impériale de Milan, privée désormais de toute défense, n'attendait plus pour obéir à la république que l'arrivée des républicains. Ces glorieux faits d'armes furent souillés par le pillage et la dévastation.

A la nouvelle du passage du Pô par les Français, de la retraite de Beaulieu des rives du Tésin, un grand effroi s'éleva dans Milan, où l'on avait peu d'espoir de conserver la ville à l'Autriche. L'opinion générale était ce qu'elle devait être dans une riche cité, à l'approche d'une armée inconnue, trop connue peut-être. L'archiduc avait gouverné par la modération, et la noblesse n'avait point usé de tyrannie; sa domination, au contraire, participait de la bonté du souverain et de la douceur du climat; ses goûts la portaient plutôt à la mollesse qu'au despotisme, et elle avait plus de partisans par amour, que de

puissance par la féodalité. On ne voyait donc point dans le Milanais les germes de ce mécontentement né dans les autres contrées d'Italie, de la dureté des gouvernemens et de l'arrogance des nobles; il en résultait que, quoique les peuples soient naturellement avides de nouveauté, et n'apprécient leur bonheur qu'alors qu'il est perdu pour eux, il ne se manifestait dans l'heureuse Lombardie aucun signe de révolution spontanée pour l'avenir. Loin de là, chacun tremblait pour soi, sa famille et ses biens. La défiance était dans tous les esprits; les Lombards n'étaient pas non plus des hommes que l'on pût séduire avec les abstractions d'une utopie géométrique; ils craignaient qu'en raison de l'opulence de leur ville et des ressources qu'elle présentait, les républicains n'y fixassent leur principale résidence; auquel cas ils auraient eu chez eux l'oppression pour eux-mêmes, et le foyer des révolutions pour les autres. Comme ensuite les chances de la guerre sont variables, ne pouvait-il pas arriver que, dans ces marches et contre-marches, ces revers et ces succès réciproques des deux puissans adversaires, l'infortuné Milan eût à porter la peine de sa richesse et de sa splendeur? Il comptait dans son sein peu de novateurs, et ces derniers encore, par l'effet du caractère national, n'avaient ni activité ni énergie. Mais on appréhendait qu'à l'arrivée des républicains, Milan ne devînt le rendez-vous, ou des ennemis

des gouvernemens monarchiques, ou des amis du gouvernement populaire. Qui répondait alors que ces hommes, par des mesures imprudentes et inusitées, ne donneraient pas lieu à des événemens imprévus et terribles? En un mot, la terreur était générale à Milan.

Bien certain qu'un peuple paisible et sans défense ne résisterait pas aux entreprises d'une troupe audacieuse, puisque l'armée impériale elle-même n'avait pu retarder ses progrès, l'archiduc Ferdinand résolut d'abandonner Milan et d'aller chercher un abri dans Mantoue, se réservant, si la nécessité l'y contraignait, de se retirer ensuite en Allemagne. Voulant toutefois, avant de partir, assurer le repos de la ville, il ordonna, par un édit du 7 mai, que tous les citoyens en état de porter les armes se feraient inscrire, et s'organiseraient en garde urbaine. Le 9, l'approche des républicains rendant le péril plus pressant, il créa une junte, composée des présidens de la cour d'appel, du tribunal civil et de la chambre des comptes, avec pouvoir de prescrire aux magistrats inférieurs toutes mesures nécessaires à la marche du gouvernement; l'ordre judiciaire devait exercer comme auparavant.

Ayant ainsi pourvu à l'administration de l'état, le duc partit le même jour pour Mantoue, où sa famille l'avait devancé. Plusieurs grands personnages l'accompagnaient, et entre autres le prince

Albani et le marquis Litta; la douleur était aussi du voyage; l'archiduc, versant des larmes, accusait, non la fortune, mais l'incapacité de Beaulieu : le malheur rend ordinairement injuste. Il passa sur le territoire de Venise, offrant le spectacle d'un prince vertueux, déchu de sa grandeur sans l'avoir mérité. Ce qui rendait encore cette calamité plus sensible, c'était la foule innombrable de personnes de tout rang, de tout âge et de tout sexe, qui, pour éviter la présence des républicains, abandonnaient à l'étranger leurs demeures, et allaient chercher un asile sur les états vénitiens, destinés bientôt eux-mêmes à de semblables désastres. Ainsi la noble ville de Milan, jadis et depuis si long-temps heureuse, privée aujourd'hui de ses défenseurs et de son prince, attendait, incertaine, le sort qui lui était réservé. Il y eut un interrègne de trois jours; pendant ce temps, point de menaces ni d'insultes, point de tentative de pillage ni de révolte : effet admirable du bon naturel des habitans.

Après la victoire de Lodi, Buonaparte regardant avec raison Milan comme tombé en son pouvoir, envoya une partie de l'armée sous la conduite de Masséna, pour en prendre possession. De son côté, la municipalité de Milan chargea des députés d'aller au-devant de Buonaparte, à Lodi, et de lui offrir les clefs de la ville, le priant de traiter favorablement un peuple constamment

ami du repos, qui n'était l'ennemi de personne, et qui s'en remettait à la générosité des Français. Le vainqueur répondit avec bonté qu'il respecterait la religion, les propriétés et les personnes. Le 14 mai, Masséna fit son entrée à Milan, à la tête de dix mille hommes des plus vaillans. Ses soldats campèrent, pour la plus grande partie, hors la ville, et prirent des positions telles, que l'infanterie occupait toutes les avenues des glacis, pendant que la cavalerie gardait les portes. La municipalité se rendit au-devant de Masséna jusqu'à la porte Romaine, et recommanda la ville désarmée à sa bienveillance. Masséna répondit comme Buonaparte, que la religion, les propriétés et les personnes seraient respectées. Le lendemain, de nouvelles troupes arrivèrent; la ville fourmillait de soldats. Alors commença le siége du château où s'étaient retirés les Autrichiens restés à Milan. Les républicains furent accueillis par les Milanais, avec cette douceur qui leur était naturelle. Les Français eux-mêmes, du moins la plupart, usant de bons procédés, et se montrant sous les dehors de leur enjouement ordinaire, gagnèrent facilement le cœur des habitans. Ceux-ci, voyant que ces républicains n'étaient pas si terribles qu'on les leur avait dépeints, se remirent de leur premier effroi et s'attachèrent aux nouveaux hôtes, qu'ils ne devaient qu'à un concours d'accidens aussi étranges qu'effrayans. Ainsi, les Français trou-

vèrent à Milan un peuple doux, affectueux, sans aversion comme sans désir pour la liberté tant vantée.

Cependant, au bruit de ces événemens, peut-être aussi, contraints de fuir le courroux de leurs souverains, les républicains d'Italie, vrais ou sincères, accouraient de toutes parts dans la ville conquise, qu'ils regardaient comme leur séjour naturel ou leur asile nécessaire. Réunis aux républicains milanais, ils se mirent en devoir d'exécuter leurs projets de réformes. Les bons utopistes surtout se réjouissaient, persuadés que le temps était venu où ils allaient voir se réaliser cette liberté chimérique dont leur imagination caressait l'image. Rien ne pouvait déchirer le voile de leur illusion; ni l'appareil terrible des armes étrangères, ni le caractère léger des Français, ni le despotisme militaire qui embrassait tout, et qui aurait dû leur paraître d'un mauvais augure pour la liberté. Esclaves d'un espoir anticipé, dominés par une douce erreur, ils allaient rêvant un bonheur éternel, et ne s'apercevaient pas que la république française ne combattait ni pour eux, ni pour la liberté, mais pour la grandeur et l'affermissement de son empire; et qu'elle aurait donné à l'Autriche, pour y parvenir, Milan, l'Italie, et les utopistes. Ils étaient l'objet des railleries de Buonaparte qui les estimait peu, les regardant comme des hommes simples, peut-être

même comme des fous. Parmi les autres patriotes, ou qui se disaient tels, il y avait une espèce d'hommes qui aimaient la liberté, non par intérêt, mais par ambition, trouvant qu'il était doux de commander, et que c'était le moment de monter, des plus bas emplois, au rang le plus élevé; Buonaparte en faisait plus de cas. Ils avaient selon lui de l'énergie; et, avec tant soit peu d'aide, ils auraient merveilleusement servi ses desseins. Enfin, il existait une troisième espèce de patriotes, amis des innovations, par avarice, et qui, dans l'espoir de s'enrichir par le désordre, criaient à haute voix et souvent, liberté! Ceux-ci fréquentaient peu Buonaparte qui, à travers quelques caresses qu'il leur accordait, leur donnait souvent aussi de vigoureuses rebuffades; mais ils se plaisaient surtout avec les commissaires et les fournisseurs de l'armée. Ils s'en faisaient les agens et les courtiers; et, pendant que les bons utopistes se maintenaient, par un esprit de simplicité républicaine, dans une pauvreté volontaire, les faux patriotes s'enrichissaient aux dépens de ceux-là même qu'ils séduisaient par l'espoir de la liberté. Ces différentes classes de patriotes étaient nombreuses. Grandes réjouissances de leur part à l'entrée des Français. Des illuminations, des bals, des festins en abondance; et, par un esprit servile d'imitation envers les Français, cause principale de l'asservissement de l'Italie, ils plantèrent aussi des

arbres de liberté, les saluèrent de leurs chants, firent autour des danses, des discours, et mille autres folies semblables. Ils n'oublièrent point les assemblées populaires; elles eurent lieu comme en France; on y déclamait sur les affaires de l'état, et les harangueurs y obtenaient plus d'applaudissemens, à mesure que leurs discours devenaient plus véhémens et plus démagogiques. L'arrivée des Français donna lieu à tous ces mouvemens; le peuple, hors de lui, s'émerveillait à ce spectacle.

Buonaparte vainqueur fit son entrée à Milan, non plus avec la simplicité républicaine, mais avec le faste de la royauté, comme s'il eût été roi lui-même. Les patriotes le reçurent avec des acclamations qui tenaient du délire, imités en cela par une partie du peuple, accoutumé à faire comme les autres font. D'innombrables écrits furent publiés, à la louange de Buonaparte bien plus qu'à la louange de la liberté. Il faut le dire, les Italiens se répandirent alors en adulations dégoûtantes. Celui-ci l'appelait Scipion; cet autre, Annibal; le républicain Ranza le nommait Jupiter; et les bons utopistes! ils pleuraient de tendresse à son aspect. Buonaparte se réjouissait publiquement et en secret de ces démonstrations; toutefois, ce grand maître n'augurait pas bien des Italiens, pensant avec raison que les changemens dans les états s'obtiennent par des faits et

non par de vains discours. Lorsque ensuite certains hommes et même des femmes, il s'en trouva beaucoup parmi les amis sincères de la liberté, se présentèrent à lui pour le supplier de lui être favorable, il leur répondit, en fronçant le sourcil, qu'il fallait la conquérir, qu'il fallait secouer le joug de ces habitudes molles et efféminées; qu'il fallait prendre et manier les armes; que la liberté n'habitait que parmi les peuples forts et magnanimes; qu'elle fuyait le luxe, la mollesse et l'oisiveté.

Toutefois, le monde avait sous les yeux un spectacle prodigieux. A peine âgé de vingt-huit ans, inconnu un mois auparavant, à la tête d'une armée peu nombreuse et dépourvue de tout, un soldat avait traversé des rochers réputés inaccessibles, franchi des fleuves larges et profonds, gagné six batailles rangées, dispersé des armées plus puissantes que la sienne, soumis un roi, chassé un prince, établi sa domination sur une partie de l'Italie, préparé les voies pour la conquête du reste, et concentré sur lui seul les regards de l'univers. Buonaparte le savait; il savourait les délices de l'ambition satisfaite; mais, pour ne point laisser refroidir l'enthousiasme qu'il inspirait, voulant aussi marcher à de plus hautes entreprises, il publia, le 20 mai, une proclamation où il enflammait ainsi le courage de son armée :

« Soldats, vous vous êtes précipités comme un
« torrent du haut de l'Apennin ; vous avez cul-
« buté, dispersé tout ce qui s'opposait à votre
« marche.

« Le Piémont, délivré de la tyrannie autri-
« chienne, s'est livré à ses sentimens naturels de
« paix et d'amitié pour la France.

« Milan est à vous, et le pavillon républicain
« flotte dans toute la Lombardie. Les ducs de
« Parme et de Modène ne doivent leur existence
« politique qu'à votre générosité.

« L'armée qui vous menaçait avec tant d'orgueil
« ne trouve plus de barrière qui la rassure contre
« votre courage : le Pô, le Tesin, l'Adda, n'ont pu
« vous arrêter un seul jour ; ces boulevards si van-
« tés de l'Italie ont été insuffisans, vous les avez
« franchis aussi rapidement que l'Apennin.

« Tant de succès ont porté la joie dans le sein
« de la patrie ; vos représentans ont ordonné une
« fête dédiée à vos victoires et qui doit être célébrée
« dans toutes les communes de la république : là,
« vos pères, vos mères, vos épouses, vos sœurs,
« vos amantes, se réjouissent de vos succès, et se
« vantent avec orgueil de vous appartenir.

« Oui, soldats, vous avez beaucoup fait.... mais
« ne vous reste-t-il plus rien à faire ? Dira-t-on de nous
« que nous avons su vaincre, mais que nous n'avons
« pas su profiter de la victoire ? La postérité nous

« reprochera-t-elle d'avoir trouvé Capoue dans la « Lombardie?.... Mais je vous vois déjà courir aux « armes; un lâche repos vous fatigue; les journées « perdues pour la gloire le sont pour votre bon- « heur.... Eh bien! partons, nous avons encore « des marches forcées à faire, des ennemis à sou- « mettre, des lauriers à cueillir, des injures à « venger.

« Que ceux qui ont aiguisé les poignards de la « guerre civile en France, qui ont lâchement « assassiné nos ministres, incendié nos vaisseaux « à Toulon, tremblent.... l'heure de la vengeance « a sonné.

« Mais que les peuples soient sans inquiétude; « nous sommes amis de tous les peuples, et plus « particulièrement des descendans des Brutus, des « Scipions, et des grands hommes que nous avons « pris pour modèles.

« Rétablir le Capitole, y placer avec honneur « les statues des héros qui le rendirent célèbre, « réveiller le peuple romain engourdi par plusieurs « siècles d'esclavage; tel sera le fruit de vos vic- « toires : elles feront époque dans la postérité; « vous aurez la gloire immortelle de changer la « face de la plus belle partie de l'Europe.

« Le peuple français, libre, respecté du monde « entier, donnera à l'Europe une paix glorieuse « qui l'indemnisera des sacrifices de toute espèce « qu'il a faits depuis six ans; vous rentrerez alors

« dans vos foyers, et vos concitoyens diront en « vous montrant : *Il était de l'armée d'Italie.....* »

A ce langage terrible, l'Italie frémit d'épouvante; elle s'attendit aux événemens les plus funestes.

FIN DU LIVRE SIXIÈME.

LIVRE SEPTIÈME.

Desseins de Buonaparte. — Intentions du directoire sur l'Italie. — Elle est dépouillée des chefs-d'œuvre des beaux-arts; on caresse ses savans et ses hommes de lettres. — Trève avec le duc de Parme. — Taitement qu'on fait subir à celui de Modène. — Événemens du Milanais; impositions et rapines; mécontentement des peuples; mouvemens dangereux dans le Pavesan, surtout à Binasco et à Pavie. — Cette dernière ville est livrée au pillage les 25 et 26 mai 1796. — Buonaparte se tourne contre Beaulieu, et, après de nouveaux combats, le force à se retirer dans le Tyrol. — Les Vénitiens nomment Nicolas Foscarini leur provéditeur-général dans la Terre-Ferme. — Terreur de ce fonctionnaire, et menaces de Buonaparte. — Ce qui restait à faire aux Vénitiens dans cette importante conjoncture. — Faiblesse de Foscarini. — Buonaparte à Vérone; menaces qu'il fait à cette ville pour avoir donné asile au comte de Lille. — Le château de Milan se rend aux Français. — Révolution de Bologne; serment prêté par les Bolonais en présence de Buonaparte. — Soulèvement de Lugo, et circonstances qui l'accompagnent. — Épouvante de Rome; trève entre Buonaparte et le pape. — Exhortations du pontife à ses sujets et aux Français. — Efforts et protestations solennelles du roi de Naples; il conclut une suspension d'armes avec Buonaparte. — Les Français occupent Livourne. — Intentions coupables de Buonaparte à l'égard du grand-duc de Toscane. — L'Autriche fait un nouvel effort pour recouvrer ses possessions d'Italie; elle y envoie le maréchal Wurmser avec une forte armée; le maréchal met en déroute les troupes avancées de Buonaparte; fait lever le siége de Mantoue, entre dans cette place, renforce sa garnison, et l'approvisionne de munitions de guerre et de bouche. — Buonaparte rassemble ses troupes. — Description de plusieurs faits d'armes entre les deux vaillans adversaires. — Bataille de Castiglione, livrée le 5 août. — Wurmser se retire dans le Tyrol; les Français le poursuivent, l'atteignent, et le battent, le 4 septembre, à Roveredo. — Les Autrichiens se retirent dans les gorges les plus élevées du

Tyrol. — Desseins de Buonaparte sur l'Allemagne; Wurmser empêche leur exécution en descendant de nouveau en Italie par la vallée de la Brenta. — Buonaparte le suit; batailles de Primolano et de Bassano. — Le maréchal, après des prodiges de valeur, entre dans Mantoue, dont le siége est repris par les Français. — Description de Mantoue. — La Corse se soustrait à la domination des Anglais, et rentre sous celle de la France.

MAÎTRE du Piémont, vainqueur du roi de Sardaigne, établi dans la capitale des états autrichiens en Italie, Buonaparte méditait encore de plus vastes projets. Son premier désir était de passer le Mincio, de repousser les Allemands au-delà des gorges du Tyrol, et, par là, d'empêcher l'empereur d'envoyer de nouvelles troupes pour reprendre ses possessions envahies. Cependant, les victoires de Buonaparte fournissaient à son gouvernement le moyen de se déclarer à l'égard des puissances amies de la France, neutres ou ennemies. Le but principal était, en vendant le Milanais selon que les circonstances le demanderaient, ou au roi de Sardaigne, ou à l'empereur, de faire contribuer les états d'Italie, et d'en enlever le plus d'or et d'objets précieux qu'il se pourrait. En cela le directoire ne ménageait pas plus ses alliés que ses ennemis, prétextant, ou le souvenir de la guerre antérieure, ou l'hypocrisie de l'amitié présente, ou enfin la nécessité de fournir aux besoins de son armée. Le directoire voulait avant tout que les restes de l'armée autrichienne fussent détruits, et en même temps

que l'on pressurât, que l'on épuisât le Milanais, tant pour l'entretien des troupes que pour diminuer les ressources du pays, soit qu'on le livrât à la Sardaigne, soit qu'on le restituât à l'empire : « C'est le Milanais surtout, écrivait le directoire à Buonaparte, qu'il ne faut pas épargner; levez-y des contributions en numéraire sur-le-champ, et pendant la première terreur qu'inspirera l'approche de nos armes. Il faut que les canaux et les grands établissemens publics de ce pays que nous ne conserverons pas, se ressentent un peu de la guerre; mais soyons prudens. »

Ce n'était pas là que se bornait ce langage cruel : « Allez, écrivait encore le directoire, courez vers le grand-duc de Toscane, captif des Anglais à Livourne. Allez, emparez-vous de cette ville, n'attendez pas le consentement du grand-duc; l'occupation du port l'informera de votre arrivée. Confisquez les navires et les propriétés anglaises, napolitaines, portugaises, et celles des autres états ennemis de la république. Séquestrez les biens de leurs sujets; si le grand-duc s'y oppose il devient perfide, traitez alors la Toscane comme alliée de l'Angleterre et de l'Autriche. Exigez de ce prince qu'il ordonne sans délai de faire remettre en notre pouvoir tout ce qui appartient à nos ennemis, et qu'il se porte garant du séquestre. Nourrissez les troupes de la république aux dépens de la Toscane, et donnez des bons, ou billets

d'état acquittables après la paix générale, en payement des denrées et autres objets qui seront fournis. Laissez entrevoir des desseins contre Rome et Naples afin d'effrayer le pape et le roi. Placez une forte garnison dans Livourne, et préparez ainsi les mouvemens de la Corse afin de l'arracher au joug de l'orgueilleuse maison de Brunswick-Lunebourg, et de la ramener enfin sous la domination de la république. »

Cette rapacité du directoire était vraiment excessive, insupportable et cruelle. Si l'Angleterre, ou des Anglais, ou d'autres ennemis de la république avaient des propriétés à Livourne, elles y reposaient sur la foi de la neutralité de la Toscane, neutralité reconnue par la France et librement accordée au grand-duc. Telle fut la récompense réservée à ce prince par les républicains de Paris, qui, cependant, vantaient toujours leur grandeur d'âme et leur sincérité. Telle fut sa récompense pour avoir, le premier de tous les potentats d'Italie, reconnu la république, fait la paix avec elle, et consenti au rappel de son ministre le comte Carletti, rappel que le directoire lui avait demandé, parce que le comte avait témoigné le désir de rendre visite à la royale fille de Louis XVI, au moment où elle allait être conduite en Allemagne, après sa sortie du Temple. A la place de Carletti, le grand-duc envoya le prince don Neri Corsini, jeune homme de beaucoup d'esprit, d'un bon na-

turel et de grande espérance. Mais rien ne put soustraire la Toscane à la cupidité des républicains, ni le langage flatteur de Corsini au directoire assemblé, ni les phrases pompeuses du président qui lui répondit. J'éviterai à mes lecteurs l'ennui de pareils discours; ils ne trouveraient, d'une part, que des adulations inutiles, de l'autre, que les vaines promesses d'une trompeuse amitié.

Après avoir été foulée par les armées françaises et par les armées autrichiennes, Gênes aurait dû jouir d'une existence plus tranquille, maintenant que la guerre ne se faisait plus sur son territoire; mais telle était la perversité des temps, qu'à défaut de motifs on inventait des prétextes, et bien loin de respecter la faiblesse des neutres, on ne voulait que les charger d'impôts et les dépouiller. Ainsi, pour satisfaire cette avidité dont les trésors de Gênes étaient le but, on reprocha d'abord à cette république, que les troubles excités contre les Français dans les fiefs impériaux voisins de l'état de Gênes, et que les meurtres continuels, très fréquens en effet, dont ils étaient les victimes sur les frontières de Gênes et du Piémont, étaient, sinon l'ouvrage de la seigneurie elle-même, au moins l'objet trop évident d'une indifférence coupable; que les armes venaient de Gênes, que les appels à la révolte venaient de Novi. Aussi Buonaparte écrivait avec

une hauteur incroyable au sénat génois, que la ville de Gênes était le foyer d'où partaient les scélérats qui infestaient les grandes routes, assassinaient les Français et interceptaient les convois; qu'un nommé Girola qui demeurait dans cette ville, leur avait publiquement envoyé des munitions de guerre, et qu'il accueillait tous les jours les chefs des assassins, encore dégouttans du sang français; que c'était sur le territoire de la république de Gênes que se commettait une partie de ces horreurs, sans que le gouvernement prît aucune mesure pour les prévenir; qu'il paraissait, au contraire, encourager les assassins, et par son silence, et par l'asile qu'il leur accordait; que le gouverneur de Novi les protégeait; qu'en conséquence, lui Buonaparte ferait brûler les villes et villages sur le territoire desquels serait commis l'assassinat d'un seul Français; qu'il voulait que le gouverneur de Novi fût destitué de ses fonctions, Girola chassé de Gênes; qu'enfin, il ferait brûler les maisons qui donneraient refuge aux assassins, qu'il punirait les magistrats transgresseurs de la neutralité; que la république française était inviolablement attachée aux principes de cette neutralité; mais que la république de Gênes ne devait pas être le refuge de tous les brigands. Il écrivait du même style au gouverneur de Novi, homme de bien et plein de modération. Il l'ac-

cusait de s'être fait le protecteur des assassins ; lui ordonnait impérieusement d'arrêter les habitans des fiefs impériaux qui se trouveraient sur le territoire de Novi ; que s'il ne le faisait pas, il aurait à faire à lui ; et s'emportant de plus en plus, il répétait dans son langage de soldat : Qu'il brûlerait les villes et les maisons qui auraient donné asile aux assassins. Le sénat et le gouverneur répondirent en termes généraux, car s'il était juste et convenable de méconnaître les actions criminelles dont on les accusait, il était dangereux de ne pas satisfaire un guerrier victorieux et irrité. Il est certain, toutefois, que ces lieux virent commettre contre les Français des actes d'une barbarie extrême. Il est certain aussi que Buonaparte devait, par tous les moyens possibles, protéger ses soldats et mettre leur vie en sûreté ; mais qu'il ait fait de si terribles menaces au gouvernement de Gênes, qu'il lui ait intenté ces griefs, moins pour obtenir le salut de son armée, que pour rançonner, et peut-être détruire cette république, c'est un fait clairement démontré. Il suffira, pour s'en convaincre, de remarquer que ces meurtres, ces assassinats dont il avait tant de raison de se plaindre, s'exerçaient, non pas seulement sur le territoire de Gênes, mais encore et beaucoup plus fréquemment sur le territoire du Piémont. En effet, les paysans de la frontière entre Novi et Alexandrie, espèce de gens trop accoutumés alors

à vivre de rapine sur les grands chemins, se mettaient en embuscade, et tuaient les Français isolés, avec le désir de les piller sans doute; mais bien plus encore d'éteindre dans leur sang la haine qu'ils avaient conçue pour cette nation. Eh bien! Buonaparte ne s'emporta point contre le roi de Sardaigne; il se contenta de lui en faire l'observation sans aucune menace. La vérité était que ni le gouvernement piémontais, ni celui de Gênes n'étaient coupables de ces excès, et qu'il fallait les attribuer à cet esprit de brigandage que la guerre détermine chez les vaincus comme chez les vainqueurs, et aux ressentimens que ces peuples nourrissaient contre la France. D'un autre côté, qu'un gouvernement tout entier, composé d'hommes vertueux, éprouvé par des siècles de modération, soit accusé d'entretenir, de soudoyer des voleurs et des assassins, c'est une insolence qui ne pouvait venir que d'un homme sans pudeur.

A ces emportemens du général se joignait le despotisme du directoire; il ordonna à Buonaparte de s'emparer, soit au moyen d'un accord, si les Génois y consentaient; soit par la violence, en cas de refus, de la forteresse de Gavi, afin d'assurer les derrières de l'armée, et de se maintenir sur la route de la Bocchetta, qui conduisait de Gênes à Tortone. Dans ce même dessein, Buonaparte s'était déjà saisi de la forteresse génoise de

Vado, ce qui donne une idée de son respect pour la neutralité. Ce n'était pas tout; le directoire voulait qu'aussitôt que l'armée républicaine aurait occupé le port de Livourne, elle s'emparât encore de la Spezia, et de tous les bâtimens appartenant aux puissances ennemies de la France. Il n'oublia pas non plus ses intérêts pécuniaires, et sans considérer que les événemens de *la Modeste* étaient arrivés, non seulement à l'insu, mais encore contre la volonté du sénat génois; sans vouloir se souvenir que ce gouvernement avait déjà été imposé à quatre millions par celui de France; oubliant la résistance vigoureuse que le sénat, pour le maintien de sa neutralité, avait opposé aux prétentions de l'Angleterre; résistance efficace, et reconnue avec éloge par la convention nationale de France; sans avoir égard enfin aux pertes énormes que cette délicatesse des Génois leur avait occasionnées sur mer, de la part des Anglais, et leur occasionnait encore de la part des Corses; il ordonna à Buonaparte de demander satisfaction du malheureux événement de *la Modeste*, d'exiger de nouveaux millions, et de faire en sorte que les individus compromis dans ces événemens fussent condamnés comme traîtres à la patrie. De plus, le directoire enjoignit à Buonaparte de confisquer, au profit de la république française, toutes les propriétés publiques des puissances ennemies, et de séquestrer, sous la responsabilité de Gênes, celles

des sujets de ces puissances. Il voulait que Gênes bannît de son territoire tout émigré français; qu'elle fournît à l'armée républicaine des bêtes de trait et de somme, des chariots et des vivres, et que l'on délivrât, en échange, des récépissés remboursables à la paix générale.

Ces ordres qu'un gouvernement civilisé aurait eu honte d'adresser à un peuple esclave, le directoire avait osé les intimer à un état dont il protestait vouloir reconnaître et respecter l'indépendance et la neutralité.

Passons, de la république de Gênes, à son aînée, comme on l'appelait, la république de Venise. L'avarice et le despotisme s'accroissaient dans les vainqueurs, en raison même de leurs victoires. Ils commencèrent par dire qu'ils ne voulaient point traiter Venise en amie, mais seulement comme une puissance neutre; reproduisant à cet effet des griefs surannés, puisque l'état des choses n'était point changé entre les deux gouvernemens, depuis les caresses sans nombre prodiguées au noble Querini dans la convention nationale. Entre tous ces prétextes, le premier et le principal était le passage donné aux troupes autrichiennes sur le territoire de Venise. Ensuite, la fortune secondant de plus en plus les armes françaises en Italie, le directoire prétendit que Vérone devait lui compter une grosse somme d'argent, attendu qu'elle avait donné asile à Louis XVIII, punissant ainsi, comme un

crime, les inspirations généreuses de l'humanité. Enfin Beaulieu ayant été tout-à-fait repoussé au-delà du Mincio, le directoire ordonna impérieusement à Venise de lui fournir douze millions, et voulut que cette dette fût reportée à la république batave, qui, au terme de traités récens, devait pareille somme à la France. C'était là, tout à la fois, un emprunt forcé et un remboursement arbitraire. Le directoire exigea en outre, pour la république française, la remise de tous capitaux déposés à Venise par les puissances ennemies, et personnellement par le roi d'Angleterre; celle des vaisseaux, grands ou petits, et généralement de toutes les propriétés ennemies existant dans les ports de la république vénitienne. Le directoire ne désirait-il pas à cet égard un refus plutôt qu'un consentement? je le croirais volontiers, si je ne savais d'ailleurs que la docilité même de Venise n'eût pas assuré son salut.

Quant au pape, s'il voulait traiter à l'amiable, il fallait avant tout, prétendait le directoire, qu'il ordonnât sans délai des prières générales pour le succès et le bonheur de la république française; sur quoi le directoire fondait de grandes espérances, par l'autorité qu'avait le siége apostolique sur les peuples de France et d'Italie. Puis, selon sa coutume, il parla d'argent et exigea du pape vingt-cinq millions. Il voulut en même temps que le roi de Naples reçût l'ordre de chasser de ses

états, les Anglais et autres ennemis de la république; qu'on remît au pouvoir de la France tous les navires de ces derniers qui seraient dans les ports du royaume; qu'on en défendît l'entrée aux autres, même sous pavillon neutre, et que le roi sût enfin, qu'à l'exécution des traités était attaché son salut.

Ces injonctions superbes, qui pouvaient déterminer les princes italiens à paraître les amis de la France, mais non pas à la servir de bonne foi, puisqu'il y avait ici outrage et despotisme, exposaient ces princes au mépris public, et faisaient craindre de plus grands excès de la part du directoire, lorsque après l'anéantissement des forces autrichiennes, les armées républicaines auraient inondé l'Italie.

Parlons maintenant de quelques états moins considérables qui n'avaient fait avec la France, ni la guerre, faute d'armes et de soldats, ni la paix, parce qu'étant plus voisins de l'Autriche, ils craignaient le ressentiment de cette puissance. Mais ils avaient une réputation d'opulence, et ils attirèrent les regards des républicains. Le directoire ordonna de rançonner fortement les ducs de Parme et de Modène; en ménageant un peu plus le premier, à cause du roi d'Espagne, son parent. Quant au duc de Modène, l'intention des républicains était de lui faire porter le plus grand poids de la contribution, parce qu'on le disait riche, et aussi parce qu'ayant

marié sa fille unique à un prince autrichien, on le présumait, ou du moins on voulait le supposer dans une plus grande dépendance de l'empire. Lallemand, ministre de France à Venise, (à quels actes le ciel avait-il réservé sa vieillesse?) Lallemand exhortait Buonaparte à presser le duc de Modène, à le harasser, à le tourmenter en tous sens, afin de lui arracher des trésors dont il était avare, ajoutant que les produits se multiplieraient en raison des vexations. Ainsi, les épargnes longuement amassées par un prince prudent et vertueux, qui n'était l'ennemi de la France, ni de fait ni d'intention, allaient tomber aux mains de gens capables de les dissiper en quelques heures.

Les beaux-arts avaient fixé leur séjour principal en Italie; il fallut ternir l'éclat qu'ils répandaient sur elle; il fallut compléter tout ce qu'avaient de barbare ces douces paroles d'humanité et de liberté, que les républicains de cette époque prodiguaient jusqu'à satiété. Le directoire ordonna donc, à la demande de Buonaparte, qu'en traitant avec les princes vaincus, on exigeât d'eux la remise des tableaux, statues, manuscrits, et autres chefs-d'œuvre sortis des mains des plus fameux artistes du monde. On voulait en enrichir le Muséum de Paris. Le temps était venu, disait-on, où les beaux-arts devaient passer d'Italie en France, et y servir de parure à la liberté. Dépouiller l'Italie de tant d'ornemens précieux, c'était certainement

commettre une action condamnable et odieuse ; elle fut entreprise et consommée par le directoire. Peut-être, en temps de guerre, un usage, si non tolérable, au moins nécessité par les besoins de l'armée victorieuse, autorisait-il l'enlèvement de l'or, de l'argent et des récoltes ; mais comprendre dans la rapine, les statues et les tableaux, ce ne pouvait être qu'un acte d'orgueil excessif, qu'un dessein avoué d'avilir les vaincus. Dans les temps anciens, pendant leurs guerres en Italie, les Français respectèrent ces grandes productions du génie. François 1er, avec une munificence toute royale, accueillait les auteurs et ne ravissait point leurs ouvrages. Autrefois, et dans les temps modernes, les Allemands imitèrent cette réserve. Ce que n'avaient point fait des hommes plus modestes, et moins prodigues de discours emmiellés, fut opéré par les républicains qui gouvernaient la France à cette époque, et qui ne parlaient que d'humanité, de civilisation, de respect pour les propriétés, d'amitié pour les peuples. Mais ces rapines leur plaisaient infiniment ; aux uns, par amour de la gloire nationale ; aux autres, parce qu'ils allaient avoir sous les yeux des modèles parfaits de la nature, embellie par la main des arts. A cette époque, en effet, s'élevaient en France des artistes, et surtout des peintres d'un rare mérite, admirateurs éclairés, et imitateurs savans des chefs-d'œuvre d'Italie. D'ailleurs, au

moyen de ces caresses envers la France, Buonaparte marchait encore à son but.

De leur côté, quelques républicains d'Italie, par esprit de malveillance ou de vertige, indiquaient aux Français les ouvrages précieux, objet de leurs recherches. Les plus modérés se rassuraient par l'espérance que l'Italie, toujours féconde, reproduirait des chefs-d'œuvre d'un mérite égal. Les plus sévères, apportant dans les républiques modernes toute la rudesse des anciennes républiques, se réjouissaient en disant que ces ornemens étaient inutiles à la liberté, et qu'un véritable républicain n'avait besoin que de pain et de fer. Les bons utopistes eux-mêmes, irrévocablement attachés à leur fantôme, malgré le luxe des républicains de France, tout resplendissans d'or et de pierreries, rêvaient encore Lacédémone, et, par leur austérité inflexible, montraient ce que peut sur une âme honnête et généreuse, une chimère qui ressemble à la vertu.

Cependant le directoire, toujours à l'instigation de Buonaparte qui n'ignorait rien de ce qui se passait, voulait que les hommes de talent célébrassent les louanges de la république, en même temps que les chefs-d'œuvre de l'art servaient d'ornement à son triomphe ; croyant éviter le reproche de barbarie, si les hommes qui en étaient le plus à l'abri, sous le rapport des mœurs, du génie et de la science, se rendaient les panégyristes de ses

dévastations en Italie. Il ordonna donc au général français de rechercher, de combler de prévenances et de caresses les savans et les littérateurs du pays. Il indiqua particulièrement l'astronome Oriani, homme que ses vertus et ses principes auraient dû garantir des flatteries d'un gouvernement et d'un capitaine, spoliateurs barbares de sa patrie. Buonaparte remplit les désirs du directoire. Si la vanité l'y portait, la ruse lui en donnait le conseil, et il apercevait dans ces louanges des auxiliaires futurs de son ambition. Quelques uns rendaient à Buonaparte des adulations pour ses caresses, d'autres n'y répondaient que par le silence du mépris : celui qui montra le plus de courage fut l'eunuque Marchesi qui refusa de chanter.

Le directoire avait manifesté ses intentions et donné ses ordres; voyons quelle en fût l'exécution. Buonaparte n'eut pas plus tôt passé le Pô à Plaisance avec son armée, que l'effroi se répandit à la cour de Parme; non seulement parce qu'une partie de ce duché était déjà sous la puissance des républicains, mais encore parce que l'autre partie, privée de toute défense, était sur le point d'y tomber : ils n'avaient qu'à le vouloir. Les inquiétudes étaient d'autant plus vives dans cette cour, qu'elle avait refusé l'accord que le ministre d'Espagne, à Turin, lui avait proposé de la part même du généralissime, au moment où les Fran-

çais avaient paru dans les plaines du Piémont. Le duc se trouvait entièrement à la discrétion des républicains, sans savoir à quelles conditions il obtiendrait l'amitié des vainqueurs. Il n'était pas sans crainte de quelques troubles du côté des partisans de la France, non qu'ils fussent ou nombreux ou puissans; mais parce que les esprits effrayés se représentaient le danger beaucoup plus grand qu'il n'était en réalité. Dans des circonstances si imprévues et si désastreuses, le duc s'arrêta au seul parti qui lui restait, et tenta de garantir ses états au moyen d'un traité. Quelque dures et onéreuses qu'en dussent être les conditions, elles lui semblaient préférables à la perte entière de son duché. Le ministre d'Espagne essaya de modérer les prétentions du vainqueur; mais le ressentiment de ce dernier était peu de chose auprès de son avidité. Il refusa d'écouter les propositions qui lui furent faites, soutint que le duc n'avait point été compris dans le traité d'Espagne, et, tout en réclamant impérieusement la cessation des hostilités, il exigeait encore de l'argent, des vivres, et des tableaux du plus grand prix. N'ayant donc plus la liberté du choix, le duc adressa aux marquis Pallavicini et de la Rosa, des instructions très étendues, avec l'ordre de traiter, et de se soumettre à toutes les conditions qu'on leur imposerait. En premier lieu, par la médiation du ministre d'Espagne, une trêve fut conclue à

Plaisance, le 9 mai. Le duc n'avait ni fusils, ni canons, ni armes d'aucune espèce, ni forteresses à livrer aux républicains; mais il se soumit à leur payer en peu de jours six millions de Parme, c'est-à-dire environ un million et demi de francs; de plus, des vivres et des effets d'habillement pour l'armée, en quantité considérable. Il s'obligea, en outre, à établir dans Plaisance, pour l'armée républicaine, deux hôpitaux pourvus de tout point. Enfin, il devait livrer aux Français vingt tableaux des plus précieux, parmi lesquels on remarquait le Saint Jérôme du Corrège. Tel fut l'accord passé, à l'intercession de l'Espagne, entre les républicains et le duc de Parme. On aperçoit, au premier coup d'œil, combien les conditions en étaient dures pour ce prince. Cependant, je trouve écrit que le chevalier Azara, ministre d'Espagne à Rome, y voyait beaucoup de modération. Buonaparte envoya Cervoni à Parme, avec ordre de se faire livrer l'argent et les tableaux, et de veiller à la stricte exécution de la trêve. Réduit à cette nécessité, le duc fit remettre son argenterie à l'Hôtel des Monnaies, afin de la convertir en espèces. L'évêque en fit autant. C'est ainsi qu'en épuisant jusqu'aux dernières ressources, Ferdinand parvint à rassembler la somme nécessaire, et satisfit aux conditions du traité. D'un autre côté, les émigrés de Parme et de Plaisance lançaient de Milan, leur refuge, des écrits sans nombre où le duc était déchiré;

c'était pour le prince un grand sujet de chagrin. Ces émigrés se présentaient souvent au quartier-général de Buonaparte à Milan. Il les accueillait avec bienveillance, les assurait de sa protection, et leur offrait des places. Les uns acceptaient et le payaient par des flatteries; d'autres le refusaient en républicains, protestant qu'ils ne voulaient rien que la liberté de leur pays. Ces derniers, Buonaparte les regardait comme des fous.

Éveillé par le bruit des armes républicaines, le duc de Modène s'enfuit à Venise, emportant avec lui une partie de ses trésors. Les chefs de la république française en Italie s'en formalisèrent, comme si le duc eût été obligé de laisser ses richesses à Modène, pour leur usage. En partant, le duc créa un conseil de régence, qui dépêcha aussitôt le comte de Saint-Roman vers Buonaparte pour lui demander la paix. Celui-ci répondit qu'il accorderait une trève au duc de Modène, à condition qu'il verserait, dans huit jours, à la caisse de l'armée, six millions de livres tournois; qu'il fournirait en outre des vivres, des charrois, des bêtes de somme et de trait, pour une valeur de deux autres millions, et qu'il fallait donner une réponse définitive au bout de quarante heures. C'était là l'effet des instigations du vieux Lallemand. La trève fut donc conclue; seulement, le gouvernement ducal obtint la remise d'un million sur les fournitures, et dix jours pour

le payement des six millions. On offrit quinze tableaux des plus grands maîtres, au choix des républicains, qui promirent de payer comptant toutes les fournitures dont ils auraient besoin, à leur passage par le duché.

C'est ainsi que fut traité le duc de Modène, qui n'avait jamais commis d'hostilités envers la France; on n'eut d'autre motif à faire valoir, sinon qu'il était feudataire de l'Empire; titre fort insignifiant, qui ne le rendait nullement sujet du corps germanique, et qui lui laissait toute liberté dans le choix de ses alliances. Jamais pareil reproche n'avait été adressé au duc de Modène, et l'on ne s'avisa de ce prétexte, qu'au moment où l'on trouva convenable de dépouiller le prince.

Pour en revenir à Milan, siége principal des républicains, et d'où particulièrement devaient se répandre dans toute l'Italie des germes de trouble et de confusion, Buonaparte prit deux résolutions importantes. La première fut de congédier les magistrats créés par l'archiduc avant son départ, et de leur substituer des hommes partisans ou dépendans de la France; la seconde, de se procurer de l'argent et des fournitures qui facilitassent à l'armée le cours de ses victoires. A cet effet, au lieu de la junte d'état, il institua l'administration générale de Lombardie; au lieu du conseil des décurions, un corps municipal, où entrèrent volontiers quelques hommes re-

commandables et très considérés, tels que François Visconti, Galéazzo Serbelloni, Parini et Pierre Verri. Le général Despinois présidait ce nouveau conseil, qui lui soumettait les affaires les plus délicates et les plus secrètes.

Cependant, pour combler le gouffre de la guerre, Buonaparte frappait la Lombardie, sa conquête, d'un impôt de vingt millions de francs. Il autorisait, en outre, les commissaires et les officiers de son armée à recouvrer, par la force, les denrées dont il avait besoin, en donnant toutefois un récépissé à l'acquit. Son intention était que la contribution portât de préférence sur les riches et sur les corps ecclésiastiques qui jouissaient depuis si long-temps de l'immunité des taxes. L'exécution fut conforme à son désir; mais les riches, soit qu'ils se sentissent chargés à l'excès, soit qu'ils n'aimassent pas le nouvel ordre de choses, répandirent sourdement des alarmes, firent partager leur mécontentement à ceux qu'ils fréquentaient, et congédièrent leurs nombreux domestiques. Ceux-ci, froissés dans leurs anciennes habitudes, aigris d'ailleurs par leur misère présente, semaient partout, et principalement parmi le bas peuple, des étincelles capables d'allumer le plus violent incendie. Pour prévenir ce danger, et attendu que les riches habitaient surtout Milan, la municipalité ordonna que les maîtres continueraient de payer les gages de leurs domes-

tiques ; mesure insuffisante, par la difficulté d'amener les domestiques à dénoncer leurs maîtres. Elle ne s'en tint pas là : embarrassée au dernier point, et ne sachant plus comment pourvoir à la fois au logement des troupes, aux fournitures obligées de toute espèce, aux gratifications, à la table des généraux, des commissaires, des commandans et des officiers, elle établit, sous le nom d'emprunt, un impôt extraordinaire de quatorze deniers par écu, sur la valeur des maisons et des biens ruraux dans le Milanais. Je passe sous silence l'enlèvement des chevaux et des voitures ; ces objets appartenant, comme on disait, à des aristocrates, il paraissait tout simple à chacun de s'en emparer. Joignez à cela les excès habituels des gens de guerre, et plus fréquens dans cette armée que dans toute autre, parce qu'à l'orgueil de victoires éclatantes et multipliées, se réunissait toute l'ardeur d'une opinion politique fortement opposée à celle des peuples au milieu desquels elle se trouvait. Je parle ici en général, mais surtout des chefs supérieurs ; beaucoup d'officiers subalternes, au contraire, soit par l'effet d'une éducation distinguée, soit par bonté naturelle, se comportèrent, en public et en particulier, de manière à se concilier la bienveillance du peuple conquis ; et, grâce à cette harmonie des caractères, les Milanais s'étaient familiarisés avec eux, au point d'oublier entièrement l'impression

née de la terreur des armes, et des vexations exercées par ceux-là même qui, au lieu de donner l'ordre et l'exemple de la modération, ainsi que leur grade leur en imposait le devoir, encourageaient les désordres commis sous leurs yeux. Mais ce qui contribuait le plus à exaspérer les esprits, c'était les réquisitions arbitraires de denrées, que certains hommes faisaient dans les campagnes, soit pour l'entretien de l'armée, soit pour leur compte personnel. En effet, affranchis de toute surveillance dans les villages, ils dépouillaient le riche et le pauvre, les partisans de la France aussi bien que ses ennemis; multipliant en outre la menace et l'insolence, que l'homme pardonne plus difficilement qu'un tort matériel; conduite d'autant plus imprudente, qu'en soulevant l'indignation des peuples, on consumait sans fruit, en peu de jours, ce qui aurait pu suffire aux besoins de plusieurs mois, et que les contrées les plus riches inclinaient rapidement à une misère complète. Tout cela excitait la haine contre les Français, et plus encore contre les Italiens qui secondaient leurs actes, ou partageaient leurs opinions. Le peuple ne séparait pas les bons des méchans; il les enveloppait, au contraire, dans une réprobation commune, parce qu'il voyait que tous favorisaient l'entreprise d'une nation à qui la violence avait ouvert le chemin du pays, d'une nation perturbatrice de l'antique repos et du

bonheur de l'Italie. A la vérité, les patriotes italiens criaient bien haut à la liberté, beaucoup plus haut même qu'il ne convenait; mais pouvaient-ils espérer que, dans l'esprit d'un peuple accablé d'impôts, et aigri par les excès du soldat, un mot vain et abstrait prévaudrait sur un mal réel et présent? Ce peuple détestait une liberté qui se montrait à lui escortée de l'injustice et de la rapine. L'indignation était donc manifeste, et la force seule l'empêchait d'éclater. Frappés dans leurs biens, blessés dans leurs opinions, les nobles se prévalaient de ce mécontentement général, puissamment secondés par les amis de l'archiduc, et par les ecclésiastiques inquiets pour la religion et leurs propriétés. On répandait audacieusement dans les campagnes le bruit de la fin prochaine de la domination étrangère; on répétait que l'Italie était le tombeau des Français; que si leurs irruptions avaient toujours été rapides, leur fuite ou leur extermination l'avaient été davantage; que Dieu ne permettrait pas à un peuple ennemi de son nom un long séjour dans cette même Italie où siégeait son saint vicaire; que déjà les enseignes de l'Autriche flottaient de nouveau entre le Tésin et l'Adda; que, des montagnes du Tyrol, descendaient de puissantes armées impériales; que les armes vacillaient dans les mains du Français insolent; que le moment était venu de s'unir, de s'armer, de se lever pour la défense

de ce que l'homme a de plus cher, de plus respectable et de plus sacré; que les faveurs et les récompenses du ciel attendent ceux qui préfèrent la patrie à l'existence; que le succès était certain, et que déjà les enseignes de la république fuyaient au loin devant les aigles de l'Empire.

Ainsi croissait un mécontentement dont on attendait les résultats les plus funestes. Le comte Gambarana, homme actif et grand ennemi du nom français, passait alors pour l'auteur principal de ces instigations. Il ajoutait que les Français avaient le projet d'enrôler de force la jeunesse de Lombardie, de l'incorporer avec les soldats de la république, et de la faire marcher contre l'empereur. Une fois alarmés, les esprits accueillent avidement tous les bruits qui circulent; et, malgré les efforts des magistrats choisis par les Français, quoi que pussent faire leurs partisans pour persuader le contraire au peuple, celui-ci resta convaincu de l'exactitude des rapports, et s'en pénétra chaque jour davantage. Au milieu de ces ressentimens, une action vraiment horrible fut commise à Milan. La haine rompit alors toutes ses digues, et déborda comme un fleuve.

Il y avait à Milan un mont-de-piété très riche, où se conservaient, soit gratuitement et à titre de dépôt, soit à intérêt comme nantissement, de fortes sommes d'or et d'argent, des bijoux de la

plus haute valeur, et différens autres objets de moindre prix. Selon l'usage, en Italie, une grande partie de ces dépôts formait la dot de pauvres demoiselles, et s'y tenait en réserve par les parens jusqu'au moment du mariage de leurs enfans. Cet établissement était sacré pour tous, non seulement parce que c'était un gage de foi publique, mais encore parce que la meilleure partie des consignations appartenaient à des personnes peu favorisées de la fortune, ou victimes d'événemens malheureux. Buonaparte et Salicetti avaient à peine mis le pied dans la cité impériale de Milan, qu'ils s'emparèrent, malgré les représentations de plusieurs généraux, des objets les plus précieux du mont-de-piété, les dirigèrent sur Gênes, et donnèrent avis au directoire qu'ils y resteraient à sa disposition. Cette spoliation fut bientôt connue; on ajoutait, et c'était en partie la vérité, que le bien des pauvres n'avait pas été plus respecté que celui des riches. Cette circonstance, l'incontinence des soldats, les dévastations des campagnes, les emportemens des patriotes, dont les uns vantaient au peuple une liberté qu'il ne comprenait pas, dont les autres, par leur exemple, donnaient à penser que cette liberté n'était que l'oubli des mœurs, enfantèrent une indignation générale. Le peuple prêta l'oreille à des rapports sans fondement; il ne vit plus ou méprisa les dangers, et résolut de se sou-

lever contre les Français. Milan lui-même ne fut pas exempt de troubles. Un jour que les républicains faisaient je ne sais quelle réjouissance autour de l'arbre de la liberté, le peuple en conçut une telle fureur qu'il courut contre eux et allait sans doute les maltraiter, si Despinois, à la tête d'un escadron de cavalerie, n'eût réprimé cette impétuosité, et dispersé aussitôt la multitude. Mais les choses ne se passèrent pas aussi tranquillement aux environs de la ville, surtout vers la porte du Tésin. Dans ces campagnes, les Français et les patriotes italiens voyageaient seuls ou peu accompagnés; la force armée n'était pas là, comme à Milan, toute prête à les défendre; ils furent assaillis et massacrés par les paysans. Ces meurtres en présageaient de plus nombreux, et laissaient entrevoir les plus terribles conséquences. Toutefois le fort de la tempête était dans le bas pays, vers le Pô et le Tésin; à Binasco, principalement, la rage contre les Français et ceux qu'on appelait jacobins, était parvenue à l'extrême. Binasco était situé sur la grande route, à une égale distance entre Milan et Pavie. Persuadés que les traitemens les plus cruels devaient être permis contre des hommes qui, selon eux, foulaient aux pieds la religion, et pillaient les monts-de-piété; les habitans et ceux des pays voisins égorgeaient sans distinction les Français et les

Italiens partisans de la France. Ce soulèvement n'ayant pas été prévu, un grand nombre de Français et même un détachement tout entier de soldats de cette nation furent inhumainement assassinés par cette multitude, animée d'une fureur aveugle, bien plus que du désir légitime de défendre la patrie contre l'étranger et ses adhérens.

Le bruit de l'approche des Autrichiens, répandu à dessein par les chefs des mécontens, acquérait chaque jour plus de consistance. Les populations du Pavesan se soulevèrent à l'exemple de Binasco. Armés de fusils, de pistolets, de sabres, de haches, de bâtons, de tout ce que le hasard leur avait offert, de tout ce que la rage leur avait fait saisir, les habitans marchèrent sur la capitale de la province. Ceux-là même, et le nombre en était considérable, qui savaient que l'arrivée des Autrichiens n'était qu'un bruit chimérique, ceux-là se réunissaient à la foule tumultueuse, persuadés qu'ils étaient que les Français accouraient pour mettre le sac dans Pavie. Les Pavesans eux-mêmes, déjà irrités à la vue d'un arbre de liberté planté sur la place publique par les amis du nom français, irrités encore par le brisement d'une statue équestre de bronze, réputée antique, et paraissant représenter un empereur romain, s'étaient soulevés dans la matinée du 23 mai, et parcouraient la ville, armés et furieux. La foule se pressait sur la place. Déjà, au

milieu des cris, du tumulte et des rires bruyans de cette multitude effrénée, de jeunes enfans se groupaient autour de l'arbre, et se disposaient à l'abattre. Chaque heure, chaque instant voyait grossir le rassemblement. Le tocsin résonnait à coups précipités dans la ville, et se confondait, avec un bruit terrible, au tocsin des campagnes. Le peuple lançait des cris de mort contre les patriotes, qui se cachaient dans les retraites les plus secrètes de leurs habitations; mais le peuple montra plus de modération dans ses actes que dans ses paroles, et se contenta d'emprisonner ceux qu'il parvint à saisir. Les hommes paisibles s'étaient renfermés à la hâte dans leurs maisons, et attendaient avec anxiété ce que la fortune, dans un danger si pressant, allait faire pour leur salut ou leur perte. Les soldats français répandus dans les environs avaient été arrêtés. Ceux qui étaient restés dans la ville, au nombre de quatre cents environ, la plupart mal équipés, malades ou convalescens, ne s'étaient réfugiés qu'avec peine dans le château, où le défaut de vivres rendait pour eux une longue défense impossible.

Sur ces entrefaites, arrivèrent les habitans des campagnes, rivalisant de fureur avec ceux de la ville. Quelques individus parmi les plus opulens, soit qu'ils craignissent pour eux-mêmes, soit qu'ils se rappelassent que le peuple déchaîné s'en prend

également à ses amis et à ses ennemis, et plutôt aux riches qu'aux indigens, soit qu'ils voulussent favoriser le mouvement, avaient fait apporter sur la place, des barriques de vin, du pain, de la viande et d'autres comestibles en abondance. Au milieu d'une telle confusion, la voix des honnêtes gens était étouffée, les méchans triomphaient, les paysans, foule ignorante et forcenée, incapable de soumettre les événemens aux calculs de la raison, ne voyant aucun secours se présenter en faveur de leurs adversaires, s'abandonnaient d'avance à l'excès de leur joie, au délire de leurs espérances, et déjà se proclamaient, en idée, les libérateurs de Milan, de la Lombardie et de l'Italie tout entière.

Au même moment, arrivait à Pavie Haquin, général français, qui, n'ayant rien appris de ce tumulte, se rendait sans défiance au quartier-général de Buonaparte. Mais à peine avait-il mis le pied dans les murs, qu'il fut entraîné à l'Hôtel-de-ville où déjà beaucoup de soldats français, désarmés et au pouvoir de la multitude furieuse, attendaient, incertains, ou la vie ou la mort. Après avoir caché Haquin dans l'endroit le plus reculé de l'Hôtel, les magistrats mirent tous leurs soins à calmer l'effervescence aveugle qui s'agitait autour d'eux; efforts inutiles, la rage avait pris la place de la raison. Enfin, la populace effrénée force l'entrée

de l'Hôtel, s'empare du général français, et allait le massacrer, lorsque les officiers municipaux, lui faisant un rempart de leurs corps, le sauvèrent encore en ce moment. Cependant, frappé d'un coup de baïonnette au milieu des épaules, il fut traîné par les rues au milieu d'une foule immense qui, comme une bête féroce acharnée à sa proie, poussait d'horribles hurlemens, et cherchait à déchirer sa victime. Toutefois, tant de furie dut céder au courage des chefs de la ville, qui aimèrent mieux s'exposer eux-mêmes à la mort que de voir le général français égorgé à leurs yeux : exemple mémorable, digne des plus grands éloges, et fait pour honorer les annales de l'histoire!

En même temps que plusieurs des municipaux assuraient le salut de Haquin, d'autres travaillaient à la délivrance des Français arrêtés. Le succès couronna leurs efforts généreux, et beaucoup de Français, arrachés au plus grand péril, furent redevables de la vie à l'humanité des magistrats italiens, qui, sans armes, par leurs exhortations seules et l'autorité de leur nom, parvinrent enfin à comprimer cette populace déchaînée.

Haquin eut bientôt l'occasion de manifester sa reconnaissance. Buonaparte, redevenu maître de Pavie, voulait faire périr les magistrats comme auteurs de la révolte. Haquin plaida leur cause avec zèle, et supplia instamment Buonaparte d'épargner des vieillards, plus propres à ramener

le peuple à la soumission qu'à l'exciter à la révolte; des hommes, étrangers au soulèvement qui avait eu lieu, et qui, par une éclatante générosité, au péril même de leur existence, l'avaient mis à même, lui et plus de cent cinquante Français qui leur devaient la vie, de solliciter pour eux le bienfait qu'ils en avaient reçu. C'est une grande satisfaction pour nous de pouvoir signaler l'action pieuse de ce bon et valeureux Français, de la saisir au milieu des destructions, des dévastations et des massacres; au milieu des accusations mutuelles, toujours condamnables parce qu'elles sont toujours exagérées, de perfidie chez les Italiens et de cruauté chez les Français.

Malgré tout, la consternation régnait dans Pavie, non que les Français inspirassent beaucoup d'épouvante, l'exaspération aveuglait les esprits; mais les gens de bien craignaient que cette rage ne cherchât un aliment dans le désordre et dans l'anéantissement de la malheureuse ville. Le jour n'ôtait rien à l'effroi, la nuit redoublait les alarmes, et cette noble cité se voyait réduite à périr, ou par la fureur intestine, ou par la vengeance de l'étranger. Ainsi se passèrent les deux nuits du 23 au 25. La garnison française réfugiée dans le château venait de capituler, le peuple se croyait plus que jamais certain de la victoire, et il touchait à la catastrophedéplorable qui devait couronner son entreprise insensée.

On était au 25 mai, lorsque tout-à-coup, d'abord dans le lointain et bientôt de plus près, on entendit retentir le bruit du canon; à chaque instant les coups se multipliaient plus rapides : tout annonçait un violent orage du côté de Binasco. Les uns disaient que c'étaient les Autrichiens qui approchaient, le plus grand nombre n'en croyait rien, tous commençaient à trembler sur l'avenir; les citadins surtout demeuraient consternés. Les paysans, obscurs par le nom, inconnus par le domicile, pouvaient fuir facilement, à la vérité, au moment du plus grand danger; mais la ville, objet certain des fureurs de l'ennemi, la ville restait exposée au choc de cette épouvantable tempête.

Buonaparte, après avoir laissé une garnison dans Milan, s'était dirigé sur Lodi, à l'effet de poursuivre, avec sa célérité accoutumée, l'armée vaincue de Beaulieu, lorsqu'il reçut la nouvelle du soulèvement de Binasco et de Pavie. Appréciant l'importance de ces mouvemens, sachant qu'un incendie de cette nature est plus prompt à s'allumer qu'à s'éteindre, il retourna subitement à Milan, emmenant avec lui un escadron de cavalerie d'élite et un bataillon des plus braves grenadiers. Considérant ensuite que la multitude, qui s'était révoltée avec fureur, pouvait persister avec obstination, peut-être aussi voulant épargner le sang, il résolut d'envoyer à Pavie monseigneur Vis-

conti, archevêque de Milan. Il espérait que ce personnage, par l'autorité de son rang et de ses discours, ramènerait à des idées plus saines les esprits envenimés; mais, en même temps, voulant que la force assurât ce que les exhortations pourraient bien, après tout, ne pas opérer, il rassembla des troupes et les tint prêtes à marcher sur Pavie. Elles partirent sans délai, rencontrèrent, chemin faisant, les Binaschesiens, qu'elles rompirent sans efforts, et dont elles firent un grand carnage. Arrivées à Binasco, elles mirent le feu à plusieurs quartiers et réduisirent le village en cendres. Le peuple apprit par ce funeste embrasement que le carnage naît du carnage, que la flamme appelle la flamme, que les fourches, les bâtons et l'impétuosité désordonnée de la multitude sont de faibles armes contre les baïonnettes, l'artillerie et la discipline d'une armée. L'infortuné Binasco n'offrit pendant long-temps qu'un monceau de ruines fumantes et de cendres accumulées, sujet terrible de méditation pour le voyageur qui s'arrêtait à les contempler.

Cependant l'archevêque arrivait à Pavie, et s'étant placé au balcon de l'Hôtel-de-Ville, adressait à la foule rassemblée pour l'entendre, les exhortations les plus vives. Il rappelait la défaite entière des Autrichiens, la victoire complète des Français, la soumission générale des peuples, l'incendie de Binasco, l'arrivée des phalanges

républicaines altérées de vengeance, l'approche de Buonaparte lui-même, vainqueur de tant d'armées, accoutumé à se laisser fléchir par la soumission bien plus qu'à pardonner à la résistance : « Pensez à Dieu, s'écriait-il, qui condamne toujours les excès. Pensez à vos femmes bientôt veuves, à vos enfans bientôt orphelins. Réprimez une fureur aveugle qui vous entraîne au précipice. Songez à cette antique cité, séjour des merveilles de l'art, siége de tant de monumens magnifiques. Sans fortifications qui la protégent, sans armée qui la défende, elle serait soudain la proie d'une soldatesque étrangère, animée à la vengeance par un capitaine invincible. Binasco est déjà réduit en cendres, la flamme va dévorer Pavie elle-même si vous cédez à une illusion manifeste, plutôt qu'à la voix de celui qui, dans ses principes, dans son rang et dans sa vieillesse, trouve plus de motifs pour haïr le mensonge que pour craindre la mort. »

Ainsi parlait l'archevêque, inspiré surtout par le désir de sauver la ville. Mais les furieux qui l'écoutaient se montrèrent plus accessibles à l'erreur de leur esprit qu'à la persuasion de ses paroles. Ils s'écrièrent qu'il ne fallait point prêter l'oreille aux discours de l'archevêque, qu'il était vendu aux Français, que c'était un jacobin, et prodiguèrent mille autres injures au vénérable prélat. Il ne restait donc plus d'espérance. Désabusée dorénavant sur l'arrivée des Autrichiens,

certaine au contraire de l'approche menaçante des Français, la multitude ferma, barricada les portes, et distribua partout sur les murailles, des hommes armés pour les défendre. Mais voilà que Buonaparte arrive comme la foudre, et enfonce à coups de canon ces portes mal assurées. Le peuple fait d'abord quelque résistance; mais, cédant bientôt à des armes réelles et à des bataillons disciplinés, il abandonne les remparts et s'enfuit en désordre. Les paysans regagnent les campagnes ; les habitans se cachent dans leurs maisons : que va résoudre le vainqueur? La ville s'attend au dernier désastre!

La cavalerie républicaine entra dans la ville au galop, massacrant tout ce qui se trouvait sur son passage. Une centaine de mécontens périrent dans cette première charge. Buonaparte lui-même se présente à la porte de Milan, pointe son artillerie contre la rue principale, et foudroie horriblement l'intérieur de la ville. Scène de désolation et d'effroi, où se confondaient tout ensemble les éclats du canon, les gémissemens des fuyards et des mourans, le trépignement des chevaux et les cris de fureur des soldats acharnés à la destruction de la cité! La mort, qui planait dans les rues, poursuivait ses victimes jusque dans les habitations. Enfin le sac général est ordonné, Buonaparte livre Pavie à la merci du soldat. A peine cette résolution terrible fut-elle connue qu'il

s'éleva de toutes parts un douloureux concert de lamentations capables d'attendrir les cœurs les plus endurcis. Mais le soldat, farouche de sa nature, irrité d'ailleurs par le meurtre de ses compagnons, se hâta de commettre des actes condamnables, non pas seulement pendant la paix, mais condamnables même pendant la guerre. Si le péril menaçait les fortunes, il menaçait aussi les personnes. La beauté la plus parfaite, la chasteté la plus pure n'étaient qu'un aiguillon de plus à la brutalité sans frein des pillards. Ces demeures, naguère heureux séjour de la félicité des familles, étaient devenues celui d'une douleur et d'un effroi sans exemples. Les pères et les mères voyaient outrager à leurs yeux ces vierges dont leur tendresse active avait, jusqu'à ce jour, environné de tant de soins la pudeur et l'innocence; et la perte la moins sensible était celle de la fortune. La rage de l'étranger laissait d'affreux vestiges dans les lieux les plus sacrés. Combien de nobles édifices mutilés, combien d'utiles et précieux ornemens dispersés et détruits! Le pauvre était plus à plaindre encore que le riche: celui-ci ne perdait qu'un mobilier, faible partie de ses richesses; celui-là perdait son unique ressource. Telles étaient les prémices de la liberté. Prétendra-t-on, en faveur de Buonaparte, que le sang de ses soldats égorgés demandait vengeance, que la sûreté de son armée autorisait de pareils excès? D'accord; mais était-il

bien nécessaire de piller le Mont-de-Piété, d'insulter les personnes et de dévaster les campagnes? La raison veut donc que ces actes de barbarie soient rapportés à leur véritable auteur; et c'est là, n'en doutons pas, le jugement qu'en porte l'Être suprême, juste appréciateur de nos œuvres.

La nuit du 25 mai descendit enfin, et vint couvrir, à la fois, les cruautés des vainqueurs et les souffrances des vaincus. L'obscurité redoublait encore la terreur. Aux gémissemens qui sortaient des lieux sombres et reculés, on devinait des excès dont l'humanité a le plus d'horreur et d'épouvante. C'est ainsi que s'écoula cette nuit affreuse, au milieu du mélange confus des cris poussés par le désespoir, des menaces de ceux qui, déjà chargés de dépouilles, en exigeaient encore davantage; des allées et venues continuelles des soldats, courant à la rapine ou revenant du pillage. Scène déplorable, éclairée de temps en temps par les lueurs incertaines qui brillaient çà et là dans ces horribles ténèbres. Le jour qui survint ne vit cesser ni les tourmens ni les violences; seulement, la soif de l'or qui ne s'éteint pas, continuait, plus ardente que la brutalité des sens qui s'apaise, et si le soldat se montrait toujours avide de butin, il ne songeait plus du moins à outrager la pudeur. Toutefois, le retour de la lumière rendait le spectacle plus douloureux, en exposant au grand jour l'effet du désastre de la nuit. Les habitans

pouvaient mesurer par eux-mêmes toute l'étendue de leurs pertes ; ils fondaient en larmes, pendant que les soldats, réunis en foule dans les maisons ravagées ou sur les places publiques, faisaient éclater une joie bruyante et des ris immodérés, buvaient, s'enivraient, racontaient avec jactance, à la manière des camps, leurs exploits réels ou supposés, et se félicitaient hautement d'avoir égalé les atrocités de l'injure par les atrocités de la vengeance.

Tel se montrait l'ensemble de la troupe ; mais à Dieu ne plaise que l'indignation et la pitié dont nous ont remplis des actions si cruelles, nous fassent oublier les traits de bienfaisance dont s'honorèrent beaucoup de soldats français au milieu de cette épouvantable confusion ! Bon nombre d'entre eux, détestant la faculté que leur donnait Buonaparte, refusèrent de souiller leurs mains du pillage de la ville : d'autres, plus généreux encore, se plaçaient au-devant des malheureux que la violence allait saisir, ou faisaient un rempart de leurs corps aux femmes infortunées que le déshonneur allait atteindre. Des rixes sanglantes s'élevèrent même entre les uns et les autres, étrange querelle entre la compassion et la brutalité ! J'ai entendu raconter à de jeunes et chastes vierges comment, dans cet extrême péril, des soldats français les avaient arrachées à l'opprobre ; je l'ai entendu, et des larmes d'attendrissement

ont coulé de mes yeux. Chez quelques uns de ces soldats, c'était impulsion spontanée de la nature; chez les autres, c'était la pitié qui les saisissait après coup. Entrés eux-mêmes dans les maisons envahies, ils allaient prendre part au brigandage, lorsque, frappés subitement de l'épouvante et de la douleur des habitans, ils s'arrêtaient, et d'ennemis furieux devenaient en un moment gardiens fidèles et défenseurs généreux. Quelques uns, voyant les femmes s'évanouir à la vue des atrocités qui les environnaient, oubliaient aussitôt leurs projets de rapine, s'empressaient autour de ces femmes pour les rappeler à la vie et les rassurer. D'autres enfin, transportés, du délire général et déjà chargés de dépouilles, retournaient tout à coup restituer le fruit de leur rapine, par la seule idée qui se présentait à eux de la misère où allaient se trouver les propriétaires légitimes. Si donc, au milieu d'un tel désordre, quelques Français d'un naturel dépravé, ne se laissèrent toucher ni aux prières ni aux lamentations de leurs victimes, d'autres firent preuve d'une bonté parfaite et d'une compassion plus puissante chez eux que la vengeance et l'avarice : d'autant plus louables en cette circonstance, qu'ils avaient encore à résister à l'exemple! N'oublions pas de dire que, parmi ces violations de la propriété, ces insultes à la chasteté, le sang du moins ne rougit point les mains du vainqueur, sujet bien digne, je ne dirai pas de surprise, mais des

plus grands éloges, puisque le soldat trouvait à la fois, dans le meurtre, impunité et profit. Une particularité très remarquable dans cet événement, fut le privilége accordé aux bâtimens de l'Université. Ils furent préservés encore bien qu'ils renfermassent, et surtout le Muséum d'Histoire naturelle, beaucoup d'objets de prix, même pour des soldats. Ces égards avaient été recommandés par les chefs militaires, et c'est un des titres de Buonaparte à la reconnaissance de la postérité, qu'au milieu de pareilles fureurs, le soldat ait conservé pour les études, et les objets qui en sont les auxiliaires, le respect qui leur est dû. Plus admirable encore fut la modération des officiers subalternes et des soldats qui, remplis de vénération pour le nom de Spallanzani et d'autres savans professeurs, s'abstinrent, à la plus légère invitation, ou sans en avoir été nullement priés, de porter atteinte aux propriétés de ces savans : pouvoir suprême de la science et de la vertu, même sur les hommes accoutumés à vivre au milieu du sang et des armes.

Enfin le 26, à midi, se termina le pillage, ainsi que Buonaparte l'avait ordonné. Satisfait de la punition infligée, le vainqueur ne chercha point à se venger de ceux qui, pris les armes à la main, et encore tout couverts du sang des français, avaient mérité, selon les prétendues lois de la guerre, que les républicains les traitassent comme ils avaient

traité les républicains. Un seul, dans le premier désordre, fut passé par les armes; trois autres, couverts de blessures et en danger de succomber, furent portés à l'hôpital. Les journaux et les écrits du temps racontèrent faussement que les magistrats, qui tous appartenaient à la noblesse, avaient été punis de mort; ils furent seulement privés de leurs charges et conduits à Antibes en qualité d'otages, avec plusieurs autres habitans des plus notables. En outre, les cloches furent enlevées dans toutes les campagnes, et les populations désarmées; l'ordre fut donné qu'au moindre mouvement d'une ville quelconque, la place fût mise à feu et à sang.

Pavie, ébranlée par une secousse si violente, fut long-temps à revenir de sa stupeur et de son effroi, mais enfin, au moyen d'un régime intérieur plus régulier, grâce aux manières affectueuses des Français, et surtout à la douceur du général Haquin, la confiance succéda bientôt à la crainte, chacun retourna à ses occupations accoutumées, et les habitans commencèrent à se familiariser avec ces soldats, terribles par leur réputation, plus terribles encore par leurs actes. Le premier et le principal ornement de Pavie, c'était l'Université; les nouveaux magistrats ordonnèrent qu'elle reprît ses travaux, et les professeurs furent comblés de caresses. Les Français aussi, principalement ceux qui n'étaient point étrangers aux sciences et aux lettres, secondèrent cette bienveillance du gou-

vernement en faisant l'accueil le plus flatteur à Spallanzani, Scarpa, Volta, Mascheroni, Presciani, Brugnatelli, et les autres savans, lumière et honneur de l'Italie. C'est ainsi que parmi le fracas des armes, se relevait l'université de Pavie, et le plus bel ouvrage de l'empereur Joseph II, trouvait des protecteurs et des appuis chez ceux-là même qui avaient enlevé l'Italie à ses successeurs. L'élection de Razori, à la place de professeur, trouva seule de l'opposition; jeune encore, il entrait avec une ardeur extrême dans les voies nouvelles qui s'ouvraient, tandis que les autres professeurs, hommes graves, prudens et expérimentés, auraient voulu trouver dans leur collègue, le désir de conserver un état de choses éprouvé, plutôt que cet amour pour des innovations incertaines.

Le mouvement de Pavie avait un moment détourné Buonaparte de l'exécution de ses desseins. Le tumulte apaisé, il s'apprêta de nouveau à mettre la dernière main à ses projets contre Beaulieu. Ce général, ainsi que nous l'avons rapporté, s'était établi avec les débris de son armée sur la rive gauche du Mincio, de manière qu'au moyen des ponts de Rivalta, de Goito et de Borghetto, dont il était maître, il avait facilement accès sur la rive droite. L'heure suprême de la république vénitienne s'approchait; la foudre, jusqu'alors éloignée de son territoire, allait bientôt éclater sur sa tête. Deux rivaux enflammés l'un

contre l'autre, se disposaient à une lutte aussi sangiante qu'elle devait être acharnée. Instruit de la résolution prise par les Français d'attaquer l'ennemi partout où ils le rencontreraient, le sénat voyait que la Terre-Ferme serait le premier théâtre de la guerre ; et quoiqu'il fût impossible d'apercevoir le résultat précis du choc terrible qui allait avoir lieu sur le domaine de Venise, on prévoyait déjà qu'il ne pouvait enfanter que les événemens les plus déplorables. Il ne s'agissait plus, en effet, du simple passage d'une armée qui se rend à sa destination, et que la crainte n'oblige point à laisser de garnisons dans les villes et dans les forteresses. L'état des choses était tel, au contraire, que les deux partis, sur le point d'en venir aux mains, devaient d'abord penser à saisir tous leurs avantages, même au préjudice de la neutralité de Venise, parce que la conservation personnelle et la nécessité de vaincre l'emportent sur le respect dû à la dignité et aux droits d'autrui. Les représentans publics de Brescia et de Bergame, le dernier surtout, citoyen rempli de zèle, avaient eu grand soin d'informer le gouvernement de tout ce qui se passait aux frontières, et du danger, qui, chaque jour, devenait plus pressant ; mais leurs instances étaient demeurées sans effet, parce que le temps manquait, et que les partisans de la neutralité désarmée prévalaient toujours dans les conseils de la républi-

que. Toutefois le moment était critique, et le sénat, dans une circonstance aussi grave, et qui embrassait tous ses intérêts, désirant établir l'unité dans la conduite des affaires de la Terre-ferme, y avait envoyé comme provéditeur général, Nicolas Foscarini, d'abord son ambassadeur à Constantinople. C'était un homme ami de son pays, d'un esprit sage, mais de peu de résolution, et trop faible assurément pour un fardeau si pesant; il en fournit bientôt la preuve. A peine entré dans ses fonctions, il se montra rempli de terreurs pour l'avenir. Le sénat espérait que Foscarini trouverait d'habiles tempéramens avec les chefs des deux armées, et qu'en leur démontrant la sincérité de la république, il les déciderait à causer le moins de dommage possible à la nation. Il espérait aussi qu'en voyant réunies dans une seule personne des fonctions si éminentes, une autorité si étendue, les populations de la Terre-Ferme, persévéreraient de plus en plus dans leur dévouement à la république, et qu'elles verraient, dans la mission d'un provéditeur chargé spécialement de veiller à leur salut, un témoignage du souvenir, et de la protection du gouvernement. On adjoignit à Foscarini, le comte Rocco San-Fermo : était-ce bien sage ? On ne le voit pas, puisque San-Fermo ne montrait pas d'éloignement pour les opinions nouvelles, et qu'il inspirait peu de confiance à l'Autriche. En effet, quand il remplissait à Bâle les fonctions de

ministre de Venise, sa maison avait été le rendez-vous commun des ministres de Prusse, d'Espagne et de France, au moment où ces puissances négociaient la paix entre elles. Revêtu d'une mission aussi importante, le provéditeur général établit sa résidence à Vérone, ville considérable, située sur l'Adige, et voisine des lieux où devait d'abord éclater la tempête. Il fut accueilli avec de grandes démonstrations de joie par les Véronais, persuadés que sa présence devait influer sur leur salut; mais les Véronais ne connaissaient pas les temps, et le sénat lui-même en avait mal jugé. Dans un tel dérèglement de principes politiques, dans une affaire où, des deux côtés, il y allait de la fortune tout entière de l'état, espérer qu'on écouterait la voix de l'honneur et de la justice, espérer qu'un magistrat désarmé pût opérer quelque bien, c'était bâtir sur le sable. Le procurateur Pezare l'avait prédit, en demandant des armes et des soldats; mais il ne fut point écouté, et la république s'abandonna, sans défense, à la loyauté de ceux qui n'en avaient pas.

FIN DU TOME PREMIER.

